

GUIDE DES SOURCES DE LA GRANDE GUERRE

1914 - 1918

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
(ANCIENNES BASSES-ALPES)

Jean-Christophe Labadie
Directeur

Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence

Nouvelle édition – Mai 2019



Ce guide des sources a été rédigé par Jean-Christophe Labadie, avec la collaboration des responsables des fonds aux Archives départementales, en l'occurrence Sophie Chouial, Annie Massot, Anne-Marie Gilly et Michel Restelli-Gonsaud. Annie Massot et Sophie Chouial en ont assuré la relecture.

Proposée en août 2014, la première version a été revue et corrigée en juillet 2015 puis en juin 2016. Depuis, des ajouts et quelques corrections ont conduit à cette nouvelle version.

Ce guide a été réalisé dans le cadre du programme des Archives départementales pour le centenaire de la première guerre mondiale, qui s'étale durant quatre années et qui bénéficie du label du comité du centenaire.

Le choix de réaliser un guide des sources dans une version numérique (PDF), et non sous une forme imprimée, offre la possibilité d'y apporter au fil du temps des compléments et des corrections. De même, le texte introductif à portée historique sera amendé et complété, au fur et à mesure des nouvelles recherches.

Un remerciement à Isabelle Grenut, pour les informations relatives à la série X et notamment sur l'intérêt présenté par le dossier des pupilles mobilisés (3 X 7).

Sauf mentions contraires, les références archivistiques renvoient aux fonds conservés aux Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence.

Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence

2 rue de Trélus, 04000 DIGNE-LES-BAINS

Texte : Jean-Christophe Labadie, directeur

ISBN 978-2-86004-043-3

Mai 2019

Table des matières

INTRODUCTION	7
Le déclenchement du conflit mondial.....	8
La « surprise » de la guerre !	8
Une armée de conscrits en 1914.....	10
La mobilisation dans les Basses-Alpes.....	10
Un département de « l'arrière ».....	13
Acteurs et victimes de la guerre	13
Combien de morts bas-alpins ?	14
Avoir 20 ans et combattre, les mobilisés de la classe 14.....	16
Des morts illustres.....	27
La Croix de guerre.....	28
La mobilisation des corps et des esprits	29
Les secours aux blessés	29
Tenir	30
À l'école de la patrie	32
Les étrangers	33
Le retour des « vainqueurs » et l'après-guerre	34
Un bilan démographique de la guerre	34
Se souvenir, commémorer : les monuments aux morts	35
Les « anciens combattants ».....	36
Le pacifisme d'après-guerre.....	37
Conclusion	38
ARCHIVES CONSERVÉES DANS DES INSTITUTIONS À RAYONNEMENT NATIONAL	39
Archives nationales	39
F ⁷ , Police générale.....	39
F ⁹ , Affaires militaires	39
F ²³ , sous-secrétariat d'état du ravitaillement, service du ravitaillement civil, 1914-1918.....	40
Bibliothèque nationale de France	40
Croix-Rouge internationale et Croix-Rouge française	40
Croix-Rouge internationale	41
Croix-Rouge française.....	41
Musée d'histoire contemporaine, Bibliothèque de documentation internationale et contemporaine (BDIC)	41
Service de santé des Armées.....	41
Service historique de la Défense.....	41
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	42
Série M – Administration générale et économie du département de 1800 à 1940	43
Sous-série 1 M, administration générale du département.....	43
Sous-série 2 M, personnel	44
Sous-série 4 M, police	46
Sous-série 5 M, santé publique et hygiène	49
Sous-série 6 M, population, affaires économiques, statistiques	51

Sous-série 7 M, agriculture, eaux et forêts	52
Sous-série 8 M, commerce et tourisme	59
Sous-série 10 M, travail et main-d'œuvre	59
Série N – Administration et comptabilité départementales.....	61
Série O – Administration et comptabilité communales (1800-1940).....	62
Monuments aux morts	62
Série P – Finances et comptabilité	71
2 P, Trésor public, comptabilité	71
5 P, douanes	71
Série R – Affaires militaires	72
1 R, préparation militaire et recrutement.....	72
2 R, organisation de l'armée.....	75
3 R, anciens combattants et victimes de guerre	76
4 R, garde nationale et gendarmerie	76
5 R, première guerre mondiale	77
Série S – Travaux publics	88
Série T – Enseignement et affaires culturelles	89
1 T, enseignement	89
2 T, culture et sport	96
Série U – Justice	97
2 U, tribunal criminel, cour d'assises, juridictions d'exception	97
3 U 1, tribunal de première instance de Digne	97
3 U 2, tribunal de première instance de Digne	99
3 U 3, tribunal de première instance de Sisteron.....	102
3 U 4, tribunal de première instance de Barcelonnette.....	104
3 U 5, tribunal de première instance de Castellane	105
4 U, justice de paix, tribunaux de simple police.....	107
Série V – Culte (1800-1940).....	112
1 V, préfecture.....	112
Série W – Archives contemporaines (1940 et après).....	113
Office national des anciens combattants et victimes de guerre	113
Série X – Assistance et prévoyance sociale.....	119
Sous-série 1 X, santé, administration hospitalière.....	119
Sous-série 2 X, bureaux de bienfaisance	119
Sous-série 3 X, assistance sociale	119
Sous-série 4 X, prévoyance et assurances sociales.....	121
Série Y –Établissements pénitentiaires (1800-1958).....	122
Série Z – Sous-préfectures (1800-1940).....	124
Sous-préfecture de Barcelonnette	124
Sous-préfecture de Castellane	127
Sous-préfecture de Sisteron.....	129
Série J – Documents entrés par voie extraordinaire	131
Série E dépôt – Archives communales déposées.....	137
E DEP 001 AIGLUN.....	137
E DEP 003 ALBIOSC.....	138
E DEP 006 ALLOS	138
E DEP 015 AURIBEAU	138
E DEP 018 BANON.....	138
E DEP 019 BARCELONNETTE.....	139

E DEP 020 BARLES.....	140
E DEP 026 BELLAFFAIRE	140
E DEP 027 BEVONS.....	141
E DEP 038 CARNIOL	141
E DEP 042 CASTELLET-LÈS-SAUSSES.....	142
E DEP 045 CÉRESTE.....	142
E DEP 046 LE CHAFFAUT	142
E DEP 048 CHASTEUIL	143
E DEP 051 CHATEAUNEUF-MIRAVAIL	143
E DEP 054 CHATEAUREDON	143
E DEP 058 CLARET	143
E DEP 060 LA COLLE-SAINT-MICHEL	144
E DEP 061 COLMARS.....	144
E DEP 068 DAUPHIN.....	145
E DEP 073 ENCHASTRAYES	145
E DEP 074 ENTRAGES	146
E DEP 076 ENTREVAUX.....	146
E DEP 077 ENTREVENNES	147
E DEP 083 ESPINOUSE	148
E DEP 084 ESTOUBLON	148
E DEP 085 FAUCON-DU-CAIRE	149
E DEP 089 FOURS.....	149
E DEP 094 GRÉOUX-LES-BAINS.....	149
E DEP 082 LA BÂTIE.....	151
E DEP 118 MELVE	151
E DEP 122 MIRABEAU.....	151
E DEP 123 MISON	152
E DEP 130 MONTLAUX	153
E DEP 131 MONTPEZAT.....	154
E DEP 132 MONTSALIER.....	154
E DEP 134 LA MOTTE-DU-CAIRE.....	154
E DEP 140 LES OMERGUES	154
E DEP 145 PEIPIN	155
E DEP 146 LA PÉRUSSE.....	155
E DEP 147 PEYRESQ	155
E DEP 157 PUIMOISSON.....	156
E DEP 158 QUINSON.....	157
E DEP 159 REDORTIERS	157
E DEP 162 REVEST-DES-BROUSSES.....	157
E DEP 171 ROUGON.....	157
E DEP 178 SAINT-ÉTIENNE-LES-ORGUES	158
E DEP 179 SAINT-GENIEZ	159
E DEP 180 SAINT-JACQUES	159
E DEP 184 SAINT-JURS	159
E DEP 185 SAINT-JURSON.....	160
E DEP 187 SAINT-LIONS.....	160
E DEP 192 SAINT-MICHEL-L'OBSERVATOIRE.....	160
E DEP 195 SAINT-PONS.....	160
E DEP 199 SAINT-VINCENT-SUR-JABRON.....	161
E DEP 203 SELONNET	161
E DEP 205 SEYNE-LES-ALPES	162
E DEP 206 SIGONCE.....	162
E DEP 207 SIGOYER.....	163
E DEP 208 SIMIANE-LA-ROTONDE	164
E DEP 212 TALOIRE.....	164
E DEP 214 TARTONNE	164
E DEP 215 TAULANNE	164
E DEP 217 THOARD	165
E DEP 220 LES THUILES	165
E DEP 225 URTIS	165
E DEP 229 VALBELLE	165
E DEP 230 VALENSOLE	166
E DEP 231 VALERNES	166
E DEP 233 VAUMEILH.....	166

E DEP 240 VILLARS-COLMARS.....	168
E DEP 241 VILLEMUS.....	168
E DEP 242 VILLENEUVE.....	169
Série Fi – Fonds figurés	170
1 Fi, placards et affiches.....	170
2 Fi, cartes postales	189
3 Fi, négatifs photographiques produits par les Archives départementales	189
27 Fi, fonds Assandri	190
31 Fi, fonds Saint-Marcel Eysseric	190
46 Fi, fonds Arniaud.....	190
51 Fi, fonds Clergue-Heyriès	190
60 Fi, fonds Sébastien Delong.....	190
61 Fi, fonds Désiré Sic	191
62 Fi, fonds François Suquet.....	191
63 Fi, fonds Jean-Claude Castex	191
63 Fi, fonds Claude Sauve.....	191
65 Fi, fonds Geay de la Guinallière.....	191
66 Fi, fonds Gassier.....	191
67 Fi, fonds Chabot.....	192
74 Fi, fonds Guenaff.....	192
80 Fi, fonds Léonie Richaud-Henri Bouvard	192
102 Fi, cartes et plans.....	193
108, 109, 110, 112 Fi, gravures et estampes	193
113-116 Fi, collection des Archives départementales	194
117 Fi, collection de cartes postales des Archives départementales.....	197
 SOURCES IMPRIMÉES ET PÉRIODIQUES	 198
Sources imprimées	198
Presse et périodiques.....	198
 BIBLIOGRAPHIE	 203
Guides	203
Témoignages, études contemporaines de la guerre	203
Œuvres de fiction	204
Atlas, dictionnaires, manuels.....	204
Études générales.....	204
Études locales.....	209
Basses-Alpes (Alpes-de-Haute-Provence)	210

Introduction

Étudier la guerre n'est guère chose aisée. Le sujet a été abordé par les historiens selon diverses approches. S'étant penché sur la bataille de Bouvines (dimanche 27 juillet 1214), l'historien médiéviste Georges Duby a montré que la guerre était un prisme révélant le fonctionnement général d'une société. Et ce qui est vrai au Moyen Âge l'est aussi après. Jusque là, une histoire plus conventionnelle s'était particulièrement intéressée à la vie des généraux et aux récits de batailles, où les soldats n'étaient que des pions déplacés au gré des plans et des directives d'état-major. En 1976, l'historien anglais John Keegan restitue le premier l'expérience vécue par les combattants : la peur, la blessure, la mort...¹. La guerre n'est plus seulement la mise en œuvre de plans élaborés par des états-majors mais ce sont aussi des hommes soumis au feu meurtrier des mitrailleuses ennemies, des massacres, des blessés agonisants, des corps abandonnés dans le no man's land, quand ils n'ont pas été pulvérisés. Keegan annonçait ainsi ses ambitions :

Je n'entends pas étudier les généraux ni l'art du commandement... Je n'entends nullement évoquer les questions de logistique, de stratégie, et très peu de tactique au sens formel. Et je n'entends pas non plus livrer un récit du point de vue des deux camps...

J'entends par contre évoquer les blessures et la manière dont elles sont soignées, la mécanique de la capture des prisonniers, la nature du commandement à son niveau le plus bas possible, le rôle de la coercition pour maintenir les combattants à leur poste, l'incidence des accidents comme cause de décès au combat et, par-dessus tout, les dimensions du danger que présentent les différentes armes utilisées par les soldats sur le champ de bataille.²

Désormais, les historiens de la guerre se penchent sur le caractère singulier du premier conflit mondial en étudiant un soldat, acteur et victime de la violence des combats, engagé dans un ensemble de règles et de normes collectives³. Cette évolution dans l'approche historique du phénomène de la guerre se traduit d'une certaine manière dans le débat sur l'équipement du soldat en 1914, inadapté aux nouvelles formes que prendra très vite la guerre : le corps redressé et visible du combattant du XIX^e siècle s'est désormais transformé en un « corps couché, recroquevillé, invisible, humilié du combattant du siècle suivant⁴ ».

Les historiens se sont donc penchés sur les ressorts de la motivation du soldat, entre consentement éclairé et pulsion sacrificielle⁵. Pourquoi, aux ordres mais au péril de leurs vies, les soldats jaillissaient-ils des tranchées, pourquoi avançaient-ils, pourquoi tuaient-ils ? Ont-ils agi par patriotisme ou par « esprit de sacrifice », par don de soi, voire en adepte du « culte de la défaite glorieuse », par excès de confiance ou par crédulité, à cause de la qualité de l'encadrement, de la coercition et de la contrainte – poids de la hiérarchie et des peines, peur du gendarme...⁶ –, ou à l'inverse par virilité et sens de l'honneur ? Ont-ils obéi à une culture

¹ KEEGAN (John), *Anatomie de la bataille. Azincourt, 1415, Waterloo, 1815, la Somme, 1916*, Paris, Perrin, nouvelle édition (1^{ère} édition 1976), 2013. Voir aussi DRÉVILLON (Hervé), *L'individu et la guerre. Du chevalier Bayard au soldat inconnu*, Paris, Belin, 2013, ou, sur la Deuxième guerre mondiale : LE GAC (Julie), *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie, novembre 1942-juillet 1944*, Paris, Les Belles Lettres et ministère de la Défense, 2013.

² KEEGAN (John), *Op. cit.*, p. 74.

³ AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Annette), *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, coll. « Folio histoire ».

⁴ AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XX^e siècles)*, p. 247. Cet ouvrage montre les liens entre les deux guerres mondiales et la « brutalisation » de la guerre.

⁵ DRÉVILLON (Hervé), *L'individu et la guerre. Du chevalier Bayard au soldat inconnu*, p. 265-268.

⁶ Jean Giono l'évoque à Verdun, « Pour un endroit que je connais nous tenons parce que les gendarmes nous empêchent de partir » et plus loin « Nous pouvons bien dire que si nous restons sur ce champ de bataille, c'est

de guerre nourrie d'une idéologie nationaliste et d'une haine de l'ennemi, le « Boche », qui expliqueraient la « brutalisation » des comportements guerriers et le désir souverain de protéger ses proches ? Les poilus de la base ont-ils simplement agi par solidarité, par esprit de groupe, ou par camaraderie, alors qu'ils trouvaient cette guerre absurde : agissaient-ils afin de ne pas paraître lâche aux yeux du groupe ? La solidarité des hommes aurait-elle été un élément déterminant ayant poussé des hommes, parfois désabusés qui exercent un métier – celui de la guerre –, à monter à l'assaut, aux ordres d'un encadrement plus sensible quant à lui aux idéaux patriotiques ? Les motivations humaines sont complexes et évolutives en fonction des contextes. À divers moments de la guerre, les hommes ont sans doute eu de telles intentions.

Dès avant la guerre, la France est imprégnée de culture militaire. Difficile d'imaginer aujourd'hui la densité de la présence de l'armée parmi les Français d'avant 14. Comme le fait justement remarquer Jérôme Hélie, l'armée peut aligner plusieurs millions d'hommes en cas de guerre, près de 7 % de la population totale, ce qui suppose alors une organisation toute-puissante couvrant tout le territoire⁷. Casernes et uniformes forment un horizon commun aux Français. Dans toutes les préfectures, sauf Draguignan, des unités militaires sont casernées, qu'elles soient de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, du génie... La plupart des adultes ont effectué leur service militaire ; les enfants jouent avec des soldats de plomb et manient des manuels scolaires comme « Tu seras soldat ». Partagé entre les 14^e et 15^e régions militaires (Lyon et Marseille), le département des Basses-Alpes compte alors deux principales villes de garnison : Digne, avec le 3^e bataillon du 3^e régiment d'infanterie de ligne (appartenant au 15^e corps, dont Marseille est le quartier général et le chef-lieu et qui comprend tout le département sauf les trois cantons ubayens : Barcelonnette, Saint-Paul et Le Lauzet), Barcelonnette, avec le 3^e bataillon et la 7^e compagnie du 157^e régiment d'infanterie de ligne (14^e corps, dont Grenoble est le chef-lieu et Lyon le quartier général). Des troupes dépendant du 15^e corps occupent les forts d'Entrevaux (une section spéciale et une compagnie du 163^e RI) et de Sisteron (une section spéciale du 3^e RI). D'autres éléments du 157^e RI sont aussi installés sur la frontière italienne : à Jausiers (6^e compagnie), Saint-Vincent-du-Lauzet (une demi-compagnie) et Tournoux (4^e bataillon et une batterie du 11^e régiment d'artillerie de forteresse). L'organisation de la gendarmerie se calque sur ce modèle et ses unités se répartissent entre les 14^e et 15^e légions.

Le déclenchement du conflit mondial

La « surprise » de la guerre !

Selon l'historien Antoine Prost, « la guerre de 1914 a saisi l'Europe par surprise » : en ce milieu de l'été. Le risque de guerre existe alors mais nombreux sont ceux qui pensent que la crise ouverte par l'attentat de Sarajevo en juin débouchera sur un règlement diplomatique, ce qui tient de l'aveuglement. Car bien des signes annoncent le conflit : crise d'Agadir en 1911, militarisation de l'Europe, guerre dans les Balkans...

Sur les origines profondes de la guerre, les historiens ont remis en question une vision ancienne qui y voyait d'abord une guerre franco-allemande et la volonté, côté français, de récupérer à tout prix l'Alsace et la Moselle – ce qui s'affiche néanmoins une fois la guerre déclarée et qui sert la propagande. Cette vision de la guerre résulte d'une approche purement nationale et sur une manière d'apprendre l'histoire de France, en s'appuyant sur l'antagoniste

qu'on nous empêche soigneusement de nous en échapper » (préface de l'ouvrage de JACQUES (Lucien), *Carnets de moleskine*, p. 15).

⁷ HÉLIE (Jérôme), « Les armes », dans NORA (Pierre), dir., *Les lieux de mémoires*, t. 3 : *Les France*, vol. 2 : *Traditions*, p. 3239.

franco-allemand ravivé par la défaite de 1870. Elle découle aussi des discours politiques, tel celui du président Poincaré qui évoque l'« Union sacrée » et insiste sur la responsabilité de l'Allemagne. Il est vrai aussi que le principal adversaire de la France durant la guerre fut l'Allemagne, réduisant ainsi les perspectives aux deux nations.

Le conflit a réellement débuté en Europe centrale suite à la volonté de l'empire austro-hongrois de mettre au pas, après l'attentat de Sarajevo, la Serbie-Herzégovine, en lui adressant un ultimatum qu'elle ne pouvait accepter. Protecteur de la Serbie, la Russie mobilise très tôt et il s'engage alors une escalade à l'échelle européenne, les pays mobilisant les uns après les autres, provoquant, par le jeu des alliances – Triple Entente d'un côté, Triplice de l'autre –, le début d'un conflit pensé alors par tous les protagonistes comme bref : dans les milieux politiques et militaires, l'idée court que c'est le premier qui mobilise qui gagne car l'attaquant se trouve ainsi en position de force.

En cette veille de guerre, l'Europe domine alors le monde, grâce à son développement économique et financier, sa population (un quart de la population mondiale est européenne), ses armées et ses empires coloniaux, en particulier ceux de l'Angleterre (30 millions de kilomètres carrés, 400 millions d'habitants) et de la France (10 millions et 48 millions d'habitants). Mais l'Europe est aussi hétérogène, en particulier dans le domaine politique où à côté d'une Europe de l'ouest libérale (France, Angleterre, Belgique, Pays-Bas...) persistent à l'est des régimes autoritaires : empires allemand, autrichien, russe et, plus loin, ottoman qui est la victime au XIX^e siècle des aspirations nationales des peuples de l'Europe centrale qui menacent en ce début du XX^e siècle l'empire austro-hongrois.

Selon certains historiens, la guerre aurait surtout des origines politiques, résultant moins d'une volonté hégémonique de l'un ou l'autre des protagonistes que d'une volonté défensive, la puissance croissante d'un pays menaçant la sécurité d'un autre. En 1914, le gouvernement français ne pense pas à la guerre, malgré différentes crises qui l'ont opposé depuis 1905 à l'Allemagne au sujet des influences coloniales, en particulier lors des crises de 1905 et 1911 au Maroc, pays entré dans l'aire d'influence française. Néanmoins, la France fait peu d'efforts pour empêcher la guerre alors que la Grande-Bretagne montre une volonté d'apaisement. Devenue une grande puissance industrielle, l'Allemagne souhaite rivaliser avec l'Angleterre qui dispose du plus important empire colonial et de la maîtrise des mers grâce à sa marine, alors que l'Allemagne, démunie sur les mers, possède quelques miettes de colonie. À l'est, l'Allemagne est en outre menacée par son voisin russe. Aussi les états européens se sont lancés dans une course aux armements : l'Allemagne et l'Angleterre ont développé la construction navale, la Russie a augmenté ses dépenses militaires, la France a allongé la durée du service militaire de deux à trois ans en 1913 afin de rivaliser, en terme d'effectifs, avec l'armée allemande. Enfin, la situation en Europe centrale demeure instable après les deux guerres balkaniques de 1912 et 1913 : la Serbie, la Bulgarie, le Monténégro et la Grèce ont attaqué et vaincu la Turquie, alliée de l'Allemagne, avant que la Bulgarie ne se retourne contre ses alliés d'hier pour être finalement vaincue par les Serbes et les Grecs soutenus par les Roumains.

L'assassinat de l'archiduc, héritier de l'Empire, et de son épouse Sophie, à Sarajevo en juin 1914 par des Serbes de Bosnie, conduit donc l'Autriche-Hongrie à adresser le 23 juillet un ultimatum à la Serbie, que cette dernière rejette logiquement. Le 28 juillet, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie, à laquelle la Russie vient prêter main-forte. L'Allemagne déclare la guerre à la Russie et à la France, pensant que la Grande-Bretagne ne suivrait pas. Les troupes allemandes s'engagent en Belgique, nation neutre, tentant de prendre à revers les armées françaises. Très éprouvées, ces dernières reculent néanmoins en bon ordre et stoppent l'avancée allemande sur la Marne. Commence alors à l'ouest la bataille si meurtrière de la Marne. Puis chaque armée ayant tenté de déborder l'autre, il s'engage une « course à la mer »,

qui se traduit par la création d'un front qui s'étire sur 700 km, de la frontière suisse à la mer du Nord. La guerre de mouvement laisse place à la guerre de position ⁸.

Une armée de conscrits en 1914

En 1913, devant les menaces de guerre, la durée du service est allongée à trois ans. Le gouvernement dispose ainsi de trois classes d'âge sous les drapeaux au moment de la déclaration de guerre, auxquelles vont s'ajouter les « réservistes » et les « territoriaux », les hommes restant astreints aux servitudes militaires jusqu'à l'âge de 48 ans. En 1914 en effet, l'armée dispose d'abord des conscrits de l'armée d'active, des classes 1911 à 1913, âgés de 21 à 23 ans, soit 750 000 hommes. Lors de la mobilisation, elle appelle l'armée de réserve (les 24-33 ans), l'armée territoriale (34-39 ans), la réserve de l'armée territoriale (40-45 ans), et même les 46-49 ans pour des services de garde, des opérations de ravitaillement, de nettoyage des champs de bataille... Au total, en 1914, 3,5 millions d'hommes sont mobilisés, de la réserve de l'armée d'active à la réserve de l'armée territoriale.

En 1914, la conscription est déjà une vieille histoire. Elle a été instaurée en 1798 par la loi Jourdan mais elle n'impose pas alors le service pour tous. Supprimée en 1814, elle est rétablie quatre ans plus tard, sous un autre nom, par la loi Gouvion-Saint-Cyr : désormais les levées sont numériquement faibles mais pour un service long de 6 puis 7 ans. Avec quelques aménagements, le système traverse les régimes – Deuxième République et Second Empire au cours duquel est créée, en 1868, une « garde mobile » – jusqu'à ce que, tirant les conséquences de la défaite de 1870 – l'échec d'une armée professionnelle –, une première loi, celle du 27 juillet 1872, établisse un service militaire personnel et supprime le remplacement. Le tirage au sort est conservé et ceux qui ont tiré le « mauvais numéro » font cinq ans. Les clercs et les étudiants bénéficient d'un régime spécial. Puis, en juillet 1889, la loi fixe un service de trois ans pour tous. C'est alors que se généralise, autour des opérations de levées, un folklore masculin : « bon pour le service », c'est être « bon pour les filles ». La conscription a alors pour vocation de construire une armée nationale, formée de soldats citoyens, alors que, majoritairement, les Français sont rétifs au métier des armes. Elle est aussi un moyen d'éduquer les populations, d'imposer une norme linguistique et devient un rite de passage de la population masculine à l'âge adulte. L'armée, devenu un lieu de promotion sociale, se construit une histoire propre : les drapeaux modèle 1880 portent le nom des batailles, les régiments se dotent de traditions... ⁹

Les conscrits sont incorporés à l'âge de 20 ans, l'année de leur « classe », après avoir été recensés en principe au lieu de leur domicile. C'est en 1905 que le service militaire, réduit alors à deux ans, devient universel, suite à la suppression du tirage au sort. Désormais, tous les jeunes gens sont examinés par le conseil de révision pour être classés aptes, inaptes, dispensés ou sursitaires. Il y a peu de résistance au service : en 1906, sur 260 000 appelés, seuls 4 576 sont insoumis. Après avoir été instruits à l'école de la République, les appelés découvrent les « joies » de la vie d'une caserne, construite selon les modèles 1875 ou 1889.

La mobilisation dans les Basses-Alpes

Un tableau de la situation du département à partir de la mobilisation a été par deux fois brossé par le secrétaire général de la préfecture Braconnier en 1915 et 1916, avec une volonté manifeste de dramatisation car ce sont d'abord des discours prononcés par le préfet devant le conseil général des Basses-Alpes. En 1915, Braconnier évoque d'abord la « tension » durant

⁸ PROST (Antoine), *La Grande Guerre expliquée en images*, p. 46-47.

⁹ HÉLIE (Jérôme), « Les armes », dans NORA (Pierre), dir., *Les lieux de mémoires*, t. 3 : *Les France*, vol. 2 : *Traditions*, p. 3249-3260.

les derniers jours de paix ¹⁰ alors que le président de la République doit visiter le département, visite annulée à cause des menaces de guerre :

Dès lors, les événements se précipitent, marqués de jour et de nuit, à chaque heure, à chaque instant presque, par des télégrammes où les préoccupations se révèlent de plus en plus vives, la crise, de plus en plus menaçante : surveillance des frontières, prohibitions de sorties visant tous objets d'utilité militaire, mesures préparatoires d'une imminente réquisition, enfin, dans cette inoubliable journée du 1^{er} août 1914, à 4 heures de l'après-midi, l'annonce de la mobilisation générale...

Voici qu'à présent le « Dossier secret » sort du meuble triplement cadenassé où le surveillait la vigilance, sans cesse en éveil, du dévoué M. Auguste... Le Dossier secret ! Ultime préoccupation des préfets, à leur départ, première question des inspecteurs généraux en tournée administrative.

La préfecture installe un service de permanence nocturne, autour du préfet et du secrétaire général puis des conseillers de préfecture, assistés d'un chef de division ou de bureau :

Comment serait-il possible, en particulier, pour ceux qui l'ont vécue, d'oublier jamais le souvenir de cette nuit historique qui devait préluder à l'aurore du dimanche 2 août, « premier jour de la mobilisation générale ».

Le préfet et les maires font alors annoncer et placarder les affiches de la mobilisation générale, dont le premier jour est fixé au 2 août et le dernier le 16, afin que les hommes puissent rejoindre dans les délais prévus les casernes. Pour informer ceux qui sont aux champs, en cette période de moisson, on fait sonner la grosse cloche de l'église, le tocsin, qui normalement prévient des enterrements et des incendies. Grâce à leur livret militaire et à leur « ordre de route », chacun sait, qu'il soit de la réserve ou de la territoriale, quand et où se rendre dans le cadre de la mobilisation. Les historiens s'accordent aujourd'hui sur le fait que les hommes ne sont alors guère enthousiastes mais qu'ils sont « résolus » ¹¹.

Le soir, des Dignois se rassemblent autour du kiosque à musique et écoutent la *Lyre des Alpes* jouer *La Marseillaise* et l'*Hymne russe*. Selon le *Journal des Basses-Alpes*, le préfet déclare à la foule « que l'heure est arrivée où chacun doit être prêt à faire le sacrifice de sa vie au pays... Il exhorte enfin les mères, les épouses et les fiancées à supporter avec grandeur d'âme les dures épreuves qui vont leur être imposées ». La mobilisation se réaliserait avec « un patriotisme résolu ». C'est ainsi que *Le Bas-Alpin* décrit le départ des premiers mobilisés : « tous partaient avec calme, mais avec résolution ¹² ». Dans son discours, le maire de Manosque situe le conflit sur un plan moral :

Nos réservistes et nos territoriaux nous ont quittés avec le sourire de la foi patriotique, conscients d'aller remplir la plus noble des missions puisqu'ils défendront à la fois deux choses inappréciables : la France et la République.

Nos cœurs les suivent dans les rangs qu'ils vont rejoindre. Ils y porteront l'ardente soif de justice, l'incomparable horreur des agressions sauvages indignes de l'Europe civilisée ¹³.

Le lundi 3 août, selon le *Journal des Basses-Alpes*, « munis d'un léger ballot, les mobilisés se dirigent vers la gare ». Le train est désormais un élément essentiel de la guerre moderne. L'armée applique en effet le plan XVII adopté en 1913 qui prévoit la concentration des troupes aux frontières dans des armées. Les hommes montent au nord et à l'est.

¹⁰ Août 1914-août 1915, un an de guerre à la préfecture des Basses-Alpes, rapport au Conseil général dressé par M. Braconnier, secrétaire général, et présenté par M. Fontanès, préfet des Basses-Alpes, Digne, imprimerie Chaspoul, 1915.

¹¹ PROST (Antoine), *La Grande Guerre expliquée en images*, p. 17 et 23.

¹² Arch. départ. Alpes-de-Haute-Provence, Per 505, *Le Bas-Alpin*, 9 août 1914.

¹³ Arch. départ. Alpes-de-Haute-Provence, Per 548, *Le Républicain des Alpes*, 8 août 1914. Le discours du maire y est reproduit.

Localement, la censure de la presse est confiée aux sous-préfets et à Digne à un agent de la préfecture, Dessalle, qui avant d'être fonctionnaire a fait une carrière professionnelle dans le monde de la presse et qui, depuis son installation à Digne, s'est devenu un de ces érudits qui participent à la vie culturelle locale ¹⁴. Le rapport de Braconnier évoque la désorganisation du service préfectoral : à Castellane, le nouveau sous-préfet arrive le jour même de la déclaration de guerre et il est seul à la sous-préfecture, les employés étant tous mobilisés ; à Sisteron, il n'y eut pas moins de cinq intérimaires à la sous-préfecture durant la première année. Le bureau militaire de la préfecture, dirigé par Manent, a perdu ses deux employés. Braconnier souligne la charge de travail des agents de la préfecture, à travers le cas de M. Lebureau (les Lebureau père et fils travaillent à la préfecture depuis 100 ans) : traitement des évacués, des réfugiés, des frontaliers, du recrutement belge, du contrôle de la presse, ainsi que :

de se constituer courtier en chèvres pour Hindous, et, – ce qui l'eût médusé davantage encore, lui pourtant l'homme impavide par excellence, – régler la prostitution sur les rives de la Bléone !

Le secrétaire général aborde ensuite des questions liées à la sécurité et à l'armée. Deux sujets sont d'importance pour le département zone frontalière : l'attitude de l'Italie et la question des étrangers. Avant la guerre, le département a été divisé en deux zones : une zone « d'extrême frontière » et une zone « arrière ». Dans la première, les sujets des puissances ennemies doivent quitter la France ou refluer vers l'intérieur (regroupement à Digne). Dans la seconde, les étrangers sont soumis à une étroite surveillance en attendant leur départ, et les neutres (Italie), sujets à un « sévère contrôle ».

En outre, le 12 mars 1915 parvient un ordre ministériel provoquant l'ouverture à Annot d'un dépôt d'internés austro-allemands, qui devaient arriver trois jours plus tard. La préfecture met en place une administration et mobilise des compétences. Sont ainsi requises celles de l'architecte départemental (M. Bongarçon), de M^{me} Cauro pour la surveillance de la prison, du capitaine Magnan, directeur du centre, de Florens, conseiller d'arrondissement et ex-instituteur, devenu secrétaire comptable.

Braconnier aborde ensuite la situation de département de l'arrière. Les Basses-Alpes ont perdu 10 000 travailleurs alors qu'affluent les réfugiés. Quatre convois sont parvenus dans le département durant la première année de guerre : le premier du camp retranché de Paris, les trois autres des départements du nord de la France évacués par les Allemands, soit au total 1 800 personnes. En août 1915, il demeure encore 1 200 personnes réparties dans 80 localités.

Le rapport se conclut avec emphase :

En leur personne, le civil « a tenu bon », suivant l'expression consacrée ; il continuera à « tenir » jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la paix victorieuse dont là-bas, dans les plaines flamandes et sur les collines de l'Argonne, nous répond l'héroïsme persévérant de nos intrépides soldats.

Pourtant, la guerre ne commence pas de manière héroïque pour les soldats bas-alpins, après la polémique qui débute au sujet du comportement du 15^e corps à Dieuze, auquel appartenait notamment le 3^e régiment d'infanterie de Digne et Hyères, lors des combats en Lorraine en août 1914. Débute alors une « légende noire » qui fera porter aux Provençaux le poids de la honte de s'être débandés devant l'ennemi entre le 10 et le 20 août 1914 et alors que le 15^e corps a perdu 4 160 hommes, tués au cours de la bataille, la quasi-majorité à Dieuze les 19-20 août, mais le 3^e RI compta plus de la moitié de ses pertes le 14 août (139 tués) ¹⁵.

¹⁴ Arch. départ. Alpes-de-Haute-Provence, circulaire du préfet à la presse, 14 août 1914. Elle y indique les dispositions des lois des 5 et 9 août 1914, sur l'interdiction de publier certaines informations et sur l'état de siège, qui permet à l'autorité militaire de suspendre ou supprimer les publications jugées dangereuses.

¹⁵ MISTRE (Maurice), *La légende noire du 15^e corps ; l'honneur volé des Provençaux par le feu et l'insulte*, p. 16, 41, 56.

Un département de « l'arrière »

Le département des Basses-Alpes ne fut évidemment pas directement touché par la guerre dont les lieux des combats ont pu parfois paraître lointains. Il ne fut pas le théâtre d'un conflit armé, bien que cette possibilité ait été envisagée en Ubaye, à cause des voisins italiens, susceptibles de représenter une menace dans l'hypothèse de leur entrée en guerre contre la France. Malgré la neutralité déclarée de l'Italie (elle est notifiée à la France le 3 août 1914), des troupes françaises sont massées lors de la mobilisation générale en Ubaye, car il est évidemment trop tard pour changer les plans de la mobilisation. À l'instar du département des Hautes-Alpes, qui présente bien des similitudes, les Basses-Alpes ont vécu une guerre bien différente de la guerre dans les départements du front, ce qui apparaît dans la matière archivistique disponible aujourd'hui, plus maigre.

Comme dans tous les départements français, les Bas-Alpins ont dû eux-aussi participer à l'effort de guerre, à la mobilisation de l' « arrière », afin de « tenir », même si les ressources du département, minières et industrielles en particulier, demeuraient assez faibles : charbon, chlore (usine de Saint-Auban)... Sous le joug d'une économie de guerre, les populations furent aussi les victimes des réquisitions militaires – chevaux, mules et mulets, voitures et véhicules automobiles – et de restrictions tandis que, parallèlement, le département devait accueillir des réfugiés des départements transformés en champs de bataille ou expulsés par la puissance occupante. Ainsi, des réfugiés des départements du Nord ou d'Alsace parvinrent dans le département. Par ailleurs, des travailleurs étrangers – et des prisonniers – ont œuvré dans le département afin de participer à l'effort de guerre ou de suppléer les départs des soldats au front.

La plus forte contribution des Basses-Alpes fut humaine. Les mobilisés d'août et septembre 1914 ont rejoint les jeunes bas-alpins engagés volontaires d'avant-guerre ou effectuant leur service armé et déjà aux prises avec l'ennemi allemand, tandis que, au plan national comme au plan local, l'on commençait à instruire à la guerre les jeunes gens de la classe 1914 puis les classes suivantes. Entre septembre 1914 et juillet 1915, la préfecture des Basses-Alpes organisa la levée des classes 1915, 1916 et 1917.

Acteurs et victimes de la guerre

Dénombrer le nombre de mobilisés dans le département est une tâche très difficile avec les informations conservées aux Archives départementales. Dans son bilan de la première année de guerre dans les Basses-Alpes, le secrétaire général de la préfecture évoque la perte de « 10 000 travailleurs » durant cette année, sans préciser si, dans cette évaluation, sont compris les jeunes déjà sous statut militaire avant le déclenchement de la guerre car ils font leur service. Le secrétaire général se fonde sur le nombre de demandes d'allocations journalières prévues par la loi le 5 août ¹⁶ : vingt-sept classes sont concernées et, au 31 juillet 1915, 10 647 demandes ont été déposées dont 8 860 ont donné lieu à un versement. En 1917, un dénombrement des hommes âgés de 15 à 60 ans, établi à partir des résultats du recensement de 1911, et qui concerne tous les départements métropolitains – cette liste aurait été dressée en vertu de la loi du 20 avril 1917 – évalue le nombre d'hommes bas-alpins à, au maximum, 33 000 hommes (le même résultat que pour les Hautes-Alpes), dont 4 000 âgés de 15 à 18 ans

¹⁶ TARDIVEL (P.), *Les Allocations journalières. Fonctionnement de la loi du 5 août 1914 (Arrêté au 1^{er} juillet 1916)*, Saint-Brieux, Impr. Guyon Francisque libraire-éditeur, 1916. Les allocations sont destinées aux familles nécessiteuses, dont les membres mobilisés en sont ou en étaient les soutiens car il peut s'agir de soldats en service, de soldats tués, disparus ou prisonniers. En sont exclues les familles des officiers, sous-officiers, gendarmes et fonctionnaires.

et 22 000 âgés de 19 à 48 ans. Pour la France, le résultat total est de 11 955 000, et respectivement 1 294 000 et 8 463 000 ¹⁷.

Combien de morts bas-alpins ?

Aucune liste n'a été dressée durant la période de la guerre et seule une étude très fine des registres matricules militaires, croisée avec d'autres sources, permettrait d'apporter une réponse mais cette tâche paraît démesurée. Compter les morts est plus aisé, même si là encore les sources disponibles ne sont jamais totalement fiables. Néanmoins, elles nous autorisent à avancer une estimation vraisemblable de la ponction de la guerre sur la population masculine du département.

Après l'armistice, les autorités civiles ont lancé des enquêtes auprès des maires afin de connaître ceux de leurs administrés morts durant la guerre (même de maladie) ou morts à cause de la guerre, par exemple les hommes décédés des suites de leurs blessures une fois l'armistice signé. Les divers états réalisés évaluent à 1,4 million le nombre de morts de la guerre ¹⁸. Un état statistique des morts et disparus de la guerre au niveau départemental est disponible dans les archives de la préfecture (5 R 37), non daté mais sans doute dressé par les maires en août ou septembre 1919, suite au courrier du ministre de l'Intérieur à tous les préfets en date du 1^{er} juillet 1919. Le ministère souhaite connaître non seulement le nombre des morts mais aussi les professions qu'ils exerçaient. Selon cet état, il y aurait eu 3 257 morts et 622 disparus, soit 3 879 victimes du conflit. Cette évaluation est inférieure au résultat obtenu suite à l'interrogation de la base de données des « Morts pour la France » du ministère de la Défense, disponible sur le site Internet « Mémoire des Hommes », qui s'élève à 4 291 réponses, un résultat d'ailleurs très proche de celui des Hautes-Alpes (4 301). D'après un document dont les conditions d'élaboration sont mal définies, établi en 1954 « avec des renseignements fournis par les maires », il y aurait eu 4 429 morts durant le premier conflit mondial ¹⁹. Un certain secret semble se dessiner aux lendemains de la guerre au sujet des pertes. Le maire de Valensole écrit au préfet, le 9 août 1919, afin de lui indiquer que, en respect des consignes données par la préfecture, il n'a pas communiqué le nombre de morts de la commune au curé venu lui demander ²⁰. On constate alors que, dans les Basses-Alpes, la moitié des combattants furent tués durant la première année de la guerre. Enfin, les autorités – et les historiens – ont le plus souvent compté le nombre des décès et leur part dans la population masculine totale. Il n'est pas invraisemblable que, dans des départements qui, comme les Basses-Alpes, ont livré beaucoup de soldats à l'infanterie non seulement la proportion des tués fut plus grande qu'ailleurs mais que leur espérance de vie sous les drapeaux s'en est trouvée raccourcie. C'est ainsi qu'il faudrait comprendre que, sur les monuments aux morts bas-alpins, lorsque les victimes sont rangées par année, on constate que

¹⁷ 5 R 10, « hommes de 15 à 60 ans d'après le dénombrement de 1911 ».

¹⁸ PROST (Antoine), « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, 1/ 2008, n° 222, p. 41-60.

¹⁹ 30 J 6, Guerre 1914-1918, dossier constitué par Raymond Collier, directeur des Archives départementales, en vue d'une exposition. Ce document collationne par commune le nombre des morts des deux conflits mondiaux (4 429 durant la première guerre, 491 durant la seconde). Pierre Spitalier compte 4 301 morts dans les Hautes-Alpes (voir « Les morts pour la France des Hautes-Alpes », dans CHENARD (Gaël) et SPITALIER (Pierre), dir., *Vivre la guerre dans les Hautes-Alpes. Loin du front, la guerre de tous, 1914-1918*, p. 316. Un document établi en 1943 par les services préfectoraux à destination de l'occupant italien fait état de la perte d'environ 4 000 soldats bas-alpins (43 W 5, préfecture, cabinet, renseignements sur le département des Basses-Alpes, 1943). L'Office national des Anciens combattants a réalisé en 1960 une enquête auprès des maires du département et atteint le chiffre de 4 330 « morts au champ d'honneur ». Dans le même dossier, une autre liste, dressée après une enquête auprès des maires en 1954, proposait 4 451 morts (1085 W 64).

²⁰ *Ibid.*, lettre du maire de Valensole au préfet, 9 août 1919 : la demande portait sur les morts et les disparus durant la guerre.

près de la moitié ont été tués durant les quinze premiers mois du conflit, d'août 14 à octobre 15.

La mention « Mort pour la France » a été définie par la loi du 2 juillet 1915 et s'applique, selon trois conditions, à « tous les militaires tués à l'ennemi ou morts de blessures reçues ou de maladies contractées sur le champ de bataille », y compris aux militaires morts après la guerre qui remplissent les deux dernières conditions. En ce qui concerne les civils, la loi prévoit que seuls les otages et les civils ayant été tués en raison ou dans l'exercice de leur fonction peuvent en bénéficier. La loi du 28 février 1922, avec effet rétroactif, intègre « tout civil ayant succombé à la suite d'actes de violence commis par l'ennemi ²¹ ». Même si la base de données du ministère de la Défense montre des doublons qu'il conviendrait d'éliminer, ce qui est en partie compensé par les soldats morts pour la France qui n'y figurent pas, le principal problème réside dans la comparaison d'une liste de soldats qui demeuraient dans le département au déclenchement de la guerre et ceux qui y étaient nés ou qui y avaient été recensés.

Or, l'exode rural est alors un phénomène majeur. Un sondage réalisé sur la classe de 1908 – une année pas trop éloignée de la mobilisation avec des jeunes adultes qui débutent véritablement leur vie professionnelle – montre que, au 1^{er} août 1914, sur 904 conscrits consignés dans les registres de cette classe et toujours vivants à la veille de la mobilisation, 252 vivent hors du département (quarante-cinq vivaient déjà hors du département lors du recensement en 1908 dont trente-deux au Mexique), soit 28 % du total de la classe. La plupart des jeunes sont partis vers les départements circonvoisins : cinquante et un sont domiciliés à Marseille, vingt-six à Toulon et autant à Nice, quatorze à Monaco (pompiers ou carabiniers), onze à Avignon. Neuf ont choisi Paris et sept Grenoble. À Paris, à Marseille, à Nice et à Toulon notamment existent des sociétés bas-alpines qui ont pour vocation d'aider les migrants. À Paris, il s'agit de la Société fraternelle des Bas-Alpins qui a été fondée en 1888 ²².

Cinquante-neuf se sont installés hors de la métropole, en particulier sur le continent américain dont les trente-deux qui résidaient déjà au Mexique lors de leur recensement. L'émigration des jeunes adultes, en l'occurrence masculine, est une réalité économique et sociale à laquelle les autorités militaires ont dû s'adapter.

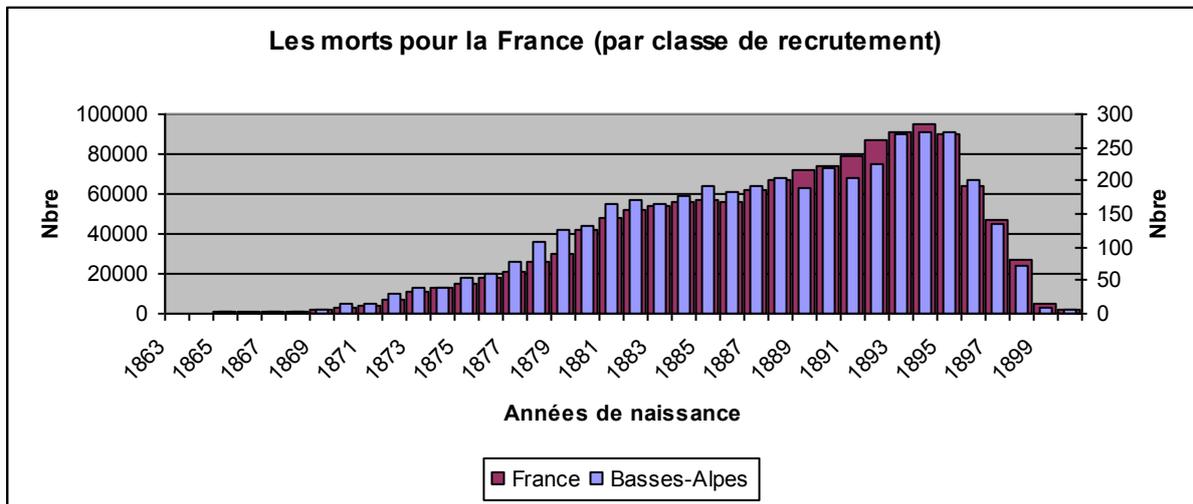
L'utilisation des données mises en ligne sur le site « Mémoire des Hommes » montre que la ponction humaine s'est surtout faite au détriment des classes de 1880 à 1896, avec plus de 40 000 tués par classe puis, très vite, plus de 50 000 à partir de la classe 1882, avec un paroxysme pour les classes 1892-1895, entre 86 000 et 95 500 tués par classe. La courbe des tués par classe des soldats bas-alpins suit à peu près le tracé de celle des soldats français, malgré un léger fléchissement pour les classes 1889-1891 mais avec la même intensité pour les trois classes 1913-1915.

Un certain nombre de combattants ont été faits prisonniers : une liste dressée en 1959 par le bureau bas-alpin de l'Office national des Anciens combattants pour le bureau national – et complétée ensuite – énumère les noms, adresses, grades, unités et lieux d'internement de 347 prisonniers ²³.

²¹ AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Annette), INGRAO (Christian), ROUSSO (Henry), *La violence de la guerre, 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, p. 290.

²² *Annuaire administratif et commercial, Basses-Alpes, 1914*, p. 208-209.

²³ 1085 W 64, ONAC, recensement des prisonniers de guerre de 1914-1918, 1959. La première liste livre 326 noms, répartis entre 269 ayant-droit et 57 ayant-cause (veuves).



Avoir 20 ans et combattre, les mobilisés de la classe 14

La classe la plus touchée numériquement par la guerre, tant au niveau national que dans les Basses-Alpes, est la classe de 1914, celle des hommes âgés de 20 ans, nés en principe en 1894 : 95 496 tués au niveau national, 262 morts mentionnés dans les registres matricules bas-alpins, sur les 871 hommes mobilisés de la classe 1914, soit 30,1 %. Parmi ces derniers, 363 ont été blessés, dont 306 ont survécu à celles-ci (35 %) ²⁴. Les classes voisines (1913 et surtout 1915) ont, elles aussi, été très largement victimes de la guerre.

Les 931 jeunes hommes de 20 ans recensés sont pour la plupart nés dans les Basses-Alpes. Néanmoins, 75 d'entre eux sont des migrants nés hors du département – dont deux en Italie, un au Mexique, un en Guyane, deux en Algérie et un à Monaco – tandis que 161 ont quitté le département pour s'installer ailleurs. Le tableau ci-dessous montre bien le caractère répulsif des Basses et des Hautes-Alpes et les pôles d'attraction : les Bouches-du-Rhône (et singulièrement Marseille), le Var, les Alpes-Maritimes et le Vaucluse, Paris et le Mexique.

Lieux de naissance et de résidence des 931 hommes de la classe de 1914

Départements	Lieux de naissance	Lieux de résidence
Bouches-du-Rhône	25	50
Alpes-Maritimes	3	12
Vaucluse	9	11
Var	12	20
Hautes-Alpes	10	4
Isère	4	3
Rhône	3	4
Paris	0	17
Mexique	1	23

²⁴ Il s'agit évidemment des blessures corporelles. Les registres matricules ne rendent pas compte des « blessures mentales ».

Autres	11	18
Total	78	162

Les migrants sont peu fréquemment des cultivateurs mais, au contraire, des hommes ayant des qualifications dans les domaines de l'industrie et de l'artisanat, du commerce, de l'hôtellerie et restauration, ainsi que dans les métiers administratifs. Les migrants mexicains sont tous des employés de commerce. D'ailleurs, sur les 931 hommes recensés, un peu moins de la moitié sont des cultivateurs.

Une étude réalisée par l'Institut national des études démographiques (INED) sur les classes victimes de la guerre a montré que, à l'âge de 20 ans, seulement 72 % de la génération masculine née en 1894 (la classe 1914) avait survécu à la mortalité infantile et juvénile – les résultats bas-alpins sont très voisins²⁵ – mais que, à l'issue de la guerre, cette génération ne comptait plus que 48 % d'hommes survivants²⁶. Dans les Basses-Alpes, 931 hommes ont été recensés dans la classe de 1914, dont 871 seront mobilisés. Les autres – soixante – seront soit maintenus exemptés (36) ou réformés (2), quatorze étaient inscrits à tort (onze étaient morts avant le recensement, trois étaient recensés dans un autre département), un était « inscrit maritime », trois ont opté pour la nationalité italienne, quatre seront insoumis²⁷. Alors que les nombres de recensés et de mobilisés sont différents, les résultats des classes 1913, 1914 et 1915 sont proportionnellement très comparables. Déjà, le pourcentage des hommes mobilisés par rapport aux hommes recensés est quasiment équivalent (respectivement 92, 93,5 et 93,3 %).

Dans la classe 1914 comme dans la classe 1915, l'insoumission demeure un phénomène très marginal, ce que l'on constate d'ailleurs au niveau national alors que la désertion grandit durant la guerre. La désertion est anecdotique en 14, en progression en 15 et 16. Elle explose en 17 puis fléchit légèrement en 18, représentant selon les estimations entre 80 et 90 000 cas. Le déserteur est le soldat qui n'a pas rejoint son corps. Après quelques jours, son absence est déclarée illégale et s'il revient au corps, il est sanctionné par son chef de corps. Au-delà, il risque le conseil de guerre mais jamais la peine de mort car ce n'est pas un abandon de poste, à la différence de celui qui déserte « à l'ennemi » ou « en présence de l'ennemi ». C'est la prévôté (la gendarmerie aux armées) qui a la charge de traquer les déserteurs²⁸. Mais, dans les classes 1914 et 1915, rares furent les cas de désertion : cinq dans la classe 1914, deux dans la classe 1915, contre neuf pour la classe 1913.

En moyenne, en France, selon l'étude de l'INED, 31 % des hommes de la classe 1914 déclarés aptes par l'armée périrent durant la guerre, soit 22 % de la génération. Dans les Basses-Alpes, des 871 hommes mobilisés de la classe 1914, 170 sont morts sur le coup (ou disparus), cinquante-sept sont morts des suites de leurs blessures, trente-cinq de maladie ou d'accident, soit 30,1 % du total des mobilisés, 363 ont été blessés (41,7 % de l'effectif total)

²⁵ Sur 1 423 garçons nés en 1894, on compterait, d'après les divers recensements le décès de 418 garçons entre la naissance et 5 ans (mortalité infantile) et 70 (mortalité juvénile entre 5 et 20 ans), soit le décès de 34 % de la classe d'âge. Au total, la classe devrait compter 935 garçons survivants à la veille de la guerre. Or, 981 conscrits sont recensés par l'autorité militaire en 1914, dont 40 sont nés hors du département.

²⁶ HÉRAN (François), « Générations sacrifiées : le bilan démographique de la Grande Guerre », *Population et Sociétés*, n° 510, avril 2014.

²⁷ Quelques insoumis bénéficieront de la loi d'amnistie du 6 août 1914 et se rendront devant les autorités militaires. C'est le cas d'Ailhaud, de la classe 1908, qui s'est présenté le 28 septembre 1914 au bureau de recrutement. Ailhaud résidait à l'étranger et n'avait d'ailleurs fait aucun service militaire, ayant obtenu un sursis d'un an avant d'être déclaré insoumis en 1911.

²⁸ PANEL (Louis N.), *La Grande Guerre des gendarmes. « Forcer, au besoin, leur obéissance »*, p. 210, 219-220 et 531.

dont 306 ont survécu à leurs blessures (35 %). Parmi les blessés, trente-cinq ont été gazés (trente-quatre de la classe 1915). Si 252 soldats n'ont été blessés qu'une seule fois, quatre-vingt-un l'ont été deux fois, vingt-cinq trois fois, quatre soldats quatre fois et un huit fois ! Comparativement, la classe 1915 compte légèrement moins de blessés multiples. Mais les renseignements militaires rendent presque invisibles les problèmes psychologiques des poilus après les traumatismes, qui ne sont jamais considérés comme des blessures. Il en est ainsi du soldat Massot, de la classe 1913, réformé en 1915 pour « débilite mentale » et qui a en fait été victime d'un choc traumatique, en décembre 1914, après s'être retrouvé enterré vivant suite à l'explosion d'un obus. Sa fiche matricule ne fait pas mention de ce choc, seules des pièces conservées dans son dossier d'ancien combattant l'évoquent. Dans la même classe, le soldat Constant a lui-aussi été victime d'une « dépression mentale » et a été réformé pour « débilite mentale » en 1917 ; le soldat Reynaud a quant à lui été versé en 1916 dans le service auxiliaire après avoir été victime d'une « dépression mélancolique, troubles névropathiques... imputables au service ».

Les classes de 1908, 1913, 1914 et 1915

	1908		1913		1914		1915	
Recensés	918		980		931		870	
Exemptés, réformés, ajournés	36	3,9 %	55	5,6 %	38	4,1 %	38	4,4 %
Autres cas (dont morts avant la guerre)	46		23		18		14	
Insoumis	16		0		4		7	
Mobilisés	820	100 %	902	100,0 %	871	100,0 %	812	100,0 %
Déserteurs	0		9		5		2	
Morts sur le champ de bataille ou disparus	123	15,0 %	169	18,7 %	170	19,5 %	165	20,3 %
Morts des suites de blessures	45	5,5 %	57	6,3 %	57	6,5 %	60	7,4 %
Morts de maladie ou accidents	23	2,8 %	27	3,0 %	35	4,0 %	34	4,2 %
Déclarés « disparus »	46	5,5 %	60	6,7 %	38	4,4 %	37	4,6 %
Blessés	280	34,1 %	347	38,5 %	363	41,7 %	369	45,4 %
Dont blessés multiples	73	8,9 %	116	12,9 %	111	12,7 %	98	12,1 %
Blessés ayant survécu	235	28,7 %	290	32,2 %	306	35,1 %	309	38,1 %
Nombre de blessures	375		494		513		491	
Prisonniers	85	10,4 %	58	6,4 %	58	6,7 %	53	6,5 %

Au 23^e bataillon de chasseurs, alors qu'ils ont été appelés le 7 septembre, les 152 premiers hommes de la classe 1914 sont engagés sur le front en novembre 1914 ; deux cents le seront en décembre, puis cent-trente-cinq en janvier, cent en mars et cent quatre-vingt-dix en avril 1915. Les gradés du 23^e bataillon de chasseurs à pied réceptionnent le 21 novembre 1914, du dépôt du bataillon à Grasse, les recrues de la classe « pendant qu'une violente canonnade se fait entendre à peu de distance » dans le village belge de Lampernisse où le bataillon cantonne, selon le journal des marches et des opérations du bataillon. Sully Lafond, de Turriers, et Joseph Latil, garçon boucher à Sisteron, sont les premiers bas-alpins appartenant à la classe 1914 incorporés en septembre à mourir, le premier de la classe étant un engagé volontaire, le caporal Laplane, du 27^e bataillon de chasseurs, mort à Dieuze le 20 août. Des hommes sont tués dans la nuit du 1^{er} décembre suite à un coup de mortier de 210 mm qui atteint l'église, alors que dorment dans cet abri quatre cents chasseurs. Le toit s'effondre, ensevelissant quatre-vingts hommes des 2^e et 4^e compagnies. D'autres sont tués par des projectiles tirés sur le village. Au total, cinquante et un chasseurs sont tués cette nuit-là.

Le 13 janvier 1915, le bataillon quitte le secteur par le chemin de fer pour se rendre en Lorraine, où il s'installe, au Thillot, avec le 6^e bataillon. Il appartient désormais à la 4^e brigade de la 47^e division alpine, avec les 6^e et 24^e bataillons. De là, la division se porte à Saint-Amarin puis à Wesserling (« Alsace annexée »). Les soldats s'occupent à faire des reconnaissances et à réaliser des travaux de tranchées de la deuxième ligne de défense de la vallée de la Thur. Le 22 février, le bataillon est transporté en automobile à Gérardmer et de là en train pour le col de la Schlucht. Le 26 février, il relève aux avant-postes les 11^e et 12^e bataillons, à l'Altmatt-Kopf et au Silhker-Kopf.

Le 6 mars, c'est l'épreuve du feu. Dans la nuit, les troupes françaises se sont mises en position d'attaque, face au col, en s'approchant au plus près des lignes de défense allemandes. Au matin, des tirs d'artillerie précèdent l'assaut. À 11 heures 10, après une longue préparation de l'artillerie et un « tir d'efficacité » de 10 minutes, les Français montent vers le col, qui est sous le feu allemand et le traversent, soutenus par un tir de barrage de l'artillerie et l'activité soutenue des mitrailleuses, afin de progresser à travers bois. Les soldats français réussissent à prendre les positions ennemies jusqu'à ce qu'une violente contre-attaque oblige la hiérarchie à venir sans cesse renforcer la position avec des troupes neuves. Finalement, les Français réussissent à se maintenir après trois jours de combat. Au total, côté français, cinq officiers ont été tués et huit blessés, onze sous-officiers tués et vingt-cinq blessés, quatre-vingt-cinq hommes du rang tués – plus 151 disparus, morts ou prisonniers – et 359 blessés. À la suite des combats, des évacuations dues à la fatigue et surtout à de graves gelures, le bataillon « ne comprend plus pour le service des tranchées que 85 fusils environ par compagnie ». Après les combats, les blessés sont évacués, des citations – pour ceux qui ont fait preuve d'une belle conduite – et des promotions – afin de remplacer les gradés morts et blessés – sont prononcées.

Originaire de Saint-André et mécanicien de profession, Joseph Paul Granier est le soldat le plus souvent blessé de la classe 14. Il a en effet été blessé le 6 mars (en Belgique) et le 9 mai 1915 (Pas-de-Calais), le 10 mars (Verdun) et le 8 août 1916 (Somme) puis le 18 avril 1917 (Aisne), les 13 mars (Verdun), 30 mai (Aisne) et 26 septembre 1918 (Saint-Mihiel, Meuse), cinq fois par éclats d'obus, une fois par balle, deux fois par les gaz. Appelé avec sa classe dans l'artillerie, il passe le 14 octobre 1914 dans l'infanterie, d'abord au 3^e RI où il fait ses classes puis, en janvier 1915, au 153^e régiment d'infanterie, le « 15-3 » ! Titulaire de la Croix de guerre avec étoile de bronze durant la guerre, il reçut, eu égard à ses blessures, la Médaille militaire en 1920. Ce cas de blessures fréquentes est évidemment rare. Néanmoins, à l'armistice, seuls 38,9 % des combattants de la classe de 1914 ont échappé à la mort ou à une blessure, et seulement 34,8 % de la classe 1915.

La classe 1914 fut spécialement touchée parce que, proportionnellement, il y eut plus d'aptes que dans les autres classes de mobilisation. On pourrait ajouter que les soldats de la classe 1914, comme ceux de la classe 1915, furent particulièrement exposés durant la guerre au feu de l'ennemi. Intégrés pour la plupart dans l'infanterie, ou bien reversés dans cette arme dès les premières semaines du conflit et durant leur instruction, les premiers d'entre eux sont partis en campagne dès novembre 1914 et ont été très vite engagés dans des combats très meurtriers, en particulier à partir de février 1915. Entre août 1914 et septembre 1915, cent trente-quatre ont été tués, soit plus de la moitié des morts de cette classe sur toute la durée de la guerre. La conception du combat fondée sur l'offensive à tout crin et la « *furia francese* », une charge d'infanterie censée tout emporter sur son passage, sans préparation d'artillerie, a entraîné de lourdes pertes, jouant sur un effet de masse sans gains véritables du point de vue militaire²⁹. Durant les premiers mois de la guerre, la publication *L'Illustration*, qui est largement diffusée auprès des foyers français, fera grand cas de ces charges d'infanterie à la baïonnette, sensées tout emporter sur leur passage. Néanmoins, le règlement d'infanterie en vigueur à l'entrée en guerre stipulait que « la puissance de feu de l'armement actuel rend impossible toute attaque en formation dense... L'infanterie combat donc en tirailleurs », ou bien par formations souples afin de s'adapter à la configuration du terrain³⁰. En effet, la vitesse de tir des armes (fusils et surtout mitrailleuses) associée à la puissance de feu de l'artillerie, provoquant une saturation de l'espace des fantassins, a amené à réviser la doctrine d'emploi de l'infanterie.

²⁹ COCHET (François), *Armes en guerre, XIX^e-XXI^e siècles, Mythes, symboles, réalités*, 2012, p. 45 et 74 et DRÉVILLON (Hervé), *L'individu et la guerre. Du chevalier Bayard au soldat inconnu*, Paris, Belin, 2013, p. 242 : l'élan offensif est préconisé en 1895 pour le service des armées en campagne, à l'inverse de la dispersion qui avait été recommandée par le précédent règlement, en 1875.

³⁰ COCHET (François), *Ibid*, p. 66. Il s'agit du règlement d'infanterie du 20 avril 1914.

La mort est héroïsée par les autorités militaires grâce au système des citations, qui concernent autant les vivants que les morts et qui sanctionnent les comportements exemplaires : tel est le cas de celle de Benoît Féraud (matricule 120) qui a reçu à titre posthume la Croix de guerre avec palme car il « a entraîné ses camarades à l'assaut en sortant le premier de la tranchée et en criant : « En avant les gars, on ne meurt qu'une fois » et a été tué. Serait-ce là aussi une illustration d'un culte de la défaite qui appartient au monde militaire, en particulier dans tous les bataillons de chasseurs, qui célèbrent le combat et la défaite de Sidi-Brahim (23-26 septembre 1845) devenu un mythe fondateur ³¹ ?

Au début de la guerre, au niveau national, l'infanterie regroupe 67 % des effectifs, moins que pour la classe bas-alpine de 1914, et des classes du département en général, mais tout dépend néanmoins des années. La plupart des conscrits bas-alpins étaient en effet affectés dans des régiments d'infanterie (3^e RI, 61^e RI, 112^e RI à Toulon, 157^e RI, et particulièrement aux 159^e et 163^e RI pour les classes 13, 14 et 18) ou dans des bataillons de chasseurs à pieds (7^e, 12^e, 23^e à Grasse, 24^e, 27^e, 28^e) ou alpins (11^e BCA), quelques-uns dans l'artillerie (à pied, de montagne, de campagne, lourde), dans la marine ou dans le génie (7^e RG). Des changements d'arme sont intervenus dès les débuts du conflit : les pertes importantes d'hommes durant les premiers mois de la guerre ont entraîné des réajustements et des soldats de l'artillerie ou du génie ont été reversés dans l'infanterie, alors que les armes « techniques » voient leurs effectifs gonfler durant la guerre. En 1916, des soldats affectés dans les services auxiliaires ont été reversés dans l'infanterie. Des changements sont aussi intervenus suite à des blessures, rendant inaptes les soldats au combat d'infanterie. Ainsi, Gustave Levet (classe 1914, matricule 567) et Louis (568) ont été proposés pour l'artillerie lourde ou l'artillerie contre aéronefs après avoir été blessés. Parfois, appartenir à une arme autre que l'infanterie ne dispense pas le soldat de mener un combat d'infanterie. Le sapeur Pourcin (matricule 87) est cité à l'ordre de la 10^e armée en juin 1918 car, bien qu'appartenant à une compagnie du génie, celle-ci a été provisoirement « transformée en compagnie de combat d'infanterie ». Il doit sa citation au fait que, à cette occasion, il a chargé à la baïonnette des mitrailleurs allemands qui s'apprêtaient à se mettre en position de tir et les a tués. Des soldats d'autres armes se sont transformés en fantassins à cause des formes de la guerre. C'est le cas dans la cavalerie où le 8^e régiment de cuirassiers abandonna ses chevaux pour devenir un régiment de cuirassiers à pied ³².

Cinquante hommes de la classe 1914 avaient déjà souscrit un engagement volontaire avant le conflit, dont 20 à 18 ans et 27 à 19 ans et seulement trois avant août 1914, la proximité de l'appel sous les drapeaux étant un frein à l'engagement volontaire. Trois se sont engagés durant la guerre : un était alors en formation d'officiers à Saint-Cyr, un autre, fonctionnaire de la préfecture, était ajourné et a souhaité néanmoins participer au combat armé, un parce que c'était une alternative à la prison. Ce sont d'ailleurs ces engagés volontaires – ils ont opté pour l'infanterie – qui sont les premières victimes de la classe 1914 car, déjà sous le statut militaire, ils sont directement engagés, dès août, sur les théâtres d'opération : deux sont tués en août 1914.

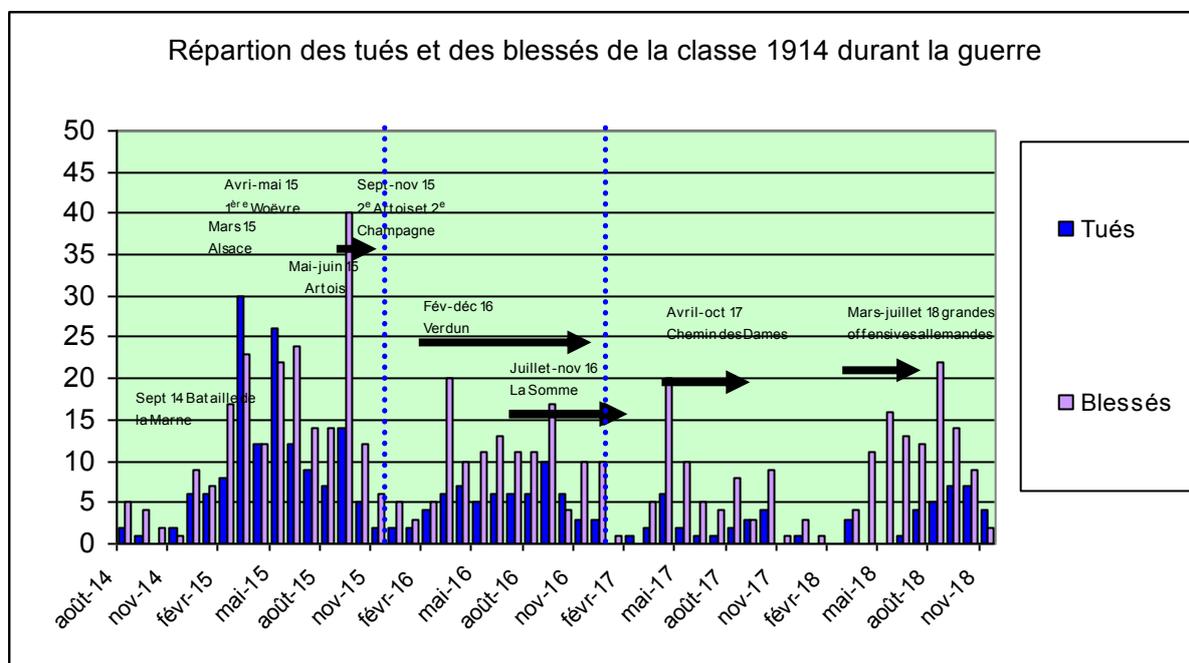
1915 demeure l'année la plus meurtrière, au plan national comme au plan local. Elle est suivie par les années 1914, 1916, 1918 et 1917 ³³. Trois pics de mortalité, tous en 1915, sont visibles sur le graphique montrant la répartition des tués et des blessés de la classe 1914 durant la guerre : en mars, en mai et en septembre. Ils concernent exclusivement des combattants versés dans l'infanterie. En mars 1915, hormis quatre cas de maladie, tous les soldats, soit vingt-six, ont été tués lors de combats qui se sont déroulés, pour l'essentiel, dans la Marne et, surtout, en

³¹ DRÉVILLON (Hervé), *L'individu et la guerre. Du chevalier Bayard au soldat inconnu*, Paris, Belin, 2013, p. 268.

³² *Histoire du 8^e régiment de cuirassiers pendant la guerre 1914-1918*, Impr. Berger-Levrault, s.d.

³³ CORVISIER (André), dir., *Histoire militaire de la France, 3 : De 1871 à 1940*, p. 163.

Alsace, en particulier lors de la bataille de Hartmannswillerkopf, du nom d'une montagne des Vosges que Français et Allemands se sont âprement disputés durant toute la durée de la guerre. D'ailleurs, les Bas-Alpins engagés dans cette bataille sont morts les 5, 6 et 7 mars 1915. Ils appartenaient à des bataillons de chasseurs à pied, les 13^e, 23^e et principalement 24^e bataillons. Les combattants morts dans la Marne appartenaient quant à eux à des régiments d'infanterie (dit de ligne), en l'occurrence le 1^{er}, 7^e, 80^e, 96^e et 143^e RI. La classe de 1915 versera elle-aussi un lourd tribut lors des combats dans les Vosges, en juin 1915, étant monté au front à partir d'avril.



Durant le mois de mai 1915, la classe 1914 perd vingt-sept soldats, dont un en captivité et l'autre de maladie, quatre durant la bataille de Flirey, marquée par une victoire allemande, et quatorze lors de combats dans le Pas-de-Calais durant la deuxième bataille de l'Artois. Les victimes appartiennent toutes à des régiments d'infanterie, 153^e, 157^e et 163^e et surtout au 159^e qui paie le plus lourd tribut (dix tués). Le mois précédent, à l'occasion de la même bataille de Flirey, c'était le 157^e qui avait été particulièrement touché, comptant six des douze tués d'avril 1915.

Le nombre de tués diminue ensuite et c'est le nombre de blessés qui est désormais le plus important. Ainsi, s'il y a treize tués en septembre 1915, ce mois est celui au cours duquel il y a le plus grand nombre de blessés de la classe de 1914 : quarante et un, certains par balle (treize) d'autres par éclats (bombe : deux ; obus : dix). La plupart ont été blessés les 25, 26, 27 et 28 septembre 1915. Une fois encore, ce sont des soldats des régiments d'infanterie – de ligne, des chasseurs ou de la « coloniale » – qui ont été particulièrement exposés. Rares sont les soldats blessés par armes blanches. Les soldats sont pour la plupart victimes d'éclats d'obus et des balles, pour ces dernières dans une proportion plus importante que celle attendue. Les victimes par balle sont caractéristiques des assauts, au cours desquels les soldats sont exposés aux tirs des fusils et surtout des mitrailleuses, qui balaient les glacis encombrés de défenses. En revanche, les corps à corps semblent être extrêmement rares. Dans un seul cas de la classe 1914, il est fait mention d'une blessure à l'arme blanche. Il s'agit d'un coup de couteau reçu au cou par un engagé volontaire dans l'infanterie, Lèbre, originaire d'Entrevaux, blessé en mars 1915 en Lorraine. Durant le même combat, il fut aussi la victime d'éclats

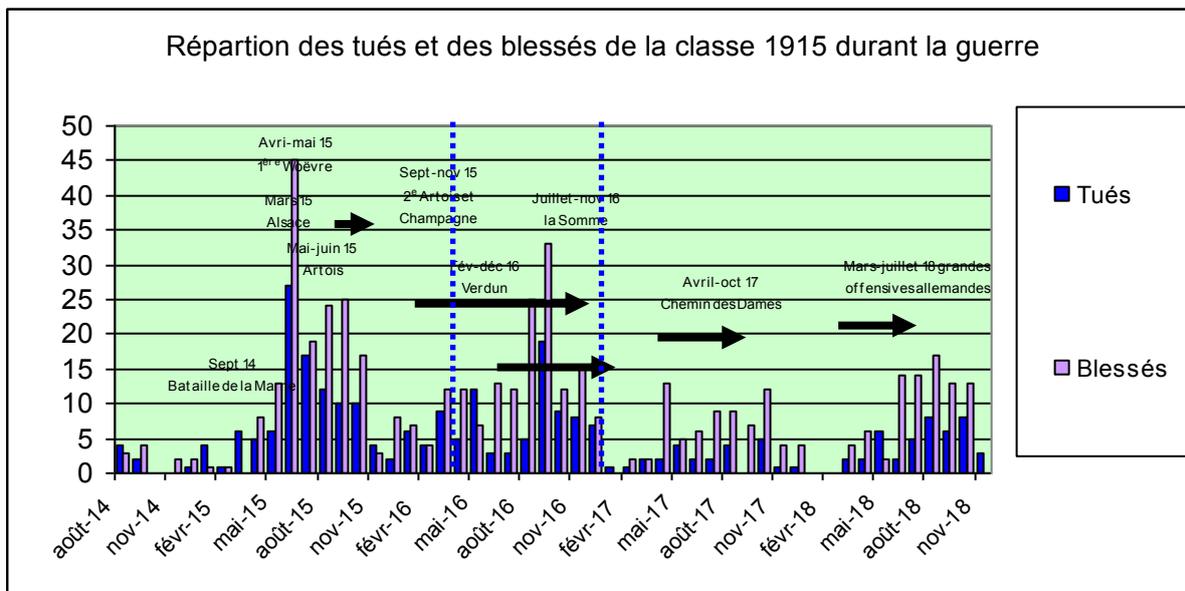
d'obus³⁴. L'étude des classes 1913 et 1915 confirme la rareté des décès ou des blessures dues à des armes blanches. De la classe 1915, un lieutenant reçoit un coup de couteau au cou mais il est aussi blessé par des éclats d'obus lors du même combat. De la classe 1913, un engagé volontaire au 58^e RI est blessé le 11 août 1914 lors du combat de La Garde, en Lorraine, d'un coup de baïonnette à la tête et d'un coup de lance à la cuisse droite, sans doute par un soldat d'un des deux régiments de Uhlans bavarois qui chargèrent les Français³⁵. Il sera d'ailleurs fait prisonnier ce jour-là.

L'année 1916 fut également meurtrière, car, même si le niveau atteint n'est plus celui de 1915, la mortalité s'étale régulièrement durant l'année, ce qui ne sera pas le cas en 1917 et 1918, année particulièrement marquée par une reprise de la mortalité durant les derniers mois du conflit. Durant ces quatre années de guerre, la mortalité ira en diminuant tandis que la part des blessés sera croissante. Au cours de la guerre, le mouvement de la mortalité décrit des cycles, avec des creux lors des hivers 1915, 1916 et 1917 – le premier hiver reste meurtrier – et une reprise de l'activité, et donc de la mortalité, durant les trois autres saisons. La plupart des soldats étant versés dans l'infanterie et leurs unités engagées lors des grandes offensives alliées ou, à l'inverse, allemandes, les pertes suivent évidemment le rythme des combats : en 1915 en Alsace en mars, en Woëvre en avril et mai, en Artois en mai et juin puis en septembre ; en 1916, à Verdun en mars, dans la Somme en septembre et octobre ; en avril 1917, au Chemin des Dames ; enfin, durant les derniers mois de la guerre, lors des grandes offensives allemandes et alliées.

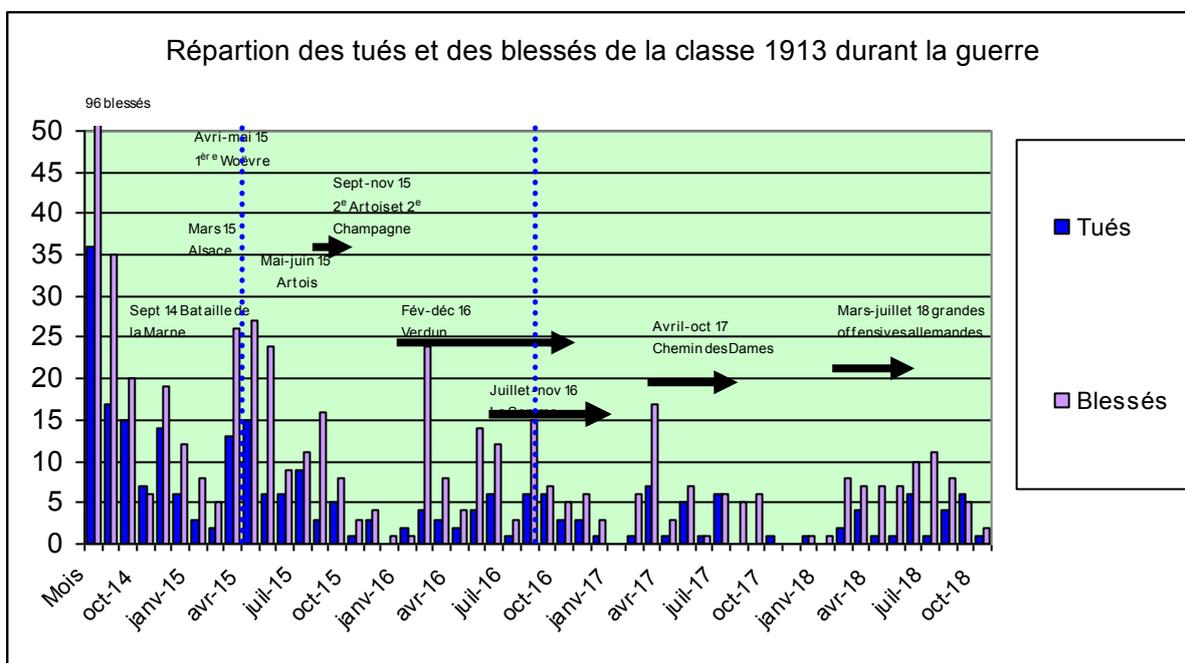
Le graphique de la classe 1914 montre l'importance de la mortalité dès les premiers mois de l'engagement (le premier trait pointillé indique que la classe a atteint, en cumul, la moitié de la totalité de ses morts), suivi d'une pause, due à l'hiver et une reprise à partir du printemps (le second trait indique que la classe a atteint 75 %). Les pertes humaines des deux dernières années de guerre sont équivalentes à celles de l'année 1916 et à la moitié de celles de 1915. Par comparaison, la classe de 1915 connaît les mêmes vicissitudes que la classe de 1914 : forte mortalité durant les premiers temps de l'engagement, puis une pause qui précède une reprise de la mortalité et, enfin, deux dernières années de guerre comparables à celles de la classe 1914.

³⁴ L'historien américain Samuel L.A. Marshall a montré que, durant les combats de Monte Cassino, rares sont les soldats à utiliser leurs armes dans une « tirailerie au hasard ». La plupart des pertes est provoquée par l'artillerie et les jets de grenade, loin devant les balles individuelles ou collectives, les pertes par armes blanches étant « presque inexistantes » (voir LE GAC (Julie), *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie, novembre 1942-juillet 1944*, Paris, Les Belles Lettres et ministère de la Défense, 2013, p. 279).

³⁵ *Historique du 58^e régiment d'infanterie pendant la campagne 1914-1919*, Avignon, impr. Rullière Frères, 1920.



Ce rythme de la mortalité est-il spécifique aux classes d'âge mobilisées durant la guerre et qui n'avaient pas l'expérience d'un service militaire d'un, de deux ou trois ans avant de débiter le conflit ? Incontestablement, les soldats des classes 1914 et 1915 ont été des victimes dès leurs premières semaines de guerre mais à quelle fin ? Ont-ils seulement complété les rangs ou servis de renforts pour de grandes opérations ? Cette situation fut-elle spécifique aux classes 1914 et 1915 ? Il n'en est rien. L'étude du comportement de la classe de 1913, appelée en novembre 1913 et qui est déjà bien intégrée dans les régiments d'active lors de la déclaration de guerre montre que le cycle de la mortalité des classes 14 et 15 s'applique aussi à la classe 1913, engagée dès août 14.



L'engagement des armées en 1914 se concrétise par une très forte mortalité et un nombre de blessés considérable : sur 902 mobilisés, 36 morts, 96 blessés et 22 prisonniers pour la seule classe 1913 durant l'engagement des armées en août 1914, soit 17 % du total des mobilisés de la classe durant la guerre, une proportion en réalité légèrement supérieure car, en 1914, un certain nombre d'hommes sont sous le coup d'une exemption ou d'une réforme et seront appelés plus tard au cours de la guerre. Durant ces engagements armés, il n'était pas rare que les corps ne soient pas immédiatement retrouvés ou identifiés. L'autorité militaire mentionnait

alors cette absence de corps par une « disparition ». Dès lors, deux cas se présentaient : une mort effective (sur les déclarations de disparus, classe 13 : 60 ; classe 14 : 38 ; classe 15 : 37) ou une capture (classe 13 : 57 ; classe 14 : 58 ; classe 15 : 53), laquelle était connue bien après les faits car l'autorité militaire française puis la famille en étaient évidemment informées après un délai de quelques semaines, voire de quelques mois.

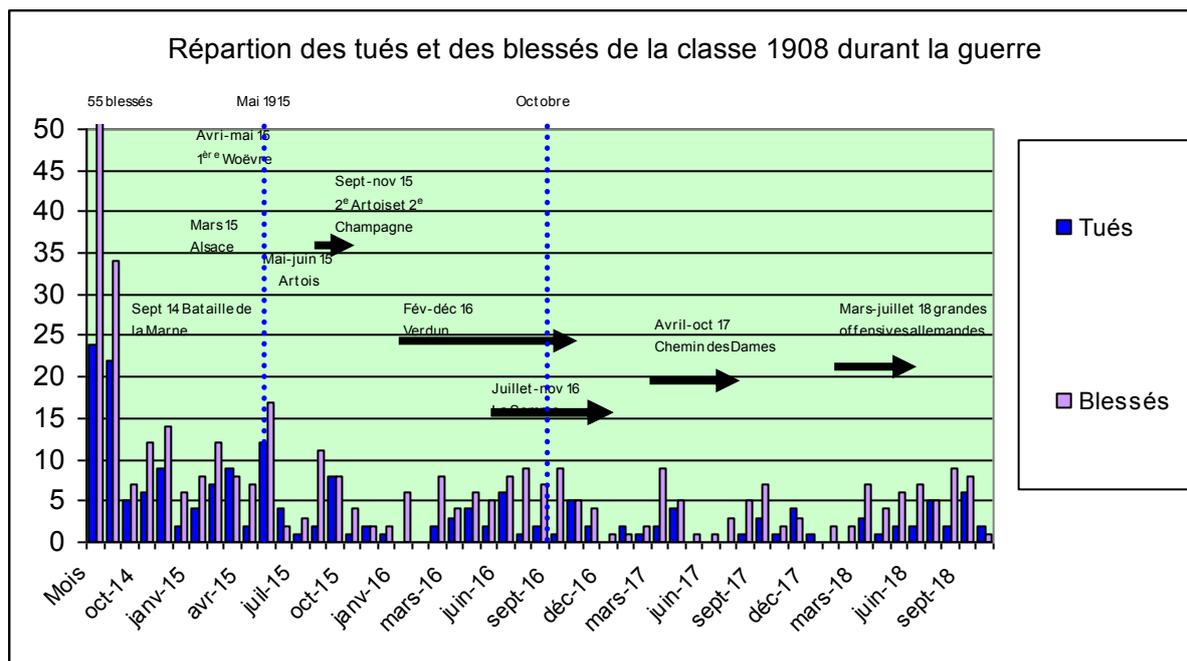
Le mois d'août 14 se marque par l'importance du nombre de disparus – en fait des tués – et du nombre de prisonniers, en particulier lors de l'engagement à Dieuze, qui se traduit par une lourde défaite, avec son cortège de morts, de blessés et de prisonniers, touchant toutes les classes bas-alpines combattantes. Parmi les régiments présents lors de cette bataille, qui s'est déroulé les 19, 20 et 21 août, on compte parmi les Bas-Alpins de la classe 1913 : un tué, neuf disparus et quatorze prisonniers, surtout au 3^e régiment d'infanterie et au 27^e bataillon de chasseurs à pied. Engagé en Alsace, le 159^e régiment d'infanterie compte trois tués et cinq disparus, la plupart le 19 août. Enfin, le 28 août, le 157^e régiment d'infanterie perd, à Ménil, treize soldats : sept tués, trois disparus, trois prisonniers. Regroupant nombre de Bas-Alpins de la classe 1913, ces trois régiments comptent dans leurs rangs vingt-sept tués sur les trente-six du mois d'août et la plupart des quatre-vingt-seize soldats blessés.

Les pertes restent élevées jusqu'en décembre 1914, décroissent fortement jusqu'en mars 1915, marquant ainsi le premier creux du cycle, puis recommencent en avril-mai 15, mais à un niveau bien inférieur qu'en 1914. En pertes humaines cumulées, c'est au mois de mai 15 qu'est atteint la moitié des morts de la classe 13 durant toute la guerre, et c'est en septembre 1916 que sont atteints les 75 % de la classe, soit une cadence plus faible que celle des classes 14 et 15. L'année 1917 surtout et l'année 1918 sont des années de mortalité très réduite. Pour conclure sur ce point, le cycle des combattants est marqué par cette séquence : une première année très coûteuse en hommes, une décroissance continue jusqu'en 1917, une reprise notable de la mortalité en 1918. Par rapport aux classes 14 et 15, la classe 13 se distingue parce que ses soldats ont été engagés durant la guerre.

La classe 1913 devrait d'ailleurs compter plus de pertes que les classes 14 et 15 engagées principalement à partir de 1915, d'autant que l'année 1914 fut une année particulièrement meurtrière. Or, ce n'est pas le cas puisque la classe 13 compte 28 % de mobilisés tués. Plusieurs explications peuvent être avancées : le rejet en 1913 des soldats à la santé fragile et de faible constitution, alors qu'en 1914 les autorités seront moins exigeantes vis-à-vis de l'état général des mobilisés des classes 14 et 15. La principale raison est à chercher du côté de l'affectation des appelés et des mobilisés : la classe 1913 compte sensiblement moins de soldats affectés dans l'infanterie, où les risques de blessures et la mortalité sont les plus élevés. Au contraire, les soldats de la classe 1915 ont été massivement versés dans l'infanterie et très peu dans l'artillerie, l'arme qui pourtant connaît la plus importante progression en effectifs durant la guerre, preuve supplémentaire du besoin d'hommes après les importantes pertes humaines des premiers mois de la guerre et du manque de qualification des Bas-Alpins. Le manque de qualification des hommes bas-alpins a pour conséquence le faible nombre d'« affectés spéciaux », hormis des cas exceptionnels comme ceux des mineurs. À Sigonce, sur un total de soixante et un hommes de la commune mobilisés durant la guerre au front (dont treize moururent), dix-huit sont placés en sursis d'appel ou détachés à partir d'avril 1916 jusqu'à la fin de la guerre aux mines de Sigonce (treize), de Manosque (trois) ou d'ailleurs (deux). Au total, au moins quarante-six hommes ont été mobilisés à Sigonce.

Afin de compléter cette étude des affectations, il conviendrait de la poursuivre pour toute la durée de la guerre car, d'une part, un certain nombre de soldats sont redirigés vers d'autres armes durant la guerre, en particulier les soldats de l'infanterie qui, blessés, sont affectés ensuite dans l'artillerie, bien moins exposée et ne demandant pas les qualités propres à l'infanterie et, d'autre part, ceux qui ont des blessures graves sont, après quelques vicissitudes, réformés et renvoyés dans leur domicile. Dans ce contexte, il est vraisemblable que les classes 16, 17 et 18 aient joué un rôle équivalent aux classes 14 et 15 et que l'on y

retrouve le même cycle de mortalité. La comparaison avec les soldats de la classe de 1908, appartenant à la réserve de l'armée d'active en 1914 – les soldats ont 26 ans à la mobilisation –, montre bien les spécificités du sort des classes les plus jeunes appelées durant la guerre.



Le sort des jeunes hommes de la classe 1908 est assez similaire à celui des appelés de 1913 : une forte mortalité durant les premiers mois de la guerre et particulièrement en août et septembre 1914, même si les niveaux atteints ne sont pas ceux de 1913. Le niveau des pertes est largement inférieur à ceux des classes 1913-1915, avec 23 % des mobilisés tués et un peu moins de 29 % de blessés ayant survécu à leurs blessures et moins de blessés multiples. En revanche, la répartition des décès obéit aux mêmes règles : importance de la mortalité durant la première année de guerre, étalement après 1915, en suivant un rythme saisonnier.

Répartition des soldats bas-alpins lors de leur incorporation

En %	1908	1913	1914	1915
Infanterie	71,2	70,8	71,3	90,5
Artillerie	10,4	16,1	14,4	2,7
Cavalerie	2,9	3,0	1,1	1,1
Génie	1,8	3,4	5,3	2,1
Train des équipages	2,9	1,3	1,6	0,0
Marine	1,5	2,0	3,5	0,9
Aéronautique	0,1	0,2	0,3	1,1
Commis et ouvriers militaires d'administration (Intendance)	1,7	1,1	0,2	1,1
Gendarmerie	0,2	0	0	0
Service auxiliaire	3,9	2,1	2,0	0,6
Affectation spéciale	3,3	0	0	0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

En comparant le niveau des pertes des classes jeunes durant la guerre apparaît un constat : celui du fort niveau d'attrition. Au niveau national, toutes classes confondues, le pourcentage des pertes des hommes de troupe par rapport aux mobilisés dans l'infanterie est de 22,9 % alors qu'ici, il est au-delà de 30 %³⁶.

Sur la durée de la guerre, la contribution du département des Basses-Alpes fut-elle plus forte qu'ailleurs ? La réponse s'avère être positive. D'après une étude parue en 2014³⁷, 8,2 % des hommes demeurant dans le département (d'après le recensement de 1911) seraient morts à cause de la guerre, soit bien plus que dans le Vaucluse et le Gard (5,5), l'Hérault (5), les Alpes-Maritimes (4,8), le Var (4,2) et les Bouches-du-Rhône (4,2), et un résultat voisin de ceux de la Haute-Savoie et de la Savoie (8 et 8,1) et des Hautes-Alpes (7,9). La ponction la plus forte ayant été en Lozère (11), où les pertes des classes 1913 à 1916 furent supérieures à 30 % des mobilisés³⁸. Ce sont les départements à main-d'œuvre rurale, jugée peu qualifiée, qui ont fourni les plus gros contingents destinés à l'infanterie, l'arme en première ligne durant la guerre. La guerre de 1914-1918 a donc bien vidé les campagnes d'une partie de ses forces vives.

Des morts illustres

Les différents rapports administratifs consultables dans les fonds administratifs font état des morts à la guerre. Lors des sessions du conseil général, tous – préfet et conseillers généraux – égrènent le nom de leurs morts. Élu conseiller général le 24 juillet 1910 et âgé de 41 ans, Pierre de Bermond de Vaux est tué en Tunisie le 3 octobre 1915 alors qu'il est capitaine au 4^e régiment de zouaves³⁹. Au cours de la même séance, le conseiller Massot évoque la fin de son fils Abel, tué le 25 mars 1916 au bois de Malancourt dans la Meuse, au cours d'une contre-attaque allemande pour reprendre la cote 304. Son deuxième fils, lui aussi mobilisé, est tué l'année suivante dans la Marne. Dans le second rapport préfectoral au conseil général, c'est au tour du préfet de citer les morts de son administration, et notamment les anciens cadres : Labat, secrétaire général en 1905 et 1906, tué près de Verdun, Gaffarel, ancien sous-préfet, mort des suites d'un combat aérien le 13 novembre 1915, Vincent, ancien chef de cabinet, mort le 5 octobre 1915... En somme, ce sont pour l'essentiel les officiers dont on célèbre la mort héroïque : le brave, mort à la tête de sa troupe, qui montre l'exemple mais qui se garde bien de tuer, fonction réservée aux simples soldats promu au rang de « tueurs émérites⁴⁰ ».

De son côté, l'inspecteur d'Académie ne manque pas d'évoquer le sacrifice des instituteurs, dont un livre d'or est ouvert en 1917, afin d'y inscrire les noms de tous les instituteurs tués ou blessés, décorés et promus. En 1917, 165 instituteurs ont déjà été mobilisés ou appelés sous les drapeaux, dont vingt-deux ont été tués, trente-deux blessés, trente-sept cités, décorés ou promus. À la fin de la guerre, l'inspecteur d'Académie fait état de trente tués, trente-deux

³⁶ CORVISIER (André), dir., *Histoire militaire de la France*, 3 : *De 1871 à 1940*, p. 291. En ce qui concerne la cavalerie, l'artillerie et le génie, il était respectivement de 7,6 %, 6 % et 6,4 %, contre seulement 3,5 % dans l'arme aérienne, soit l'équivalent du train des équipages. Le pourcentage total des pertes serait de 16,1 %, ce qui montre bien le poids de l'infanterie dans l'armée française. La France détiendrait donc le record des pertes relatives, devant l'Allemagne (15,4 %), d'après Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker (*14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 39).

³⁷ GILLES (Henri), GUIRONNET (Jean-Pascal), PARENT (Antoine), « Géographie économique des morts de la Guerre de 14-18 », *Revue économique*, vol. 65, n° 3, 2014, p. 519-532.

³⁸ CORVISIER (André), dir., *Histoire militaire de la France*, 3 : *De 1871 à 1940*, p. 287.

³⁹ RICHAUD (N.), *Le comte Pierre de Bermond de Vaulx, capitaine d'infanterie tombé au champ d'honneur à Oum-Souigh, le 3 octobre 1915*, Digne, Impr. Chaspoul, 1916

⁴⁰ KEEGAN (John), *Anatomie de la bataille. Azincourt, 1415, Waterloo, 1815, la Somme, 1916*, p. 375-376.

blessés, vingt promus officiers, un décoré de la Légion d'honneur, un autre de la Médaille militaire et quarante-huit de la Croix de guerre. Le directeur de l'Assistance publique insiste sur la mobilisation de vingt et un pupilles encore sous les drapeaux en 1917 et la mort de deux autres pupilles.

Les autres morts – les morts ordinaires – sont évoqués en tant que « morts pour la Patrie », en particulier au plan local, autour des instituteurs. Parmi les unités particulièrement concernées par la guerre, les préférences du conseil général penchent en faveur du 3^e régiment d'infanterie, le « régiment bas-alpin » par excellence dont le 3^e bataillon était caserné à Digne. Ce désir d'héroïser le soldat, en particulier une fois mort, s'est heurté à la « légende noire » du comportement du XV^e corps d'armée, celui des Provençaux, durant les premières semaines de la guerre, à Dieuze en Lorraine. En 1918, ce sujet reste d'actualité et le président du conseil général, Pierre de Courtois, évoque devant ses collègues cette « triste infamie » relative au comportement des Provençaux en août 1914. Le président ne manque pas de rappeler que « 25 000 des plus beaux et des plus braves jeunes hommes du XV^e corps provençal » sont tombés lors de la bataille. En contre-point, le préfet, Zévort, décrit le soldat bas-alpin :

Économe, sobre, gardien de toutes les vertus familiales, infatigable au travail et admirable sur les champs de bataille, tel est, en raccourci le portrait que je me fais du Bas-Alpin.

La Croix de guerre

La décoration emblématique de la première guerre mondiale est la Croix de guerre. Créée en avril 1915, la croix est en bronze florentin, à quatre branches avec, entre les branches, deux glaives croisés. Le centre porte, à l'avant, une effigie de la République, coiffée du bonnet phrygien et couronnée de lauriers, avec, au pourtour, l'inscription : République française ; au revers, deux dates : 1914-1915. Le ruban auquel est suspendue la Croix de guerre est celui de la Médaille de Sainte-Hélène, vert moiré, bordé de chaque côté d'un mince liseré rouge et traversé, dans sa longueur, de cinq bandes rouges. Elle se place immédiatement après la Légion d'honneur ou la Médaille militaire. Le ruban est rehaussé de divers signes caractéristiques suivant les titres qui l'ont fait obtenir : une étoile en bronze pour une citation à l'ordre de la brigade ou du régiment, en argent à l'ordre de la division, en vermeil à l'ordre du corps d'armée, une palme représentant une branche de laurier en bronze pour une citation à l'ordre de l'armée. Nombreux sont les poilus qui furent décorés de la Croix de guerre comme on le constate sur le tableau suivant. En revanche, la Médaille militaire, destinée aux sous-officiers et hommes du rang ainsi qu'aux généraux commandants d'armée, fut donnée avec parcimonie, en faveur des poilus ayant fait des actes de bravoure ou à cause de blessures graves souvent conclues par une amputation avant une réforme. Réservées aux officiers, la Légion d'honneur est seulement accordée pour les classes 13 à 15 à un seul officier appartenant à la classe 1913. Les résultats du tableau ci-dessous n'étonnent guère : ce sont les classes les plus exposées, dans l'infanterie, dont les hommes ont été très fréquents blessés et un nombre conséquent tués, qui ont été les plus décorées. Les tués comme les survivants ont pu recevoir des décorations à titre posthume.

Les décorés entre 1915 et le 11 novembre 1918

Nombre par classe	1908	1913	1914	1915
Total des mobilisés	820	902	871	812
Croix de guerre seule	153	249	304	290
Médaille militaire seule	3	4	11	5

Médaille militaire et Croix de guerre	16	11	27	16
Légion d'honneur	1	1	0	0
Total des décorés	172	265	342	311
Total des décorés en %	21	29	39	38

La mobilisation des corps et des esprits

Les secours aux blessés

Le service de santé militaire avait organisé un vaste réseau d'établissements hospitaliers en France, afin d'accueillir blessés et convalescents. Le service de santé pouvait compter sur le dévouement des trois sociétés de secours de la Croix-Rouge : la Société de secours aux blessés militaires (SSBM), l'Association des dames de France (ADF) et, dernière née des sociétés et exclusivement féminine, l'Union des femmes de France (UFF), formant le service auxiliaire du service de santé militaire. Au plan local, hommes et femmes de la Croix-Rouge participent à la mise en œuvre des hôpitaux auxiliaires, sous la tutelle militaire, et concourent à l'amélioration des conditions de vie des militaires, au front ou à l'arrière. Cet effort se traduit ainsi d'une part, à l'avant comme à l'arrière, par la mise à disposition de personnel – soignants ou non – dont des infirmières et, d'autre part, par l'animation, au plan local uniquement, d'ateliers de confection, et de collectes de dons, en nature ou en argent.

Les actes de volontariat se multiplient dès les débuts de la guerre pour devenir infirmière, de la part de femmes généralement célibataires et le plus souvent jeunes. Julia Bouchet, 32 ans, mariée à un garde forestier de Saint-Geniez, propose au préfet sa candidature :

« J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance de vouloir bien m'accorder un engagement comme infirmière aux dames de la croix rouge pendant la durée de la guerre dans les hopitaux ou de preference dans les ambulances qui suivent le champ de bataille. » (L'orthographe originale a été conservée).

Les Archives départementales conservent un certain nombre de courriers relatifs à des demandes, de la part de « demoiselles » ou d'épouses, afin de s'engager dans la Croix-Rouge, telle Augustine Rampon, du Caire de La Motte, qui, dans son courrier au préfet du 11 octobre 1915, rappelle que ses deux frères (des classes 1914 et 1916) sont sous les drapeaux. Elle souhaite devenir « aide ambulance sur le front », déclarant que « le courage ne me fera jamais défaut. Je serais toujours prête à le porter à l'héroïsme ». Peut-être par solidarité générationnelle, les jeunes filles sont prêtes à s'engager aux côtés de leurs homologues masculins.

À Digne, la Croix-Rouge, représentée par l'Union des femmes de France, propose un bilan détaillé de ses activités dans les colonnes dans l'édition du 24 septembre 1916 du *Journal des Basses-Alpes*. Créé le 4 octobre 1913, le comité local propose en avril 1914 des cours pratiques pour infirmières. En 1915, des comités de la Croix-Rouge sont actifs non seulement à Digne mais aussi à Barcelonnette, Manosque, Forcalquier et Sisteron.

Au commencement de la guerre, le comité se met à la disposition des services médicaux et participent, ainsi, à l'ouverture des trois hôpitaux auxiliaires, n° 2 (école normale d'institutrices), supprimé le 29 octobre 1915, 3 (collège de jeunes filles) et 4 (la clinique des docteurs Gassend et Damas), le n° 1 étant l'hôpital principal⁴¹. La ville de Digne a ainsi la

⁴¹ Selon un billet du *Journal des Basses-Alpes* du 20 septembre 1914, 313 soldats blessés sont arrivés à Digne au cours de la semaine et ont été répartis entre l'hôpital (77), l'école normale d'institutrices (100), le collège de

capacité d'accueillir simultanément 450 blessés. Dans l'arrondissement de Barcelonnette, qui dépend de la 14^e région militaire, quatre établissements de soin sont utilisables en décembre 1914 : l'infirmerie hôpital de Barcelonnette (ancien hôpital temporaire), l'hospice civil de Barcelonnette devenu hôpital mixte, l'hôpital temporaire de Jausiers installé dans trois locaux, l'infirmerie hôpital de La Condamine (ancien hôpital temporaire). Mais ces établissements n'ont pas reçu de blessés depuis le début du conflit. Dans le département, d'autres établissements ont été ouverts parfois à la suite d'une initiative privée. C'est ainsi le cas à Gréoux-les-Bains où Louis Eugène Roize, propriétaire de l'établissement thermal, fonde un « hôpital bénévole 151 bis » qui a accueilli environ 2 000 militaires entre le 15 mars 1915 et le 10 février 1919. En août 1918, il n'y a plus aucun blessé de guerre à Digne.

Outre le service des hôpitaux, le comité veille au confort matériel du soldat, par la création d'ouvrirs, où sont réalisés des travaux de couture, de lingerie et de tricotage. À Digne, quatre sont en activité en 1916 : à l'école normale, à l'hôpital n° 3, dans une boutique du boulevard Gassendi et au bureau même de la Croix-Rouge, allée des Fontainiers.

Ainsi s'étendait, ainsi rayonnait, écrit le rédacteur du bilan, au dehors l'action bienfaisante de la Croix-Rouge, qui, dès la première heure, avait trouvé dans la plupart des communes de l'arrondissement de précieuses collaboratrices. Toutes ont fait leur devoir largement. L'une d'elles mérite plus particulièrement une mention : c'est la commune d'Annot. Un Comité s'y est créé de bonne heure, sous l'intelligente impulsion de M^{lle} Pons, directrice de l'École maternelle, dont on ne saurait trop louer le zèle infatigable.

En effet, une institutrice d'Annot, M^{lle} Pons, s'est elle-aussi engagée dans l'effort de guerre, en créant, dans sa commune, un sous-comité de la Croix-Rouge. Lors des élections du 6 juillet 1916, elle est élue membre du comité départemental de la Croix-Rouge. Non seulement M^{lle} Pons anime l'ouvroir mais elle s'occupe de collecter de l'argent avec beaucoup d'efficacité. En 1915, la « souscription faite à Annot par M^{lle} Pons » rapporte 400 francs, le meilleur résultat dans le département. Par ailleurs, elle est « marraine de guerre » et, à ce titre, elle entretient des correspondances avec des soldats, blessés ou combattants, et participe ainsi au mot d'ordre d'alors, qui s'impose à tous, à l'avant comme à l'arrière du front : « Tenir ».

Tenir

Le deuxième rapport du secrétaire général de la préfecture, Braconnier, qui court sur la période de septembre 1915 à août 1916, est révélateur de l'installation de la guerre. Il mentionne l'ouverture, en 1915, de l'usine chimique de Saint-Auban appartenant à la Compagnie des produits chimiques d'Alais et de la Carmargue, ce qui a entraîné un « afflux de travailleurs exotiques, Belges, Serbes, Tchèques, etc. ». Il revient sur l'ouverture du camp d'internement d'Annot, destiné aux « Austro-Allemands à tendances francophiles » :

Il contient à présent 55 internés, hommes et femmes, dont les antécédents, les attaches, souvent même l'origine française garantissent le loyalisme ; ceux-ci, sous réserve de certaines prescriptions disciplinaires, peuvent librement circuler dans les rues du bourg, où leur présence n'a jamais provoqué jusqu'ici aucun incident.

Le manque de main-d'œuvre est toujours préoccupant, car, selon le rapport :

les forces de la femme ont une limite, si son dévouement n'en a pas ; quant aux hommes non mobilisés, l'impitoyable loi de l'offre et de la demande leur fait, de jour en jour, exagérer leurs prétentions ; au reste, leur nombre, avec les derniers appels, devient de plus en plus faible, et deux causes régionales, – les salaires rémunérateurs de Saint-Auban, comme aussi les convocations successives du recrutement italien, – ne sont pas faites pour atténuer la crise.

jeunes filles (106) et la clinique du docteur Gassend (30). Ils y sont « l'objet des attentions les plus délicates des dames de la Croix-Rouge » selon le rédacteur.

En 1919, les conseillers généraux rappellent que le département était, avant-guerre, totalement tributaire de la main-d'œuvre italienne dans le domaine agricole et que la situation s'est dégradée après la mobilisation italienne en 1915. En principe, aucun transalpin n'a pu rester dans le département. Cet état de fait a rendu nécessaire l'organisation « d'équipes agricoles » et le recours aux prisonniers ⁴². En septembre 1917, le préfet déclare avoir obtenu 455 prisonniers de guerre, dont 335 constituent des équipes fixes et 120 des équipes volantes. Le département souffre aussi de la perte de sa main-d'œuvre italienne depuis 1914 à cause de la fermeture des frontières, ce qui touche particulièrement l'Ubaye. En 1917, la situation n'est pas entièrement résolue. Devant les conseillers généraux, André Honnorat rappelle les conditions d'entrée des travailleurs italiens en France. En août 1915, après maintes démarches, il a été permis aux frontaliers italiens de rentrer en France sans passeport avec un laissez-passer à présenter à un receveur et au commissaire de police. Mais la mesure ayant été appliquée tardivement, peu de frontaliers ont traversé la frontière. En avril 1916, grâce à la présence d'un commissaire de police à Larche, 800 travailleurs ont eu la possibilité d'y venir pour travailler. Mais ce nombre est insuffisant et Honnorat propose que cette mesure soit élargie à tout l'arrondissement de Barcelonnette et au canton de Seyne. L'avis est adopté.

En l'absence des hommes, les mères, les sœurs, les épouses... ont pris leur place dans le tissu administratif et économique. Le préfet évoque le remplacement des fonctionnaires mobilisés, en particulier par des femmes. Suite à un concours, dix-neuf candidats, dont onze femmes, ont été recrutés afin de devenir dactylographes, comptables, « rédactrices ». Il constate que :

À vrai dire, une telle innovation n'était pas sans susciter, chez nous, certaines craintes. Quelles appréciations, souvent empreintes d'une relative bienveillance, la « petite fonctionnaire » n'a-t-elle pas inspirées, de tout temps, à la verve des humoristes ? Dieu merci ! Il n'y avait là qu'une légende, dont la guerre devait faire table rase, après tant d'autres !

Dans le monde rural, il est difficile d'apprécier la part de travail occupée par les femmes. En 1938, la République honorera une « modeste paysanne », Anna Marie Victoria Sabinen née Martin, de Saint-Étienne-les-Orgues, déjà officier du Mérite agricole depuis 1931, en la décorant de la Légion d'honneur pour avoir non seulement élevé dix enfants mais surtout pour avoir « assuré seule l'exploitation agricole d'une grande ferme pendant toute la durée de la guerre, tout en continuant à donner des soins attentifs et dévoués à cinq enfants encore en bas-âge ». Dans le département, les femmes de La Valette (Thorame-Basse) ont inauguré une manière quasi-unique de correspondre avec les mobilisés du hameau par la création d'un journal régulièrement diffusé auprès des combattants.

Il fut heureux, selon l'autorité préfectorale, que le contexte économique peu engageant des Basses-Alpes ait eu pour conséquence de limiter au strict minimum l'arrivée de nouveaux réfugiés. Ils sont devenus, selon les propres mots du secrétaire général, « de vieilles connaissances ». À la fin de juillet 1916, il n'y a plus que 800 réfugiés dans le département. Une école serbe a été par ailleurs ouverte à Jausiers. Elle est destinée aux enfants âgés de plus de 18 ans et regroupe trois cents pensionnaires, tandis que les plus jeunes, quatre-vingts au total, ont été répartis dans les collèges de Barcelonnette et de Manosque, ainsi qu'à l'école primaire supérieure de filles de Sisteron ⁴³. L'école participe à l'effort de guerre, en éduquant les enfants et en informant les parents et, plus globalement les adultes, ainsi que par la mise en place d'une espèce de culte laïc en faveur des mobilisés et, singulièrement, des morts.

⁴² TISON (Frank), « Les prisonniers de guerre en Provence durant la Première Guerre mondiale. Du rejet à l'intérêt bien compris », *Provence historique*, t. 64, janvier-juin 2014, p. 7-8, où sont évoqués les prisonniers reclus aux citadelles d'Entrevaux et de Sisteron ainsi qu'à la caserne Haxo de Barcelonnette, mais dont le plus fort contingent fut affecté à l'usine chimique de Saint-Auban. En juin, les Basses-Alpes accueilleraient 269 prisonniers (officiers, sous-officiers et hommes du rang).

⁴³ Voir 5 R 24 et 25, 51 ; 1 Z 54.

À l'école de la patrie

Bien avant la guerre, faisant suite à la défaite de 1870, l'école républicaine, la « communale », a préparé les corps et les esprits des enfants à l'éventualité d'une guerre. L'école a alors pour mission de former des hommes, futurs citoyens et soldats. En faveur des corps, la pratique de la gymnastique s'est imposée à partir de 1880 à tous les garçons des écoles publiques et aux filles, pour lesquelles les « exercices d'application qui prennent un caractère militaire... doivent demeurer plus doux et gracieux ». Parallèlement, les garçons s'exercent à la manœuvre militaire avec des fusils, qu'ils apprennent à monter et à démonter avant de pratiquer le tir avec des adultes dans le cadre d'associations souvent animées par des instituteurs. L'annuaire administratif des Basses-Alpes pour l'année 1914 recense huit sociétés civiles de tir et soixante-treize « sociétés scolaires de tir », dont trente-quatre dans le seul arrondissement de Digne. À Digne même, il n'y a pas moins de cinq sociétés : L'union sportive dignoise, l'Avant-Garde, la Société scolaire du lycée Gassendi, l'Avant-Garde de Gaubert, la Société scolaire des Sièyes. Mézel en compte deux : l'Indépendante et la *Pro Patria*⁴⁴.

À la veille de la guerre, les rapports de l'inspection d'Académie brossent un tableau peu engageant de l'école primaire, marquée par un fort absentéisme scolaire. Néanmoins, les rapports montrent que, avant comme pendant la guerre, les enseignants jouent un rôle primordial dans « l'éducation des enfants et le développement de l'amour du pays, pour lequel ils donnent leur vie » écrit l'inspecteur durant la guerre.

Lors du déclenchement du conflit, les instituteurs sont formés afin de transmettre aux enfants une culture de guerre, avec pour objectif une « mobilisation intellectuelle et morale de l'enfance »⁴⁵, ce qu'ils diffusent aussi auprès des parents et, plus généralement, des adultes du bourg ou du hameau. Durant la première année de guerre, les maîtres du département organisent un hommage aux « enfants du pays « morts au champ d'honneur ». Dans son rapport de 1915, l'inspecteur détaille le rôle dévolu aux enseignants et les actions concrètes que ces derniers conduisent :

L'enseignement s'est trouvé rajeuni, plus riche, plus coloré, plus vivant. L'actualité est devenue, dans nos écoles, un des meilleurs ressorts du travail intellectuel, un des mobiles les plus efficaces de l'éducation morale et civique.

Dans l'ensemble de nos écoles du département, la classe du matin a débuté, cette année, par un hommage rendu aux enfants du pays « morts au champ d'honneur ». C'est le titre du tableau qui a été dressé dans chaque classe et qui se trouve partout affiché, en bonne place, sous un faisceau de drapeaux. Le maître lit les noms des combattants décédés. Un élève dit ensuite la première strophe de l'Hymne du Souvenir (Victor Hugo) : « Ceux qui pieusement... ». L'ensemble de la classe, debout, têtes nues, scande la deuxième strophe : « Gloire à la France éternelle », etc. Comme le déclare une de nos maîtresses, qui est une femme de grand cœur, « le moment est très impressionnant ».

Chaque semaine, – à l'école du jour et à la veillée populaire, – les maîtres et maîtresses donnent une sorte d'enseignement direct de la guerre. Les opérations militaires sont suivies sur de grandes cartes murales tracées sur du papier noir, aux couleurs de gouache. La causerie, soutenue par l'image ; la lecture des journaux quotidiens, hebdomadaires, illustrés, pédagogiques ; celle de lettres de soldats du village, de citations à l'ordre de l'armée, etc, complètent la séance.

Parfois, par suite de la présence de blessés revenus en convalescence au pays, la leçon sur la guerre a pris un relief singulier.

Comme en 1915, l'effort en direction des enfants est maintenu en 1916 comme le rappelle l'inspecteur :

⁴⁴ *Annuaire administratif et commercial, Basses-Alpes, 1914*, p. 200-201.

⁴⁵ OZOUF (Jacques et Mona), *La République des instituteurs*, Paris, Gallimard, Le Seuil, 1992.

Nous veillerons, mes collègues et moi-même, à ce que dans toutes [les écoles] soit toujours donné un enseignement direct de la guerre, où l'on commémorera, avec les émouvants anniversaires qui intéressent la nation tout entière, le souvenir des soldats de la commune morts au champ d'honneur et dont les noms devront rester sur les murs de l'école.

En 1917, l'effort est poursuivi et ce sont non seulement les poilus de leur commune morts que les enfants célèbrent mais aussi les instituteurs, avec l'ouverture d'un livre d'or des instituteurs bas-alpins. Alors que la situation est difficile au front comme à l'arrière, l'inspecteur insiste plus encore sur « l'esprit d'union », la guerre étant devenue « le grand « centre d'intérêt » des exercices scolaires ». Le décor des salles de classe est entièrement dédié à la guerre :

sur les murs s'étalent des affiches de Hansi, de Bernard, d'Abel Faivre... des cartes murales de la guerre, parfois un faisceau de drapeaux, et l'on s'arrête ému devant le tableau d'honneur où s'inscrivent les noms des morts glorieux de la localité tombés face à l'ennemi.

Les enfants ont droit à une demi-heure par semaine d' « histoire militaire » ; parents et enfants sont réunis lors de réunions familiales, les « Dimanches patriotiques », où les enfants chantent et récitent des pages choisies tandis que maîtres et maîtresses exposent ou lisent un fait de guerre. En outre, dès les débuts de la guerre, les enseignants ont contribué financièrement à l'effort économique et à la solidarité. Ainsi, instituteurs et institutrices du département donnent 2 % de leur traitement mensuel afin de participer aux œuvres d'assistance et de secours national. De même, l'inspecteur insiste en 1917 sur les conférences pédagogiques grâce auxquelles la collecte d'or par l'État a été favorisée :

La collecte fructueuse de l'or pour la défense nationale, faite par l'intermédiaire des petits écoliers (à titre d'exemple, je signalerai des bambins de 4 à 6 ans d'une école maternelle grâce auxquels quelques 2 000 francs viennent d'être échangés contre des billets de banque), donne une preuve renouvelée de l'extension de ce rôle : rien de ce qui touche à la vie intense de la nation ne saurait plus désormais, être étranger à nos maîtres.

Entre les déclarations de l'inspecteur d'Académie et la pratique ordinaire des formateurs auprès de leurs élèves et des parents, difficile d'évaluer l'écart. Néanmoins, les enseignants étaient alors largement placés sous la tutelle des inspecteurs de l'enseignement primaire qui rendaient compte à l'inspecteur d'Académie. Certes, au fur et à mesure de l'avancée dans la guerre, une infime minorité de formateurs diffusa des idées pacifistes. Mais cette agitation fut bien moins virulente et générale que ne le croyaient les autorités policières, pour qui l'école était devenue, en 1917, « un nid pacifiste constituant un véritable danger national ⁴⁶ ».

Les étrangers

Dans son discours prononcé lors de la distribution des prix du collège de jeunes filles de Digne en 1919, le secrétaire général de la préfecture, Braconnier, traite avec un langage savant de la présence des étrangers, amis, neutres ou ennemis, dans le département depuis le commencement de la guerre, un département qui se serait transformé, selon ses propres mots, en « une moderne Babel ». Braconnier évoque les prisonniers de guerre allemands qui travaillent aux champs, les internés du camp d'Annot – Autrichiens, Hongrois, Bulgares –, les travailleurs de l'usine de Saint-Auban, d'origine grecque, arménienne, roumaine ou tchèque, ainsi que les Kabyles et les « Indochinois » ou les Serbes de l'école de Jausiers. Mais son propos sur ce sujet demeure très anecdotique. Le désir d'une belle écriture et la recherche du style l'emportent, chez le narrateur et l'administrateur, sur l'exactitude et l'intérêt sociologique et historique.

⁴⁶ HADDAD (Galet), 1914-1918, *Ceux qui protestaient*, p. 175 et s.

Le retour des « vainqueurs » et l'après-guerre

À partir de 1919 pour l'essentiel, les soldats démobilisés reviennent dans leurs foyers. Le retour à la vie civile des poilus est marqué par des événements festifs mais aussi par le deuil. Parfois, le retour n'est pas sans difficulté après l'absence, parfois longue, d'un père ou d'un mari ayant connu la vie entre hommes et les horreurs de la guerre.

Un bilan démographique de la guerre

En France, huit millions d'hommes, pour la plupart d'origine paysanne, ont été mobilisés, dont 1,8 million des classes 1914 à 1919. La Grande Guerre entraînera, à l'échelle mondiale, la mobilisation de 70 millions d'hommes. En France, toutes les classes militaires, de celle de 1887, appelée entre mars et août 1916, à celle de 1919, participent à une guerre peu économe en hommes. Et plus le pays s'enfonce dans la guerre, plus on anticipe l'appel des classes. Plus rares aussi sont les motifs d'exemption : 95 % des jeunes hommes de la classe 1917 montent au combat dès 1916 après une courte période d'instruction mais le rendement est ensuite à la baisse pour tomber à 76 % avec la classe 1919. On rappelle même des exemptés, réformés et ajournés des classes d'avant-guerre. 60 % d'entre eux, soit 1,2 million, sont ainsi « récupérés » et beaucoup entrent dans les « services » de l'armée.

Les pertes humaines sont sans commune mesure avec ce que l'Europe avait jusque là connue. Les armées françaises ont perdu près de 900 hommes chaque jour, la Grande-Bretagne 457 et les États-Unis 195 en 1917-1918. En face, l'Allemagne a compté en moyenne 1 303 morts par jour. Rien que durant la période qui s'étale d'août à novembre 1914, la France perd 2 737 hommes par jour et durant la bataille de la Somme, le seul 1^{er} juillet, les Britanniques perdent 20 000 hommes et comptent 40 000 blessés. Aucune bataille n'avait compté de pertes comparables durant la journée⁴⁷. La guerre terminée, la détestation du « Boche » emprunte parfois de curieux chemins. Parmi les questions qui agitent les conseillers généraux des Basses-Alpes en 1919 est le nom que porte une commune du département, Allemagne, afin de changer de nom :

Ce nom évoque, en effet, d'une façon saisissante, celui de notre mortel ennemi ; et l'administration municipale d'Allemagne, en prenant l'initiative de cette démarche, a suivi l'exemple donné par plusieurs localités dont les noms peuvent rappeler, de près ou de loin, le nom détesté d'Allemagne.

Au niveau local, le manque de main-d'œuvre n'est toujours pas résolu : les Italiens sont partis, les prisonniers aussi, ayant été dirigés vers les départements libérés. Le département bénéficie désormais de soldats russes « mis à disposition comme travailleurs libres ».

La fin de la guerre marque l'heure des bilans. Lors de l'ouverture de la première session du Conseil général de 1919, Pierre de Courtois décrit une réalité locale peu engageante, marquée par le cortège des veuves et des orphelins, des mutilés et des blessés et par :

la disparition de tant d'êtres jeunes et forts, espoir de notre race, l'arrêt de la production, par suite du manque de la main-d'œuvre et, aussi, l'angoisse de guerre qui a souvent poussé les isolés à se rapprocher les uns des autres dans les grands centres, ont clairsemé de plus en plus la population de nos campagnes et de nos modestes villages.

L'exode rural devient une réalité palpable. Des mesures sont envisagées par ailleurs afin de relever la natalité qui, en France, aurait diminué de moitié depuis 1914. L'inspecteur d'Académie insiste lui-aussi sur les conséquences de l'exode rural, impliquant une « dépopulation scolaire ». Alors que de lourds investissements déployés par l'État et les communes afin de construire des maisons d'école au plus près des élèves, dans les chefs-lieux

⁴⁷ AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Annette), INGRAO (Christian), ROUSSO (Henry), *La violence de la guerre, 1914-1945 ; approches comparées des deux conflits mondiaux*, p. 17.

communaux et les hameaux, ne remontent guère au-delà de 40 ans, les écoles se vident voire ferment. C'est le cas à Maurin où l'école accueille au plus fort de son activité trente-cinq élèves. En 1919, elle est fermée. D'une manière générale, la situation se dégrade à cause de la dénatalité : dans le canton de Senez, l'inspecteur relève qu'il n'y a eu aucune naissance durant la guerre. Il prévoit donc « la désertion complète de hameaux et même de communes », ce qui, effectivement, se produira. Il pense d'ailleurs que parmi ceux qui sont rentrés au pays, certains repartiront car ils « seront rebutés par les conditions assez rudes du travail des champs dans nos montagnes, et seront séduits et attirés par les gains de l'ouvrier ou de l'employé, par les plaisirs et les facilités de travail qu'ils espèrent trouver dans les villes ».

Selon les témoignages des contemporains, l'hémorragie humaine a été sévère : rien qu'à Banon, selon l'inspecteur primaire de Forcalquier, vingt-cinq à trente hommes ont trouvé la mort, d'autres ont été mobilisés à Marseille ou à Saint-Auban et ne reviendront pas, d'autres encore ont épousé des réfugiés de l'Est de la France dans le département et ont suivi leurs épouses. En conséquence, conclut-il, « du fait de la guerre, la dépopulation s'accroît ».

Se souvenir, commémorer : les monuments aux morts

Au début des années 1920, la France se couvre de monuments aux morts, chargés d'honorer la mémoire des victimes tombées au champ d'honneur. Un nouveau rituel se met en place, dans lequel les anciens combattants tiennent la place de choix. À l'origine, il s'agit de cérémonies ni officielles ni militaires mais funéraires : les monuments aux morts sont d'abord des tombes sans corps – des cénotaphes –, dont ils possèdent la forme. Inauguré en 1921, le monument de Thorame-Basse porte les deux vers de l'*Hymne aux morts de Juillet*, écrit par Victor Hugo en juillet 1831, qui insiste sur la dimension funéraire du monument :

Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie ⁴⁸.

À l'instar des communes françaises, les communes des Basses-Alpes ont entrepris d'ériger des monuments « aux morts pour la patrie », l'une des grandes entreprises des années 1920. C'est au moment de la loi du 25 octobre 1919 qui crée le « livre d'or », afin d'inscrire dans chaque commune le nom de ses morts, qu'est impulsé le mouvement qui conduira à l'érection, dans la quasi-totalité des communes de France, d'un monument aux morts ⁴⁹. La loi de finances du 31 juillet 1920 fixe le montant des subventions accordées dans ce but. Souvent, des souscriptions ont parallèlement permis de rassembler des fonds. Érigé au centre du village, le monument aux morts présente essentiellement une dimension civique, mais, parfois, il est doublé d'un monument construit dans l'enceinte du cimetière, où la dimension funéraire est dominante ou est concurrencé par la plaque posée dans l'église où figure la liste des paroissiens morts pour la France. Une circulaire du ministère de l'Intérieur du 13 avril 1919 a précisé les conditions d'emploi d'emblèmes religieux, tel qu'il est prévu par la loi du 9 décembre 1905. Liberté entière est donnée aux municipalités pour les monuments élevés dans les cimetières. En revanche, la loi interdit l'utilisation d'emblèmes religieux lorsque le monument est placé sur la voie publique. Outre le « livre d'or », la commune sera tenue d'ouvrir un registre spécial fourni par l'État afin d'y inscrire les noms des militaires de la commune ayant pris part aux opérations, avec la mention des blessures reçues et des distinctions honorifiques obtenues : il s'agit du « mémorial de la grande guerre 1914-1918 ».

⁴⁸ ASSOCIATION CULTURE ET PATRIMOINE DE THORAME-BASSE, *Thorame-Basse dans la Grande Guerre*, Thorame-Basse, mairie de Thorame-Basse, 2014, p. 108.

⁴⁹ *Journal officiel*, 26 octobre 1919. La loi prévoit d'accorder des subventions aux communes, « en proportion de l'effort et des sacrifices qu'elles feront en vue de glorifier les héros morts pour la patrie ». Elle prévoit aussi, dans son article 6, que « Tous les ans, le 1^{er} ou le 2 novembre, une cérémonie sera consacrée dans chaque commune à la mémoire et à la glorification des héros morts pour la patrie. Elle sera organisée par la municipalité avec le concours des autorités civiles et militaires ».

Une étude très récente menée par la conservation régionale des monuments historiques de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur traite de l'érection des monuments aux morts sous un angle thématique ⁵⁰. Si les monuments aux morts ne sont pas abordés de manière exhaustive, il s'agit néanmoins d'un travail de référence utile pour toute étude sur ce sujet. Bien des projets ont été engagés autour du Centenaire, visant principalement à proposer des listes exhaustives de monuments aux morts, selon différentes typologies : le monument civique, s'élevant sur la place centrale du village ou devant la mairie ; le monument funéraire, parmi les tombes au cimetière, méthode qui permet, selon Odile de Pierrefeu et Françoise Reynier, de contourner la loi de séparation des Églises et de l'État, qui interdit tout signe religieux sur des monuments publics ⁵¹ ; le monument religieux, dans l'église paroissiale, souvent une plaque avec une liste des « morts de la paroisse ». À Saint-Martin-de-Brômes, c'est une simple liste, écrite à la main sur un imprimé et encadrée, qui est fixée sur un des piliers de l'église, à droite du chœur. À Saint-Laurent-du-Verdon, la plaque « civique » est fixée sur le mur extérieur de l'église paroissiale, près de l'entrée, tandis que la plaque « paroissiale » est posée à l'intérieur, sous une statue de Jeanne d'Arc, elle qui buta les Anglais hors du royaume de France durant la guerre de Cent ans. L'une et l'autre portent les mêmes noms.

Les « anciens combattants »

Après la guerre, il y aurait selon Antoine Prost 6,440 millions de survivants parmi les mobilisés, dont la moitié ayant été la victime d'au moins une blessure ⁵². Nombre d'anciens combattants se regroupent dans des associations où se forge le concept de la camaraderie du feu. Fort nombreuses après la guerre, ces associations ont pour mission d'entretenir l'union et la camaraderie, le patriotisme et la concorde, de protéger les veuves et les orphelins et « de garder le culte des braves qui ont acheté la victoire au prix de leurs souffrances et de leur sang ». Les blessés de la guerre seront pensionnés d'après des critères définis selon la gravité des blessures et leurs conséquences et l'intégrité, physique ou psychique ⁵³. Les combattants qui rempliront certains critères obtiendront la carte du combattant et bénéficieront des avantages associés.

Pour faire face aux drames humains engendrés par ce conflit, l'État a décidé, dès 1916, de créer l'Office national des mutilés et réformés de la guerre, puis en 1917, l'Office national des pupilles de la Nation, enfin, en 1926, l'Office national du combattant. Ces structures ont pour mission la prise en charge des réparations matérielles, la rééducation professionnelle et la solidarité en faveur des victimes de guerre et des anciens combattants. L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVVG) est l'héritier de ces trois organismes, lesquels ont, tour à tour, délivré la carte de combattant, dont les exemplaires périmés se retrouvent dans les dossiers individuels des combattants ⁵⁴. C'est le décret du 28 juin 1927 qui instaure la carte de combattant, qui s'assortit, en 1930, de la « retraite du combattant », versée

⁵⁰ PIERREFEU (Odile de), REYNIER (Françoise), *La mémoire et les morts ; monuments sculptés de la Grande Guerre en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur*, Lyon, Fage éditions, 2014.

⁵¹ *Ibid*, p. 11. L'ouvrage propose une étude sur la procédure suivie, sur le rôle des comités, le financement, le choix de l'artiste et des emplacements, l'inauguration des monuments. Un débat s'est ouvert à Digne dans les colonnes du *Journal des Basses-Alpes* (18 mai, 22 juin et 24 août 1919) sur le lieu le plus opportun pour ériger le monument.

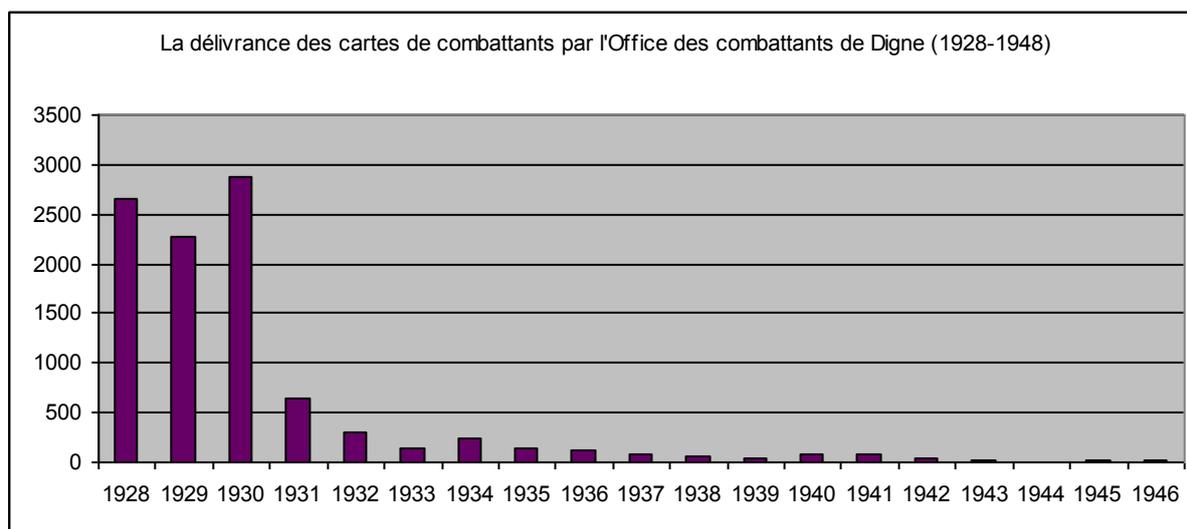
⁵² CORVISIER (André), dir., *Histoire militaire de la France, 3 : De 1871 à 1940*, Paris, PUF, nouvelle édition (1^{ère} édition 1992), 1997, p. 322 et 323.

⁵³ *Tableau synoptique résumé des divers barèmes à appliquer aux infirmes et malades de la guerre 1914-1918*, Paris, Charles-Lavauzelle, 1922.

⁵⁴ *L'Office national du combattant : ses avantages, comment en profiter ; la carte du combattant : comment l'obtenir*, Paris, éditions de la « Voix du combattant », sans date.

dès l'âge de 50 ans. La carte confère aussi certains avantages, tels l'accès à des cercles ou la dépose du drapeau sur le cercueil ⁵⁵.

L'administration a dû répondre à une forte demande durant une période assez courte. En effet, le droit à la délivrance de la carte est ouvert en 1928. Jusqu'en 1948, le centre de Digne délivre ou restitue 9 833 cartes, dont 9 164 pour les combattants de 1914-1918, 350 pour des conflits antérieurs, 40 pour des conflits de l'entre-deux-guerres, 279 cas n'ayant pu être déterminés. Les cartes de 1914-1918 ont été délivrées en masse de 1928 à 1930 (7 788 cartes sur un total de 9 164, soit 85 %) alors que pour les conflits antérieurs (et donc des hommes plus âgés), c'est entre 1930 et 1932 que celles-ci ont été remises à leurs détenteurs (329 cartes sur un total de 350, soit 94 %).



Le pacifisme d'après-guerre

Combattant de la grande guerre – il appartient à la classe 1915 mobilisée septembre 1914 –, Jean Giono a été l'un des écrivains qui a participé à la diffusion d'un pacifisme radical dans les années d'entre-deux-guerres. Avant la guerre, des opinions pacifistes se diffusaient. De telles opinions ont été considérées en 1918 comme des opinions défaitistes. Parallèlement, est apparue une protestation contre la guerre, par des actes ou des discours. Jean Giono évoque sa révolte au Chemin des Dames, en 1917 :

pas du tout pour de grands motifs, pas du tout contre la guerre, pas du tout pour donner la paix à la terre, pas du tout pour de grands mots d'ordre, simplement parce que nous en avons assez de faire dans notre main et de boire notre urine. Simplement parce qu'au fond de l'armée, l'individu a touché l'immonde.

Il est vrai que, au début de la guerre, la victoire française lors de la bataille de la Marne, en septembre 1914, rallie les pacifistes d'avant-guerre, hormis quelques voix discordantes, telle celle de Romain Rolland. C'est à partir de 1916 que se consolide à l'arrière un nouveau pacifisme alors que, à l'inverse, s'édifie sur le front le discours combattant : « aller jusqu'au bout », « tenir coûte que coûte », « on les aura », « ils ne passeront pas ». La protestation des poilus réapparaît fin 1916, après des revers militaires. Germe alors sur le front ce mouvement qui se déclenche durant l'année 1917 marquée par une crise militaire et sociale : chez les ouvriers, parmi les instituteurs, et, sur le front, par des mutineries. Il y aurait eu six cents fusillés durant la guerre, surtout en 1914.

⁵⁵ PANEL (Louis N.), *La Grande Guerre des gendarmes*. « Forcer, au besoin, leur obéissance », p. 542.

La guerre est le temps du massacre, le lieu de l'abattage, transformant les hommes en animaux de boucherie. Paru en 1931, le roman de Jean Giono, *Le grand troupeau*, incarne cette vision du combattant animalisé ⁵⁶ :

L'infanterie anglaise monte épaisse comme un ruisseau de boue, et le troupeau bleu des soldats français glisse à la crête des herbes, vers les collines et la fumée. – À l'abattoir.

En juin 1939, Jean Giono termine sa préface des carnets de Lucien Jacques en évoquant le combat du pacifiste :

La logique pour celui qui refuse les batailles n'est pas de chercher la bataille. C'est de chercher la pureté. Car, son combat commence après sa mort... Réveil au petit jour ; l'aube ; les mains liées derrière le dos ; attaché au poteau ; forcé de s'agenouiller ; les yeux bandés. Le pacifiste est devant les fusils. Il ne lui reste plus qu'un temps infinitésimal. Il est seul.

Mais il est contre.

Conclusion

Le coût de la victoire traumatise le pays en profondeur et détermine la vague pacifiste des années 1920-1930 : 14-18, la « Grande Guerre », est pour beaucoup la « der des ders ». Tout concourt par ailleurs à imposer, après-guerre, une vision défensive de la nation, fondée sur le recours à la conscription : la « nation en armes ». Car la saignée a été conséquente : 16,5 % des soldats mobilisés, soit 1,4 millions, sont « Morts pour la France » et plusieurs millions ont été blessés. Les pertes humaines représentent 10 % de la population active masculine et s'accompagnent, après guerre, d'un déficit considérable de naissances. Dans les Basses-Alpes, durant les années 1920 et 1930, on compte un peu moins de 10 000 anciens combattants, soit un habitant sur 10 ! Du point de vue démographique, les conséquences sont fâcheuses : outre le nombre des tués, il faut aussi, et surtout, prendre en compte le déficit des mariages puis des naissances, dans un département dont la population, de surcroît, décroît depuis les années 1840 ⁵⁷.

Homme politique de premier plan au niveau national, le Bas-Alpin André Honnorat fait en 1918 une résolution en faveur de la création d'une « bibliothèque et musée de la guerre », installée à Vincennes en 1920. Ce sera Camille Bloch, qui assura de 1918 à 1934 la direction de cette nouvelle institution, aidé par Pierre Renouvin, historien et ancien combattant, qui lui succédera jusqu'en 1938. La bibliothèque sera comme un « laboratoire de la guerre de 1914 » ⁵⁸. D'autres ont tiré des leçons politiques de la guerre. Profondément touché par son l'expérience de la guerre, l'écrivain Jean Giono devint quant à lui un chantre du pacifisme. Mais, en 1939, ceux qui ont cru que la Grande Guerre serait la « der des ders » perdirent leurs illusions. Comme le souligne l'historien Galet Haddad, dans son ouvrage sur la protestation de la guerre, « l'immense désastre de 1914-1918 empêcha qu'on la reconnaisse pour ce qu'elle était. Tel fut le drame des pacifistes français qui avaient cru tirer toutes les leçons de la Grande Guerre ».

⁵⁶ HADDAD (Galet), *1914-1918, Ceux qui protestaient*, p. 211, 386 et s. En ce qui concerne Jean Giono, voir ses *Écrits pacifistes*, Paris, Gallimard, 1978, collection Idées Gallimard et JACQUES (Lucien), *Carnets de moleskine*, Paris, Gallimard, (1^{ère} édition 1939), p. 19.

⁵⁷ VIDAL-NAQUET, Clémentine, « La Grande Guerre des couples », dans POIRRIER (Philippe) dir., *La Grande Guerre, une histoire culturelle*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2015, p. 164.

⁵⁸ AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XX^e siècles)*, p. 94.

Archives conservées dans des institutions à rayonnement national

Archives nationales

F⁷, Police générale

F⁷ 12936 à 12939 Rapports des préfets et des commissaires spéciaux au ministère de l'Intérieur pendant la Première guerre mondiale

1914-1919.

F⁷ 12936, Basses-Alpes

Février 1915-avril 1918

F⁷ 12937, Basses-Alpes

2 août-15 août 1914

F⁹, Affaires militaires

F⁹ 3901 à 5563*.

« Livre d'or » de la première guerre mondiale. Listes de « Morts pour la France » (1922-1935). Répertoire numérique dactylographié, s.d., 423 p.

En application de la loi du 25 octobre 1919, relative « à la commémoration et à la glorification des Morts pour la France au cours de la Grande Guerre », l'État avait lancé le projet d'un livre d'or, à déposer au Panthéon. C'est au ministère des Pensions que fut dévolue la charge de réaliser le recensement, commune par commune. Le projet n'aboutit pas mais les listes sont toujours conservées. Elles ont été établies pour la quasi-totalité des communes de la France métropolitaine, de l'Algérie, du Maroc et du Sénégal, des consulats de La Paz (Bolivie) et de Bahia, Porto Alegre et Rio de Janeiro (Brésil), ainsi que pour les soldats décédés en Bulgarie. L'Alsace et la Moselle, territoires allemands en 1914-1918, ne sont pas compris dans le Livre d'or, ni les marins morts pour la France, recensés par le ministère de la Marine. Pour chaque individu, ces listes communales livrent nom et prénom, date et lieu de naissance, grade et régiment d'appartenance, date et lieu de décès. D'un très grand intérêt pour la généalogie, 260 882 pages de listes ont été numérisées dans le cadre du chantier des Fonds de la Mission Pierrefitte et mises en ligne pour accompagner la commémoration du centenaire de la première guerre mondiale. Pour consulter les documents numériques : <http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr>, salle des inventaires virtuels, choisir « rechercher avec tous les inventaires » avec « livre d'or Basses-Alpes » (la recherche puis la consultation des documents numérisés ne sont pas aisées).

Ces documents sont actuellement conservés sous les cotes F⁹ 3901 à 4493 : dossiers de correspondance avec les communes, classement départemental ; F⁹ 4494 à 5563* : registres d'état-civil (décès) des régiments, ambulances et hôpitaux militaires. Pour comprendre l'organisation de ce fonds et approfondir l'étude de ce vaste projet, se porter vers le travail de M.-Th. Chabord, « Le Livre d'or de la Première guerre mondiale : un projet sans suite » dans *Revue historique de l'Armée*, 1973, n° 2, p. 76-89.

Deux microfilms en ont été déposés aux Archives nationales : 323 Mi 1 à 339 : fiches des « Morts pour la France » et 324 Mi 1 à 28 : fiches des morts n'ayant pas droit à la mention « mort pour la France » et de ceux au sujet desquels il n'a pas été statué.

F²³, sous-secrétariat d'état du ravitaillement, service du ravitaillement civil, 1914-1918

F²³ 26 Lois, décrets, arrêtés mis en exécution dans le département des Basses-Alpes.

1917-1918

F²³ 100 Ravitaillement du département des Basses-Alpes.

1914-1918

Bibliothèque nationale de France

Assistance aux convalescents militaires. Comité régional. [15^e région.], *Livre d'or de l'Assistance aux convalescents militaires, rattachée au ministère de la Guerre, XV^e région*, France, [Comité régional de l'œuvre de l'assistance aux convalescents militaires] (Marseille), 1916, 522 p.

Croix-Rouge internationale et Croix-Rouge française

Les fonds d'archives de la Croix-Rouge française sont consultables au siège de la Croix-Rouge à Paris ou à celui du Comité international de la Croix-Rouge à Genève. Dans le département des Basses-Alpes, les comités, départemental ou locaux, n'ont semble-t-il pas conservés les archives depuis leur création jusqu'à la première guerre mondiale. Ce sont des archives de nature associative, considérées comme des archives privées et pour lesquelles il n'y a pas d'obligation de versement à un service d'archives publiques.

L'histoire de la fondation de la Croix-Rouge par Henri Dunant, homme d'affaires et philanthrope suisse, est bien connue. L'expérience de la bataille de Solferino (1859) conduit Dunant à formuler son désir de voir se créer des sociétés de secours pour les blessés. Il trouve un écho auprès de la Société genevoise d'utilité publique, qui crée en son sein un Comité international de secours aux blessés militaires, matrice de la future Croix-Rouge. En 1864, les Conventions de Genève entérinent la création d'un organisme à but humanitaire. En France, la même année, une association privée, nationale, autonome et laïque formée de civils, la Société de secours aux blessés militaires, est fondée. Elle est reconnue d'utilité publique en 1866 et essaime dans les villes de province qui créent des comités. En 1878, la SSBM devient l'auxiliaire du Service de santé militaire et elle est placée sous son autorité. En 1877 et 1881, deux autres sociétés de secours sont fondées, l'Association des Dames de France (ADF) puis l'Union des Femmes de France (UFF). En 1884, un décret détermine définitivement l'organisation intérieure des sociétés et leurs relations avec l'autorité militaire. C'est en quelque sorte la « charte de la Croix-Rouge française ». Cette organisation perdurera jusqu'en 1940, où s'opère la fusion des trois sociétés.

Les sociétés de secours qui n'ont eu de cesse de se préparer à la guerre ont été généralement mobilisées autour de trois objectifs : préparer des locaux aptes à servir d'hôpitaux ou d'infirmeries de gare, former du personnel médical, améliorer l'état de leurs finances, afin d'être en mesure d'acquérir et d'entretenir du matériel. Pour être employé par une des trois sociétés, il fallait être Français (de naissance ou par naturalisation) et être dégagé de toutes les obligations militaires, sauf à titre exceptionnel. Les médecins devaient être agréés par le ministère de la Guerre. Les sociétés devaient disposer d'un personnel médical mais aussi d'un personnel administratif. Des infirmières ont été formées par les sociétés elles-mêmes, dans des écoles (ADF) ou par un système de conférences (SSBM). Les formations leur conféraient un diplôme d'aptitude médicale.

Croix-Rouge internationale

1. Archives du comité et secrétariat jusqu'en 1918

Groupe AF : archives dites « Ancien fonds », 1863-1914.

2. Agence de Bâle et de Trieste : agence centrale des prisonniers de guerre (ACPG)

3. Groupe FAW : fonds d'archives de Watteville, 1919-1921

4. Archives générales 1918-1950

Il convient aussi de consulter les sources imprimées de la Croix-Rouge, notamment les rapports et comptes rendus de visites des camps de prisonniers.

Croix-Rouge française

Bulletin international de la Croix-Rouge, 1869-1879.

Bulletin de la Société de secours aux blessés militaires, 1868-1914, 1916-1919.

Bulletin de l'Association des dames françaises, 1886-1919.

Bulletin de l'Union des femmes de France, 1907-1919.

Musée d'histoire contemporaine, Bibliothèque de documentation internationale et contemporaine (BDIC)

OR ALL 63 à 65

Camp de prisonniers de Barcelonnette, prisonniers allemands, encre de chine à la plume sur papier, vues prises de la citadelle.

1914-1918

OR ALL 73

Fort d'Entrevaux, dessin.

1915

F delta 1854/24

Correspondance de prisonniers de guerre traduite. Documents du ministère de la Guerre, contrôle postal de mars.

1916

Service de santé des Armées

Le centre de Limoges détient des archives relatives aux trois sociétés de la Croix-Rouge, agissant dans le cadre d'auxiliaires du Service de santé militaire.

Service historique de la Défense

Cette partie portant sur le service historique à Vincennes pourrait être largement développée. Il convient d'abord de recourir aux archives mises en ligne et disponibles sur le site « Mémoire des hommes », en particulier les fiches des soldats « Morts pour la France » et, plus encore, les journaux des marches et opérations des unités des armées de terre et de mer, qui sont une source de première importance aussi bien pour mener à bien une histoire militaire de la guerre que pour suivre l'itinéraire singulier d'un combattant.

Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence

Afin de présenter les sources disponibles aux Archives départementales, le parti-pris est chronologique. Département de l'arrière, les Basses-Alpes n'ont pas produit, au sens strict, une masse documentaire importante liée directement à la guerre. En conséquence, l'un des intérêts de l'étude d'un tel département est de s'intéresser non seulement aux aspects militaires ou voisins (levées des troupes, réquisitions, ravitaillement, réfugiés...) mais aussi à la vie politique, culturelle, économique, sociale... d'un département « ordinaire ». Il conviendra de ne pas être étonné de voir, par exemple, figurer ci-dessous des archives relatives à l'exercice de la justice, civile et pénale, durant la période de la guerre.

Ce choix a néanmoins des limites et il ne nous est pas apparu très judicieux d'évoquer toutes les ressources disponibles, tels l'état-civil et les sources notariales. Pour ce qui concerne le domaine strictement militaire, le lecteur se reportera à la série R (affaires militaires, dont une grande partie a été produite par les collaborateurs du préfet, hormis les registres matricules). Les séries M (préfecture) et Z (sous-préfectures) en particulier sont les plus utiles afin d'aborder tous les autres domaines, de l'administration à la vie économique, sociale, politique et culturelle. Les archives communales déposées sont particulièrement riches et, souvent, y sont rangés des documents adressés aux communes introuvables ailleurs. Évidemment, le recours à ses archives est indispensable pour toute étude locale ou pour toute étude du système des réquisitions militaires qui ont frappé les campagnes. Enfin, si l'on s'intéresse à des sujets particuliers comme l'érection des monuments aux morts, la consultation de deux sources est inévitable : les archives communales une fois encore mais aussi la série O.

Rechercher dans les archives est toujours un exercice aventureux qui réserve parfois de vraies et belles surprises. Dans leurs *Chroniques d'archives* de janvier 2014, les Archives départementales de l'Isère proposent un dossier sur « Les sources inattendues de l'histoire de la Grande Guerre » et sur leur site Internet un guide des sources dont l'architecture est thématique et chronologique, particulièrement utile sur l'organisation et le fonctionnement des administrations et de divers organismes durant la guerre.

Série M – Administration générale et économie du département de 1800 à 1940

Durant la guerre, trois préfets se sont succédé à la tête de l'administration du département : Fontanès, de février 1914 à avril 1917 (il est ensuite trésorier-payeur des colonies), Charles Vallette, d'avril à décembre 1917 (il est nommé préfet de Vaucluse) et Adrien Zévort, à partir de janvier 1918.

Sous-série 1 M, administration générale du département

Distinctions honorifiques

1 M 212-215 Légion d'honneur. Dossiers individuels de candidature de 1891 à 1939.

1891-1939

212, Lettres A-B.

213, lettres C à G.

214, lettres H à P.

215, lettres R à Z.

Parmi les dossiers : Louis Eugène Roize, propriétaire de l'établissement thermal de Gréoux-les-Bains fondateur d'un « hôpital bénévole 151 bis » qui a accueilli environ 2 000 militaires entre le 15 mars 1915 et le 10 février 1919 ; Anne Sabinen, cultivatrice à Saint-Étienne-les-Orgues, décorée en 1938 notamment pour s'être occupée de l'exploitation familiale en l'absence de son époux mobilisé et avoir parallèlement élevé dix enfants, dont cinq encore en bas âge durant la guerre.

1 M 216 Décorations militaires. Dossiers individuels de candidature à la Médaille militaire de A à Z, Croix de guerre.

1871-1933

À noter : le dossier contient des télégrammes et des « demandes de renseignements » relatifs à l'affichage des noms des militaires ayant été décorés ou cités dans leurs communes de résidence, en exécution d'une circulaire du 10 novembre 1915.

1 M 218 Décorations. Médaille coloniale (1890-1939) ; ordres étrangers (1883-1933) ; Médaille des victimes de l'invasion (1921-1922) ; Médaille des évadés (1927-1929) ; Médaille de la reconnaissance française (1919-1937) ; Médaille commémorative italienne de la guerre de 1915 à 1918 (1923-1924).

1883-1939

1 M 253 Médailles et actes de dévouement, actes de dévouement et sauvetage : rapports et correspondance.

1890-1934

Cérémonies et visites officielles

1 M 258 Cérémonies et visites de personnalités (1914-1922), voyage du président de la République : dossier de préparation (août 1914) ; inauguration du monument aux instituteurs morts pour la France (1920).

Compte-tenu du contexte international et des tensions d'avant-guerre, le voyage du président de la République en 1914 a été annulé.

1 M 262 Cérémonies du 11 Novembre.

À noter : contient un dossier relatif aux « journées nationales pour les grands monuments du front », un diplôme.

Sous-série 2 M, personnel

Personnel de la préfecture et des sous-préfectures

2 M 8-9 Dossiers administratifs des préfets de l'an XIII à 1940 : dossiers Fontanès (1914-1917), Charles Vallette (avril-décembre 1917), Adrien Zevort (janvier 1918-mars 1921).

An XIII-1940

8, de Amade à Duval.

9, de Esmenard du Mazet à Zevort.

Louis-Ferdinand Fontanès est administrateur du territoire de Belfort lorsqu'il est nommé avant la guerre préfet des Basses-Alpes, en remplacement de Lacombe, nommé préfet de la Corrèze. Fontanès quitte le département en 1917 et devient trésorier-payeur des colonies. Il est remplacé par Charles Vallette, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Fontanès est né au Havre le 20 février 1868. Il est licencié en droit. Entré dans l'administration préfectorale en décembre 1892, il est d'abord chef de cabinet successivement des préfectures des Pyrénées-Orientales, de la Corse et du Tarn, puis occupe cinq postes de sous-préfet et un poste de secrétaire général (Maine-et-Loire). Le dossier administratif de Fontanès est néanmoins assez mince.

Son successeur demeure seulement quelques mois en poste dans les Basses-Alpes. Né le 5 décembre 1869 en Moselle (« Lorrain des pays annexés » comme il l'a écrit lui-même) et propriétaire foncier en Alsace-Lorraine, Charles Vallette a été mobilisé le 2 août 1914 en tant qu'officier d'état-major et occupe divers postes, dont un à la Commission des otages et des Alsaciens-Lorrains, jusqu'en octobre 1916. Sa mission est principalement d'opérer une « discrimination entre les Alsaciens-Lorrains d'origine française et les individus qui, nés en Alsace de parents d'origine allemande se faisaient passer à tort pour Alsaciens-Lorrains » (lettre du 12 novembre 1917).

En 1914, Charles Vallette est mobilisé à sa demande car il est alors âgé de 46 ans et occupe des fonctions civiles de premier plan et, même s'il est affecté dans un état-major, Vallette a, selon le texte de sa citation à l'ordre du corps d'armée, « demandé à venir sur la ligne de feu » où il a fait « preuve de la plus grande bravoure et d'un sang froid remarquable ». Il reçoit ainsi la Croix de guerre le 15 octobre 1915. Licencié en droit, Charles Vallette a débuté sa carrière en 1894 en occupant les fonctions de chef de cabinet.

Le discours qu'il prononce en 1917 lors de la distribution des prix du collège de jeunes filles de Digne est pour lui l'occasion d'aborder les transformations que la guerre a introduites au sujet de la place et du rôle des jeunes filles dans la nation, tout en brossant un tableau de la guerre. En mai de la même année, il avait loué les instituteurs et institutrices des Basses-Alpes car, leur disait-il, « C'est grâce à vos efforts qu'il est sorti des écoles une levée de jeunes gens qui connaissent la terre natale et qui la connaissant lui consacrent toute leur activité, toute leur intelligence et lui donnent leur vie même » (discours du 5 mai 1917 devant l'association amicale des institutrices et instituteurs). Mais son passage dans le département est très court. Adrien Zevort est sous-préfet d'Aix-en-Provence lorsqu'il remplace Charles Vallette.

2 M 10 Dossiers administratifs des chefs de cabinet des préfets de 1873 à 1940.

1873-1940

2 M 11 Dossiers administratifs des secrétaires généraux de l'an VIII à 1940 : Braconnier (1905-1921).

1873-1940

Le secrétaire général de la préfecture, Paul Eugène Edmond Braconnier (né dans l'Aisne le 31 juillet 1870 et titulaire d'une licence en droit et ès-lettres grâce à une bourse), est bien ancré dans le département. Il est secrétaire général de la préfecture depuis décembre 1905, au moment où s'exécute la loi de séparation des Églises et de l'État, et il reste en poste au-delà de la guerre. Entre 1900 et 1905, il a été conseiller de préfecture.

Sur la guerre à l'arrière, il a d'ailleurs écrit un opuscule, *Deux années de guerre dans les Basses-Alpes*, dans lequel il décrit essentiellement les transformations liées à la mobilisation puis à la guerre. Durant les quatre années du conflit, il est en quelque sorte la cheville ouvrière de la préfecture. En plus de ses fonctions, il assure la direction du Conseil de préfecture, celle du bureau des allocations, celle du service du cabinet (son titulaire est mobilisé), celle de l'organisation et la répartition des convois de réfugiés. En 1921, il quitte les Basses-Alpes pour occuper des fonctions similaires dans la Vienne.

2 M 12 Dossiers administratifs des sous-préfets de l'an XIII à 1940.

1873-1940

2 M 16 Dossiers administratifs des chefs de division de 1880 à 1940.

1880-1940

Chef de division à la préfecture, Eugène Echternach est un fonctionnaire né à Digne en 1868. Avant son entrée à la préfecture, il est trois ans durant secrétaire de la mairie de Digne. C'est d'ailleurs ainsi qu'il a débuté sa carrière. Durant la guerre, il reste secrétaire du comité de ravitaillement des armées auprès de l'Intendance militaire (il l'est depuis 1892). Sa conduite durant la guerre est exemplaire puisque, en 1920, le ministre de l'Intérieur lui adresse une « lettre d'éloges, avec plaquette, pour son dévouement au service des réfugiés et des rapatriés ». Bien que titulaire de nombreuses décorations,

malgré 46 ans de services civil et militaire ainsi que quatre mémoires de proposition et le soutien de sa hiérarchie, Echternach ne reçoit pas la Légion d'honneur.

2 M 17 Dossiers administratifs des conseillers de préfecture de l'an VIII à 1929.

An VIII-1929

2 M 18-23 Dossiers administratifs du personnel de la préfecture de 1880 à 1940.

1880-1940

18, lettre A.

19, lettres B-C.

20, lettres D-J : dossier Dessalle.

21, lettres K-N.

22, lettres P-R.

23, lettres S-V.

Louis Auguste Dessalle est décoré de la Légion d'honneur en 1921 en récompense de son travail de fonctionnaire à la préfecture et en particulier grâce à la qualité de ses services durant la guerre⁵⁹. Retraité à la réception de sa décoration, il est chef de division honoraire. Dessalle est né à Paris le 2 juin 1855 d'un père inconnu et de Virginie Dessalle. Durant sa retraite, il demeure à Digne, allée des Fontainiers, où il meurt en 1931.

Sa carrière de fonctionnaire de préfecture fut en réalité assez courte, 15 ans (dont 14 ans en tant que chef de bureau), comparativement à ses 25 années d'activités de publiciste à Paris, qu'il mena tout en étant sténographe des tribunaux. Il est âgé de 50 ans lorsqu'il est nommé « employé » à la préfecture. Dessalle est aussi un érudit, ce qu'il le conduit à la vice-présidence de la société scientifique et littéraire des Basses-Alpes et à occuper la fonction de conservateur adjoint du musée de Digne. Il est par ailleurs resté correspondant des journaux *Le Temps* et *Le Petit Provençal* de 1905 à sa mort. Spécialiste de la sténographie, il mène toujours des activités dans ce domaine à sa retraite, en tant que sténographe du Conseil général et professeur au collège de jeunes filles.

2 M 37 Nominations et états des agents auxiliaires recrutés pendant la première guerre mondiale en remplacement des titulaires mobilisés

1915-1919

2 M 38 Nominations dans les emplois réservés aux anciens militaires et aux mutilés de guerre.

1905-1918

Sous-série 4 M, police

Rapports de police

⁵⁹ 1 M 213, dossier de proposition pour la Légion d'honneur.

4 M 18 Rapports mensuels du préfet au ministre de l'Intérieur sur l'état d'esprit de la population et la situation du département.
1917-1919

Affaires et partis politiques

4 M 25 Questions politiques et religieuses : enquêtes et correspondance.
1900-1939

4 M 27 Anarchisme et antimilitarisme. Avis de recherche et signalement de militants anarchistes (1900-1909) ; surveillance de la propagande antimilitariste et révolutionnaire (1905-1913).
1900-1913

Contrôle des frontières

4 M 50 Ubaye, surveillance des frontières et circulation des frontaliers : instructions et correspondance.
1887-1940

4 M 51 Frontières et fortifications, surveillance des travaux de fortification : rapports mensuels des commissariats spéciaux de Digne et de La Condamine.
1929-1939

4 M 52 Personnes suspectées d'espionnage : rapports.
1890-1933

4 M 54 Étrangers. Instructions et correspondance (1850-1940) ; correspondance relative à l'agence consulaire d'Italie à Digne (1927-1939) et projet d'agence à Barcelonnette (1919).
1850-1940

4 M 57 Étrangers. États nominatifs des mutations survenues parmi les étrangers dans l'arrondissement de Barcelonnette de 1898 à 1909 ; états nominatifs des étrangers établis en 1914.
1898-1914

4 M 58 États numériques par nationalité des étrangers en résidence dans le département.
1892-1939

4 M 63 Étrangers résidant dans le département : bordereaux des actes d'état civil.
1900-1932

4 M 65 Étrangers. Travailleurs dans le département : rapports et correspondance (1881-1939) ; réfugiés sarrois (1935-1936) : surveillance de l'immigration agricole (1922-1931) ; assistance aux étrangers hospitalisés (1932-1936).

4 M 67 Étrangers, expulsion : rapports, arrêtés, correspondance.
1900-1940

4 M 73 Suspects du point de vue de la sécurité de l'État (antimilitarisme, espionnage) figurant au carnet B : dossiers nominatifs.
1901-1931

Passeports

- 4 M 75 Passeports, circulaires et instructions ministérielles.
1914-1923
- 4 M 78 Passeports pour l'étranger, enregistrement.
1871-1940

Cercles et associations

- 4 M 87 Dossiers d'associations départementales (1870-1940) ; récépissés de déclarations d'associations de 1913 à 1942 (5 cahiers)
1872-1942

Communications

- 4 M 88 Mesures à prendre en cas de grève touchant les communications : instructions ministérielles.
1909-1920

Fêtes et manifestations patriotiques

- 4 M 95 Réunions publiques : déclarations, rapports et correspondance.
1881-1930
- 4 M 98 Police de l'air, manifestations aéronautiques.
1912-1935
- 4 M 98 Manifestations du 1^{er} Mai.
1905-1939
- 4 M 100 Quêtes sur la voie publique.
1928-1939

Forains

- 4 M 101 Marchands ambulants, forains, nomades : dossiers individuels et correspondance.
1914-1940
- 4 M 102 Marchands ambulants : récépissés de déclaration.
1913-1926

Débits de boisson

- 4 M 104 Réglementation et correspondance (1872-1939) ; fixation des périmètres d'interdiction pour les débits de boisson (1911-1934).
1872-1934

Jeux

- 4 M 105 Police des jeux et loteries : réglementation et correspondance (1857-1940) ; organisation de loteries (1901-1938).
1857-1940
- 4 M 107 Casino de Gréoux-les-Bains : rapports et correspondance.
1908-1939

Prostitution

4 M 108 Instructions et correspondance. 1891-1940

Habitat et propriété

4 M 110 Immeubles menaçant ruine : arrêtés de démolition. 1913-1940

Sinistres

4 M 112 Village de Courbons : éboulement. 1916

Sépultures

4 M 114 Sépultures privées : demandes d'autorisation. 1849-1939

Sous-série 5 M, santé publique et hygiène

Rapports et délibérations

5 M 3 Conseil départemental d'hygiène de 1902 à 1938 : délibérations (un registre et des extraits). 1902-1938

5 M 4 Commissions sanitaires des arrondissements de Digne (1903-1938), Castellane (1904-1927), Barcelonnette (1904-1936), Forcalquier (1904-1935) et Sisteron (1903-1939) : délibérations (extraits). 1903-1939

Personnel médical

5 M 5 Liste des médecins, chirurgiens, officiers de santé et autres professions médicales. 1906-1914

5 M 6 Correspondance et arrêtés d'autorisation d'exercer aux médecins et officiers de santé (an XIII-1938), dentistes (1895-1922). An XIII-1938

Répression des fraudes alimentaires

5 M 8 Service de la répression des fraudes alimentaires : instructions et correspondance (1905-1940) ; dossiers du personnel (1907-1928). 1905-1940

5 M 10-11 Enregistrement des analyses des échantillons prélevés par le service de la répression des fraudes. 1913-1923

10, de 1913 à 1915

11, de 1916 à 1923

Établissements dangereux et insalubres

5 M 15 Instructions et correspondance.

1911-1939
5 M 24-28 Établissements insalubres : dossiers d'enquête avec plan d'ensemble et de détail classés par ordre alphabétique des communes.

1801-1940
24, d'Allemagne à Cruis.
25, de Dauphin au Lauzet.
26, de Mallemoisson à Noyers.
27, des Omergues à Riez.
28, de Seyne à Volx.

Épidémies et maladies

5 M 30 Épidémies et questions sanitaires : instructions, états, rapports, correspondance.
1856-1936

5 M 31 Épidémies de typhoïde : correspondance.
1866-1918

Thermalisme

5 M 38 Sources thermales de Digne et de Gréoux, exploitation : instructions et correspondance (1807-1939) ; autorisations de vente d'eaux minérales et gazeuses, dossiers par commune (1910-1939).
1807-1939

5 M 38 Eaux thermales de Digne : dossiers d'exploitation.
An XII-1939

5 M 40 Eaux thermales de Gréoux : dossiers d'exploitation
1833-1939

Vaccination

5 M 41 Instructions, rapports et correspondance.
1876-1919.

Sous-série 6 M, population, affaires économiques, statistiques

Mouvements de la population

6 M 1 État civil et à la population : instructions et correspondance.

An IX-1939.

Naturalisation

6 M 28 Étrangers, naturalisation de 1880 à 1940 : instructions et correspondance, enregistrement (1892-1939).

1880-1939

6 M 30-40 Étrangers naturalisés : dossiers individuels (classement par ordre alphabétique).

1892-1938

30, A.

31, B.

32, C.

33, D à F.

34, G.

35, H à L.

36, M.

37, N à P.

38, Q à R.

39, S à T.

40, U à Z.

6 M 43 Enfants d'étrangers : déclarations d'intention d'acquérir la nationalité française en vue du recrutement pour le service militaire.

1892-1937

6 M 44 Étrangers : demandes d'admissions à domicile.

1879-1927

Dénombrement de la population

6 M 45-191 Dénombrement de la population : listes nominatives (classement par ordre alphabétique des communes).

1836-1936

6 M 193 Population du département établi lors des dénombrements : tableaux statistiques récapitulatifs.

1836-1936

Mercuriales

6 M 254 Mercuriales générales.

1905-1919

6 M 285 Surveillance des prix : rapports et tableaux des prix.

1916-1919

Statistiques

6 M 320-322 Statistique agricole annuelle : tableaux de dépouillement cantonal.

1913-1920

320, de 1913-1914.

321, de 1915-1917.

322, de 1918-1920.

6 M 340 Sinistres : états annuels.

1897-1936

6 M 343 Sociétés coopératives de consommation : statistiques.

1900-1939

Sous-série 7 M, agriculture, eaux et forêts

Préfecture

7 M 2 Services vétérinaires, concours de recrutement ; organisation et dossiers des vétérinaires départementaux Arlaud, Razat, Rousseau et Saunier (1841-1940). Direction des services agricoles : personnel (1917-1940).

1841-1940

7 M 3 Organismes agricoles, mises en place du conseil départemental et de comités consultatifs d'agriculture.

1829-1931

7 M 4 Association agricole, société départementale d'agriculture et de viticulture des Basses-Alpes.

1895-1939

7 M 5 Syndicats professionnels agricoles : correspondance générale (1894-1940) ; communes d'Annot (1903-1932), Barrême (1898-1932), Beauvezer (1910-1938), Digne (1892-1939), Gréoux (1905-1938), Mane (1894-1938), Manosque (1897-1938) : dossiers administratifs.

1892-1940

7 M 6 Syndicats professionnels agricoles, communes des Mées (1892-1937), Montagnac (1907-1937), La Motte-du-Caire (1890, 1908-1938), Riez (1898-1938), Saint-Étienne-les-Orgues (1895-1937), Sainte-Tulle (1903-1935), Seyne (1897-1925), Soleilhas (1909-1937), Vallée-de-l'Ubaye (1892-1937), Valensole (1896-1939), Venterol (1895-1937), Volx (1894-1917) : dossiers administratifs.

1890-1939

7 M 7 Sociétés coopératives : circulaires et correspondance (1896-1939) ; société coopérative laitière d'Allos (1906-1930), cave coopérative de Manosque (1914-1938) et coopérative de battage de Thorame-Haute (1914) : dossiers administratifs.

1896-1939

7 M 8 Comices agricoles, arrondissements de Forcalquier (1842-1939) et Sisteron (1839-1934).

		1839-1939
7 M 8	Comice agricole, arrondissement de Barcelonnette.	
		1838-1938
7 M 10	Concours agricoles, concours nationaux : correspondance.	
		1905-1939
7 M 11	Crédit Agricole : instructions et correspondance.	
		1899-1939
7 M 12	Sociétés d'assurances mutuelles agricoles : circulaires et correspondance (1898-1939); Caisse d'assurances mutuelles agricoles contre l'incendie (1907-1938); Caisse départementale de réassurance du bétail des Basses-Alpes (1912-1939); Société d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail (1904-1940).	
		1898-1940
7 M 13	Enseignement agricole, école pratique d'agriculture d'Oraison.	
		1890-1918
7 M 14	Enseignement agricole, enseignement postscolaire et apprentissage agricole : circulaires et correspondance (1922-1939); terrains d'expérimentation pour l'enseignement agricole (1897-1920)	
		1897-1939
7 M 16	Cultures : correspondance (1807-1939) ; lavande (1893-1939).	
		1807-1939
7 M 18	Sériciculture : enquêtes.	
		1901-1940
7 M 18	Sériciculture : circulaires et correspondance (1857-1940); station séricicole de Manosque (1893-1921).	
		1857-1940
7 M 21	Oléiculture : correspondance (1911-1939), tableaux récapitulatifs des primes allouées aux oléiculteurs (1911-1939).	
		1911-1939
7 M 30	Élevage, apiculture (1891-1938) ; élevage ovin (1892-1917).	
		1891-1938
7 M 30 sanitaire.	Élevage, étalons : procès-verbaux annuels de la commission hippique	
		1894-1937

Génie rural

- 7 M 81-103 Adduction d'eau et assainissement : dossiers de travaux (dont plans)
1912-1939
83, La Bréole (1913-1938)
91, Montclar (1912-1939)
- 7 M 133-145 Associations pour la réalisation de canaux d'irrigation
1910-1940
133, Barcelonnette, canaux de la scierie, des moulins (1912-1940).
134, Castellane, canaux des Basses et Hautes-Listes (1915-1940).
135, Curbans, canal des Iscles (1914-1940).
136, Entrevaux : canal de la Gare (1910-1938).
- 7 M 147 Dossiers d'associations syndicales pour la réalisation de câbles porteurs à Sausses (1917-1928) et Saint-Paul (1911-1914).
1911-1928

Eaux et forêts

Organisation et correspondance

- 7 M 148 Instructions et correspondance relatives à l'administration des forêts.
1881-1914
- 7 M 154 Enregistrement de la correspondance à l'arrivée et au départ de la conservation des forêts.
1906-1914

Personnel

- 7 M 156 Conservateurs, inspecteurs et gardes généraux : dossiers administratifs.
1861-1939
- 7 M 157 Gardes forestiers : correspondance relative aux nominations et états nominatifs.
1848-1914
- 7 M 158 Gardes forestiers : dossiers individuels des candidats.
1854-1922
- 7 M 158 Brigadiers : dossiers individuels.
1849-1933
- 7 M 160-164 Gardes forestiers : dossiers individuels (classement par ordre alphabétique).
160, A, B.
161, C-E.
162, F, G.
163, H-M.

	164, N-V.	
7 M 170	Gardes forestiers, traitements.	1913-1938
7 M 171	Personnel, tableaux d'avancement (1910-1930); concessions de terrains aux préposés (1905-1925).	1905-1930
	<i>Forêts domaniales</i>	
7 M 176	Forêts domaniales et reboisement : correspondance.	An IX-1919
7 M 177	Reboisement : rapports.	1819-1914
7 M 178	Travaux d'aménagement et gestion forestière : comptes rendus et propositions de travaux.	1903-1940
7 M 178	Périmètres de restauration : carte départementale colorée avec indication des bois et terrains susceptibles d'être replantés.	Sans date
7 M 181	Périmètres de restauration : registre chronologique des acquisitions de terrains.	1912-1939
7 M 183	Forêts domaniales de l'Asse supérieure, acquisition de terrains par l'État.	1879-1933
7 M 184	Travaux de restauration des terrains en montagne, périmètre de l'Asse supérieure : historique des acquisitions, historique des travaux, compte permanent.	1861-1940
7 M 185	Forêts domaniales de l'Asse supérieure. Reboisement, concessions de récoltes, chemins, location d'immeuble, servitudes, droits de passage, droits de chasse.	1863-1934
7 M 187	Périmètre de l'Asse inférieure, acquisition de terrains.	1896-1929
7 M 188	Forêts domaniales de l'Asse inférieure : mutations de terrains et concessions.	1901-1938
7 M 191	Forêts domaniales de la Blanche, acquisitions de terrains et travaux de restauration et de reboisement.	1861-1930
7 M 192	Périmètre de la Blanche, compte permanent des travaux de restauration des terrains.	

		1862-1940
7 M 195	Périmètre de Haute-Bléone : historique et résultats des travaux, compte permanent.	
		1869-1940
7 M 196	Forêts domaniales de Haute-Bléone : acquisitions de terrains.	
		1874-1934
7 M 198	Forêts domaniales de Haute-Bléone : travaux, concessions, droits de chasse, litiges.	
		1872-1931
7 M 202	Périmètre de Basse-Bléone : compte permanent des travaux de restauration des terrains.	
		1876-1941
7 M 204	Forêts domaniales de Basse-Bléone : travaux de restauration, servitudes.	
		1875-1926
7 M 205	Forêts domaniales. Périmètre de Caulon-Nesque, acquisitions de terrains, travaux de restauration, contentieux.	
		1848-1932
7 M 208	Forêts domaniales de Durance-Jabron : acquisitions de terrains.	
		1911 à 1920 Plans
7 M 209	Forêts domaniales de Durance-Jabron : reboisement, concessions, servitudes.	
		1898-1932
7 M 210	Forêts domaniales de Durance-Largue, acquisitions de terrains, délimitation.	
		1880-1936
7 M 211	Forêts domaniales de Durance-Lauzon : acquisitions de terrains, travaux de restauration.	
		1894-1929
7 M 213	Forêts domaniales de Durance-Sasse : concessions, reboisement, droits de chasse, servitudes.	
		1863-1938
7 M 216	Forêts domaniales de Durance-Vanson : acquisitions de terrains.	
		1898-1934
7 M 217	Forêts domaniales de Durance-Vanson : servitudes, concessions, reboisement.	
		1861-1934

7 M 218	Forêts domaniales de l'Ubaye : acquisitions de terrains.	1861-1914
7 M 218	Forêts domaniales de l'Ubaye : servitudes, concessions, travaux, contentieux.	1829-1938
7 M 221	Forêts domaniales du Var-Colomp : acquisitions de terrains, servitudes, concessions.	1845-1939
7 M 222	Forêts domaniales du Var-Colomp : reboisement.	1884-1920
7 M 224	Périmètre du Verdon-supérieur : compte permanent des travaux de restauration des terrains.	1862-1941
7 M 225	Forêts domaniales du Verdon-supérieur : acquisitions de terrains.	1864-1924
7 M 227	Forêts domaniales du Verdon-supérieur : travaux de restauration, concessions, servitudes.	1876-1928
7 M 228	Forêts domaniales du Verdon-moyen : acquisitions de terrains, travaux de restauration, concessions, servitudes.	1869-1920
7 M 228	Périmètre du Verdon-moyen : compte permanent des travaux de restauration des terrains.	1863-1940
7 M 230	Forêts domaniales du Verdon-moyen : reboisement.	1869-1934
7 M 232	Forêts domaniales du Verdon-inférieur : acquisitions de terrains, travaux de restauration, concessions.	1880-1924
<i>Forêts communales</i>		
7 M 236	Exploitation des forêts communales d'Allos, Colmars, Villars-Colmars, Jausiers, Saint-Vincent-les-Forts, Digne (Gaubert), Le Lauzet, Selonnet, Seyne, Verdaches, Méolans-Revel.	1880-1940
7 M 237	Régime forestier, forêts communales de Brunet, du Castellet, de Châteauneuf-lès-Moustiers, Archail, Blégiers, Allemagne, Bras d'Asse, Céreste, Digne, Draix, Les Dourbes, Esparron, La Javie, Marcoux, Montpezat : dossiers d'arpentage.	1835-1925

7 M 239-271 Forêts communales : dossiers par commune.

XIX^e siècle-1940

7 M 272 États annuels des sommes à payer au Trésor sur la valeur des coupes affouagères délivrées.

1899-1940

Pâturages

7 M 273 Pâturages, vaine pâture (1809-1938) et pâturages domaniaux (1862-1938) : correspondance.

1809-1938

7 M 274 Pacage en forêts communales : rapports et correspondance.

1829-1940

7 M 275-295 Pâturages communaux, autorisations de pacage et droits d'usage (dossiers par commune).

1855-1939

Restauration et exploitation

7 M 305-306 Prévisions budgétaires de travaux et comptes rendus.

1914-1918

305, 1914-1915.

306, 1916-1918.

7 M 324 Exemptions trentenaires d'impôts pour les parcelles reboisées dans le cantonnement de Riez : registre.

1893-1919

7 M 325 Constatation annuelle par séries des produits et des travaux effectués.

1917-1935

7 M 326 Exploitation forestière : permis d'exploiter et procès-verbaux des ventes de coupes de bois.

1880-1929

Routes et travaux

7 M 327 Routes et chemins forestiers : études et travaux.

1890-1937

7 M 328 Maisons forestières : états des lieux et travaux (1888-1936) ; maison forestière du Labouret (1872-1923).

1872-1923

7 M 328 Matériel et outillage : états.

1869-1935

7 M 330 Calepins des opérations de martelage et coupes de futaies de Digne ouest.

1916-1917

Météorologie

7 M 332 Relevés effectués par les agents des Eaux et Forêts.
1888-1935

Sous-série 8 M, commerce et tourisme

Aucun document relatif au tourisme (les plus anciennes pièces remontent à 1921).

Commerce

8 M 1 Commerce et expositions : instructions et correspondance.
1913-1924

8 M 2 Foires et marchés : états et correspondance.
An X-1938

8 M 3-18 Établissement des foires et marchés (classement par ordre
alphabétique des communes)
An X-1939

8 M 28 Poids et mesures : instructions, rapports de vérification,
correspondance.
1906-1929

8 M 30 Poids et mesures, personnel : dossiers administratifs.
1842-1940

8 M 34 Tribunal de commerce, élections : procès-verbaux.
1885-1938

8 M 35 Chambre de commerce, élections : listes et procès-verbaux.
1898-1940

8 M 41 Chambre de commerce, patentes : liste.
1912-1931

Sous-série 10 M, travail et main-d'œuvre

10 M 6 Travail des enfants : instructions et correspondance.
1882-1939

10 M 7 Associations ouvrières et syndicats professionnels : syndicats de
fonctionnaires (1901-1937), syndicat des médecins (1903-1935), syndicats des
ouvriers boulangers et meuniers (1905-1938), syndicats des ouvriers du bâtiment
(1888-1937), syndicat des ouvriers typographes (1894-1937), syndicats des ouvriers
mineurs (1917-1937).
1888-1938

10 M 8 Syndicats professionnels : états.
1903-1939

10 M 8	Accidents du travail : instructions et correspondance (1899-1939) ; accidents mortels : procès-verbaux (1883-1937).	1883-1939
10 M 10	Repos hebdomadaire et durée du travail : instructions et correspondance (1914-1939) ; demandes de dérogations à la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire (1906-1935).	1906-1939
10 M 13	Grèves et conflits du travail : instructions, rapports, correspondance.	1914-1926
10 M 18	Office du travail et bureaux de placement.	1891-1939
10 M 20	Chômage : instructions et correspondance.	1895-1938

Série N – Administration et comptabilité départementales

- 1 N 43-45 Rapports du préfet et procès-verbaux des délibérations du conseil général.
- 1915-1922
- 43, 1914.
44, 1915-1918.
45, 1919-1922.
- À noter : les rapports et les délibérations se présentent sous la forme de volumes reliés.
- Ces rapports proposent une vision de la guerre, celle des administrations de l'État et du département. Si la guerre et la situation des Basses-Alpes sont décrites dans le cadre administratif habituel du rapport, les renseignements sont néanmoins très utiles car chaque administration propose une analyse des différentes situations et des synthèses des actions utiles à mener. On comprend mieux ainsi les questions traitées les administrations et les moyens dont elles ont pu disposer. On saisit mieux les difficultés engendrées par la guerre : le départ des hommes, l'afflux de réfugiés, une économie ralentie dirigée vers l'effort de guerre.
- 2 N 7 Conseil d'arrondissement de Digne : procès-verbaux.
- 1914-1940
- Le conseil d'arrondissement a une activité extrêmement réduite durant la guerre. Quand il tente de se réunir, il ne réussit d'ailleurs pas à regrouper le nombre de membres nécessaire à son fonctionnement.
- 3 N 21-22 Budgets départementaux.
- 1912-1925
- 21, 1912-1917.
22, 1918-1925.
- 3 N 39 Comptes départementaux.
- 1915-1919
- 3 N 78-79 Dossiers d'emprunts départementaux.
- 1909-1921
- 21, 1909-1917.
22, 1918-1921.

Série O – Administration et comptabilité communales (1800-1940)

Les dossiers communaux contiennent le plus souvent un dossier relatif aux « monuments aux morts » érigés à partir de 1919 et jusqu'en 1929. Curieusement, pour certaines communes, il n'en est pas fait mention. Le contenu des dossiers conservés en série O, souvent très minces, est inégal. Parfois, il se limite à quelques mandats de paiement. Dans le cas de la commune du Caire, le dossier conserve le mémoire du fournisseur de la plaque de marbre daté du 18 mai 1921, une copie en date du 24 mai 1921 du décret du président de la République approuvant la délibération du conseil communal du 1^{er} novembre 1920, une copie de ladite délibération, un courrier du maire au préfet du 10 mai 1921 afin de connaître les démarches à suivre pour régler le fournisseur, une note du 16 avril 1921 indiquant que le dossier a été adressé au ministère.

En ce qui concerne le monument aux morts de la commune de Château-Arnoux, moins dans la veine patriotique, souvent marquée par la représentation d'un poilu, du coq..., et plus d'inspiration pacifiste, le dossier semble assez complet. Il comprend notamment l'engagement du sculpteur, Alfred Salvignol, de Nice, ainsi que, de Château-Arnoux, ceux d'un entrepreneur, Baptistin Paret, et d'un forgeron, Maximilien Gaubert, pour un projet plus ambitieux, dont l'architecte est un nommé Marrou. Le coût définitif en fut de 43 996,50 francs. Une souscription avait permis de recueillir 7 617,69 francs. Dans le dossier est inséré un « texte en vers » écrit par le maire, Victorin Maurel, un des fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme et ancien instituteur. Le texte est titré « Pax... Vox populi... ». Sur le monument lui-même, le sculpteur a reproduit les virgules du texte original par des points. L'auteur y termine un certain nombre de vers grâce à la combinaison graphique composée d'un point d'exclamation, formant le premier des trois points de suspension.

Le dossier de la Motte (la Motte-du-Caire) contient les pièces relatives au premier monument, érigé en janvier 1922 et qui a été remplacé, en 1962, par un second monument dont le message est celui de la douleur et de la souffrance, offert par le député Marcel Massot. Le premier, de la catégorie des monuments aux morts patriotiques, montrait un buste de poilu casqué placé en haut d'une colonne d'où pendait une Croix de guerre. Le réalisateur en a été Thony Carcenat, sculpteur statuaire à Barcelonnette. Une souscription avait permis de réunir la somme de 3 588 francs, l'État allouant une subvention de 130 francs, afin de construire ce monument en « pierre non gélive blonde des Estailades (Vaucluse) ». Enfin, certains dossiers, tel celui de Digne, conservent des coupures de presse.

Il convient de rester prudent sur le sens à donner à certains monuments, dont l'érection n'a pas entraîné de difficultés vis-à-vis de l'administration, en particulier préfectorale. Le thème de la pietà fut parfois utilisé pour symboliser la douleur des hommes après la guerre : la « mère » est une allégorie de la patrie, rappelant ainsi au sacrifice des soldats « Morts pour la France » pleurés par les survivants. Souvent, les édiles n'évoquaient pas dans leurs projets la construction d'un simple « monument aux morts » mais celle d'un « monument aux morts pour la patrie ».

Enfin, il ne faudra pas négliger de consulter la liasse 62 W 101 (Dénomination des rues (1941-1963) ; monuments commémoratifs (1941-1967) : rapports, notes, extraits de délibérations, correspondance) qui contient nombre d'informations sur les monuments réparés, reconstruits ou érigés après la deuxième guerre mondiale, qui concernent le plus souvent des monuments des deux guerres.

Monuments aux morts

1 O 7 Commune d'Allons.

		1920-1921
1 O 9	Commune d'Allos.	
		1921-1927
1 O 13	Commune d'Annot.	
		1919-1924
1 O 16	Commune d'Archail.	
		1922
1 O 19	Commune d'Aubenas.	
		1921
1 O 21	Commune d'Aubignosc.	
		1919
1 O 24	Commune d'Auribeau.	
		1920
1 O 28	Commune de Banon.	
		1921-1925
1 O 36	Commune de Barcelonnette.	
		1922
1 O 41	Commune de Barles.	
		1921-1922
1 O 43	Commune de Barras.	
		1920-1921
1 O 45	Commune de Barrême.	
		1919-1922
1 O 52	Commune de Beaujeu.	
		1919
1 O 63	Commune de Blieux.	
		1920
1 O 66	Commune de Bras-d'Asse.	
		1921
1 O 70	Commune de Braux.	
		1923
1 O 73	Commune de La Bréole.	
		1920-1922
1 O 75	Commune de La Brillanne.	
		1919-1924
1 O 78	Commune de Brunet.	
		1921

1 O 83	Commune du Caire.	1920-1921
1 O 87	Commune de Castellane.	1920-1923
1 O 97	Commune du Castellet.	1920-1926
1 O 99	Commune du Castellet-les-Sausses.	1920-1922
1 O 104	Commune de Céreste.	1919-1921
1 O 106	Commune du Chaffaut.	1920-1921
1 O 108	Commune de Champtercier.	1920-1922
1 O 111	Commune de Château-Arnoux.	1920-1929
1 O 117	Commune de Châteaufort.	1919
1 O 119	Commune de Châteauneuf-Miravail.	1921
1 O 121	Commune de Châteauneuf-Val-Saint-Donnat.	1921
1 O 124	Commune de Chaudon-Norante.	1919
1 O 135	Commune de Colmars-les-Alpes.	1921-1925
1 O 139	Commune de La Condamine.	1928
1 O 141	Commune de Corbières.	1919-1923
1 O 146	Commune de Cruis.	1922
1 O 148	Commune de Curbans.	1921
1 O 151	Commune de Dauphin.	1920-1923
1 O 152	Commune de Demandolx.	

		1920-1927
1 O 159	Commune de Digne.	
		1919-1923
1 O 163	Commune des Dourbes.	
		1922
1 O 165	Commune d'Enchastrayes.	
		1920-1923
1 O 167	Commune d'Entrepierres.	
		1921
1 O 170	Commune d'Entrevaux.	
		1919-1923
1 O 173	Commune d'Entrevennes.	
		1921-1923
1 O 176	Commune de L'Escale.	
		1920-1921
1 O 180	Commune d'Esparron-la-Bâtie.	
		1920-1922
1 O 183	Commune d'Estoublon.	
		1920-1922
1 O 186	Commune de Faucon-du-Caire.	
		1920-1922
1 O 192	Commune de Forcalquier.	
		1921-1922
1 O 197	Commune de Fours.	
		1920-1922
1 O 200	Commune de Ganagobie.	
		1919
1 O 210	Commune de L'Hospitalet.	
		1919
1 O 212	Commune de Jausiers.	
		1923
1 O 217	Commune de La Javie.	
		1919-1922
1 O 220	Commune de Lambruisse.	
		1920-1921
1 O 223	Commune de Larche.	
		1927

1 O 226	Commune de Lardiers.	1922-1923
1 O 229	Commune du Lauzet.	1922-1925
1 O 234	Commune de Limans.	1921
1 O 235	Commune de Lincel.	1922
1 O 237	Commune de Lurs.	1919-1923
1 O 243	Commune de Malijai.	1922
1 O 248	Commune de Mane.	1922-1923
1 O 253	Commune de Manosque.	1921
1 O 257	Commune de Marcoux.	1919
1 O 258	Commune de Mariaud.	1920
1 O 260	Commune de Méailles.	1921
1 O 271	Commune de Melan.	1921
1 O 273	Commune de Melve.	1920
1 O 288	Commune de Mison.	1919-1921
1 O 290	Commune de Montagnac.	1920
1 O 291	Commune de Montblanc.	1920
1 O 292	Commune de Montclar.	1921
1 O 293	Commune de Montfort.	1929
1 O 303	Commune de La Motte-du-Caire.	

		1920-1923
1 O 306	Commune de Moustiers.	
		1919-1923
1 O 315	Commune de Noyers.	
		1920-1924
1 O 318	Commune des Omergues.	
		1921
1 O 321	Commune d'Ongles.	
		1922
1 O 323	Commune d'Oppedette.	
		1924
1 O 326	Commune d'Oraison.	
		1921
1 O 334	Commune de La Palud.	
		1920-1923
1 O 337	Commune de Peipin.	
		1919
1 O 338	Commune de Peyresq.	
		1924-1926
1 O 340	Commune de Peyroules.	
		1919-1924
1 O 342	Commune de Peyruis.	
		1919-1922
1 O 346	Commune de Pierrerue.	
		1922
1 O 349	Commune de Pierrevert.	
		1921
1 O 352	Commune de Pontis.	
		1924
1 O 354	Commune de Prads.	
		1921
1 O 356	Commune de Puimichel.	
		1923-1927
1 O 358	Commune de Puimoisson.	
		1919-1924
1 O 361	Commune de Quinson.	
		1924-1927

1 O 365	Commune de Reillanne.	1920-1921
1 O 371	Commune de Revest-des-Brousses.	1921-1924
1 O 373	Commune de Revest-du-Bion.	1923-1924
1 O 379	Commune de Riez.	1920-1923
1 O 387	Commune de La Rochegiron.	1921-1922
1 O 389	Commune de Rougon.	1921
1 O 392	Commune de Roumoules.	1919-1921
1 O 400	Commune de Sainte-Croix-du-Verdon.	1920-1921
1 O 408	Commune de Saint-Jeannet.	1920-1921
1 O 413	Commune de Saint-Jurs.	1921
1 O 414	Commune de Saint-Jurson.	1929-1933
1 O 416	Commune de Saint-Lions.	1919-1922
1 O 419	Commune de Saint-Martin-de-Brômes.	1919-1921
1 O 424	Commune de Saint-Michel-l'Observatoire.	1920-1923
1 O 432	Commune de Saint-Pons.	1920-1921
1 O 441	Commune de Saint-Vincent-les-Forts.	1921-1922
1 O 443	Commune de Saint-Vincent-sur-Jabron.	1924-1925
1 O 445	Commune de Saumane.	1920-1921
1 O 446	Commune des Sausses.	

		1921
1 O 450	Commune de Senez.	
		1920-1921
1 O 456	Commune de Seyne-les-Alpes.	
		1921-1922
1 O 460	Commune de Sigonce.	
		1922
1 O 463	Commune de Simiane-la-Rotonde.	
		1919-1922
1 O 466	Commune de Sisteron.	
		1920-1921
1 O 470	Commune de Soleilhas.	
		1923-1927
1 O 472	Commune de Sourribes.	
		1920-1921
1 O 473	Commune de Taloire.	
		1921
1 O 474	Commune de Tanaron.	
		1920-1921
1 O 475	Commune de Tartonne.	
		1920-1921
1 O 477	Commune de Thèze.	
		1920-1921
1 O 479	Commune de Thoard.	
		1920-1921
1 O 482	Commune de Thorame-Basse.	
		1920-1921
1 O 485	Commune de Thorame-Haute.	
		1920-1921
1 O 486	Commune des Thuiles.	
		1921
1 O 489	Commune de Turriers.	
		1922-1925
1 O 491	Commune d'Ubaye.	
		1921
1 O 497	Commune de Vachères.	
		1920-1925

1 O 499	Commune de Valbelle.	1919-1921
1 O 506	Commune de Valernes.	1922
1 O 509	Commune de Vaumeilh.	1925
1 O 510	Commune de Venterol.	1919-1921
1 O 512	Commune de Verdaches.	1921-1923
1 O 514	Commune de Vergons.	1920-1929
1 O 515	Commune du Vernet.	1920
1 O 519	Commune de Villars-Colmars.	1922-1925
1 O 520	Commune de Villemus.	1920-1924
1 O 522	Commune de Villeneuve.	1924
1 O 525	Commune de Volonne.	1922-1923
1 O 529	Commune de Volx.	1922

Série P – Finances et comptabilité

2 P, Trésor public, comptabilité

2 P 53-55 Listes des contribuables exonérés en raison de leur appel sous les drapeaux.

1918

5 P, douanes

Bureau de Larche

5 P 4 Soumissions et acquits à caution pour les bestiaux au pacage dans la zone extérieure.

1915-1918

5 P 5 Soumissions et acquits à caution pour les bestiaux au pacage dans la zone extérieure ; soumissions et acquits à caution pour les bestiaux français allant au pacage à l'étranger.

1916-1924

Bureau de Sérennes

5 P 8 Soumissions et acquits à caution pour les bestiaux au pacage.

1915-1919

7 P, Banque de France

7 P 19 Activité de la succursale de Digne, imprimés pour le versement d'or pour la Défense nationale et sur les emprunts russes.

1916-1918

Série R – Affaires militaires

1 R, préparation militaire et recrutement

En 1913 et 1914, le département compte un certain nombre de sociétés de préparation militaire, coiffées par un comité départemental. Il s'agit de l'Union sportive dignoise, de la Société de préparation de Manosque, de « La Durance » à Sisteron, de « La Défense » aux Mées, de l'Essor de Moustiers, de Sisteron-Vélo, des sociétés de préparation à Mézel, Castellane, Barcelonnette, Banon, Colmars, La Motte-du-Caire, Sourribes, Jausiers, Le Lauzet, La Javie, Entrevaux, Forcalquier, Riez, Revest-du-Bion, Saint-Paul, Saint-Geniez, Château-Arnoux, Volonne, Meyronnes, Barrême, La Condamine, Chaudon-Norante, La Palud-de-Moustiers.

En 1917, le conseil général vote des subventions pour le comité départemental et pour l'Union sportive à Digne, La Provençale à Manosque, La Durance à Sisteron, L'Alpine au Lauzet, La Défense des Mées, la société de tir d'Oraison, l'Avant-Garde à Seyne, l'Avant-Garde à Château-Arnoux, la Préparation militaire à Entrevaux, la Société de tir à Banon.

- 1 R 1 Sociétés de préparation et de perfectionnement militaires : états et correspondance (1882-1937). Sociétés de tir et de sports : états et correspondance (1881-1938).
1881-1938
- 1 R 2 Sociétés de tir des arrondissements de Barcelonnette (1885-1936) et de Digne (1885-1914).
1885-1936
- 1 R 3 Sociétés de tir : dossiers classés par ordre alphabétique des communes.
1907-1915
- 1 R 4 Dispensés du service militaire, Français (1837-1890) ; étrangers (1880-1937) ; ouvriers d'art (1891-1905).
1837-1937
- 1 R 5 États signalétiques des engagés volontaires des classes de 1910 à 1937 (lacunes).
1910-1937
- 1 R 7-8 États numériques (relevés des tailles, degré d'instruction, professions, infirmités, catégories d'exemptions).
1861-1928
- 7, classes de 1861 à 1903.
8, classes de 1904 à 1928.
- 1 R 9 Listes des jeunes gens demandant à se faire examiner à leur lieu de résidence (en France ou à l'étranger).
1895-1936

1 R 10 Demandes d'autorisation pour se faire examiner au Mexique en 1876, 1880, 1882, 1895-1896, 1901, 1903-1913. 1876-1913

1 R 12 Registre nominatif des hommes classés dans la non affectation ou la non disponibilité (classes de 1885 à 1899), à jour en 1917. Sans date

1 R 86-120 Délibérations du conseil de révision. 1880-1921

Ces documents sont riches d'information sur les conditions de la conscription, sur l'état physique des conscrits ainsi que sur leur attitude durant la guerre. En mars et en juin 1914, les conscrits de la classe 1914 se sont présentés devant le conseil de révision tenu dans chaque chef-lieu de canton. Présidé par le préfet Fontanès, le conseil est constitué du représentant du général de brigade (un lieutenant-colonel), d'un conseiller de préfecture, du conseil général et du conseil d'arrondissement, aidé par un sous-intendant militaire, le commandant du bureau de recrutement, d'un médecin-major et du sous-préfet de l'arrondissement. En présence des maires et selon la formule, « le conseil, après lecture et examen des tableaux de recensement, a entendu les jeunes gens ou leurs représentants dans les réclamations relatives à leur inscription ». Au crayon gris, des remarques ont été ajoutées ultérieurement, après la mobilisation générale. On y apprend ainsi qu'un certain Bellon demeurant à Mexico ne s'est pas présenté au conseil à Mexico. Il a été déclaré « bon absent », soit bon pour le service malgré son absence. Dans le registre matricule de sa classe, son état signalétique des services montre que Bellon, une fois la mobilisation décrétée, a été déclaré « insoumis ».

1 R 191-232 Liste du tirage au sort des jeunes gens des classes. 1880-1921

1 R 249-267 Liste départementale du contingent avec les affectations, classes 1859 à 1871.

La liste concerne aussi les cantons d'Aix, Trets, Gardanne, Peyrolles, Lambesc et le quatrième canton de Marseille, rattachés à partir de 1859 au bureau de recrutement de Digne.

1 R 284-403 Registres matricules militaires des classes 1878 à 1921.

Les Archives départementales détiennent des registres matricules dont les plus anciens remontent à 1872, créés en application de la loi du 27 juillet 1872. Mais c'est à partir de 1878 que les registres matricules présentent, sur une page entière, l'état signalétique et des services de chaque « conscrit » (la « fiche matricule »), à qui est conféré un numéro matricule. Sur cette page sont présentés l'état civil, le signalement, le culte (mention qui disparaît ensuite), le degré d'instruction (sous forme chiffrée), la décision du conseil de révision (« bon », « dispensé », etc.), le détail des services (armées d'active, de réserve, territoriale) et les domiciles successifs de chaque conscrit. Pour les soldats de 14-18, les informations sont très fournies. Outre les

antécédents judiciaires et les condamnations, des rubriques ad hoc sont créées : campagnes, blessures et problèmes de santé (fréquents), citations et décorations. Mais devant la durée et la violence des combats, l'administration est parfois obligée d'ajouter des feuillets collés directement sur la page, parfois sur ou à la suite d'un premier feuillet.

Les répertoires alphabétiques des hommes inscrits aux registres matricules sont soit en fin de volume, soit reliés à part.

Les jeunes gens des cantons de Barcelonnette, Le Lauzet et Saint-Paul dépendent, à partir de 1874, du bureau de recrutement de Gap. Le secteur des Bouches-du-Rhône est toujours rattaché au bureau de Digne. À partir de 1905, le bureau de recrutement de Digne perd le secteur des Bouches-du-Rhône (mais c'est déjà le cas pour les classes 1902 et 1903 mais pas pour la classe 1904). En outre, les registres matricules intègrent aussi les conscrits de l'arrondissement de Barcelonnette, alors qu'ils dépendaient du bureau de Gap, la préfecture des Hautes-Alpes. C'est le cas de la classe 1903 puis des classes 1905 et suivantes.

Les autorités militaires ont reconstitué des registres matricules parfois difficiles d'utilisation. Ainsi, en ce qui concerne la classe de 1901, les Archives départementales disposent de trois registres reliés. Les deux premiers volumes comprennent les matricules bas-alpins de 1 à 500 et de 501 à 718 puis 1523 à 1695. Le troisième volume concerne exclusivement les conscrits des Bouches-du-Rhône avec les matricules 718 (qui fait double emploi) à 1000 puis 1001 à 1152, ainsi que des matricules isolés : 1672, 1673, 1675, 1676, 1683, 1686, 1687, 1689. Les recherches opérées dans ces registres peuvent donc être laborieuses et complexes. L'entrée normale dans les registres est la table alphabétique de la classe, dans laquelle les conscrits sont rangés par ordre alphabétique et où se trouve, en face de leur identité, leur numéro matricule au recensement. Or, des cas sont parfois complexes à analyser et rappellent la nécessité de s'interroger sur les conditions de production et d'utilisation des documents par les administrations puis déposés aux Archives à des fins de conservation et, ici, dans un but historique. Sur certains registres figure la mention « les réservistes rayés à l'encre rouge ont été passés au bureau de recrutement de Marseille le 1^{er} octobre 1930 en exécution de l'instruction du 21 décembre 1929 ». En principe, les fiches matricules sont consultables sur le site Internet des Archives départementales des Bouches-du-Rhône. Mais pour les hommes des Bouches-du-Rhône, la fiche peut être restée dans le registre de Digne. C'est le cas du matricule 759 de la classe 1902 sur la fiche duquel est stipulé qu'il est désormais géré par la subdivision de Marseille à partir de 1905.

Il en est ainsi du soldat Omer Mathieu, de la classe 1909, qui figure sur les tables conservées par les Archives départementales des Hautes-Alpes – et non sur celles des Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence qui conservent cependant sa fiche matricule (904) ainsi que, par ailleurs, son dossier d'ancien combattant. Omer Mathieu demeurait alors au Pontis. En réalité, pour la classe 1909 – mais cela doit être vrai pour d'autres classes antérieures –, les conscrits de

l'Ubaye sont tous sur la table de 1909, bien que leurs fiches matricules soient conservées à Digne-les-Bains.

Les Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence ont mis en ligne sur leur site Internet les registres des classes 1878 à 1921 et en proposent une indexation qui permet la consultation et fournit des éléments à des fins de recherche. En effet, la base de données (à laquelle est liée les clichés des fiches matricules) est interrogeable à partir de la classe, des noms, prénoms, année de naissance, lieux de naissance et de résidence (commune, département, pays), ainsi qu'avec le niveau d'instruction (évalué par des « degrés » de 0 à 5) et la profession, toutes informations recueillies lors du recensement du conscrit. Le niveau d'instruction est définie selon l'instruction du 26 novembre 1872 : 0 : ne sait ni lire ni écrire ; 1 : sait lire seulement ; 2 : sait lire et écrire ; 3 : possède une instruction primaire plus développée ; 4 : a obtenu le brevet de l'enseignement primaire ; 5 : bachelier, licencié, etc. (avec indication de diplôme).

Les fiches matricules portent nombre d'abréviation, y compris celles ajoutées au crayon gris, telles que « RD » pour réformé définitif et « PMIE ».

D'autres documents permettent de compléter les informations indiquées sur les fiches matricules. C'est le cas par exemple du niveau d'instruction, que l'on peut comparer aux résultats d'enquêtes menées au XIX^e siècle notamment. Ainsi, selon le tableau récapitulatif d'une enquête sur le « degré d'instruction » réalisée autour de 1840 dans les Basses-Alpes⁶⁰, sur 143 000 habitants, 25 592 hommes et 30 491 femmes ne savaient ni lire ni écrire, 7 481 hommes et 7 121 femmes savaient lire et 41 966 hommes et 28 100 femmes savaient lire et écrire.

2 R, organisation de l'armée

- 2 R 16 Circulaires concernant l'organisation en cas de mobilisation. 1878-1914
- Deux affiches : « 2^e tableau indiquant la première destination à donner à la correspondance adressée aux militaires de tout grade... » ; « Démarches à faire par les hommes absents de leur domicile et non munis de leur livret individuel pour obtenir leur admission dans les trains ».
- 2 R 28 Places fortes, généralités et installations téléphoniques (1837-1939) ; Colmars. 1833-1938
- 2 R 28 Places fortes, Sisteron. 1832-1927
- 2 R 31 Places fortes, Saint-Vincent (1880-1914) ; Jausiers (1901-1936) ; Meyronnes (1889-1940).

⁶⁰ Arch. départ. Alpes-de-Haute-Provence, 6 M 193, tableaux statistiques, enquête sur le « degré d'instruction », sans date.

		1880-1940
2 R 32	Places fortes, Tournoux.	
		1842-1938
2 R 33	Casernes, Barcelonnette (1903-1936) ; Digne (1819-1940).	
		1819-1940
2 R 34	Garnison, établissement ou rétablissement.	
		1886-1940
2 R 35	Frais de casernement, généralités (1811-1933) ; communes de Barcelonnette, Castellane, Entrevaux, Forcalquier, Manosque, Seyne, Meyronnes, La Condamine, Jausiers, Larche (1845-1935).	
		1811-1935
2 R 37	Champ de tir.	
		1882-1940
2 R 39	Hôpitaux militaires.	
		1882-1915
2 R 41	Plan de ravitaillement du département, productions et consommations : statistiques.	
		1901-1928
2 R 54	Pigeons voyageurs, réglementation, recensement, élevage : instructions, notes, rapports, correspondance.	
		1885-1940
2 R 58	Bureau d'hygiène militaire.	
		1908-1920
2 R 63	États signalétiques des déserteurs et insoumis.	
		1914-1940

3 R, anciens combattants et victimes de guerre

3 R 8	Amicale des officiers et sous-officiers de réserve (1928-1939) ; Association des mutilés et anciens combattants (1916-1940) ; Amicale des démobilisés (1919-1930).	
		1916-1940

4 R, garde nationale et gendarmerie

Gendarmerie

4 R 31	Personnel et service : états, circulaires, correspondance.	
		An VIII-1936
4 R 32	Brigades, créations et suppressions.	
		1815-1937
4 R 33	Casernement et caserne de Digne de la garde mobile.	

Sapeurs-pompier

- 4 R 34 Organisation et personnel : instructions, statistiques, correspondance.
1839-1940
- 4 R 35 Dossiers par communes.
1847-1940

5 R, première guerre mondiale

La sous-série 5 R a fait l'objet d'un reclassement et d'un reconditionnement.

Elle contient nombre de pièces relatives à la circulation des Français et des étrangers, étroitement contrôlée durant la guerre. La question des étrangers prend un relief particulier dans un département frontalier qui bénéficiait, avant guerre, d'une forte immigration – temporaire ou définitive – surtout d'origine italienne⁶¹. Dès les débuts de la guerre en effet, les étrangers ont eu l'obligation de porter un passeport et, suite au décret du 2 avril 1917, de se faire délivrer une carte d'identité, verte pour les travailleurs de l'industrie, « chamois » pour ceux de l'agriculture, « simple » pour les autres. De même, pour les nationaux, la législation est durcie et le régime des passeports impose de nouvelles contraintes. Les frontaliers ont bénéficié d'un régime particulier à partir de 1915, comme cela a été évoqué dans l'introduction générale.

- 5 R 1 Bulletin des communes d'août 1914 à avril 1915.
1914-1915
- 5 R 2 Déclaration de guerre (août 1914) ; décès de militaires : instructions (1914-1916) ; conseils municipaux, fonctionnement (1914-1918) ; extraits de presse nationale communiqués par le ministère de l'Intérieur (1914) ; correspondance avec les départements envahis : instructions (1916-1918) ; éclairage public : réglementation (1916-1920) ; préfecture des Basses-Alpes : circulaires (1914-1919), registre de la commune de Bellafaire relatif à la guerre (1914-1919) ; publications ; documents divers (1914-1919).
1914-1920
- À noter : télégrammes relatifs à la mobilisation et à l'entrée en guerre ; publication à caractère anti-allemand : *Race de proie* par Henri d'Orcines, illustrations de Niezab ; extrait de *La Patrie serbe*, revue mensuelle pour la jeunesse serbe en exil, 1-14 décembre 1916.
- 5 R 3 Censure, mise en place : télégrammes.
1914-1919
- 5 R 4 Gardes civils : effectif et actes d'engagement.
1914
- Les corps spéciaux de la Garde civile, avaient pour mission de « coopérer au maintien de l'ordre et de participer aux mesures de sécurité générale en temps de guerre » ont été créés par décret le 7

⁶¹ À ce sujet, voir une publication des Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence : *Vos papiers s'il vous plaît ! Identités de papier dans les Basses-Alpes de 1789 à 1944*, Digne, 2012.

janvier 1914 (article 1 du décret), car la mobilisation aura pour effet de restreindre considérablement les forces de police » (rapport au président de la République, 31 décembre 1913). À Beauvezer, le 1^{er} août, dix-sept hommes, nés entre 1846 et 1874, sont gardes civils. Digne compte 37 gardes civils. En service, ils portent un brassard et sont armés d'un revolver, et reçoivent une indemnité journalière. Les corps spéciaux sont supprimés par décret à compter du 1^{er} novembre 1914. Leurs missions de surveillance sont dévolues aux militaires et au service de garde des voies de communication.

5 R 5 Gardes communales : états, engagements, circulaires, correspondance.

1913

À noter : une carte du département où sont situés les centres où des « milices pourront être organisées » et une liste des « sociétés patriotiques » en 1913.

C'est avec la circulaire du 9 juillet 1913 que le ministre de l'Intérieur évoque la nécessité d'organiser des gardes communales sur tout le territoire. Dans sa circulaire aux maires du département, le préfet des Basses-Alpes rappelait que les gardes communaux « n'auraient pas en temps de guerre le caractère de belligérants et seraient seulement appelés pendant la période des hostilités à contribuer au maintien de l'ordre public ». Dans un rapport du 30 août 1913 adressé au ministre de l'Intérieur, le préfet livre les effectifs des gardes communales : 238 dans l'arrondissement de Barcelonnette, 131 dans celui de Digne, 82 dans celui de Castellane, 68 dans celui de Sisteron, 99 dans celui de Forcalquier, soit, au total, 380 gardes.

5 R 6 Agents de police auxiliaires : réglementation, listes, demandes, états (1914-1919) ; « personnes à ne pas mobiliser » : neuf états (mars 1914) ; Loi Dalbiez (1915), militaires détachés dans les administrations civiles et dans les bureaux de la préfecture : instructions, demandes, correspondance (1915-1919) ; fonctionnaires des Basses-Alpes mobilisés à la poudrerie de Saint-Chamas et de Sorgues : états, correspondance (1915-1918).

1914-1919

Le décret du 7 novembre 1914 crée des « agents de police auxiliaires qui auront pour mission de coopérer au maintien de l'ordre et de participer aux mesures de sécurité générale » (article 1^{er}). Les états des personnes à ne pas mobiliser permettent de connaître les effectifs des administrations et établissements publics du département. L'article 1^{er} de la loi du 17 août 1915 dite « loi Dalbiez » prévoit que :

« Les hommes qui, en vertu de l'article 142 de la loi du 21 mars 1905, sont autorisés à ne pas rejoindre leur corps immédiatement ou sont mis à la disposition des ministres de la guerre ou de la marine, ainsi que ceux placés en sursis d'appel pour le service des administrations publiques (État, départements, communes), seront, s'ils n'appartiennent pas au service auxiliaire ou à la réserve de l'armée territoriale, incorporés après avoir été remplacés conformément aux dispositions de l'article 2 ci-après. Si leur remplacement est de nature à entraver le fonctionnement des services, ils pourront être maintenus à leur poste, par une décision motivée du ministre de la guerre, sur la proposition du ministre compétent. »

5 R 7 Sursis d'appel : instructions (1914-1919) ; sursis d'appel d'artisans et pour les mobilisés s'occupant d'usines électriques : demandes (1914-1919).

1914-1919

À noter : contient un « état nominatif des hommes dont la profession est de réparer les instruments agricoles ou d'assurer le ferrage des chevaux (maréchaux-ferrants, forgerons, mécaniciens réparateurs de machines agricoles) », 8 juin 1916 et le même état du 17 février 1917 ; contient aussi des états des « patrons meuniers et des ouvriers meuniers en sursis d'appel ».

5 R 8 Sursis d'appel des boulangers : instructions et correspondance. 1914-1919

5 R 9 Sursis d'appel des boulangers : demandes classées par commune. 1915-1919

5 R 10 Recrutement : instructions et correspondance (1914-1918) ; engagements pour la durée de la guerre : engagements spéciaux et engagements volontaires (1914-1918) ; demandes d'affectation (1915-1918) ; décret du 7 décembre 1916 relatif à la révision de la classe 1918, « indigènes algériens » (1916) ; recensement spécial des hommes de 16 à 60 ans (loi du 20 avril 1917) ; loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés (loi du 10 août 1917 ou « loi Mourier ») ; insoumis (1915-1919). 1914-1919

5 R 11-12 Recrutement : liste des exemptés et réformés des classes 1910 à 1914 (décret du 9 septembre 1914) et des classes 1913 à 1917 (loi du 13 avril 1916). 1910-1917

5 R 13 Recensement des fils d'étrangers (loi du 3 juillet 1917) : états, tableaux, affiches. 1917-1919

À noter : trois affiches relatives au recensement dans les Basses-Alpes.

Tableaux relatifs au contingent dit « des fils d'étrangers » (loi du 3 juillet 1917 et arrêté ministériel du 15 octobre 1917).

5 R 14-15 Réquisitions militaires : registres des procès-verbaux de la commission des réquisitions (2 août 1914-20 octobre 1923), états, réglementation, tarifs, affiches et correspondance (1914-1921) ; plan d'achat et de réquisition de matériel en cas de mobilisation (1930-1931). 1914-1931

À noter : dans 5 R 14, publication *Réquisitions militaires, volume arrêté à la date du 2 août 1914*, Paris et Limoges, Henri Charles-Lavauzelle éditeur militaire, sd. Dans 5 R 15, en 1916, dossier relatif à « l'affaire Poitevin ». Poitevin est un agent d'affaires qui a fait signer des contrats auprès des cultivateurs qui s'engagent à lui accorder 50 % sur la somme supplémentaire obtenue en plus du prix de la réquisition des chevaux auprès des autorités.

5 R 16 Communication téléphoniques et télégraphiques ; déplacements des véhicules de l'administration (1914-1919). Sûreté, affaires diverses (1914-1917). Usine de Saint-Auban, production, protection et surveillance : plan, rapports mensuels du commissaire spécial de Sisteron sur l'activité de l'usine, circulaires, correspondance (1916-1919). Réquisitions et travaux agricoles, main-d'œuvre italienne dans l'Ubaye : rapports et correspondance (1914-1917).

1914-1919

À noter : un plan de l'usine de Saint-Auban, daté du 18 juillet 1916.

5 R 17 Frontière et étrangers, surveillance et circulation des travailleurs : rapports des commissaires spéciaux de Larche et de La Condamine (1915-1918) ; nomination de personnel d'origine militaire dans les commissariats spéciaux du département (1917) ; espionnage et personnes suspectes résidant dans le département : dossiers individuels (1914-1919) ; statistique des Françaises ayant épousé des étrangers de 1914 à 1918 (1919).

1914-1919

5 R 18 Circulation des Français et des étrangers, circulation automobile : sauf-conduits (1914-1918) ; réglementation : textes de loi, circulaires, notes (1914-1918).

1914-1918

À noter : un volume relié contenant toute la réglementation relative à la circulation des étrangers, dont des modèles de cartes.

5 R 19-20 Délivrances de passeports : dossiers individuels classés par ordre chronologique, circulaires.

1914-1919

À noter : les dossiers contiennent des pièces d'identité.

5 R 21 Métaux, versement de l'or (1914-1917), achat de cuivre rouge (1917). Échanges de bons remis par les villes envahies (1915-1920). Échanges de monnaies allemandes, monnaies (1914-1917).

1914-1920

5 R 22 Associations d'œuvres de guerre : rapports, états, correspondance (1914-1918) ; contrôle des œuvres de guerre, nomination des membres (1923), procès-verbaux des séances (1916-1934), comptabilité (1919-1937), correspondance (1921-1930) ; section départementale des dons aux armées en campagne : registre d'ordre (1915-1917), Comptabilité argent et matière (1915-1918), correspondance (1915-1916).

1914-1937

Les registres de la section départementale des dons aux armées montrent l'importance des dons en « matière » de la part des instituteurs du département, puis de la Croix-Rouge départementale.

5 R 23 Journées nationales de quêtes pour les œuvres de guerre : circulaires, états, insignes, tickets de tombola, factures, publications, correspondance.

1914-1919

À noter : des documents relatifs à la Croix-Rouge (insignes à épingle, tickets de tombola, affiches...). Un dossier se rapporte à la « Journée du poilu », avec la liste, réalisée en 1916, des militaires au front n'ayant pas de famille et se trouvant sans ressources.

Dossiers : « Journées des éprouvés de la guerre » ; « Journée française » ; « Journée du 75 » ; « Journée serbe » ; « Journée du petit drapeau belge » ; « Journée nationale des orphelins » 1^{er} et 2 novembre 1916 ; « Journée de l'orphelinat des armées » ; « Journée de l'armée d'Afrique et des troupes coloniales », 10 juin 1917 ; « Journée

du Poilu » ; « Journée nationale des tuberculeux » ; « Journée des prisonniers de guerre des Basses-Alpes », 28 mai 1916 ; « Journée des régions libérées », 27 juillet 1919 ; la Cocarde du Souvenir.

5 R 24 Croix-Rouge, Croix-Rouge américaine ; comités d'Entrevaux, Barcelonnette, Sisteron, Digne ; affaires diverses (1914-1919). Œuvre de la sauvegarde des enfants, placement des orphelins (1917-1918). Élèves et réfugiés serbes à Digne, Barcelonnette, Manosque, Sisteron et Riez (1916-1919).

1914-1919

5 R 25 École militaire serbe de Jausiers, personnel, élèves, réquisitions, matériel, comptabilité, cours de français, correspondance (1916-1924).

1916-1924

À noter : un registre des « effets et matériel distribués au bataillon universitaire serbe, économat » (27 juin 1916-20 novembre 1917) ; registre des recettes et des dépenses (26 mai 1916-4 décembre 1917) ; registre du « Matériel mis à disposition de l'école serbe de Jausiers » (20 juillet 1916-23 novembre 1917) ; les « Feuilles de journées » de l'année 1917 avec l'effectif du personnel français et des militaires serbes (officiers, sous-officiers et troupe).

D'après un courrier du préfet de 1924, « l'école militaire serbe de Jausiers » aurait été créée par décision du ministre de l'Instruction publique du 2 mai 1916. Elle a été fermée à la fin de décembre 1917. Les registres comptables montrent une activité du 26 mai 1916 au 4 décembre 1917. Le 26 novembre 1917, sont présents seulement trois membre du personnel français. Le 1^{er} décembre, il n'y a plus d'effectifs présents.

5 R 26-27 Dépôt d'internés austro-allemands d'Annot.

1914-1926

26, Personnel, comptabilité, création du dépôt et fonctionnement : états, rapports, circulaires et correspondance.

À noter, une lettre du général Coquet au préfet datée du 21 août 1916 où est évoquée l'évasion réussie de trois officiers du fort d'Entrevaux, grâce à la complicité d'internés civils d'Annot.

27, Internés, internement en Suisse, accord franco-allemand sur le rapatriement des internés, secours et service médical et dentaire, inspections et visites, commission médicale franco-suisse, vie matérielle des internés, réglementation, statistiques : listes et états, circulaires, notes et rapports, coupures de presse, correspondance.

5 R 28-30 Dépôt d'internés austro-allemands d'Annot, départs et convois, correspondance des internés, réquisitions, dossiers individuels des internés : états et rapports, instructions, correspondance

1914-1919

Le dépôt d'Annot a été ouvert dans les locaux du collège privé, l'institution Saint-Vincent-de-Paul, en mars 1915. Par un télégramme du 12 mars 1915, le ministère de l'Intérieur prévient le préfet de préparer l'accueil d'une centaine de personnes installées à Cannes, dont l'origine est austro-allemande. Un convoi de 62 personnes quitte Cannes le vendredi 19 mars à 7 h. pour Annot. Les derniers internés ont quitté le dépôt en octobre ou novembre 1919. Un arrêté du conseil

de préfecture, statuant sur la demande de l'abbé Simon Chalve, directeur de l'institution de saint Vincent de Paul en vue d'obtenir le remboursement de la contribution des portes et fenêtres « éclairant la partie de l'immeuble servant de dépôt aux internés austro-allemands », versée en 1915, évoque le « bail ou convention » passé à Annot le 17 mars 1915 entre l'État et le pétitionnaire ⁶².

5 R 31 Étrangers austro-allemands, surveillance : états, circulaires, affiches, dossiers de suspects (1914-1918) ; anciens légionnaires à Manosque et Sainte-Tulle (employés aux travaux) (1919).

1914-1919

5 R 32 Étrangers (belges, ottomans, arméniens, grecs, tchèques, italiens, serbes), surveillance, cartes d'identité des étrangers, recensements : états, circulaires, affiches.

1914-1918

À noter : contient *l'Instruction générale concernant l'exécution des dispositions du décret du 2 avril 1917 relatif à la carte d'identité des étrangers* (*Journal officiel* du 7 avril 1917).

5 R 33 Étrangers, déserteurs et insoumis, recherches des déserteurs et insoumis portugais, britanniques, russes et serbes, recherches des déserteurs et insoumis italiens (1914-1918) : instructions ; mesures à prendre vis-à-vis des étrangers en cas de mobilisation : dossier général de la préfecture (1914-1918).

1913-1918

5 R 34-35 Étrangers, autorisations de séjour.

1914-1919

34, listes nominatives (1914-1916).

35, visiteurs des prisonniers du dépôt d'Annot : dossiers individuels ; usine chimique de Saint-Auban : dossiers individuels des travailleurs tchèques, états, rapports, correspondance (1916-1919).

5 R 36 Prisonniers de guerre français, comité départemental de secours aux prisonniers (puis comité départemental bas-alpin des démobilisés nécessiteux) : états, rapports, comptabilité, correspondance ; Sou du prisonnier : états et comptabilité.

1915-1919

5 R 37 Hôpitaux de Digne, blessés (1914). Livre d'or des Basses-Alpes (1915-1918). Militaires morts pour la France, transports (1922-1926). Morts et disparus : état statistique (1919).

1914-1926

Contient un état statistique des morts et disparus de la guerre par professions dans le département des Basses-Alpes, non daté mais sans doute réalisé autour de septembre 1919. Selon cet état, dressé par communes et cantons, il y aurait eu 3 257 morts et 622 disparus, soit 3 879 morts (dont 2 735 agriculteurs et 1 114 autres). Le registre des blessés soignés à Digne concerne les hôpitaux n° 1 (« hôpital-hospice »), 2 (école normale), 3 (collège des filles) et 4. Un état des

⁶²

5 K 85, conseil de préfecture, arrêt, 8 avril 1916.

blessés soignés à l'hôpital auxiliaire de la Croix-Rouge à Sisteron a été dressé en octobre 1914.

Selon les fiches de la base de données des « Morts pour la France » sur le site Internet « Mémoire des Hommes », à l'interrogation du nombre de fiches pour les combattants nés dans les Basses-Alpes, on obtient 4 291 réponses, un résultat d'ailleurs très proche de celui des Hautes-Alpes (4 301).

D'après les états des blessés soignés, les premiers convois de blessés sont arrivés dans les hôpitaux en octobre 1914.

5 R 38 Prisonniers de guerre allemands : états, instructions, circulaires, correspondance.

1914-1918

Contient deux listes des évadés, l'une des prisonniers de guerre civils, l'autre des prisonniers de guerre militaires. En 1916, dans les quatre camps des Basses-Alpes (Sisteron et Entrevaux pour les officiers, Bois-d'Asson et Saint-Auban pour les hommes de troupe), il y avait 69 officiers et 200 hommes de troupe prisonniers.

5 R 39 Signature de l'Armistice (1918) : affiche, télégrammes, messages. Secours et pensions, tribunal départemental des pensions (1919-1935). Amicale des démobilisés (1919). Comité départemental des mutilés (1919-1930). Cimetières militaires et comité du monument de Verdun (1919-1932). Parrainages de villes et régions dévastées (1915-1925).

1915-1932

À noter : une affiche portant un message du préfet des Basses-Alpes relatif à la victoire ainsi que les télégrammes annonçant l'armistice.

Le tribunal des pensions a été créé par la loi du 31 mars 1919, en faveur des militaires souffrant d'une infirmité due à la guerre ou afin de venir en aide aux veuves, orphelins et ascendants des militaires. Certaines de ces informations sont d'ailleurs visibles sur les fiches des soldats regroupées dans les registres matricules, ainsi que dans les dossiers d'anciens combattants. Afin d'effectuer une recherche sur un individu dans le fonds du tribunal des pensions, il est nécessaire de connaître la date du jugement car les dossiers sont rangés par ordre chronologique.

5 R 40 Dommages de guerre (1917-1919). Commission départementale des questions immobilières (1918-1920). Séquestre des biens appartenant à des ennemis (1914-1916). Établissements hospitaliers et formations sanitaires (1914-1916). Plan Dawes, prestations en nature (1927-1933).

1914-1933

Le premier dossier relatif aux établissements hospitaliers concerne le service de santé de la 14^e région de corps d'armée. En septembre 1914, le service de santé recherche dans l'arrondissement de Barcelonnette des locaux pour l'hospitalisation des malades et blessés. Un courrier du préfet au directeur du service de santé de la 14^e région, du 7 décembre 1914, indique que, au début de la mobilisation, quatre établissements ont été créés dans cet arrondissement, à savoir l'infirmerie hôpital de Barcelonnette (ancien hôpital temporaire), l'hospice civil de Barcelonnette devenu hôpital mixte, l'hôpital

temporaire de Jausiers installé dans trois locaux, l'infirmier hospital de la Condamine (ancien hôpital temporaire). Mais aucun de ses établissements n'a reçu des malades ou des blessés.

Il existe alors des hôpitaux temporaires administrés par le service de santé et des hôpitaux auxiliaires administrés soit par la Société de secours aux blessés militaires, soit par l'Union des femmes de France, soit par l'Association des dames françaises, sociétés qui forment ensemble la Croix-Rouge française.

Le second dossier contient un courrier de la présidente du comité de l'Union des femmes de France de Digne, en date du 5 octobre 1914, au chef de gare de Digne, en vue du maintien d'une salle d'attente en faveur des blessés et convalescents revenant à leur dépôt (3^e et 203^e) qui arrivent à Digne à trois heures du matin. En octobre 1914, la ville de Digne possède des installations pouvant accueillir 450 blessés. Enfin, en septembre 1914, le comité de la Croix-Rouge, dirigé à Sisteron par M^{lle} Aubriot de la Palme, comprend 80 adhérentes et propose d'accueillir 20 blessés.

5 R 41-42 Préfecture, cabinet, guerre : notes et rapports, arrêtés préfectoraux, télégrammes, circulaires, affiches, lettres anonymes, correspondance.

1914-1918

41, mobilisation, état d'esprit de la population, réquisition, mobilisés, surveillance et espionnage, ballons dirigeables, manifestations publiques, pacifisme, circulation, défense nationale.

42, prisonniers, transports, blessés militaires, commerce et industrie, espionnage, contrebande, surveillance, pensions, réfugiés, désertion, prohibition, pénuries, presse et communication.

À noter : les premiers rapports préfectoraux relatifs à la mobilisation d'août 1914 ; un dossier relatif aux déserteurs.

Sous ces deux cotes sont regroupés les documents produits ou reçus par le cabinet du préfet. Ils sont classés dans une première série de dossiers numérotés de 8 à 65 (avec d'importantes lacunes et le manque des dossiers n° 1 à 7) et dans une seconde série de dossiers numérotés de 40 à 65. Dans 5 R 42, un troisième dossier porte pour titre « Guerre ». Il contenait, à l'origine, 37 sous-dossiers.

Les dossiers offrent la possibilité d'avoir une vue d'ensemble de la guerre, de la mobilisation jusqu'à l'armistice, dans divers domaines.

5 R 43 Réfugiés, service des réfugiés, personnel (1917-1919) ; instructions (1914-1921) ; rapports d'enquête (1915-1916) ; réfugiés décédés (1917-1918) ; commission départementale des réfugiés (1918) : rapports, notes, arrêtés, correspondance.

1914-1921

À noter : contient le *Recueil des lois, décrets, arrêtés et circulaires relatifs aux réfugiés du 5 août 1914 au 25 juin 1917*, Paris et Nancy, librairie Berger-Levrault, 1917 ; un dossier portant sur les inspections et rapports d'enquêtes relatifs à la situation des réfugiés dans le département.

- 5 R 44 Réfugiés, nombre, arrivées et départs, convois (1914-1918), réfugiés belges (1916-1919), logement (1916-1917) : listes générales, listes professionnelles, états et rapports, instructions, correspondance.
1914-1922
- 5 R 45 Réfugiés : listes par commune (1917, 1918, 1919).
1917-1919
- 5 R 46-50 Réfugiés, dossiers individuels classés par ordre alphabétique des communes : fiches individuelles et fiches de famille, notes, correspondance.
1914-1919
- 46, A-C.
47, D-J.
48, L-M.
49, N à Saint.
50, S-V.
- 5 R 51 Réfugiés, service sanitaire, instructions et répartitions (1914-1917), répartitions des convois de réfugiés dans les communes (1915-1918), visites médicales (1915-1918) ; réfugiés serbes, enfants malades (1916-1917).
1914-1918
- 5 R 52-53 Réfugiés, secours accordés en nature : notes, factures de chaussures, habillement, linge, alimentation, matériel, correspondance.
52, 1915-1916.
53, 1917-1919.
- À noter : la boîte cotée 5 R 53 contient un dossier relatif aux dons des départements du Nord et de Pas-de-Calais (1915-1918).
- L'essentiel des secours accordés consiste en des chaussures et de l'habillement.
- 5 R 54 Réfugiés, envois en nature et dons (1915) ; assistance aux vieillards et infirmes (1918-1920), aux familles nombreuses (1918-1919) ; locaux pour le logement des réfugiés et des prisonniers (1914-1918) ; Alsaciens-Lorrains, dossiers individuels (1914-1931) ; procès-verbaux d'interrogatoire de réfugiés de zones occupées par les Allemands (1917) ; accueil de réfugiés : réponses des sous-préfets et des maires (1915-1919) : procès-verbaux, instructions, notes, rapports, télégrammes, correspondance.
1914-1931
- À noter : dans le dossier « envois en nature et dons », un envoi du Canada du comité central des secours américains. Dans le dossier relatif aux locaux : caserne de Jausiers, ancien collège communal de Castellane (appartient au prince de Monaco), le fort de Saint-Vincent-du-Lauzet, l'hôpital de La Condamine-Châtelard, l'ancien couvent de Faucon, le pensionnat de jeunes filles « Saint-Cœur de Marie » à Entrevaux, au « Parc de Glandèves » (avec une description précise), les anciennes fabriques de drap à Beauvezer et à Saint-André, le château de Paillerols aux Mées, l'ancienne fabrique de papier et

l'ancienne école d'agriculture à Oraison, l'ancienne école des Frères à Riez (avec plan)

5 R 55-58 Service du ravitaillement, réquisitions, production et transformation des céréales et autres produits de l'agriculture et de l'élevage : réglementation, instructions, états, rapports et notes, registres de correspondance active, affiches, correspondance.

55-56, 1914-1918.

57-58, 1919-1921.

5 R 59 Service du ravitaillement et service de la main-d'œuvre agricole, personnel : instructions, tableaux et états, rapports et notes, correspondance.

1918-1922

5 R 60 Travaux agricoles durant la guerre, permissions et utilisations des prisonniers de guerre, demandes : notes, enquêtes auprès des communes, états, dossiers individuels, correspondance (1915-1916). Office départemental des vivres, création et réunions : procès-verbaux (1918). Commission de taxation des denrées : instructions et réglementation, notes, affiches, télégrammes, correspondance (1916-1917). Agriculture, Comité d'action agricole : instructions, extraits des registres de délibérations des communes des Basses-Alpes (1916) ; main d'œuvre agricole (1914-1918) et travaux agricoles (1919-1924), production, taxation, mise en culture : titres de perception, mandats, recouvrements, comptes.

1914-1924

5 R 61-62 Céréales, pommes de terre, fèves, productions et stocks ; chevaux, ânes et mulets : états numériques, statistiques, notes et correspondance.

1915-1920

61, 1915-1918.

62, 1919-1920.

5 R 63 Office départemental des céréales : procès-verbaux des séances (1917-1920) ; meunerie et boulangerie : instructions, états, enquêtes (1914-1921).

1914-1921

5 R 64 Moulins à façon : états statistiques hebdomadaires.

1918-1921

5 R 65-66 Moulins de commerce : états statistiques hebdomadaires.

1918-1921

65, novembre 1918-février 1919.

66, mars 1919-mai 1921.

5 R 67 Ravitaillement. Pommes de terre (1915-1918) ; viande (1916-1921) ; pétrole, essence et charbon, consommation (1917-1918) : états, instructions, correspondance.

1915-1921

5 R 68 Ravitaillement. Alcool et absinthe, vins, production et consommation (1915-1917); œufs, lait, fromage, chaussures (1914-1918), production, consommation et taxes : instructions, états et notes, enquêtes, procès-verbaux, affiches, correspondance.

1914-1918

Série S – Travaux publics

- S 726 Chemins stratégiques n° 1 à 9
XIX^e -XX^e siècles
- S 945 Dossiers des usines classés par commune, Château-Arnoux.
XX^e siècle
- S 1504 Chemin stratégique de Colmars au col de Champs, construction.
XIX^e -XX^e siècles
- S 1524 Travaux stratégiques en Ubaye.
XIX^e -XX^e siècles
- S 1749 Commune de La Condamine, chemin stratégique n° 8, du ravin du Bérard au col de Parpaillon. Construction du chemin et d'un tunnel : avant-métré, détail estimatif, plans, correspondance.
1891
- S 1962 Commune du Lauzet, chemins stratégiques n° 4, 5, 6. Construction entre Saint-Vincent, le Clot de Dou et le Châtelard, entre le Clot du Dou et le poste crénelé du ravin de la Tour : rapports, enquêtes parcellaires, plans.
1880-1887

Série T – Enseignement et affaires culturelles

1 T, enseignement

Préfecture

- 1 T 1 Circulaires et instructions ministérielles.
1807-1939
- 1 T 5 Utilisation des locaux scolaires pour des besoins administratifs (1912-1939). Vacances scolaires (1895-1940). Associations, ligue de l'enseignement (1903-1921) ; société du sou des écoles laïques (1880-1939).
1895-1940
- 1 T 8 Pupilles de la Nation.
1915-1929
- 1 T 9 Bourses, circulaires et correspondance (1827-1940) ; enseignement primaire supérieur : procès-verbaux d'examen (1917-1926).
1827-1940
- 1 T 11 Inspection médicale des écoles et hygiène scolaire (1849-1940). Œuvres scolaires et post-scolaires (1867-1940), garderies ; cercles populaires ; cinéma scolaire ; patronages ; cours d'enseignement ménager ; enseignement rural et agricole.
1807-1939

Enseignement secondaire

- 1 T 12 Distribution des prix (1909-1935). Mouvements de personnel (1893-1916). Collèges communaux : rapports, états, circulaires, correspondance (1812-1928).
1812-1935
- 1 T 13 Collège de Barcelonnette, bâtiment (1831-1924) ; enseignements, programmes (1827-1934) ; administration : correspondance (1813-1927).
1813-1934
- 1 T 14 Collège de Barcelonnette, comptabilité : correspondance.
1821-1936
- 1 T 15 Collège de Barcelonnette, personnel.
1815-1921
- 1 T 20 Collège de Manosque, bureau d'administration (1916) ; comptabilités (1816-1936) ; administration : correspondance (1812-1925).
1816-1936
- 1 T 21 Collège de Manosque, personnel.
1813-1932
- 1 T 25 Collège de Sisteron, bâtiment.
1828-1924

1 T 27	Collège de Sisteron, personnel.	1815-1919
1 T 28	Lycée de Digne, aménagement (1883-1940) ; personnel (1892-1939).	1883-1939
1 T 29	Cours secondaires féminins et collège de jeunes filles de Digne, bâtiment, administration, personnel, comptabilité, correspondance générale.	1883-1939
Enseignement primaire		
1 T 48	Inspecteurs primaires : correspondance.	1833-1929
1 T 51	Conseil départemental de l'instruction primaire.	1866-1940
1 T 52	Délégations cantonales pour la surveillance des écoles (1879-1938). Fréquentation scolaire (1901-1939).	1879-1938
1 T 54	Caisse des écoles	1864-1939
1 T 55	Instruction primaire, personnel.	1885-1939
1 T 56	Cours et écoles normales, organisation et administration, admissions : circulaires, correspondance.	1828-1929
1 T 62	École normale : comptes d'administration.	1845-1929
1 T 68	École normale de filles de Digne, ouverture ; bâtiments.	1878-1925
1 T 69	École normale de filles de Digne, conseil d'administration (1886-1928), comptabilité (1881-1922).	1881-1928
1 T 71	École normale de filles de Digne, personnel : états de traitement.	1907-1940
1 T 72	École normale de filles de Digne : budgets et comptes.	1886-1932
1 T 73	Écoles primaires supérieures de garçons, Digne (1855-1932) ; Riez (1880-1920)	1855-1932
1 T 74	Écoles primaires supérieures de filles, Sisteron.	1899-1940

1 T 75	Cours complémentaires (1884-1937). Enseignement simultané (1832-1940).	1832-1940
1 T 76	Instituteurs et institutrices, nominations : états (1819-1940) ; correspondance générale (1817-1940)	1817-1940
1 T 77	Instituteurs et institutrices, titularisations et promotions.	1850-1940
1 T 87	Registre d'inscription des nominations d'instituteurs et d'institutrices.	1911-1920
1 T 92	Instituteurs et institutrices, mouvements de personnel.	1888-1940
1 T 96	Instituteurs et institutrices, traitement : circulaires et correspondance.	1819-1940
1 T 97	Rétribution scolaire (1835-1924). Syndicats (1900-1940).	1835-1940
1 T 101	Pensions de retraite des instituteurs : circulaires et correspondance (1851-1925), registres des retraites (1864-1943).	1851-1943
1 T 104	Instituteurs détachés aux colonies (1865-1940). Affaires politiques (1849-1940).	1849-1940
1 T 105	Plaintes contre les instituteurs.	1817-1939
1 T 106	Instituteurs, secrétaires de mairie (1861-1940) ; indemnités de logement (1922-1939).	1861-1940
1 T 107	Commission départementale pour la surveillance des travaux de construction d'écoles (1881-1937) ; locaux scolaires : correspondance (1833-1940).	1833-1940
1 T 108	Écoles temporaires : correspondance.	1833-1940
1 T 113	Écoles communales, organisation, créations, suppressions : correspondance (1830-1926) ; coéducation et gémiation (1872-1939).	1830-1939

Gémiation : « regroupement de deux écoles, comportant à l'origine chacune une classe, l'une de filles, l'autre de garçons (ce qui a permis la répartition des élèves par classes mixtes en fonction de leur âge) ». Voir à ce sujet ROUVIÈRE (Jean), *La Gémiation scolaire de 1886 à 1933*, Paris, Maison de la Bonne Presse, Éditions de la « Documentation Catholique », 1934.

1 T 128	Carte scolaire, révision.	1888-1934
1 T 129	Bibliothèques scolaires.	1860-1940
1 T 130	Maîtresses de couture (1856-1920). Écoles maternelles (1882-1927). Garderies (1903-1927).	1856-1927
1 T 131	Cours d'adultes.	1844-1938

Enseignement technique

1 T 133	Personnel (1921-1940). Administration : circulaires et correspondance (1868-1937).	1868-1937
---------	---	-----------

Enseignement privé

1 T 135	Circulaires et correspondance.	1843-1924
1 T 136	Enseignement secondaire, Annot (1832-1937) ; Les Mées (1889- 1917).	1832-1937
1 T 137	Enseignement primaire, écoles clandestines.	1811-1918
1 T 139	Enseignement primaire de filles, Notre Dame de la Présentation.	1826-1923

Inspection d'Académie

1 T 144	Conseil départemental de l'enseignement primaire : délibérations.	1912-1924
1 T 148	Personnel de l'inspection d'Académie et inspecteurs primaires, traitements : états.	1882-1924
1 T 157-158	Personnel des collèges, traitements : états.	1913-1920
	157, 1913-1916.	
	158, 1917-1920.	
1 T 164	Écoles primaires supérieures, personnel : états.	1822-1928
1 T 165-166	Instituteurs intérimaires et suppléants, traitements : états.	1894-1929
	165, 1894-1917.	

- 165, 1918-1929.
- 1 T 222-236 Instituteurs et institutrices, traitements : registres.
1914-1918
222-224, 1914.
225-227, 1915.
228-230, 1916.
231-233, 1917.
234-236, 1918.
- 1 T 290 Instituteurs et institutrices titulaires, absences : registres.
1915-1920
- 1 T 300 Stagiaires et suppléants, délégations : registres.
1913-1926
- 1 T 303 Instituteurs mobilisés (1915-1918). Principaux et inspecteurs primaires, installation : procès-verbaux (1886-1924). École normale : élèves maîtres (1900-1939).
1886-1939
- 1 T 304 Inspecteurs d'Académie, inspecteurs primaires, personnel de l'inspection : dossiers individuels.
XIX^e-XX^e siècles
- 1 T 305 Directeurs et principaux de collège : dossiers individuels.
XIX^e-XX^e siècles
- 1 T 306-307 Enseignants des collèges : dossiers individuels.
XIX^e-XX^e siècles
306, lettres A à D.
307, lettres E à Z.
- 1 T 308 Lycée de Digne, proviseurs, censeurs, économes, médecins et aumôniers : dossiers individuels.
XIX^e-XX^e siècles
- 1 T 309 Lycée de Digne, professeurs : dossiers individuels.
XIX^e-XX^e siècles
- 1 T 310 Lycée de Digne, répétiteurs : dossiers individuels.
XIX^e-XX^e siècles
- 1 T 311 École normale, directeurs et professeurs ; écoles primaires supérieures et cours complémentaires, professeurs : dossiers individuels.
XIX^e-XX^e siècles
- 1 T 312-350 Instituteurs : dossiers individuels (classement par ordre alphabétique).
XIX^e-XX^e siècles
- 1 T 351 Instituteurs : dossiers individuels (lettre V et W). Correspondance (1844-1917).

1844-1917
1 T 352-419 Professeurs : dossiers individuels (classement par ordre alphabétique).
XIX^e-XX^e siècles

1 T 428 Certificat d'études primaires supérieures, examen : procès-verbaux.
1883-1916

Lycée Gassendi

1 T 437 Examens et bourses.
1912-1940

Collège secondaire de jeunes filles de Digne

1 T 448 Organisation, correspondance générale.
1882-1940

1 T 449 Personnel.
1891-1948

1 T 450 Élèves : états nominatifs.
1910-1936

1 T 451 Examens et bourses.
1911-1940

Collège de garçons de Manosque

1 T 455-456 Correspondance active
1913-1921

455, 1913-1916.

456, 1917-1921.

1 T 457 Personnel : registre (5 cahiers).
1880-1921

1 T 458 Boursiers, nominations : registres (1902-1947). Distributions des prix
(1894-1940).
1894-1947

École de Seyne

1 T 461 Conseil des maîtres : registre des délibérations.
1908-1940

1 T 462 Bourses : notes de service, circulaires.
1906-1940

1 T 463 Élèves : registres matricules et listes annuelles.
1890-1923

1 T 465 Élèves : registres d'appel journalier.
1909-1930

Écoles primaires et maternelles

1 T 466	Beaujeu : registre matricule et registre d'appel journalier.	1886-1940
1 T 467	Digne, école primaire de fille : registres matricules.	1886-1941
1 T 468	Champtercier, école primaire : registres d'appel journalier.	1876-1939
1 T 469	Les Mées : registres matricules et registres d'appel journalier.	1895-1955
1 T 470-471	Forcalquier, école maternelle : registres matricules et registres d'appel journalier.	1888-1939
	470, 1888-1915.	
	471, 1916-1939.	
1 T 474	Mison : registres matricules et registres d'appel.	1909-1939
1 T 480	La Motte-du-Caire, classe enfantine : registres d'appel.	1897-1940
1 T 481	La Motte-du-Caire, école de filles : registres matricules et registres d'appel.	1881-1939
1 T 482	La Motte-du-Caire, école de garçons (1881-1939) et école mixte (1911-1950) : registres matricules et registres d'appel.	1881-1939
1 T 483	La Motte-du-Caire, inventaire du mobilier (1885-1937) ; bibliothèque scolaire, prêts : registres de prêts (1885-1939).	1885-1939
1 T 484	Registres matricules, Clumanc (Bourillon) (1893-1945) ; L'Escale (1890-1949) ; Volonne (1880-1940).	1880-1949

Inspection d'Académie

1 T 485-500	Dossiers des écoles communales (classement par ordre alphabétique).	XIX ^e -XX ^e siècles
1 T 501	Enseignement privé, affaires générales (1880-1940) ; établissements supérieurs (1907-1932) ; écoles clandestines (1905-1933).	1880-1940
1 T 506	École normale de Digne : correspondance.	1904-1930
1 T 509	Brevet de capacité pour l'enseignement primaire, examen : procès-verbaux.	

- 1 T 512 Certificat d'aptitude pédagogique, examen : procès-verbaux. 1911-1920
1885-1940

2 T, culture et sport

Bibliothèque

- 2 T 2 Bibliothèques populaires et communales. 1830-1936
2 T 3 Préfecture, bibliothèque administrative : catalogues. Évêché et grand séminaire, bibliothèques : catalogue et correspondance. 1907-1930

Imprimerie et librairie

- 2 T 5 Presse, publications périodiques : états, correspondance. An XII-1938
2 T 6 Dépôt légal : cahier d'enregistrement des publications, correspondance. 1832-1940

Monuments et arts

- 2 T 8 Monuments historiques et objets d'art, personnel et repli des objets classés : circulaires et correspondance. 1837-1940
2 T 17 Commission départementale des sites, affaires générales et dossiers particuliers. 1904-1939
2 T 18 Musées de Digne, Forcalquier, Moustiers et Riez ; musées divers ; musées abandonnés. 1894-1940

Manifestations et spectacles

- 2 T 19 Sociétés savantes, Athénée de Forcalquier, Société scientifique et littéraire, Académie de Moustiers, Société archéologique de haute Provence. 1860-1940
2 T 23 Sociétés folkloriques et manifestations provençales. 1891-1940
2 T 24 Théâtre (1807-1940). Cinéma (1909-1937). 1807-1940

Série U – Justice

2 U, tribunal criminel, cour d'assises, juridictions d'exception

Cour d'assises

- 2 U 69 Arrêts rendus. 1912-1919
- 2 U 78-79 Dossiers d'instruction. 1914-1918

Conseil de guerre

- 2 U 92 Conseil de guerre de Grenoble : ordonnances de renvois devant les juridictions du département des Basses-Alpes. 1919-1920

3 U 1, tribunal de première instance de Digne

- 3 U 1/121 Jugements civils. 1914-1919

Une source indispensable car y apparaissent d'une part les contentieux avec « l'administration de la guerre » au sujet des réquisitions et les problèmes de la « moralité » d'épouses qui, leurs époux étant éloignés pour des raisons militaires, se sont « livrées à l'inconduite ».

Tel est le cas d'un livreur dignois de vin aux armées (audience du 14 juin 1916). Le tribunal civil condamne l'administration de la guerre à verser au demandeur l'indemnité qui lui est due avec des intérêts. Quant à Loiseau, mobilisé au 7^e génie, il découvre lors d'une permission à Digne en août 1917 que son épouse avait accouché en décembre 1916 d'une fille et qu'elle avait déclaré l'enfant comme étant le sien, ce qui est matériellement impossible car il appartenait à l'armée d'Orient depuis mars 1915. Prisonnier de guerre depuis septembre 1914 alors qu'il combattait avec le 3^e d'infanterie, Magaud vit la même mésaventure, son épouse ayant accouché en septembre 1917 d'une fille. Pons divorce en juin 1919 parce que son épouse a négligé d'entretenir sa fille née d'un précédent couple et qu'elle quittait le domicile conjugal lors de ses retours en permission.

D'autres affaires sont plus curieuses. Professeur de musique, Fabre s'est engagé par écrit (sept lettres entre octobre 1914 et avril 1915) auprès de son amie et alors qu'il est mobilisé « à fournir des aliments... dans le but d'accomplir vis-à-vis d'elle un devoir de conscience et d'affection ». Selon les juges, il doit par conséquent tenir sa promesse car celle-ci, une femme de chambre, a accouché en avril 1915. Fabre est condamné à lui verser une pension.

- 3 U 1/139 Jugements sur requête. 1917-1920

Le registre contient des « avis de décès » de combattants morts au combat ou des « extraits du registre des décès » des hôpitaux. Le procureur Astruc a en effet constaté que les maires transcrivaient sur les registres d'état civil les avis de décès des militaires tués à l'ennemi ou à l'hôpital. Or, ce document est adressé aux maires aux seules fins de prévenir les familles. C'est en effet « l'expédition de l'acte de décès » qui doit être inscrite sur les registres. Par erreur, les maires transcrivaient l'extrait de registres d'hôpitaux, qui ne présentent pas de « caractères d'authenticité ». Le procureur présente donc des requêtes aux juges afin d'annuler ces transcriptions.

3 U 1/147	Jugements déclaratifs de décès.	1917-1918
3 U 1/148	Référés.	1884-1914
3 U 1/235	Cahiers des charges pour la vente aux enchères de biens immobiliers par le tribunal.	1913-1920
3 U 1/244	Répudiations et acceptations de succession.	1890-1939
3 U 1/245	Décisions d'adoption de pupilles de la Nation.	1920-1925
3 U 1/246	Séquestre des biens des ressortissants de puissances ennemies pendant la première guerre mondiale.	1914-1922
3 U 1/344-345	Jugements correctionnels et forestiers.	1914-1920
	344, 1914-1917.	
	345, 1917-1920.	
3 U 1/427-428	Procès-verbaux de gendarmerie.	1913-1923
	427, 1913-1916.	
	428, 1917-1923.	
3 U 1/456	Dossiers d'instruction ayant débouché sur un non-lieu.	1912-1923
3 U 1/471	Délibérations du tribunal.	1905-1944
3 U 1/473	Ordonnances de divorce.	1914-1943

3 U 1/474	Tribunal des pensions militaires.	1931-1940
3 U 1/475	Commission des loyers : audiences de conciliation.	1918-1922
3 U 1/478	Signatures, empreintes.	1910-1924
3 U 1/504	Rapports d'experts, accredits ⁶³ .	1913-1921
3 U 1/530	Accidents du travail.	1913-1920
3 U 1/559 militaires.	Expropriations pour terrains nécessaires à la réalisation de travaux militaires.	1913-1938
3 U 1/561	Expropriation pour restauration des terrains de montagne.	1914-1943
3 U 1/564	Expropriation des terrains et immeubles nécessaires aux équipements et aménagements communaux.	1854-1935
3 U 1/586	Chambre de discipline des notaires, vérification de la comptabilité des notaires : procès-verbaux.	1891-1929
3 U 1/587-593	Dossiers des notaires.	1902-1938
3 U 1/594	Plaintes contre les notaires.	1897-1919
3 U 1/596-600	Dossiers des huissiers.	1823-1918

3 U 2, tribunal de première instance de Forcalquier

3 U 2/3	Registre des délibérations.	1896-1919
---------	-----------------------------	-----------

⁶³ Expression utilisée par les experts judiciaires pour désigner la réunion contradictoire qu'ils organisent avec les parties avant de clore le rapport que le jugement ou l'arrêt qui les a nommés, leur commande de déposer au secrétariat du Tribunal ou à celui de la Cour d'appel, selon le cas. Cette réunion a pour but, d'informer les parties des déclarations qui ont été faites à l'expert, du contenu des documents qu'il a réunis, de les tenir informés des constatations qu'il a pu réaliser et de permettre ainsi, aux parties, de formuler leurs observations qu'on appelle aussi des « dires » (définition proposée par le site « www.dictionnaire-juridique.com »).

3 U 2/7	Personnel du tribunal, traitement : états et correspondance.	1851-1934
3 U 2/8	Prestations de serment des gardes et employés : registre de transcription.	1800-1942
3 U 2/10	Prestations de serment et installations des magistrats : procès-verbaux.	1898-1958
3 U 2/16	Statuts des syndicats et associations.	1893-1940
3 U 2/3	Distributions par contributions.	1872-1938
3 U 2/20	Interrogatoires et interdictions.	An XI-1940
3 U 2/22	Divorces : ordonnances de non-conciliation.	1884-1926
3 U 2/23-25	Jugement de décès de militaires durant la première guerre mondiale.	1916-1931
	23, n° 1-89, juin 1916 à mai 1920.	
	24, n° 90-157, mai à septembre 1920.	
	25, n° 158-271, septembre 1920 à 1931.	
3 U 2/26-27	Pupilles de la Nation : jugements.	XX ^e siècle
	26, n° 1-150.	
	27, n° 151-280.	
3 U 2/28	Jugements relatifs aux demandes d'adoption par la Nation de mineurs.	1918-1940
3 U 2/29	Associations sportives et sociétés de tir : statuts.	1886-1945
3 U 2/30-31	Tribunal des pensions militaires.	1913-1925
	30, jugements et dossiers de 1913, 1914, 1920-1925.	
	31, dossiers.	
3 U 2/56	Jugements civils.	1909-1924
3 U 2/59	Jugements civils, assistance judiciaire.	1900-1942
3 U 2/79-80	Jugements sur requête.	

		1911-1920
	79, 1911-1915.	
	80, 1916-1920.	
3 U 2/113	Qualités des jugements.	
		1914-1921
3 U 2/134	Rapports descriptifs.	
		1881-1944
3 U 2/143	Rapports d'expertise.	
		1904-1920
3 U 2/148	Compagnie d'énergie électrique du littoral méditerranéen, expropriations.	
		1915-1923
3 U 2/154-155		
	Expropriations.	
		1841-1936
	154, 1841-1936	
	155, 1833-1938	
3 U 2/187	Cahiers des charges des ventes.	
		1912-1921
3 U 2/190	Registre des déclarations.	
		1858-1940
3 U 2/217	Ordres.	
		1907-1940
3 U 2/220	Vérifications d'écritures.	
		1807-1938
3 U 2/228	Envois en possession.	
		1907-1926
3 U 2/232	Acceptations et renonciations à successions.	
		1913-1925
3 U 2/239	Cahiers d'enregistrement des pièces à conviction.	
		1850-1954
3 U 2/240	Réhabilitations.	
		1899-1925
3 U 2/276	Jugements correctionnels et forestiers.	
		1911-1919
3 U 2/282	Jugements correctionnels à la requête des parties civiles.	
		1869-1921

3 U 2/320-321	Dossiers de procédure.	1913-1920
	320, 1913-1917.	
	321, 1918-1920.	
3 U 2/326	Procès-verbaux sans suites judiciaires.	1890-1925
3 U 2/327-328	Dossiers des notaires.	1845-1934
	327, Banon, Céreste, Forcalquier et Manosque (1845-1934).	
	328, Peyruis, Revest-du-Bion, Saint-Étienne, Simiane, Volx (1863-1934).	
3 U 2/329	Dossiers des huissiers.	1835-1924
3 U 2/332-334	Procédures correctionnelles : dossiers de non-lieu.	1912-1919
	332, mars 1912-décembre 1914.	
	333, janvier 1915-décembre 1917.	
	334, janvier 1918-août 1919.	
	À noter : sous la cote 333, dans un dossier de procédure ayant abouti à un non-lieu relatif à des lettres anonymes et des menaces.	
3 U 2/340-343	Accidents du travail : dossiers individuels.	1899-1940
	340, A-C.	
	341, D-K.	
	342, L-R.	
	343, S-Z.	
3 U 2/344-345	Accidents du travail : ordonnance de conciliation ou de non-conciliation.	1899-1923
	344, 1899-1915.	
	345, 1916-1923.	

3 U 3, tribunal de première instance de Sisteron

Dans le fonds du tribunal de Sisteron, rien n'a trait au tribunal des pensions militaires.

3 U 3/14	Prestations de serment et installations des magistrats : procès-verbaux.	1868-1921
3 U 3/16	Médecins, pharmaciens, chirurgiens, sages-femmes : registre des diplômes.	1803-1920
3 U 3/17	Retraites ouvrières et paysannes (1914). Commission arbitrale des loyers (1918-1921)	1914-1921
3 U 3/16	Médecins, pharmaciens, chirurgiens, sages-femmes : registre des diplômes.	1803-1920
3 U 3/73	Jugements civils.	1913-1919
3 U 3/78	Actes civils : répertoire.	1884-1926
3 U 3/79	Pupilles de la Nation, jugements d'adoption et de non-adoption : dossiers.	1918-1926
3 U 3/100	Jugements sur requête.	1915-1920
3 U 3/103	Procédures civiles : dossiers.	1843-1921
3 U 3/105	Ordonnances de référés.	1905-1926
3 U 3/112	Rapports d'experts.	1913-1926
3 U 3/116	Enquêtes et contre-enquêtes.	1913-1924
3 U 3/117-118	Jugements sur requête.	1900-1920
	117, 1900-1914.	
	118, 1915-1920.	
3 U 3/199	Cahiers des charges des ventes.	1912-1914
	À noter : en déficit de 1915 à 1918.	
3 U 3/213	Saisies : déclarations des tiers saisis	1793-1916

3 U 3/243	Jugements correctionnels.	1914-1926
3 U 3/283	Gendarmerie : procès-verbaux.	1914-1926
3 U 3/284	Notaires : dossiers.	1750-1935
3 U 3/285	Avoués : dossiers.	1769-1935
3 U 4, tribunal de première instance de Barcelonnette		
3 U 4/10	Tribunal : délibérations.	1799-1919
3 U 4/11	Personnel : magistrats et greffiers.	1851-1932
3 U 4/235-237	Jugements et actes.	1914-1920
	235, 1914-1915.	
	236, 1916-1917.	
	237, 1918-1920.	
3 U 4/251	Registre des dépôts	1892-1923
3 U 4/255	Allocations militaires.	1914-1926
3 U 4/256	Accidents du travail.	1910-1920
3 U 4/272	Loyers, commission arbitrale.	1918
3 U 4/333-334	Ventes : cahiers des charges.	1913-1920
	333, 1913-1914.	
	334, 1917-1920.	
3 U 4/336	Notaires : dossiers.	1837-1918
3 U 4/337	Avoués : dossiers.	1849-19

3 U 4/338	Huissiers : dossiers.	1817-1924
3 U 4/420-421	Jugements correctionnels	1913-1926
	420, 1913-1915.	
	421, 1916-1926.	
3 U 5, tribunal de première instance de Castellane		
3 U 5/2	Tribunal : délibérations.	1831-1926
3 U 5/3	Greffiers : dossiers.	1802-1955
3 U 5/4	Personnel du tribunal, magistrats : dossiers.	1791-1922
3 U 5/5	Prestations de serment.	1879-1926
3 U 5/6	Commissions des employés et fonctionnaires publics : registre (an 8-1926) ; transcriptions des actes, commissions et autres : registre (1864-1926)	1799-1926
3 U 5/68	Jugements sur requêtes et ordonnances.	1912-1918
3 U 5/135-136	Ventes : cahiers des charges.	1912-1926
	135, 1912-1914.	
	136, 1915-1926.	
3 U 5/146	Faillites : cahier d'enregistrement des dépôts de bilan et inventaires.	1895-1922
3 U 5/147	Statuts de sociétés (1838-1926). Marques de fabrique (1857-1920).	1838-1920
3 U 5/155-156	Accidents du travail.	1911-1927
	155, 1911-1919.	
	156, registre (1901-1927) ; demandes en révision de jugement : registre (1907-1926).	
3 U 5/165	Rapports d'expert.	

		1911-1926
3 U 5/178	Actes de dépôts : registre.	
		1889-1923
3 U 5/183	Statistiques judiciaires civiles annuelles.	
		1904-1924
3 U 5/184	Jugements déclaratifs de décès.	
		1917-1919
3 U 5/187	Adoptions de pupilles de la Nation : dossiers.	
		1918-1922
3 U 5/188	Testaments, constats : procès-verbaux.	
		1879-1926
3 U 5/189	Successions, acceptations et renonciations : registres.	
		1802-1926
3 U 5/191	Tribunal des pensions militaires : registres des délibérations.	
		1920-1942
3 U 5/230	Jugements correctionnels.	
		1914-1920
3 U 5/352	Dossiers d'instructions.	
		1913-1919
À noter : lacunes pour les années 1915 et 1917-1918.		
3 U 5/359	Jugements correctionnels à la requête des parties civiles.	
		1851-1923
3 U 5/360	Gendarmerie : procès-verbaux.	
		1903-1926
3 U 5/361	Jugements correctionnels, appels : registres.	
		1826-1925
3 U 5/362	Notaires, chambre de discipline.	
		1890-1925
3 U 5/363	Notaires : créations et suppressions d'offices.	
		1796-1918
3 U 5/368	Avoués, prestations de serments : dossiers.	
		1800-1932
3 U 5/369-371		
	Huissiers d'Annot : dossiers.	
		1837-1936
	369, Annot (1850-1933).	
	370, Castellane (1837-1933), Colmars (1843-1936).	

4 U, justice de paix, tribunaux de simple police

Canton de Castellane

4 U 01/73	Jugements de police et actes.	1913-1917
4 U 01/91	Jugements civils et actes.	1914-1920

Canton de Senez

4 U 01/22	Jugements civils et actes.	1909-1931
4 U 02/23	Jugements de police et actes.	1909-1931
4 U 02/24	Procès-verbaux.	1860-1931

Canton d'Annot

4 U 03/43-44	Jugements de police et actes.	1914-1922
	43, 1914-1917.	
	44, 1918-1922.	
4 U 03/48	Accidents du travail : registre.	1911-1940

Canton de Barrême

4 U 04/11	Jugements civils et de police.	1912-1923
-----------	--------------------------------	-----------

Canton de Saint-André

4 U 05/33	Jugements et actes.	1914-1919
-----------	---------------------	-----------

Canton de Forcalquier

4 U 06/56-58	Jugements et actes.	1913-1919
	56, 1913-1914.	
	57, 1915-1916.	
	58, 1917-1919.	
4 U 06/62	Testaments olographes.	1911-1926

Canton de Reillanne

4 U 07/20-21	Jugements et actes.	1910-1929
	20, 1910-1917.	
	21, 1918-1929.	
4 U 07/25	Jugements de police.	1891-1919
4 U 07/30	Commission cantonale d'assistance : délibérations (1910-1950) ; soutien de famille (1913-1928) ; allocations militaires (1925-1928).	1910-1950
Canton de Valensole		
4 U 08/29	Jugements.	1912-1921
4 U 08/40-41	Jugements de police.	1908-1923
	40, 1908-1916.	
	41, 1917-1923.	
Canton de Digne		
4 U 09/63	Jugements et actes.	1916-1919
Canton du Lauzet		
4 U 10/13-14	Jugements et actes.	1908-1921
	13, 1908-1915.	
	14, 1916-1923.	
Canton de Barcelonnette		
4 U 11/40-41	Jugements et actes.	1913-1919
	40, 1913-1916.	
	41, 1917-1919.	
Canton de Saint-Paul		
4 U 12/21	Jugements et actes.	1910-1919
4 U 12/23	Jugements de police.	1910-1930
4 U 12/25	Commission cantonale d'assistance : délibérations (1914-1930) ; allocations militaires (1926-1927).	1914-1930
Canton de Seyne		

4 U 13/20	Jugements et actes.	1906-1923
Canton de Colmars		
4 U 14/23	Jugements et actes.	1911-1918
Canton de Volonne		
4 U 15/02	Jugements de police.	1900-1919
4 U 15/05	Statuts de société.	1918-1934
Canton de Banon		
4 U 16/62	Jugements et actes.	1912-1914
4 U 16/72	Jugements et actes.	1912-1927
4 U 16/87	Procès-verbaux.	1910-1936
Canton de Manosque		
4 U 19/76-80	Affaires de simple police.	1913-1919
	76, 1913-1914.	
	77, 1915-1916.	
	78, 1916-1917.	
	79, 1917.	
	80, 1918-1919.	
4 U 19/153-157	Affaires civiles.	1914-1918
	153, 1914.	
	154, 1915.	
	155, 1916.	
	156, 1917.	
	157, 1918.	
4 U 19/211-212	Affaires de simple police.	1862-1918
	211, inscription des affaires jugées : répertoire (1862-1932).	
	212, inscription des notes d'audience : registre (1907-1914).	
4 U 19/215	Affaires civiles, enregistrement des actes et jugements : répertoire.	

		1852-1929
4 U 19/227	Accidents du travail : déclarations, certificats.	
		1906-1926
4 U 19/229-231	Commission cantonale des allocations militaires.	
		1914-1924
	229, délibérations (1914-1920).	
	230, dossiers nominatifs (1913-1919).	
	231, dossiers nominatifs (1921-1924).	
4 U 19/233	Jury d'assises, formation des listes par la commission cantonale : états, pièces de procédure.	
		1899-1922
4 U 19/236	Fonctionnement de la justice de paix : circulaires, tableau statistique (1915-1917), dossiers nominatifs, correspondance.	
		1904-1919
Canton de Mézel		
4 U 20/21	Jugements et actes.	
		1910-1929
4 U 20/25	Gendarmerie : procès-verbaux.	
		1905-1927
4 U 20/27	Commission des allocations militaires (1914-1917). Pupilles de la Nation (1917-1918).	
		1914-1918
4 U 20/28	Baux à loyer, déclarations : registre.	
		1916-1923
Canton de la Motte		
4 U 21/15	Plumitif pour l'appel des causes.	
		1898-1926
4 U 21/19	Conseil cantonal, allocations aux soutiens de famille : registre des décisions (1913-1928). Allocations militaires : registre des notifications des décisions de rejet (1926).	
		1913-1926
Canton de Riez		
4 U 22/38-39	Jugements et actes (civils et de police).	
		1910-1924
	38, 1910-1915.	
	39, 1916-1924.	
Canton de Saint-Étienne		
4 U 23/6	Plumitif pour l'appel des causes.	
		1903-1957

4 U 23/7	Inscription des saisies-arrêts sur salaire.	1905-1937
4 U 23/8	Inscription des frais et émoluments du greffier.	1914-1950
4 U 23/9	Juge de paix, nomination : décret présidentiel, notice individuelle de renseignement, bordereaux de transmission.	1912-1919
Canton d'Allos		
4 U 26/1	Jugements et actes.	1914-1940
Canton de Moustiers		
4 U 27/1	Affaires civiles.	1914-1939
Canton de Peyruis		
4 U 28/1	Jugements (civil et de police). Droits de mise au rôle (1899-1944), appositions de scellés.	1899-1944

Série V – Culte (1800-1940)

1 V, préfecture

- 1 V 60 Congrégations religieuses, religieuses étrangères résidant à Segriès (1917-1918), Cisterciennes de l'Immaculée Conception à Reillanne (1901-1924), sœurs de la Doctrine chrétienne de la Sainte Enfance (1841-1938), Franciscaines missionnaires de Marie à Mane (1902-1925).
1841-1938
- 1 V 61 Congrégations religieuses, sœurs de Notre-Dame des Anges à Digne (1868-1938), sœurs de Notre-Dame auxiliaresse de Montpellier à Digne, Manosque et Sisteron (1901-1939), sœurs de Notre-Dame de la Présentation à Entrevaux et Manosque (1844-1923), sœurs de Saint Charles de Lyon à Forcalquier, Banon, Mane et Manosque (1902-1933), sœurs de Saint François d'Assise à Riez (1901-1924), sœurs de Saint Joseph de Gap à Digne et Oraison (1902-1911), sœurs de Saint Joseph de Lyon à Barcelonnette (1912-1913).
1844-1939
- 1 V 62 Congrégations religieuses, sœurs de Saint Martin à Digne (1847-1935), sœurs de Notre-Dame de Grâce de Saint Thomas à Castellane (1861-1922), Trinitaires déchaussées de Sainte Marthe de Marseille à Faucon de Barcelonnette et à Forcalquier (1901-1924), Ursulines à Digne (1826-1914), Trinitaires de Valence à Digne, Riez, Sisteron (1826-1915).
1826-1935
- 1 V 70-72 Cessions aux bureaux de bienfaisance et aux communes.
1906-1914
- 70, arrondissements de Barcelonnette et Castellane.
71, arrondissement de Digne.
72, arrondissements de Forcalquier et Sisteron.
- 1 V 79 Clergé, pensions et allocations.
1905-1936
- 1 V 80 Cultes : articles de presse et correspondance.
1905-1940
- 1 V 81 Églises, désaffectation : demandes.
1909-1938

Série W – Archives contemporaines (1940 et après)

Office national des anciens combattants et victimes de guerre

L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) est l'héritier de trois organismes qui se sont succédé et qui ont, tour à tour, délivré la carte du combattant, dont les exemplaires périmés se retrouvent dans les dossiers individuels des combattants⁶⁴. L'office a aussi en charge les pupilles de la Nation.

Anciens combattants

En général de couleur verte – quelques-uns, rares, sont de la couleur orange –, portant un numéro, le dossier de combattant ouvert par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) contient le formulaire de « demande d'établissement de la carte du combattant », adressé au maire de la commune. Le demandeur joint à son envoi un « certificat provisoire du combattant et une photographie récente et réglementaire, ayant 0,03 x 0,04 ». Le certificat provisoire a été demandé au ministre de la Guerre (formulaire). Le demandeur expose sa situation militaire, ses affectations successives ou ses opérations à l'extérieur, et, si besoin, les dates et lieux des blessures reçues et des évacuations des unités combattantes, ainsi que la date et le lieu de la capture. Lors du renouvellement de la carte, une nouvelle demande est adressée par le combattant.

Ces démarches ne concernent pas que les combattants de 1914-1918 car apparaissent, çà et là, des dossiers de combattants de 1870-1871 ou d'après, voire des combattants de conflits antérieurs à la guerre franco-prussienne. Mais les dossiers, classés par ordre alphabétique (à l'initiale en général), ont été versés par l'ONAC en fonction de la date du décès de combattant. Ainsi, la boîte cotée 17 W 2 contient les dossiers des anciens combattants décédés entre 1963 et 1973, dont les noms commencent de « Ba à Be ». Il y a surtout des combattants de 1914-1918, des périodes antérieures ou postérieures, dont la guerre du Levant en 1919-1920 (Syrie et Liban), la guerre du Rif en 1924 et 1925 en ce qui concerne les troupes françaises (Maroc) et la deuxième guerre mondiale, de 1939-1940, des soldats retenus prisonniers durant la guerre, et des résistants. C'est le cas pour André Jouve, né le 25 octobre 1931 et titulaire, en 1953, des deux cartes, comme René Jouve, né le 16 juillet 1928, les fils du docteur Jouve. Les dossiers portant sur la deuxième guerre mondiale ont été ignorés. La règle du classement par date de décès du combattant – et donc son versement aux Archives départementales – souffre néanmoins quelques exceptions. Ainsi, malgré le décès des combattants, certains dossiers sont restés des archives « vivantes » (« courantes » selon la terminologie archivistique) car ils se sont transformés en « dossiers de veuve ». Bien que Joachim Graillon soit mort en 1938, son dossier contient des pièces datées jusqu'aux années 1980, car sa veuve bénéficie d'une pension de réversion.

Les dossiers de combattants détenus par les Archives départementales ont donné lieu à plusieurs versements en série W. Chaque dossier contenait à l'origine toutes les pièces relatives à la vie du combattant : pièces militaires, demandes d'aides et de secours, certificats d'invalidité, visites de contrôle. En ce qui concerne les premiers versements, cotés de 16 W 1 à 17 W 12, il n'a été conservé que quelques pièces et le premier modèle de la carte du combattant – de couleur verte –, délivrée par l'Office et restituée lors de son renouvellement et parfois une photographie. Quelques rares dossiers sont restés complets, du fait du nombre

⁶⁴ *L'Office national du combattant : ses avantages, comment en profiter ; la carte du combattant : comment l'obtenir*, Paris, éditions de la « Voix du combattant », sans date.

et de l'importance des pièces, pour des raisons médicales ou à cause de contentieux sur le caractère de combattant.

Les dossiers des versements les plus récents, à partir de la cote 89 W 1, sont en revanche plus complets : pièces relatives à l'activité militaire (ou résistante), à la santé, aux aides diverses, à la retraite de combattant. Quant au versement coté 1085 W, il n'a pas donné lieu, semble-t-il, à l'élimination de pièces. Ils seraient donc complets. Enfin, certains dossiers de combattants de 1914-1918 ont été constitués après la deuxième guerre mondiale, au moment de la demande du bénéfice de la retraite de combattant.

Par ailleurs, certaines demandes, ayant fait l'objet de l'ouverture d'un dossier et de la délivrance d'une carte, ont été, après enquête, rejetées. Dans ce cas, la personne perd son statut de combattant et doit restituer sa carte. Pour bénéficier du statut de combattant, il faut en effet un minimum de 90 jours de présence dans une unité combattante, ou avoir été blessé ou prisonnier. Les deux derniers cas dispensent de la « règle des 90 jours ». Ce droit à bénéficier du statut de « combattant » est donc régulièrement vérifié. Sur les dossiers figurent ainsi diverses mentions : « Enquête bureau de liquidation », « Carte et enquête », « Droits confirmés », « Vu, a droit » ou un grand « V », tracé au crayon bleu, en bas à droite sur la première page du dossier... à l'occasion de l'une de ces vérifications, un soldat de 1914-1918 peut se voir retirer sa carte et perdre, ainsi, son statut. Cette mésaventure est arrivée à François Philip en 1950 qui perd ses droits et son carnet de retraite ⁶⁵.

Nombre de cas se rapportent à des combattants de 1870-1871, des années antérieures à 1914 ou à des combattants étrangers naturalisés ensuite français. C'est particulièrement le cas d'Italiens mobilisés qui ont combattu contre l'Autriche et l'Allemagne durant la première guerre mondiale avant de devenir Français – tel Spirito Cometti (n° 10 932). Il y apparaît des exemples rares de Russes, tel Vladimir Idanoff, né en 1895 en Russie, engagé à l'âge de 17 ans dans l'armée russe, sous-lieutenant puis « sous-capitaine » durant la première guerre mondiale, débarquée en 1921 à Constantinople, où il s'engage dans la Légion étrangère pour 5 ans avant d'être réformé pour des raisons de santé. Le cas d'André Legoroff, né le 7 décembre 1891 est similaire, bien que sa demande soit très tardive, ayant été formulée en 1954. Legoroff est venu combattre en France en 1916 dans le corps expéditionnaire russe ⁶⁶.

Lors de la demande de sa carte, l'ancien combattant doit particulièrement veiller à respecter l'ordre de ses prénoms car « la carte du combattant constitue une pièce d'identité » (dossier Coupier, n° de carte 9452). Il fournit à l'administration deux photographies d'identité. Dans un courrier du 30 novembre 1930, il est fait mention des caractéristiques de chaque photographie : « 0.04 x 0.03 x 0.02 de hauteur de visage environ ».

En principe, les combattants de 1914-1918 ont formulé leur demande afin de bénéficier du statut d'ancien combattant dès que cela a été possible, à partir de 1928. Mais certaines demandes sont plus récentes. C'est seulement en 1952 que Denis Goría, né en 1895 à Barles, fait sa demande, une « demande tardive », selon l'expression de l'administration ⁶⁷.

La base de données « 10 000 anciens combattants bas-alpins »

Elle a été constituée en respectant au mieux les recommandations du Service interministériel des Archives de France relatives à la création de la base de données des classes de combattant de la première guerre mondiale en ce qui concerne l'indexation des champs.

Dans la base de données apparaissent les noms et prénoms des combattants, leur date, commune et département de naissance, voire leur pays de naissance quand ils sont nés à l'étranger, leur profession, leur commune, département et pays de résidence (valable en

⁶⁵ 43 W 217, préfecture, cabinet, dossier d'Henri Philip, 1949-1950.

⁶⁶ 1085 W 113, ONAC, dossiers Vladimir Idanoff et Legoroff.

⁶⁷ 1085 W 109, ONAC, dossier Denis Gloria. La demande est faite en vue de l'ouverture d'un dossier de retraite.

particulier pour les « Mexicains »), le chef-lieu de délivrance de la carte de combattant (très massivement Digne), la cote du registre.

La plus grande difficulté a résidé dans les noms de lieu. Dans de nombreux cas, les communes ont fusionné ou ont été rattachées (Chaudon et Norante, Chaudon-Norante), voire associées entre elles sous un nouveau nom (les anciennes communes de Castellet-Saint-Cassien, Montblanc et Villevielle forment depuis 1974 la commune de Val-de-Chalvagne). Parfois, elles ont simplement changé de nom (Digne puis Digne-les-Bains). Une personne, née à Beaudument, réside à Sourribes après 1909 sans avoir changé de domicile. En fonction de la date de délivrance de la carte, les anciens combattants de 1914-1918 résident à Aubenas avant 1934 et à Aubenas-les-Alpes ensuite. Les vérifications ont dû être minutieuses car l'administration a dans quelques cas porté le nom le plus récent de la commune comme lieu de naissance – le nom au moment de la confection de la carte – au lieu de reprendre l'ancienne désignation. En outre, l'usage local veut que la commune de Seyne s'appelle aussi Seyne-les-Alpes. Ces usages sont parfois utiles et ils ont quelquefois précédé la modification des noms de communes, dans les cas d'homonymie. Ainsi, le nom de Saint-Vincent-sur-Jabron est souvent utilisé pour la commune de Saint-Vincent avant le changement officiel en 1920, afin de la différencier de la commune de Saint-Vincent-les-Forts, appelée Saint-Vincent avant son changement officiel de nom en 1923. Ici, nous avons choisi de nous en tenir aux usages d'avant les années 1920, sinon il serait impossible de les différencier⁶⁸. De même, en ce qui concerne Noyers, nous indiquons Noyers-sur-Jabron, comme l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques).

Au total, 9 877 combattants ont été inscrits dans la base de données à partir de leur dossier individuel appartenant au fonds d'archives de l'ONACVG. Les noms des combattants dont les archives ne possèdent pas le dossier ont été ajoutés grâce aux données indiquées dans les cinq registres de délivrances des cartes de combattants, de la carte n° 1 à la carte n° 9822, soit 321 cartes supplémentaires, dont certaines d'ailleurs ont été retirées à leurs titulaires après vérification. Le fait de constituer la base à partir des dossiers individuels a permis d'une part de vérifier la présence physique de la carte dans le dossier mais aussi de tenir compte des informations contenues dans les dossiers (blessures, contentieux, dates de décès) et de savoir pour quels conflits la carte était délivrée, informations qui ne sont évidemment pas indiquées dans les registres de délivrance des cartes. Néanmoins, ces derniers ont été très utiles au moment des vérifications. Une saisie à partir des registres n'aurait pas permis de mentionner la cote archivistique de tous les dossiers, rangés par l'ONACVG en fonction de la date des décès. Or, la base de données a pour vocation d'être d'abord un instrument de recherche afin de pouvoir atteindre les dossiers individuels.

En ce qui concerne la délivrance des cartes, les critères retenus sont le lieu (le plus souvent Digne, aujourd'hui Digne-les-Bains) et l'année de délivrance (à partir de 1928) ainsi que le numéro de la carte. En outre sont indiqués différents cas : celui où la demande a été rejetée avant la délivrance de la carte (« rejet », 106 cartes), celui où la carte a été retirée (« retrait », 286 cartes), celui où elle a été restituée (« retrait puis restitution », lorsque c'est la même carte, 51 cas, ou « restitution » lorsqu'il s'agit d'une nouvelle carte, 43 cas). Il a été aussi indiqué le cas où la demande n'a pas été à son terme et qu'elle n'a pas donné lieu à la délivrance d'une carte (« sans numéro », 79 cas), enfin le cas particulier où un numéro de carte n'a pas été utilisé (« vacant », 12 cas).

En ce qui concerne les combattants, ceux-ci se sont faits délivrer des cartes pour nombre de conflits : à partir de 1864 pour des guerres coloniales, et notamment dans le Levant ou au Maroc principalement dans les années 1920, mais aussi en Algérie (1882), à Madagascar (1883), au Tonkin (1885), ou en raison d'autres conflits (Turquie, 1920). Mais la quasi-

⁶⁸ La commune de Saint-Vincent-les-Forts portait un nom officieux avant son changement officiel de nom, « Saint-Vincent-du-Lauzet ».

totalité des cartes ont été délivrées aux combattants de la première guerre mondiale (indication par « 1914-1918 » dans la base).

Le plus ancien combattant ayant fait la demande de la carte est le tailleur d'habits dignois Jean Cayron. Il a fait la campagne d'Afrique en 1864, puis de 1866 à 1868 ainsi que la guerre de 1870-1871 en tant que zouave de la Garde impériale. Il est originaire d'Entraignes dans le Vaucluse où il est né en 1836.

Au total, il y a 191 combattants de 1870-1871, 172 pour les combats situés entre 1872 et 1913, 9 471 combattants de 1914-1918, 34 de l'entre-deux-guerres (Maroc et Levant), et 143 combattants pour lesquels il n'y a aucune précision quant au conflit (pour lesquels il y a eu 115 retraits de cartes). Le bureau de l'Office des combattants de Digne a reçu 9 404 demandes de cartes de combattant pour la Grande Guerre, dont 99 ont été rejetées et 56 n'ont pas été à leur terme. Par ailleurs : 164 cartes ont été retirées à leurs détenteurs après enquête, 26 cartes ont d'abord été retirées puis restituées, en conservant le même numéro de carte, 39 cartes ont été restituées après avoir été retirées et une nouvelle carte, avec un nouveau numéro, a été délivrée, deux numéros sont restés vacants.

Bien que leurs cartes aient été délivrées par un autre bureau que celui de Digne, 66 combattants de 1914-1918 ont été à un moment gérés par le bureau de Digne après leur installation dans le département. C'est le cas par exemple de réfugiés durant la seconde guerre mondiale ou des rapatriés d'Algérie. Ces cartes ont été délivrées par les offices d'Ajaccio (1 carte), Alger (5), Avignon (7), Belfort (1), Chambéry (1), Cherbourg (1), Colmar (1), Constantine (1), Draguignan (2), Gap (2), Grenoble (1), Lyon (1), Marseille (16), Melun (1), Metz (3), Montpellier (1), Moulins (1), Nancy (1), Nice (2), Oran (1), Paris (7), Saint-Étienne (1), Valence (5), Vesoul (1) et deux cartes par des bureaux non identifiés.

Pour rechercher un dossier de combattant dans les fonds de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, il faut souligner que ceux-ci sont rangés en principe en respectant l'ordre alphabétique. Néanmoins, cet ordre n'est pas intégralement respecté. L'ordre dans lequel les dossiers ont été saisis dans la base de données indique leur position dans la boîte.

Office national des anciens combattants et victimes de guerre

16 W 1-34 Dossiers individuels des anciens combattants des guerres de 1870, 1914 et 1940 décédés avant 1964.

1928-1960

17 W 1-11 Dossiers individuels des anciens combattants décédés entre 1963 et 1973.

1928-1980

Préfecture, bureau des affaires scolaires et culturelles

62 W 101 Dénomination des rues (1941-1963) ; monuments commémoratifs (1941-1967) : rapports, notes, extraits de délibérations, correspondance.

1941-1967

Le deuxième dossier a notamment trait aux monuments aux morts des deux guerres qui sont érigés à partir de la fin de la guerre. Ce mouvement concerne notamment des communes qui n'avaient pas de monuments aux morts, ainsi que celles dont le monument est tellement dégradé qu'il est décidé de le refaire. Dans le cas de

Forcalquier, le monument de la première guerre mondiale est détruit pour être remplacé par un monument des deux guerres. À Clumanc, il n'y avait pas de monument aux morts de la première guerre. Après la deuxième guerre, on décide d'abord de construire un monument pour la première, projet qui se transforme en monument des deux guerres.

Office national des anciens combattants et victimes de guerre

89 W 1-13 Dossiers individuels des anciens combattants décédés avant 1979.
1928-1986

Sous-préfecture de Barcelonnette

1018 W 78 Prostitution.
1913-1953

Office national des anciens combattants et victimes de guerre

1085 W 1-5 Registres d'immatriculation des cartes du combattant, n° 1 à 9 822 (1928-1949) ; registre de contrôle nominatif des militaires morts pour la France (1944-1970).
1928-1970

1, cartes n° 1 à 1736 (20 mai 1928-9 août 1928).

2, cartes n° 1737 à 3540 (11 août 1928-3 mai 1929).

3, cartes n° 3541 à 5627 (3 mai 1929-18 mars 1930).

4, cartes n° 5628 à 7712 (18 mars 1930-11 février 1931).

5, cartes n° 7713 à 9822 (11 février 1931-7 janvier 1949).

1085 W 21 Pupilles de la Nation : dossiers et jugements.
1935-1968

1085 W 23 Pupilles de la Nation : registre matricule des pupilles.
1904-1981

Grand registre où sont énumérés les pupilles de la Nation, suite aux décès de leurs pères, soit au combat, des suites de blessures ou de maladie, y compris après la guerre, ou gravement blessés et mutilés. Les jugements d'adoption des tribunaux civils remontent à mai 1918. Plus de 2 100 noms d'enfant sont inscrits dans ce registre jusqu'en 1939 (des pères sont morts durant l'entre-deux-guerres et des enfants sont nés durant cette période). C'est en application de la loi du 27 juillet 1917 que sont institués les pupilles de la Nation. La France adopte les orphelins dont le père, ou les soutiens de famille, a été tué à l'ennemi ou est mort des suites de blessures ou de maladies du fait de la guerre ⁶⁹.

1085 W 24 Pupilles de la Nation, subventions d'entretien : registre.
1930-1969

⁶⁹ Voir, entre autres, *Pupilles de la Nation ; application de la loi du 27 juillet 1917*, Foix, Impr.-libr. Gadrat aîné, 1924, p. 4 et s.

- 1085 W 28 Délivrance de cartes du combattant : statistiques.
1952-1991
- 1085 W 63 Guerre 1914-1918, attribution d'un pécule aux anciens combattants : circulaires, recensement, demandes, paiement, correspondance.
1959-1964
- 1085 W 64 Guerre 1914-1918, « morts au champ d'honneur » : déclarations par commune, état récapitulatif, registre (1954-1960) ; recensement des prisonniers de la guerre 1914-1918 : déportés internés politiques : instructions, listes des personnes.
1950-1960
- 1085 W 66-151 Dossiers individuels des anciens combattants invalides et veuves de guerre nés avant 1905 (les dates de naissance sont comprises entre 1877-1905).
1928-1986
- 1390 W 13 Anniversaire de la Guerre 1914-1918, hommages aux anciens, recensements communaux, remise de décorations et de diplômes d'honneur, exposition sur la représentation artistique de la guerre : instructions, listes nominatives, coupures de presse, photographies (1991,1994, 1996, 1998, 2000, 2001, 2002), correspondance.
1991-2001
- À noter : remise de diplôme à Madame Rosalie Pellat, doyenne des veuves (2001).

Archives départementales

- 1444 W 44 Service éducatif et action culturelle, exposition « La Grande Guerre et les Basses-Alpes », avril à novembre 1991.
1991

Série X – Assistance et prévoyance sociale

Sous-série 1 X, santé, administration hospitalière

1 X 1	Administration : circulaires, correspondance.	1826-1938
1 X 2	Fixation du prix de la journée des hôpitaux.	1901-1940
1 X 3	Commissions administratives : listes.	1807-1920
1 X 9	Statistiques sanitaires, répartition des décès par causes et par âges.	1910-1926
1 X 15-16	Finances, situation : états et statistiques. 15, 1905-1914. 16, 1915-1921.	1905-1921
1 X 22	Dons et legs : états.	1807-1927
1 X 23	Administration hospitalière, personnel, affaires générales.	An XII-1927
1 X 57	Hôpital de Manosque, legs	1890-1940
1 X 88	Hôpitaux du département : comptes de gestion.	1912-1919

Sous-série 2 X, bureaux de bienfaisance

2 X 101-103	Comptes de gestion. 101, 1914-1915. 102, 1916-1917. 103, 1918.	1914-1918
-------------	---	-----------

Sous-série 3 X, assistance sociale

3 X 1	Service de l'Assistance publique, organisation et personnel : correspondance.	1871-1939
-------	---	-----------

3 X 2	Personnel : dossiers.	1886-1940
3 X 5	Statistiques sanitaires et sociales.	1812-1939
3 X 7	Enfants assistés, inspection : rapports, correspondance ; mobilisation durant la première guerre mondiale : textes et règlements, listes, correspondance.	An X-1939
	<p>À noter : le dossier relatif aux pupilles de l'Assistance publique mobilisés durant la première guerre mondiale contient des textes et règlements, des listes de pupilles mobilisés, des pièces relatives à des aides matérielles, des courriers envoyés par les pupilles (dont certains sont prisonniers) ou adressés aux pupilles mobilisés, etc. Certaines listes évoquent des « Morts pour la France », tels César Brès, né le 3 juin 1895 dans les Bouches-du-Rhône, classe 1915, n° matricule 824 (bureau de Digne), tué le 20 août 1916 lors de combats dans la Somme, et Émile Toussaint Ulysse Aymes, né le 10 avril 1897 à Digne, classe 1917, numéro matricule 710 (bureau de Digne), mort le 14 octobre 1917 des suites de ses blessures à l'ambulance de Beurieux dans l'Aisne. Deux pupilles de l'Assistance ont été titulaires de la carte du combattant : Danton Louis Marin, cultivateur au Brusquet, né le 30 décembre 1895 à Marcoux (carte n° 1186, dossier dans 16 W 20), mort en 1942, ainsi que Charles Auguste Gibert, cultivateur au Brusquet, né le 1^{er} janvier 1889 à Digne (carte n° 7465, dossier dans 1085 W 107).</p>	
3 X 8	Pupilles : états et correspondance.	1826-1935
3 X 10	Enfants assistés, statistiques.	1873-1940
3 X 12	Enfants assistés, comptabilité : états.	1882-1921
3 X 61	Femmes en couches, assistance : statistiques et enquêtes, correspondance.	1913-1940
3 X 62	Familles nombreuses, assistance : registre des allocations par commune, correspondance.	1915-1950
3 X 63-65	Aliénés	1813-1939
	<p>63, circulaires, correspondance (1813-1939). 64, registre nominatif (1907-1931). 65, dépenses : états (1852-1919).</p>	

3 X 66	Sourds-muets et aveugles : circulaires.	1843-1939
3 X 83	Assistance médicale gratuites : circulaires.	1893-1940
3 X 85	Bureaux d'assistance médicale, tarifs pharmaceutiques et radiographiques.	1911-1940
3 X 86	Service de la médecine gratuite : rapports, statistiques et compte moral (1853-1939) ; commission de vérification de l'assistance médicale gratuite : délibérations (1913-1944).	1853-1939
3 X 90	Assistance aux vieillards.	1905-1934
3 X 91	Assistance aux tuberculeux.	1916-1940
3 X 92	Colonies de vacances.	1907-1939
3 X 95-96	Retraites paysannes ouvrières.	1910-1939
	95, instructions, rapports, correspondance (1910-1939).	
	96, assurés : états de situation (1913-1930).	
3 X 97	Service des retraites, personnel, traitements.	1911-1939
3 X 98	Habitations à bon marché : circulaires, correspondance.	1898-1940
3 X 100	Habitations à bon marché, comité départemental de patronage : instructions, rapports, procès-verbaux de réunions, correspondance.	1907-1940

Sous-série 4 X, prévoyance et assurances sociales

4 X 2	Circulaires et correspondance.	1911-1939
4 X 3	Société de secours mutuel des préposés aux Eaux et Forêts des Basses-Alpes.	1916
4 X 13-14	Sociétés de secours : comptes rendus annuels	1910-1924
	13, 1910-1917.	
	14, 1918-1924.	

4 X 17	Caisses d'épargne : circulaires, correspondance.	1901-1940
4 X 25	Caisses d'épargne, situation financières : états récapitulatifs.	1906-1931
4 X 40	Société de secours mutuel des instituteurs des Basses-Alpes.	1896-1940
4 X 41	Société de secours mutuel et de retraite du canton de Volonne.	1911-1936

Série Y – Établissements pénitentiaires (1800-1958)

1 Y 2	Ministère : circulaires et instructions.	1853-1940
1 Y 3	Inspections : rapports.	1833-1929
1 Y 4	Commission de surveillance des prisons : instructions, correspondance (1847-1927) ; commission de surveillance de la prison de Castellane : délibérations (1823-1926) ; commission de surveillance de la prison de Digne : délibérations (1830-1958).	1823-1958
1 Y 5	Enseignement et bibliothèque (1868-1937) ; travail des détenus (1863-1930).	1868-1930
1 Y 6	Personnel : instructions, états, correspondance.	1808-1930
1 Y 16	Condamnés libérés.	1832-1935
1 Y 17	Grâces, propositions (1832-1918) ; condamnés aux travaux forcés et condamnés à mort (1844-1925) ; évasions (1867-1926).	1832-1926
1 Y 20	Jeunes détenus : notices, renseignements, états.	1877-1929
1 Y 21	Finances, comptes et budgets.	1856-1927
1 Y 22	Administration et comptabilité : correspondance.	1849-1925

Maison d'arrêt de Sisteron

1 Y 39	Registre d'écrou des détenus pour dettes.	1887-1926
--------	---	-----------

Maison d'arrêt de Forcalquier

1 Y 54	Registre d'écrou de la maison de correction.	1902-1926
1 Y 58	Registre de transcription des ordres de services.	1913-1917

Maison d'arrêt de Digne

1 Y 89	Registre d'écrou de la maison d'arrêt.	1892-1916
1 Y 90	Registre d'écrou de la maison d'arrêt et de la maison de correction.	1916-1933

Dépôt des prisonniers

1 Y 89	Registre de dépôt des prisonniers transférés par la brigade de gendarmerie de Thoard	1870-1959
--------	--	-----------

Registre où sont énumérés les noms, prénoms, professions, dates et lieux de naissance des personnes concernées, les motifs de leur emprisonnement, leurs « catégories » (prévenus, condamnés...), l'autorité qui a ordonné les transfèvements, leurs dates, les lieux de séjour et de transfert, la nature de l'incarcération, les motifs de la sortie (« libération, évasion, placement dans un lieu hospitalier »), les dates d'entrée et sortie, les signatures des chefs d'escorte à l'entrée et à la sortie, des « observations ». Les premiers prisonniers le sont pour les motifs de défauts de papier, désertion, insoumission, insultes, vol, aliénation mentale... Durant la Première guerre mondiale, les dix arrestations ont lieu pour défaut de carnet anthropométrique (2), vol, violence, insoumission (quatre charbonniers italiens) et pour un triple assassinat (2). Neuf noms de prisonniers de guerre allemands figurent dans ce registre, mais au titre de la Seconde guerre mondiale. Ils ont été arrêtés en mars 1947 parce qu'ils ont été « pris hors de [leur] domicile sans gardien » et sont transférés à Digne au dépôt de prisonniers n° 157.

Série Z – Sous-préfectures (1800-1940)

Cette partie du guide a été rédigée à partir des informations rédigées par M^{me} Sophie Chouial, archiviste, qui depuis 2013 reclasse la série Z.

Seuls les fonds des sous-préfectures de Barcelonnette (1 Z), Castellane (2 Z) et Sisteron (3 Z) ont conservé des pièces qui intéressent la première guerre mondiale. En revanche, il n'y a rien pour les arrondissements de Digne (dans le fonds de la préfecture) et de Forcalquier.

1 Z, sous-préfecture de Barcelonnette

Ce fonds forme un ensemble relativement intéressant sur la Grande Guerre dans l'arrondissement de Barcelonnette. Au-delà des instructions et des circulaires réglementaires, quelques dossiers éclairent plus particulièrement la situation de l'arrondissement. On a ainsi un ensemble statistiques sur les mobilisés, des sous-dossiers relatifs aux sursitaires bas-alpins affectés au fonctionnement des établissements indispensables à l'économie, et notamment dans l'industrie du bois. Les récoltes de l'été 1914, 1915 et 1918 semblent s'être déroulées correctement : la correspondance du préfet et les lettres de remerciements des maires de l'arrondissement l'attestent. Durant l'hiver 1914, après une enquête sur les ressources en peaux de mouton diligentée par le sous-préfet, les femmes se mobilisent pour confectionner des cache-nez à l'usage des soldats. Un peu plus tard, en 1915, une souscription en faveur des Belges est organisée. Un dossier sur l'accueil des jeunes serbes à Jausiers et au collège de Barcelonnette permet de suivre l'itinéraire de certains et les efforts des autorités administratives afin de les accueillir dans des conditions acceptables.

Une fois la guerre terminée, chaque commune dresse un bilan. Listes nominatives, états des « Morts pour la France » mais aussi listes des insoumis et déserteurs sont élaborés à la demande du sous-préfet. Enfin, le thème de la reconstruction est abordé à travers un dossier sur « l'adoption » de la commune d'Ébouleau (Aisne) par l'arrondissement de Barcelonnette. Afin de lui venir en aide, le sous-préfet organise en 1920-1921 une souscription auprès des communes de son ressort.

La sous-préfecture de Barcelonnette est relativement stable pendant la durée de la guerre puisque c'est Sauvaire (Albert, Marie) qui est nommé sous-préfet le 15 juillet 1914. Il sera aussi sous-préfet de Sisteron à partir du 13 juillet 1917. Il est alors remplacé par Giacobbi (Antoine, Félix) qui restera à Barcelonnette jusqu'en 1920.

1 Z 15 Déserteurs italiens (1865-1900). Avis de recherche de suspects (1889-1900 et 1917-1919) et surveillance du courrier : correspondance.

1889-1919

Parmi les courriers, une lettre du préfet de la fin 1917 qui mentionne une lettre interceptée par le Contrôle postal et adressée par un nommé Jean Desdier, déserteur ou insoumis, réfugié au Mexique à Angèle Fabre, domiciliée à Barcelonnette. Le préfet demande au sous-préfet de diligenter une enquête. Il s'avère qu'Angèle Fabre est couturière de la « compagnie de garde des prisonniers allemands de Barcelonnette ». Celle-ci n'est pas suspecte (son mari est au front ainsi que six de ses frères et beaux-frères. En revanche, le frère de Desdier (Joseph Léopold) « paraît également insoumis » (il est au Mexique. Jean Desdier était parti en permission au Mexique et n'en était pas revenu. La plupart des pièces ayant trait aux insoumis résulte de l'activité du Contrôle postal.

1 Z 54 Guerre 1914-1918. Mobilisation, réquisitions, travailleurs agricoles militaires, prisonniers de guerre, militaires décédés, gardes civils, dons matériels aux soldats : instructions, états statistiques, rapport, télégrammes, bulletins individuels, listes, correspondance.

1914-1919

1. Instructions militaires, ministérielles et préfectorales, état d'esprit de la population, statistiques sur les mobilisés, décoration de militaires, situation des Basses-Alpes en 1914-1915 : rapports, télégramme, notes, correspondance (1914-1915).

À noter : *Août 1914-août 1915, Un an de guerre à la préfecture des Basses-Alpes*, rapport au Conseil général dressé par M. Braconnier, secrétaire général, Digne, Imp. Chaspoul, 1915 ; télégramme original de l'ordre de mobilisation ; brouillon du sous-préfet au préfet en date du 15 juillet 1915 sur l'état d'esprit de la population de l'arrondissement. Celle-ci supporte patiemment la dure épreuve. Le sous-préfet évoque la ruine des cultivateurs à cause de la crise mexicaine ; garde des ponts du Faut (Uvernet) et du Pas de la Tour (Le Lauzet) par les habitants en août 1914 et avril 1915 ; un ensemble statistique très intéressant sur les mobilisés : état pour l'arrondissement de Barcelonnette et par commune.

2. Instructions militaires, ministérielles et préfectorales, demandes particulières faites au sous-préfet de Barcelonnette en 1915 (1915-1918).

À noter : une belle lettre d'une habitante de Fours du 7 janvier 1915 (écrite par l'adjoint au maire) qui s'adresse au sous-préfet demandant que son mari ne soit pas en première ligne.

3. Organisation des réquisitions : télégrammes, extrait de délibération, instructions ministérielles et militaires, correspondance (1914-1918).

4. Travailleurs agricoles militaires. Mise à disposition des communes : état numéraire, instructions, correspondance (1915, 1918).

À noter : un bel ensemble de lettres de remerciements émanant des communes qui ont bénéficié de ces travailleurs militaires durant l'été 1915.

5. Prisonniers de guerre (français et allemands), réfugiés, jeunes serbes à Barcelonnette et Jausiers. Accueil, soutien, recherche d'individus : circulaires, correspondance, télégrammes (1914-1917).

À noter dans le sous-dossier « circulaires, correspondance sur les prisonniers de guerre et les réfugiés » :

- lettre circulaire du sous-préfet de Barcelonnette aux maires de l'arrondissement en date du 7 septembre 1914 demandant à ce que toutes les traditions d'humanité de la France soient gardées envers les éventuels prisonniers allemands qui seraient dirigés vers la forteresse de Tournoux. On ne sait pas ensuite s'il y a eu réellement des prisonniers ;

- histoire d'un réfugié belge qui arrive à Barcelonnette par le col de Larche : lettre du sous-préfet au préfet en date du 31 mai 1915, télégramme, lettre de M^{me} Gassier, présidente de la Croix-Rouge à Barcelonnette...

- Journée des prisonniers de guerre des Basses-Alpes organisée le 28 mai 1916, constitution préalable d'un comité départemental de secours aux prisonniers de guerre en septembre 1915 ;
- courrier du commissaire spécial à la direction de la sûreté générale à Paris et au sous-préfet de Barcelonnette en date du 3 mars 1915 au sujet de deux Alsaciens internés au dépôt des prisonniers de guerre de Barcelonnette ;
- 1915 : organisation d'une souscription en faveur des Belges, liste des donateurs de la commune de Larche et instructions préfectorales correspondantes.

6. Militaires décédés. Information du sous-préfet de Barcelonnette : circulaires, correspondance, bulletins individuels (1914-1917).

7. Gardes civiles. Constitution, suppression, règlement des dépenses : arrêté préfectoral, acte d'engagement vierge, instructions préfectorales, télégramme, correspondance (1914-1915).

À noter : un brouillon de courrier du sous-préfet au préfet sur la situation à Barcelonnette en août 1914. Le sous-préfet transmet la demande du maire de Barcelonnette qui expose que les gardes civils sont inutiles et dispendieux car les effectifs de gendarmerie sont toujours au complet dans la ville et celle-ci est calme. Donne en arrière plan une information précieuse sur la situation de la ville au moment de la mobilisation.

8. Dons en nature aux militaires. Régularisation administrative des œuvres de guerre, confection de cache-nez : circulaires, correspondance, liste (1914, 1916).

À noter : une enquête sur les dépôts de peaux de moutons fraîches avec laine en octobre 1914 peut-être en vue de la confection des cache-nez pour les soldats durant l'hiver 1914 par les femmes des associations charitables de l'arrondissement ; les courriers des communes de l'arrondissement informant le sous-préfet du nombre de cache-nez confectionnés (décembre 1914) ; souscription de la commune de La Bréole en faveur des blessés militaires (septembre 1914).

1 Z 55 Guerre 1914-1918. Soldats en sursis, allocations militaires, démobilisation, monuments aux morts, comité départemental des mutilés et des réformés, aides aux communes dévastées.

1914-1923

1. Soldats en sursis dans l'arrondissement de Barcelonnette. Organisation et contrôle, mise en sursis des employés des établissements dont le fonctionnement présente un intérêt économique (meuniers, maréchaux ferrant, boulangers, bourreliers, pharmacien, entrepreneur de battage, ouvrier électricien, entrepreneur des messageries, instituteurs) : instructions de portée générale, correspondance nominative, télégrammes, extrait de délibérations municipales, liste nominative par communes des hommes placés en sursis d'appel (1914-1916).

2. Soldats en sursis dans l'industrie (France et Basses-Alpes). Transmission au sous-préfet de Barcelonnette des soldats en sursis domiciliés dans l'arrondissement (dossiers classés par secteurs d'industrie), soldats renvoyés dans

leurs foyers : bulletins et déclarations individuelles, liste nominative, correspondance (1915-1918).

À noter : soldats en sursis dans l'industrie bas-alpine, arrondissement de Barcelonnette, essentiellement l'industrie du bois.

3. Allocations militaires. Attribution et contrôle : note de service, bulletin individuel, registre des demandes de pécule (1919-1922), circulaires, télégrammes, correspondance, imprimé vierge (1914-1922).

4. Démobilisation. Sursis de secrétaires de mairies, soins gratuits aux victimes de guerre, prêts de chevaux : circulaires, listes, correspondance, télégramme (1919, 1922).

5. Construction de monuments aux morts, acquisition de trophées de guerre, transfert de corps de militaires : état par commune du nombre de tués, disparus, blessés, réformés, insoumis, déserteurs ou morts par suite de blessures (1919), liste nominative des déserteurs et insoumis par commune (1919), listes des « Morts pour la France » (1920), correspondance (1919-1921).

6. Comité départemental des mutilés et des réformés, vote de subventions par les communes de l'arrondissement : extrait de délibération des conseils municipaux, liste, lettre circulaire (1922).

7. Aide aux communes dévastées, organisation d'une souscription au profit de la commune d'Ébouleau (Aisne) : extrait de délibération, état récapitulatif des sommes votées, correspondance (1920-1923).

2 Z, sous-préfecture de Castellane

Deux thématiques illustrent bien l'action du sous-préfet dans l'arrondissement de Castellane : le contrôle de la presse et l'accueil des réfugiés. Le sous-préfet de Castellane, à l'instar de ses homologues, exerce en effet une fonction de censeur pendant toute la durée de la guerre. Il semble avoir pris particulièrement à cœur le contrôle de la presse et de la propagande. En témoigne une collection chronologique très complète de dépêches et télégramme visant à interdire ou au contraire à autoriser la diffusion d'informations dans le *Bulletin des communes*. Le sous-préfet tient aussi des cahiers sur lesquels il note l'état d'esprit de la population et reçoit de diverses personnalités de l'arrondissement des informations à ce sujet.

En ce qui concerne l'accueil des réfugiés dans l'arrondissement, les réponses des maires évoquent en arrière-plan les difficultés matérielles des communes pendant la période de la guerre. Enfin il existait à Annot un camp de concentration austro-allemand. Malheureusement, le dossier ne livre rien sur les conditions de sa création et sur son fonctionnement, ainsi que sur les personnes qui y étaient internées. Les documents conservés évoquent essentiellement la situation de quelques cas particuliers, le personnel administratif du camp et des problèmes de ravitaillement. Pour l'étude du camp d'Annot, il convient de se reporter aux dossiers de la série R (5 R 26-27).

Trois sous-préfets se sont succédé à Castellane durant la guerre : Paul Ourmet (15 juillet 1914-30 novembre 1916) ; Sestier (Jules Gabriel Alfred) (30 novembre 1916-18 avril 1917) semble assurer l'intérim de Paul Ourmet qui est appelé à un autre poste pendant durée de la guerre ; Cayol (Nazaire, Jules, Pierre) du 18 avril 1917 jusqu'en 1920.

2 Z 24 Guerre 1914-1918, débits de boisson.

1913-1917

À noter : arrêté préfectoral en date du 21 juin 1917 visant à surveiller la prostitution dans les lieux ou établissements où elle peut s'exercer ; questionnaire de 1916 envoyé aux communes en vue d'évaluer les répercussions de l'arrêté réglementant la vente des boissons alcoolisées (novembre 1915).

2 Z 96 Mobilisation, organisation : instructions préfectorales et ministérielles, circulaires, télégrammes.

1914-1918

À noter : dans le premier dossier : comme pour l'arrondissement de Barcelonnette, télégramme original de l'ordre de mobilisation.

2 Z 97 Propagande, presse, espionnage, surveillance et contrôle : informations générales, brochures, télégrammes, circulaires, correspondance (1914-1918) ; état d'esprit de la population : cahier, télégramme, correspondance (1915-1918).

1914-1918

À noter : courrier du préfet au sous-préfet de Castellane du 25 avril 1916 lui intimant de surveiller de façon plus étroite la presse de son arrondissement. Collection de télégrammes portant sur le contrôle de la presse entre 1914 et 1918. Courrier du préfet au sous-préfet du 20 janvier 1917 lui rappelant qu'il a le devoir d'inciter à la mise en culture des terres incultes. Lettre de remerciement du général Drude commandant la 15^e région au sous-préfet de Castellane en date du 7 juin 1917 pour l'exercice des fonctions de censeur que ce dernier a exercé. Le cahier consignait les remarques du sous-préfet sur l'état d'esprit de la population est riche de renseignements sur la situation de l'arrondissement pendant la guerre. Diverses lettres d'entrepreneurs, conseiller général, percepteur qui rendent compte au sous-préfet de l'état d'esprit de la population de leur canton..

2 Z 98 Propagande, presse, espionnage, surveillance et contrôle : bulletins des communes de l'arrondissement de Castellane (1914-1915) ; enquête du ministère de la Guerre sur la situation économique de l'arrondissement (1917) ; prévention des raids de zeppelins : recensement des usines hydroélectriques de l'arrondissement, restriction de l'éclairage public (1917-1918).

1914-1918

2 Z 99 Prise en charge et contrôle des individus, accueil de réfugiés dans l'arrondissement de Castellane : instructions, listes, télégrammes, correspondance (1914-1919) ; détention administrative et extradition de déserteurs italiens, recherche de prisonniers évadés : télégramme, correspondance (1916-1917) ; gestion administrative du dépôt des internés austro-allemands d'Annot : enquêtes individuelles, circulaires, télégrammes, correspondance (1917-1918).

1914-1919

2 Z 100 Ravitaillement, fourniture en huile, allumettes, sucre, charbon, essence, pétrole, céréales : enquête, instructions, télégrammes, affiche, ticket de rationnement, procès-verbaux de l'Office départemental des céréales des Basses-Alpes (1917-1918), correspondance ; contrôle du prix des denrées : instructions, affiches, télégrammes, état des prix (1913-1914, 1919-1921).

1913-1921

À noter : registre des délibérations du comité partiel du sucre de l'arrondissement de Castellane (1916-1917). Affiche sur le ravitaillement en charbon (1918). Ticket de pétrole (1918). Procès-verbaux de l'Office départemental des céréales des Basses-Alpes (1917-1918).

2 Z 101 Contrôle des soldats en sursis, dans et hors de l'arrondissement : bulletins et déclarations nominatives, listes nominatives, correspondance ; par canton : demandes de renseignements, correspondance (1917-1918), dans l'agriculture : états, correspondance (1917).

1914-1918

2 Z 102 Allocations militaires, demande d'attribution et contrôle : correspondance sur des demandes de renseignements, circulaires (1914-1920), statistiques des rejets, majorations, affaires diverses (1914-1918) ; demandes d'allocations au titre de soutien de famille : extraits de délibérations, extraits du registre des décisions de conseil cantonal, listes, bulletins de renseignement, correspondance (1914-1916).

1914-1920

2 Z 103 Allocations militaires, gestion : tableaux statistiques et états des bénéficiaires (1914-1920), avis de mutation ; états des enfants bénéficiaires de majoration (1916) ; suppression des allocations : procès-verbaux de gendarmerie, correspondance (1914-1916) ; allocations additionnelles : listes nominatives (sans date).

1914-1920

2 Z 104 Allocations militaires, décisions de la commission d'appel : cahiers des délibérations, cahiers de transmission des certificats d'admission, répertoire des bénéficiaires classés par ordre alphabétique des communes, cahier des hommes en sursis par commune, cahier de décision de la commission d'appel des allocations temporaires, liste des recours admis par la commission supérieure à Paris (1915-1919), cahier des demandes de secours (1911-1919).

1911-1919

À noter : sept cahiers de délibération de la commission d'appel siégeant à Castellane. Le cahier des demandes de secours ne concerne pas les allocations militaires (1911-1919), mais porte sur des secours accordés pour perte de bétail, assistance, sinistres, enfants assistés.

2 Z 105 Soldats blessés ou décédés, soins gratuits aux mutilés de guerre : instructions, correspondance (1917-1922). Monuments aux morts, trophées militaires : correspondance (1922-1925). Entretien aux frais de l'État des sépultures militaires dans les cimetières communaux : enquête, correspondance (1925).

1917-1925

3 Z, sous-préfecture de Sisteron

Le 15 juillet 1914 c'est Julien (Pierre, Alphonse) qui est nommé sous-préfet de l'arrondissement. Mobilisé le 26 septembre 1914, il est remplacé par Léonard Lavaud jusqu'au 13 juillet 1917 puis par Albert Sauvaire, ancien sous-préfet de Barcelonnette, qui restera à Sisteron jusqu'en 1921.

5 Z 10 Organisation de la mobilisation. Mesures à prendre envers les étrangers, garde des voies de communication, exercice des pouvoirs de police par l'autorité militaire, ravitaillement des armées et des places fortes : instructions préfectorales et ministérielles, notes manuscrites, correspondance.

1887-1914

C'est un dossier assez maigre relatif à la préparation de la mobilisation, essentiellement des instructions du préfet du département au sous-préfet accompagnées des circulaires justificatives (1887-1914). Ce dossier était initialement classé avec la sous-préfecture de Forcalquier. Il a donc été reclassé. Deux documents sont plus particulièrement intéressants :

- l'instruction du préfet des Basses-Alpes en date du 6 mars 1914 au sous-préfet de Sisteron au sujet des étrangers se trouvant en France au moment de la mobilisation. Le département est divisé en deux zones A et B et des dispositions particulières sont à appliquer pour les étrangers se trouvant dans ces zones (Allemands, Austro-hongrois, Italiens et étrangers appartenant à des puissances neutres).

- un document daté de 1906 relatif à l'organisation du service du ravitaillement des armées et des places fortes pour les Basses-Alpes.

Série J – Documents entrés par voie extraordinaire

La série J est assez pauvre en ce qui concerne la conservation d'archives privées relatives à la première guerre mondiale. Hormis le fonds Richaud, d'un certain volume et qui concerne autant la période de la guerre où il trouva la mort que les recherches effectuées par un fils, le chanoine Richaud, qui ne connut pas son père, les autres fonds sont réduits à quelques pièces, rangées dans les « pièces isolées et petits fonds ».

1 J 112 Guerre 1914-1918, recueil « La guerre de 1914-1918, souvenirs d'un vieux poilu » et cahier de récapitulation de mes principaux souvenirs, de mes services de guerre comme maire mobilisé », par Sixte Mallet, ancien maire de Mallemoisson.

1966-1966

Sixte Mallet appartient d'abord au 163^e RI engagé sur le front occidental, puis, à partir de mai-juin 1916, au 227^e RI, intégré à l'armée d'Orient.

1 J 113 12^e compagnie du 163^e régiment d'infanterie durant la guerre de 1914-1918 : cahier des rapports (12 février au 15 mai 1916).

1916

Ce cahier appartenait à Camille Reymond, né à Digne en 1892, de la classe 1912, matricule 1073. Le document contient une transcription des notes de service, des emplois du temps, les renforts, des opérations militaires... En 1916, le 163^e RI appartient à la 76^e division d'infanterie, qui compte dans ses rangs le 157^e RI. En 1914, le 163^e RI était caserné à Nice.

1 J 232 Notes de l'abbé Ventre, de Chasteuil, sur l'attitude des prêtres de la région du Verdon engagés dans la guerre de 1914-1918.

1914-1918

Le premier de la liste est l'abbé Antoine André Brun, de Castellane, ordonné prêtre en 1912. Il s'était engagé pour une durée de 3 ans en 1905 à la mairie de Digne « avec faculté de congé après une année de service » dans l'infanterie. Mobilisé au 3^e régiment d'infanterie de Digne, il décéda le 30 septembre 1914 du tétanos à Verdun, suites à trois blessures reçues le 22, alors qu'il était caporal comme l'abbé Bousquet, du 170^e RI, tué le 8 octobre 1915 à Souain dans la Marne. Ce dernier avait obtenu le brevet spécial d'aptitude militaire en juillet 1909. Au total, l'abbé Ventre identifie six prêtres tués (les abbés Brun, Bousquet, Malmont, Autran, Pascal, Nayoly), huit prêtres cités et décorés (les abbés Davignon, Collombon, Roux, Cheilan, Gebelin, Velay, Bourrillon, Pélissier), huit blessés (Collombon déjà cité et les abbés Hugues, Chanterelle, Savornin, Sellier, Donnadiou, Pellat et Marchand).

1 J 251 Guerre 1914-1918, Marie, Natal Queyrel : livret militaire (photocopies), carnet journalier de campagne (photocopies) ; correspondance (photocopies).

1901-1918

1 J 252 Guerre 1914-1918, Laurent James, mort au front en 1918 : dossier de renseignements (photocopies), carnet journalier (photocopies).

- 1914-1918
- 1 J 326 Docteur Julien Romieu, « discours prononcé le 6 septembre 1964 par le docteur Julien Romieu, maire de Digne, vice-président du Conseil général, ancien combattant de la guerre 1914-1918, à l'occasion du 50^e anniversaire de la bataille de la Marne (texte dactylographié).
- 1959-1966
- 1 J 343 Guerre 1914-1918, Paul Isnard, de Mane : papiers militaires (1917-1919), papiers privés (1888-1918), photographies et cartes postales (s.d. circa 1918).
- 1888-1919
- 1 J 372 Amicale des anciens combattants du canton de Riez : registre des membres de l'amicale.
- 1960-1994
- 1 J 373 Guerre 1914-1918, Adèle Journad : lettre expédiée de Mison le 4 avril 1915 évoquant la guerre.
- 1915
- 1 J 401 Guerre 1914-1918, correspondance échangée entre Léonie Barlingue, de Sainte-Tulle, et son époux : lettres et cartes postales, transcriptions. Service des pupilles de la nation : correspondance (6 décembre 1918).
- 1914-1918
- 1 J 406 Augustin Richaud, courriers d'Augustin Richaud adressés à Marie Richaud son épouse : cartes postales, lettres, carte-lettre militaire, carte-lettre civile, photo-carte postale, carte-télégramme, carte franchise militaire, cartes-sonnets. Avis de décès d'Augustin Richaud (1917). Bureau des décorations (1915-1917) : correspondance. Tombe d'Augustin Richaud, correspondance de Jérôme Richaud avec sa mère Marie Richaud relative à la recherche de la tombe : lettres, cartes postales ; permis de visite aux tombes militaires : formulaires vierges de renseignements pour la visite des tombes de militaires morts pour la France ; cimetière militaire de Crouy : cartes postales (1931-1961). Cadre présentant photographie et décorations ; fleurs séchées. Cartes. Brochures : E. Lavis, *La grande guerre 1914-1919* (ex-libris J. Richaud), chanoine Henri Doyen, *Guide du visiteur de la cathédrale de Soissons*, 1958, *Soissons before and during the war*.
- 1915-1981
- 1 J 420 Familles Bund et Jaouen : papiers militaires, civils et professionnels, photographies, messages interzones, médailles et décorations.
- 1888-2001
- 1 J 433 Julien Fruchier : papiers d'identité et papiers militaires, correspondance.
- 1908-1969
- 1 J 447 Service du ravitaillement à Digne durant la première guerre mondiale dirigé par Léon Chauvin : tirage photographique.
- 1918
- 1 J 448 Élie Richaud, boucher à Sisteron : journal de caisse
- 1914-1919

- 1 J 452 Pascal, Joseph Banuls : livret militaire, fascicule de mobilisation, papier de liquidation de pension (27 juillet 1921), photographie.
1914-1939
- 1 J 453 Alfred Poilroux, papiers et objets personnels en rapport avec la première guerre mondiale : photographies, série de cartes postales, brevet de la Médaille militaire par décret du 28 octobre 1938, fourragère de la Croix de guerre, Médaille militaire, carnet de soins gratuits, pensions.
1914-1938
- 1 J 457 Auguste Henri Guende, recueil de copies de papiers militaires (un classeur).
1907-1918
- 1 J 460 Élie Michel : carnet militaire.
1914-1918
- 1 J 470 Guerre 1914-1918 : deux cartes postales sans date, signées Gustave Goin, « Le Credo du Poilu » ; « Le déjeuner improvisé ».
1914-1918
- 1 J 485 Eugène Louis Mariaud, distillateur, mort en 1915 : correspondance, succession, factures, bail de récolte de fleurs de lavande, quatre photographies, un cadre.
1904-1922
- 1 J 496 Guerre 1914-1918, lettres du soldat Edmond Charles Troccaz, né à Volonne, à sa marraine de guerre Mariette Hechquet.
1915-1916
- 1 J 498 Guerre 1914-1918, *Le Journal* n° 8166 du 4 février 1915, « Les atrocités allemandes ; le rapport in extenso de la commission d'enquête » : carnets. *Le Journal*, n° 8166 du 4 février 1915.
1915
- 1 J 516 Désiré Sic : objets relatifs à l'armée et à la guerre.
1914-1918
- 1 J 512 Lagarde-Lévier : dessin aquarellé 22 x 24 cm ; dessins signés A. Lévier : copie (1916) ; cartes postales, image pieuse sur le bas peinte à la main 237^e régiment d'infanterie.
1904-1916
- 1 J 513 Guerre 1914-1918, Gustave Pairotteau soldat au 137^e régiment d'infanterie, carnet de route : copie de la transcription.
1914-1918
- 1 J 515 Guerre 1914-1918 : journal de Claude-Louis Corti, du 157^e régiment d'infanterie.
1914-1918
- 1 J 519 Guerre 1914-1918 : objets religieux de Léon Collombon, prêtre et aumônier au front, né à Mison et mort en 1917 à la guerre.
1914-1917

1 J 521 Guerre 1914-1918 : livret de chansons de la Guerre « Les trésors de Guillaume », répertoire Denalair chanté par Bertier, paroles de Léo Darlis et F. Lapiere, Limoges, édition Léo Darlis, 1918, non paginé, 24 cm.

1918

1 J 525 André Roche : livret militaire classe 1867 ; Cléristin Curnier et Marie-Magdeleine Roche : livret de famille (1911) ; Cléristin Curnier : carte postale, photo de groupe du 10^e bataillon d'artillerie à pied (1910), livret militaire classe 1906. Guerre 1914-1918, Fernand Icard, diplôme « Mort pour la France » (1915).

1867-1915

1 J 547 Guerre 1914-1918, Gustave Demol, né à Valensole : correspondance.

1914-1918

1 J 551 Guerre 1914-1918, Séraphin Tardif (classe 1900) : livret militaire, fascicule de mobilisation.

1914-1928

1 J 552 Guerre 1914-1918, lot de huit vignettes vendues et distribuées à l'occasion de journées commémoratives de la guerre 1914-1918, journée des régions libérées, journée de l'armée d'Afrique et des troupes coloniales, tuberculeux réformés, orphelins de la guerre.

1914-1917

1 J 555 Guerre 1914-1918, *Petit paroissien du soldat avec cantiques et notes*, Paris, Lethielleux, 1914.

1914-1915

À noter : une vignette sur la page de garde représentant le cœur sacré de Jésus. Ex-libris Lebeau 97^e régiment d'infanterie. Artois 1915.

1 J 561 Guerre 1914-1918 : livret militaire de Fernand Nury (1916-1918), diplôme des batailles de Verdun (1917), feuille de déplacement (1919), certificat de bonne conduite (1919), deux extraits de citation, un support cartonné pour les médailles des citations.

1916-1919

1 J 565 Guerre 1914-1918, Charles Calais. Vues de la guerre : dix-huit tirages photographiques sur papier (sans date) ; hôpital de Vichy et Royat, soins médicaux : trois tirages photographiques papier, note du service du docteur Chabert, fiche de blessure ou de maladie d'un train sanitaire (juillet 1916) ; Médaille militaire, remise de la décoration : cinq tirages photographiques sur papier (13 juillet 1916) ; portraits avec décorations : cinq tirages photographiques sur papier (1916-1918) ; Médaille de Verdun, inscription sur le « Livre d'or des soldats de Verdun » et correspondance (1956) ; sergent Calais : ordre conférant la Médaille militaire et la Croix de Guerre avec palme au sergent Calais, articles de presse et journaux relatifs à la Médaille militaire, aux combats des Épargnes et de Verdun (1916-sans date) ; décorations militaires : Médaille militaire, Croix de Guerre avec palme, Médaille de Verdun, insignes divers ; écrits de guerre, « Quinze jours près de l'enfer des Épargnes » avec le 366^e d'infanterie, 1^{er} avril- 1915 : cahiers manuscrits, notes (1916-1917) et cahiers manuscrits des témoignages de l'adjudant Lanterbecq, du caporal Carlier, des soldats Talon, Bizière et Rubby (sans date) ; « Guerre de 1914, notes et souvenirs d'un simple soldat (2^e classe) » par F. Charles Calais (1^{er} octobre 1914-17 janvier 1915) : carnet manuscrit ; théâtre, « La revue sous les Shrapnells, revue de Woëvre et Sel »

par Charles Calais (airs et arrangements musicaux de Léon Daguette, décors de Canqueteau, jouée pour la première fois à Ville en Woëvre le 17 janvier 1915) : cahier manuscrit, tapuscrit de la scène finale, notes, 12 tirages photographiques de la revue (1915) ; « Quelques souvenirs ; campagne de 1914-1916, période d'avril 1915 à janvier 1916 » : manuscrit terminé à Vichy en mars 1916. Coupures de presse : une de *L'Intransigeant* du 4 août 1914, une du *Miroir* du 9 août 1914, *Bulletin des Armées* du 15 au 17 avril 1915 et du 15 novembre 1916, articles divers relatifs à la Grande Guerre. Correspondance : cartes postales.

1914-1956

À noter : les vues de la guerre montrent un cliché de la troupe avec des masques à gaz, deux vues intérieures et deux vues extérieures d'un casernement, une revue des troupes, une vue d'une troupe installée dans un édifice religieux, six vues de troupe en exercice ou au combat, trois vues de bombardement sur une église et une maison, deux vues de Calais.

1 J 566 Guerre 1914-1918, Augustin Chabaud. Correspondance d'Augustin Chabaud avec sa famille et ses amis (14 mai 1915-22 avril 1917) ; pièces diverses : feuille d'expédition pour l'envoi de colis (1917), deux cartes postales adressées à Augustin Chabaud (sans date), calendrier catholique de l'année 1917, première page du carnet de notes d'Augustin Chabaud (1916). Eugène Chabaud, convocation au centre spécial de réforme de Nice (1920).

1914-1920

4 J 14 Fonds Honnorat, ministre et député. Guerre 1914-1918, affaires militaires, ravitaillement, réquisitions, fabrications de guerre ; mobilisation, sursis, permissions, traitement et emploi des prisonniers de guerre ; répartition des réfugiés et rapatriés ; comité de secours aux soldats et aux populations de l'arrondissement de Barcelonnette, orphelins de guerre « les petits Parisiens » reçus à Jausiers. Après-guerre, revente des chevaux et mulets de l'armée, déclassement et revente d'ouvrages et d'engins militaires (projet de loi) ; statistiques sur les mobilisés, emploi des démobilisés, éprouvés de guerre et anciens prisonniers, dons aux associations de mutilés, indemnités et pensions des victimes de guerre (1915-1927). Associations d'anciens combattants, congrès et vœux (1931-1938).

1914-1938

30 J 6 Guerre 1914-1918, dossier constitué par Raymond Collier, alors directeur des Archives départementales ; statistiques sur les pertes humaines des deux guerres mondiales (1954), rationnement : cartes d'alimentation, tickets (pain, sucre, pétrole) (1917-1919) ; préfecture : télégrammes émis et reçus (1914, 1918, 1919), circulaires du préfet (1914-1918), correspondance (1915, 1919) ; sous-préfecture de Barcelonnette, réquisition : télégrammes (1914) ; sous-préfecture de Forcalquier : circulaires (1921-1923) ; emprunts (1917-1920) ; comité national du monument au maréchal Foch, souscription pour l'érection d'un monument (1936) ; Croix-Rouge française : prospectus d'adhésion (s.d.) ; Daniel Paulin Daumas (né le 1^{er} avril à Clumanc, tué le 30 avril 1915 au Bois-Haut, Meuse), Médaille militaire (1920) ; canonnier du Taxis du Poët, du 138^e régiment d'artillerie lourde : citation de son groupe (1919) ; publications diverses (1914-1920).

Contient une « statistique établie en juillet 1954 avec des renseignements fournis par des maires » des morts par commune des deux conflits mondiaux.

1914-1921

Ce dossier mélange des archives publiques et des archives privées, regroupées par Raymond Collier en vue d'une exposition sur la première guerre mondiale.

95 J Familles Exubis, Anselme, Arnaud, André et Josette Exubis née Anselme

1915-1957

95 J 1, demande adressée par Josette Exubis au secrétariat d'État aux Anciens combattants et Victimes de guerre pour des renseignements sur le lieu d'inhumation de ses oncles Antonin et Élie Arnaud, morts durant la première guerre mondiale. Émile Arnaud, fascicule de mobilisation classe 1902, correspondance (1915). Correspondance familiale (1911-1957).

95 J 4, Arnaud Élie, Arnaud Antonin : diplômes « Mort pour la patrie 1914-1919 » offert par l'Union des grandes associations françaises ; Arnaud Marius Élie, Hommage de la nation, 1916.

Série E dépôt – Archives communales déposées

Les archives communales sont particulièrement riches en ce qui concerne divers aspects de la vie militaire et de la guerre : recensement des jeunes pour la conscription, recensement des véhicules et des animaux en vue d'une réquisition par l'autorité militaire... cette liste était non exhaustive. Les archives évoquent autant de la préparation de la guerre que la guerre elle-même et de ses conséquences. Ainsi, des documents ont trait aux sociétés de tir avant 1914 ainsi qu'à l'érection des monuments aux morts dans les années 1920. Ils complètent ainsi les dossiers de la série O relatifs aux monuments aux morts, voire comblent une lacune (Gréoux-les-Bains et Claret).

Mais, d'évidence, c'est tout ce qui concerne la préparation des hommes et des matériels et la mobilisation qui domine dans cette série. Parfois, les communes ont conservé tous les télégrammes qui leur ont été adressés par les autorités civiles durant la guerre. Peu de documents, en revanche, concernent directement la vie des civils durant la guerre, hormis quelques pièces relatives à la mise en place des restrictions, en particulier dans le domaine alimentaire. La commune de Mirabeau a conservé nombre de pièces relatives aux matières premières et aux produits alimentaires.

Des archives portent sur la législation relative aux étrangers et, en particulier, sur la délivrance de la carte d'identité des étrangers.

E DEP 001 AIGLUN

E DEP 001/1 H 1

Conscription, recensement des classes.

1825-1962

E DEP 001/1 H 2

Conscription : liste de tirage au sort (1849-1903), registre de changement de domicile.

1849-1919

E DEP 001/1 S 1

« Le problème des réparations, discours prononcé par Paul Reynaud, député, 1922 » ; « Organiser la paix, discours prononcé par Joseph Reinach à la cérémonie des Jardies devant le monument de Gambetta, 1913 ».

1913-1922

E DEP 001/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et voitures, recensement : listes nominatives.

1876-1929

E DEP 001/2 I 2

Étrangers : registre d'immatriculation.

1893-1922

E DEP 001/2 I 3

Étrangers, réglementation : instructions, liste des changements de résidence.

1917-1938

E DEP 003 ALBIOSC

E DEP 003/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et mules de tout âge, voitures attelées susceptibles d'être requises et voitures automobiles 1^{ère} et 2^e catégories, recensement : registres et listes.

1901-1938

E DEP 006 ALLOS

E DEP 006/1 H 3

Recrutement : registre, correspondance, bulletins individuels des citoyens mobilisables (1789-1875, 1913).

1789-1913

E DEP 006/2 D 14

Télégrammes relatant la situation militaire au quotidien d'août 1914 à février 1916.

1914-1916

E DEP 006/2 H 1

Voitures attelées et véhicules automobiles, chevaux, juments, mules et mulets, recensement et réquisition : registres, tableaux.

1890-1933

E DEP 006/4 H 2

Prisonniers de guerre : listes, avis de disparition.

1916-1918

E DEP 015 AURIBEAU

E DEP 015/026

Chevaux, mulets et voitures, recensement.

1874-1938

E DEP 018 BANON

E DEP 018/1 H 3

Conscription, recensement, classes 1900-1902, 1904-1911, 1926-1928, 1930-1935 : tableaux nominatifs ; dispense de service : dossier de réformé (1913). Société mixte de tir « L'Avenir » : statuts (deux cahiers) et liste des adhérents (1909), résultats de concours (1912), correspondance (1912-1913).

1900-1935

E DEP 018/1 M 1

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection : registre des souscripteurs (1919-1929), état des sommes recueillies et des dépenses prévues (avec nom des artisans et artistes pressentis), reçus (1925-1929).

1919-1929

E DEP 018/6 F 2

Restriction à la consommation : carte individuelle d'alimentation.

1918

E DEP 019 BARCELONNETTE

E DEP 019/1 H 2

Conscription, classes 1913 à 1968 : listes et tableaux nominatifs, instructions, bulletins individuels de signalement, extraits d'actes d'état civil, correspondance, affiches relatifs au recrutement.

1913-1968

E DEP 019/2 H 3

Garnison et casernements. Bataillon d'infanterie, bataillon de chasseurs alpins, peloton de la garde républicaine, gendarmerie : extraits de registres des délibérations du conseil municipal, listes de pétitionnaires, correspondance (1872-1961) ; frais de casernement : arrêtés ministériels, correspondance (1903-1931). Réhabilitation ou construction de locaux : rapports, conventions de travaux, pièces comptables, correspondance (1791-1939).

1791-1961

E DEP 019/2 H 4

Contrôle du champ de tir : cartes, états descriptifs des armes et des exercices, correspondance.

1913-1937

E DEP 019/ Étrangers, immatriculation : registre.

1912-1936

2 I 6, 1912-1917.

2 I 7, 1917-1936.

E DEP 019/2 I 8

Étrangers, inscription des arrivées et des départs : registres.

1871-1938

E DEP 019/2 I 10

Étrangers, demande de cartes d'identité : circulaire, liste nominative, correspondance.

1896-1947

E DEP 019/4 H 2

Guerre 1914-1918. Prévention de l'espionnage : correspondance (1914). Hommage à la Grande-Bretagne : correspondance (1923). Entretien des sépultures en déshérence de victimes civiles et militaires : circulaire (1925). Œuvres de guerre et mouvement pour la Paix : correspondance (1920-1936).

1914-1936

À noter : une association « Pour supprimer ce crime : la guerre ».

E DEP 020 BARLES

E DEP 020/1 H 1

Conscription : listes d'émargement des classes (1816-1887) ; recensement des jeunes gens : tableaux (1816-1940) ; fils d'étranger (1917) ; affiches du tableau de recensement (1836-1873) ; répartition de l'emplacement des troupes de l'armée française (1890-1901).

1816-1940

E DEP 020/1 M 1

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection.

1920-1922

E DEP 020/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et mules de tout âge (1874-1928), chevaux (1877-1912), recensement et classement : registres et listes.

1874-1928

E DEP 020/2 H 3

Contribuables mobilisés : listes.

1914-1916

E DEP 020/2 I 2

Étrangers : registre d'immatriculation.

1908-1916

E DEP 026 BELLAFFAIRE

E DEP 026/1 H 1

Conscription, recensement des classes 1855 à 1866, 1876-1878, 1880-1885, 1890-1897, 1913-1915 : tableaux nominatifs ; exemptés et réformés : correspondance (1865-1868, 1885). Recrutement : instructions et correspondance (1863-1916).

1855-1916

E DEP 026/1 I 1

Prostitution : arrêté préfectoral.

1915

E DEP 026/2 H 1

Chevaux, juments, mulets, mules, voitures attelées ou non attelées, véhicules automobiles existant dans la commune et susceptibles d'être réquisitionnés, recensement et classement : tableaux, registres, listes, états d'indemnisation, tableaux statistiques.

1876-1915

E DEP 026/2 I 1

Étrangers : cartes de séjour : circulaires préfectorales, avis de déplacement, correspondance (1916).

1916

E DEP 026/4 H 1

Guerre 1914-1918 : instructions ministérielles et préfectorales, télégrammes, ordres de réquisition de denrées, correspondance relative aux œuvres de guerre.

1912-1916

E DEP 027 BEVONS

E DEP 027/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableau et liste.

1824-1941

E DEP 027/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et mules, recensement : liste, registre et tableau.

1907-1940

E DEP 027/5 Q 1

Soins médicaux chirurgicaux et pharmaceutiques aux mutilés et réformés de la guerre : liste.

1926-1928

E DEP 038 CARNIOL

E DEP 038/009

Étrangers.

1888-1928

E DEP 042 CASTELLET-LÈS-SAUSSES

E DEP 042/1 H 2

Recensements des classes 1872, 1887-1888, 1890-1891, 1893, 1900, 1902-1904, 1906, 1908-1912, 1915-1917, 1919-1920 : tableaux nominatifs et avis d'inscription.

1872-1920

E DEP 042/2 H 2

Chevaux, juments, mulets, mules, véhicules hippomobiles, véhicules automobiles, recensement, classement, réquisition : registres, tableaux, états numériques, feuilles individuelles de déclaration, listes nominatives des propriétaires.

1877-1938

E DEP 042/2 I 1

Étrangers, immatriculation : registres.

1897-1932

E DEP 045 CÉRESTE

E DEP 045/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableau.

1816-1966

E DEP 045/1 H 2

Tableau d'honneur des enfants de la commune de Céreste morts pour la patrie et des citations à l'ordre du jour (1914-1918) ; journal des anciens combattants (juin 1919) ; amicale des démobilisés (1919, 1921).

1914-1921

E DEP 045/2 H 1

Chevaux, juments et mules (1917-1936), voitures susceptibles d'être requises (1915), recensement et classement : registres et tableaux.

1915-1936

E DEP 045/2 I 1

Étrangers, registre d'immatriculation.

1910-1920

E DEP 046 LE CHAFFAUT

E DEP 046/1 M 1

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection.

1919-1921

E DEP 046/2 H 1
Voitures susceptibles d'être requises, recensement : registre.
1886-1925

E DEP 046/2 H 3
Chevaux, juments, mulets et mules de tout âge, recensement : registre (1913-1939) ; classement : tableaux (1918-1931) ; certificat de réforme (1918).
1913-1939

E DEP 046/6 F 1
Mesures prises durant les hostilités.
1918-1955

E DEP 048 CHASTEUIL

E DEP 048/010
Chevaux et voitures : tableaux.
1874-1935

E DEP 051 CHATEAUNEUF-MIRAVAIL

E DEP 051/1 H 1
Conscription, recensement des jeunes gens (1814, 1826-1902, 1913, 1915) : tableaux ; armée territoriale, recensement des classes de 1855 à 1866 : tableaux ; bulletins portant avis de décès des classes 1872 à 1897, 1899, 1901 et 1910.
1814-1915

E DEP 054 CHATEAUREDON

E DEP 054/015
Chevaux, mulets et voitures, recensement.
1878-1933

E DEP 054/016
Conscription, recensement des classes de 1842 à 1966.
1842-1966

E DEP 058 CLARET

E DEP 058/046
Chevaux, mulets, et voitures, recensement.
1883-1932

E DEP 058/047

Conscription, recensement des classes de 1861 à 1963 : tableaux.

1861-1963

E DEP 058/048

Étrangers.

1888-1946

E DEP 058/052

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection.

1922

E DEP 060 LA COLLE-SAINT-MICHEL

E DEP 060/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableau communal (1870, 1872, 1874, 1880, 1886, 1887, 1890, 1892, 1894, 1896, 1899, 1903) ; recensement des hommes faisant partie de l'armée territoriale des classes 1855 à 1866.

1855-1903

E DEP 060/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et mules de tout âge, recensement, classement et réquisition : registre, tableaux, listes (1874, 1877-1878, 1884, 1886-1887, 1890-1905, 1907-1908).

1874-1908

E DEP 060/2 H 3

Logement des officiers et sous-officiers : convention (1912) ; guerre 1914-1918, « Morts pour la Patrie » (affiche).

1912-1919

E DEP 061 COLMARS

E DEP 061/1 H 2

Conscription, recensement des classes 1830-1856, 1858-1867, 1869, 1872, 1875-1877, 1879-1880, 1883-1888, 1891-1921 : tableaux nominatifs, correspondance d'origine préfectorale ; tirage au sort : états nominatifs, bulletins du contingentement cantonal, extraits de registres matricules ; conseil de révision : listes d'émargement ; réformés et exemptés : correspondance (1821-1881) ; recrutement : correspondance (1829-1961).

1821-1961

E DEP 061/1 M 1

Infrastructure défensive et militaire, enceinte (fortifications et glacis) : procès-verbaux d'affermage, rapport devant la Chambre en faveur du déclassement de la place stratégique (1921), arrêté de classement au titre des monuments historiques (1923), plans, devis de restauration, correspondance (1905-1952).

1905-1952

E DEP 061/1 S 3

Journées nationales du 8-Mai et du 11-Novembre « Portez le Bleuet de France, emblème du combattant et des victimes de guerre » : sept affiches.

1955

E DEP 061/2 H 4

Logement des troupes chez l'habitant : avis de passage, certificats d'hébergement, états numériques des troupes hébergées, listes nominatives des hôtes, relevés d'indemnisation, correspondance.

1791-1914

E DEP 061/2 H 6

Chevaux, juments, mulets, mules, voitures attelées et non attelées, véhicules automobiles existant dans la commune et susceptibles d'être réquisitionnés, recensement, classement et réquisition : registres, tableaux, souches de déclaration de possession et reçus de certificats d'inaptitude, listes nominatives de propriétaires.

1874-1943

E DEP 061/4 H 2

Guerre 1914-1918 : télégrammes reçus (29 septembre-18 décembre 1915), liste de réfugiés français, belges ou serbes (1917).

1915-1917

E DEP 068 DAUPHIN

E DEP 068/4 H 1

Guerre 1914-1914 : cinq cahiers d'enregistrement de télégrammes et de faits de guerre ; ordre de réquisitions, état de répartition.

1914-1917

E DEP 073 ENCHASTRAYES

E DEP 073/1 H 1

Conscription, recensement des classes 1863-1865, 1867-1869, 1871-1877, 1882-1890, 1892, 1895, 1897-1898, 1899-1901, 1903-1916, 1919-1935 : tableaux nominatifs, listes d'émargement, listes des ajournés

1863-1935

E DEP 073/1 M 1

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection : extrait de registre des délibérations du conseil municipal (1921).

À noter : photographie d'un monument aux morts des Français revenus du Mexique pour défendre la France (s.d.).

1884-1921

E DEP 073/2 H 1

Cantonnement et réquisitions : états numériques et nominatifs des hôtes.

1915-1916

E DEP 073/2 H 3

Chevaux, juments, mulets, mules, véhicules hippomobiles, véhicules automobiles, motocyclettes, recensement, classement et réquisition : registres de déclaration, listes, tableaux, états numériques, listes nominatives de propriétaires, fiches individuelles de déclaration.

1881-1938

À noter : tableau illustré des catégories de véhicules et de bâts devant être recensés (s.d.).

E DEP 073/2 I 1

Étrangers, permis de séjour : liste nominative

1916

E DEP 074 ENTRAGES

E DEP 074/1 H 2

Conscription, recensement des jeunes gens : tableaux, affiches, listes, 1878-1882, 1884-1889, 1890-1891, 1893-1894, 1900, 1903-1904, 1908-1911, 1920.

1878-1920

E DEP 076 ENTREVAUX

E DEP 076/1H03

Société de préparation et de perfectionnement militaire, fondation : statuts, listes des membres, affiliation à l'Union française des sociétés de tir, agrément ministériel, dépôt des statuts à la sous-préfecture ; carnets des S.A.G. ; comité départemental de l'Union des sociétés de tir : correspondance ; armes, acquisition et entretien : factures, correspondance, notice d'utilisation, avis d'expédition ; documentation : fonctionnement du brevet d'aptitude militaire, revue *Le Tir national*.

1908-1914

E DEP 076/1 M 9

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, souscription, subvention, commande, érection, inauguration : correspondance, bons de souscription, registre du trésorier du comité pour l'érection du monument, publicités, devis, plans et croquis, documentation, liste des morts à inscrire, invitation et programmes des manifestations commémoratives, registre des délibérations du comité.

1918-1921

E DEP 076/2 I 1

Étrangers : demandes de naturalisation.

1908-1961

E DEP 076/2 I 2

Étrangers, enregistrement : listes nominatives.

1914-1960

E DEP 076/5 Q 2

Orphelins de la guerre : correspondance de Joseph Miquelis.

1917-1919

E DEP 077 ENTREVENNES

E DEP 077/1 H 1

Conscription, recensement des classes 1812 à 1889 (broché), 1907, 1909-1918, 1922, 1924-1926, 1930-1936, 1938-1940, 1945-1951, 1953-1961 : tableaux nominatifs, listes de tirage au sort, listes d'émargement, fiches individuelles de signalisation. Exemptés et réformés : correspondance (1811-1919). Insoumis et réfractaires : bulletins de signalisation, correspondance (1813-1919). Engagé volontaire Théodore Garcin : certificats (1910). Recrutement, instructions, circulaires et correspondance (1812-1960).

1791-1960

E DEP 077/1 I 1

Paix franco-allemande et hommage aux poilus : circulaires, affiches, insignes, documentation.

1890-1977

E DEP 077/1 M 1

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection : décret présidentiel, circulaire ministérielle, devis estimatif.

1920-1921

E DEP 077/2 H 2

Chevaux, juments, mulets, mules, voitures attelées et non attelées, véhicules automobiles, motocyclettes existant dans la commune et susceptibles d'être réquisitionnés, recensement, classement et réquisition : instructions, registres, tableaux, états numériques, feuilles individuelles de déclaration, listes nominatives et fiches individuelles de propriétaires.

1874-1940

E DEP 077/4 H 2

Première et seconde guerres mondiales, opérations armées, contrôle de la circulation et des transmissions postales aux réfugiés, aux prisonniers et aux œuvres de guerre : instructions, correspondance ; conférence publique sur la guerre de Jules Proal, association syndicale professionnelle des journalistes républicains : affiche.

XX^e siècle

E DEP 077/2 I 2

Étrangers : instructions, extrait de registre d'immatriculation, registre des visas, correspondance.

1870-1937

E DEP 077/6 F 1

Rationnement, titres d'alimentation et de consommation divers : circulaire, arrêtés, listes de bénéficiaires, bulletins individuels de déclaration, bordereaux d'envoi ou de décompte d'attribution communale (1917-1919).
Fournitures aux agriculteurs : correspondance (1916-1918).

1917-1919

E DEP 083 ESPINOUSE

E DEP 083/1 H 1

Affaires militaires : correspondance.

1848-1916

E DEP 083/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et mules, recensement, classement et réquisition : registres (1899-1927), listes (1878-1922), tableaux (1874-1895);
Chevaux, juments, mulets et mules de tout âge, véhicules hippomobiles et bâts : registres (1877-1939).

1874-1939

E DEP 083/2 H 2

Voitures ou non attelées aptes au service de l'armée, réquisition et classement : tableaux (1877-1925); voitures susceptibles d'être requises, recensement : registres (1880, 1907-1920).

1877-1925

E DEP 084 ESTOUBLON

E DEP 084/1 H 3

Conscription, tirage des jeunes gens de la classe 1858-1859 : listes, livrets militaires de Bayle Désiré classe 1876, Béraud Auguste classe 1880 et Arnoux Gaston classe 1913 ; liquidation de pension : avis de décès (1915, 1917-1918).

1858-1918

E DEP 084/1 I 3

Police locale, commémoration du 11-Novembre (1950) ; exhumation et transfert des militaires morts pour la France (1922) ; insoumis, plaintes, délits et surveillance : correspondance (1917-1951).

1922-1951

E DEP 084/4 H 4

Guerre 1914-1918, Croix de guerre et Médaille militaire, attribution : note de service, ordre ; décès : transcription d'actes.

1918-1921

E DEP 085 FAUCON-DU-CAIRE

E DEP 085/1 H 1

Conscription, recensement des classes 1829 à 1962 : tableaux nominatifs ; tirage au sort : listes d'emargement. Instructions et correspondance relatives au recrutement (1883-1967) ; registre d'avis de décès d'hommes mobilisables (1895-1896).

1829-1967

E DEP 085/2 H 1

Chevaux, juments, mulets, mules, voitures attelées et non attelées, véhicules automobiles, motocyclettes existant dans la commune et susceptibles d'être réquisitionnés : registres et fiches individuelles de déclaration, listes, tableaux de classement, états numériques, affiches, instructions et circulaires.

1874-1940

E DEP 085/2 I 1

Étrangers, recensement et contrôle : décret présidentiel, circulaires préfectorales, registres d'immatriculation.

1893-1967

E DEP 089 FOURS

E DEP 089/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableaux, listes.

1895-1962

E DEP 089/2 I 1

Étrangers, immatriculation : cinq registres.

1901-1922

E DEP 094 GRÉOUX-LES-BAINS

E DEP 094/1 H 3

Conscription, recensement des jeunes gens : tableaux nominatifs (1816-1945). Instructions, affiches et correspondance relatives au recrutement (1883-1952).

1816-1952

E DEP 094/1 H 5

Fonctionnement interne à l'armée : instructions, feuilles de route, livrets d'appelés, avis de décès, correspondance.

1897-1957

E DEP 094/1 M 1

Monuments commémoratifs : correspondance, prospectus.

1904-1946

E DEP 094/2 G 1

- Emprunt de la Défense nationale : correspondance (1917, 1925).
Contribution volontaire pour le relèvement du pays : correspondance (1926).
1917-1926
- E DEP 094/2 H 1
Chevaux, juments, mules et mulets : registres, listes et tableaux.
1874-1939
- E DEP 094/2 H 2
Voitures attelées et véhicules automobiles susceptibles d'être réquisitionnés, recensement : registres de déclarations et classement.
1877-1934
- E DEP 094/2 H 3
Logement et fournitures aux troupes : instructions, listes nominatives d'hôtes et de fournisseurs, états statistiques, bulletins de réquisitions, pièces comptables, correspondance.
1900-1944
- E DEP 094/4 F 1
Ravitaillement civil. Réquisition, circulation et distribution des denrées : arrêtés, instructions, listes nominatives et bulletins de déclaration individuelle de producteurs, minutes juridictionnelles, correspondance (1914-1952). Contribution des producteurs en nature : arrêtés préfectoraux, instructions, bulletins de livraison, listes de fournisseurs (1917-1947).
1914-1952
- E DEP 094/4 H 1
Guerre 1914-1918, faits de guerre, œuvres de guerre, réfugiés, prisonniers, sécurité civile et police.
1912-1927
- E DEP 094/5 Q 1
Pensions militaires : bulletins signalétiques, correspondance, affiche (1901-1957). Allocations militaires, pécules et soutien aux familles : circulaires, listes nominatives, bulletins signalétiques, correspondance (1900-1952). Aide et soins aux mutilés et réformés de la guerre : listes nominatives, bulletins signalétiques, correspondance, documentation (1914-1959).
1900-1959
- E DEP 094/5 Q 6
Pupilles de la nation : correspondance nominative (1929-1952).
1929-1952

E DEP 082 LA BÂTIE

E DEP 082/010

Étrangers (1892-1941). Chevaux, mulets et voitures (1912-1940).

1892-1941

E DEP 118 MELVE

E DEP 118/1 H 1

Conscription, recensement des classes : tableaux 1849-1975.

1849-1975

E DEP 118/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et voitures : listes nominatives.

1880-1939

E DEP 118/2 H 2

Chevaux, juments, mulets et voitures, réquisition : tableaux.

1905-1926

E DEP 122 MIRABEAU

E DEP 122/1 H 1

Conscription, recensement des classes : tableaux nominatifs (1830-1960), listes de triage (1854-1902), listes d'émargement (1854-1888), tableau des hommes appelés à faire partie de l'armée territoriale (1855-1866), correspondance (1913).

1830-1960

E DEP 122/1 H 2

Mobilisation : affiches.

1909-1935

E DEP 122/1 H 3

Soutiens de famille : états nominatifs, instruction préfectorale, correspondance (1837-1925). Hommes mobilisables, décès : registres à souche (1883-1939).

1837-1939

E DEP 122/2 H 2

Voitures attelées et véhicules automobiles, recensement : registres de déclaration et de recensement, tableaux de classement (1877, 1878, 1880, 1881, 1884, 1886, 1887, 1890, 1893, 1895, 1899, 1902, 1905, 1908, 1911-1921).

1877-1921

E DEP 122/2 I 1

Étrangers, délivrance des cartes d'identité : demandes, registres d'inscription, décrets, correspondance.

1917-1933

E DEP 122/4 H 1

Guerre 1914-1918, réfugiés français et belges : listes, circulaires, correspondance ; décès de soldats : correspondance, certificats, avis de décès.

1914-1918

À noter : Visite des régions envahies par la délégation du conseil général des Basses-Alpes.

E DEP 122/5 Q 3

Pupilles de la nation et orphelins de guerre : notices, instructions, affiche, formalités à remplir (1916-1921). Réservistes et territoriaux : instructions, correspondance, secours (1903-1904).

1903-1921

E DEP 122/6 F 2

Déclaration des stocks. Fourrage : état de répartition, avis individuel pour extrait de l'état de répartition (1917-1918), instructions militaires, correspondance, ordres de réquisition, listes des prestataires réquisitionnés (1917-1918), souches de réquisition (1918). Laine : instructions militaires (1918-1919), ordres de réquisition (1918), correspondance (1918). Peaux : ordres de réquisition (1918). Sucre : arrêté réglementant la vente et la consommation du sucre (19 janvier 1917), instructions préfectorales relatives à la répartition et aux carnets de sucre (1917-1918), carnets de sucre (1917), correspondance (1917-1919), registre de déclaration (1917), arrêté de modification à la taxation de la vente au détail du sucre (23 octobre 1918). Céréales : instructions préfectorales (1915-1918), correspondance (s.d.), déclarations individuelles de récoltes (1917), arrêté portant règlement d'exécution des battages et volants individuels pour la campagne 1944, service du ravitaillement (1915). Pétrole : instructions préfectorales (1918). Pommes de terre : instructions préfectorales (1917-1918), correspondance et instructions militaires (1917-1918), certificat, demande de permis d'expédition (1917), enregistrement de certificats (1918), ordres de réquisition (1917). Bétail : recensement (1918), instruction préfectorale (1918), tableau récapitulatif communal (1918).

1915-1919

À noter : certificats pour détachement temporaire aux travaux agricoles de militaires en service dans les régions (1919).

E DEP 123 MISON

E DEP 123/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableaux.

1827-1949

- E DEP 123/1 Q 4
Soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques aux mutilés et réformés de guerre : liste.
1919-1928
- E DEP 123/2 H 1
Chevaux, juments, mulets et voitures : listes nominatives.
1874-1942
- E DEP 123/2 H 2
Voitures attelées, recensement : registre.
1877-1927
- E DEP 123/2 I 1
Étrangers : inscription et état nominatif.
1888-1948
- E DEP 123/4 H 2
Réquisitions militaires : états nominatifs.
1914-1915

E DEP 130 MONTLAUX

- E DEP 130/1 H 1
Conscription, recensement des classes : tableaux nominatifs (1866-1970) ; recensement des fils d'étrangers : tableau nominatif (1917) ; soutien de famille : déclaration du maire (1874, 1882). Réserve de l'armée active et réserve de l'armée territoriale : livret individuel d'Émile Laurent Andrieu (1869). Guerre 1914-1918, soldats « Morts pour la France » : actes, correspondance (1916-1917).
1866-1917
- E DEP 130/2 H 1
Animaux susceptibles d'être réquisitionnés par l'armée, recensement : registres de déclarations, tableaux de classement, listes et registres, états numériques.
1883-1940
- E DEP 130/2 H 2
Voitures attelées et véhicules automobiles, recensement : registres de déclarations, tableaux de classement, avis nominatifs de classement, listes et registres, relevés numériques.
1889-1933

E DEP 130/B 1

Guerre 1914-1918, ressources alimentaires, ravitaillement de la population : circulaire officielle ; culture du blé de Manitoba : circulaire officielle (1916) ; circulation des personnes : circulaire officielle sur la main d'œuvre coloniale et étrangère, cartes d'identité et de circulation, passeport pour les soldats italiens, passeports pour l'Italie (1916).

1914-1918

E DEP 131 MONTPEZAT

E DEP 131/013

Chevaux, mulets et voitures, recensement.

1874-1939

E DEP 132 MONTSALIER

E DEP 132/008

Étrangers.

1916-1939

E DEP 132/012

Chevaux, mulets et voitures, recensement : tableaux.

1874-1939

E DEP 134 LA MOTTE-DU-CAIRE

E DEP 134/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et voitures, recensement : registre de déclaration, tableau de classement, (1899-1940) ; voitures attelées, recensement : registre (1881-1920).

1881-1940

E DEP 140 LES OMERGUES

E DEP 140/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens (1874, 1895, 1988-1900, 1902-1907, 1909-1912, 1914-1918, 1920-1925) ; affiche concernant l'appel pendant l'année 1898 des hommes des différentes catégories de réserve astreints à accomplir une période d'exercices ; exonération de prestations pour les contribuables mobilisés (1914, 1916-1917).

1874-1925

E DEP 140/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et mules de tout âge : registre , liste et tableau de classement.

1890-1940

E DEP 140/2 H 2

Voitures attelées susceptibles d'être requises et voitures automobiles des 1ère et 2e catégories : registre de déclaration et liste nominative (1892, 1895, 1898, 1902, 1910-1935).

1892-1935

E DEP 140/5 Q 1

Soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques aux mutilés et réformés de la guerre : liste permanente.

1923-1927

E DEP 145 PEIPIN

E DEP 145/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et mules et des voitures : listes.

1784-1940

E DEP 145/2 H 2

Chevaux, classement et réquisition : tableaux.

1899-1940

E DEP 145/2 H 3

Voitures automobiles, recensement : registre, liste.

1910-1939

E DEP 145/2 H 5

Réquisitions militaires faites pour les prestations en combustible, en denrées alimentaires, foin et avoine.

1914-1915

E DEP 145/4 F 1

Guerre 1914-1918 : correspondance générale, instructions, 1910-1918 ; service des réfugiés, instructions, correspondance, 1916-1918 ; service du ravitaillement civil et général, instructions, correspondance, 1914-1918.

1910-1918

E DEP 146 LA PÉRUSSE

E DEP 146/008

Chevaux, mulets et voitures.

1885-1939

E DEP 147 PEYRESQ

E DEP 147/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableau communal, 1854-1863, 1867-1869, 1871-1879, 1881-1884, 1886-1887, 1889-1890, 1895-1896, 1900-

1907, 1909-1913, 1916-1929 ; hommes faisant partie de l'armée territoriale de la classe 1855 à 1866, recensement.

1854-1929

E DEP 147/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et mules de tout âge : registre, tableau de classement et de réquisition, liste, 1874, 1892, 1899-1900, 1902-1904, 1907, 1909, 1911-1915, 1917-1919.

1874-1919

E DEP 147/2 H 2

Logements des officiers : convention, 1912 ; correspondance sur le réquisitionnement de matériel de voirie, 1917.

1912-1917

E DEP 147/2 H 3

Véhicules automobiles des 1^{ère} et 2^e catégories et motocyclettes, recensement : liste, registre (1911, 1913-1924) ; voitures attelées ou non attelées aptes au service de l'armée, recensement et réquisition (1886-1887, 1889, 1893, 1899, 1911, 1916).

1886-1924

E DEP 147/5 Q 2

Assistance obligatoire aux vieillards et orphelins nécessiteux de la guerre (1908, 1918) ; soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques aux mutilés de la guerre : liste (1924-1925).

1908-1925

E DEP 157 PUIMOISSON

E DEP 157/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableau communal (1811-1970) ; liste d'émargement et tirage des jeunes gens (1862, 1865-1866, 1877-1878, 1880-1881, 1889, 1891-1893, 1899, 1900, 1902-1903).

1811-1970

E DEP 157/1 H 2

Ordre de mobilisation et de réquisition (trois affiches de 1914) avec un tableau de concordance des jours de la période de mobilisation avec les dates du calendrier (1914).

1914

E DEP 157/1 H 3

Décès, disparition et transfert de corps de militaires : correspondance.

1914-1923

E DEP 157/1 M 2

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection : registre des souscriptions, travaux.

1919-1924

E DEP 157/4 H 1

Dépôt des armes (1870) ; réfugiés (1915-1916).

1870-1916

E DEP 158 QUINSON

E DEP 158/045

Affaires militaires, passage de troupes, garde nationale.

1790-1914

E DEP 159 REDORTIERS

E DEP 159/1 H 2

Insoumis (1885, 1917) ; correspondance sur le recrutement (1876-1877) ; registre des déclarations de changement de résidence (1914) ; livret militaire de Carbonnel Arsène de la classe 1886.

1876-1917

E DEP 159/4 H 1

Mesures d'exception.

1914-1940

E DEP 162 REVEST-DES-BROUSSES

E DEP 162/023

Conscription, recensement des classes de 1816 à 1961 : tableaux.

1816-1961

E DEP 162/024

Chevaux, mulets et voitures, recensement.

1879-1941

E DEP 171 ROUGON

E DEP 171/1 G 12

Chevaux, voitures, garde-chasse, chiens, déclaration : registre.

1905-1965

E DEP 171/1 H 2

Conscription, recensement des jeunes gens : liste et tableau communal (1817-1955), livrets militaires délivrés à Aicard Léon classe 1861, Audibert François classe 1906.

1817-1955

E DEP 171/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et mules de tout âge : liste, registre de déclaration, procès-verbal de classement (1874-1939); bâts, réquisitions(1916, 1937).

1874-1939

E DEP 171/2 H 2

Voitures attelées ou non susceptibles d'être requises, véhicules automobiles des 1^{ère} et 2^e catégories, recensement et classement : registre de déclaration, tableau de classement.

1877-1935

E DEP 171/2 I 1

Étrangers, registre d'immatriculation.

1903-1906

E DEP 171/6 F 1

Règlementation du rationnement et du ravitaillement : instructions, guide (1914, 1916-1918).

1914-1918

E DEP 171/6 F 2

Ravitaillement et rationnement, réglementation : instruction et correspondance.

1914-1920

E DEP 178 SAINT-ÉTIENNE-LES-ORGUES

E DEP 178/1 G1 6

Chevaux, mules et mulets, contribution : registre.

1897-1912

E DEP 178/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableau.

1843-1968

E DEP 178/2 I 1

Étrangers, déclarations de résidence : registre, état nominatif (1888-1922); registre d'immatriculation (1893-1920); carte d'identité : questionnaire et correspondance (1911-1925), cinq livrets (1917-1921).

1888-1925

E DEP 179 SAINT-GENIEZ

E DEP 179/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableaux (1878, 1903 à 1904, 1906, 1908, 1910, 1912 à 1914), certificat d'envoi en congé d'un jeune homme après une année de service actif (1894). Tableau de répartition et affiche de recensement de la classe 1913. Registre à souches des bulletins portant avis de décès : 1891 à 1933.

1878-1933

E DEP 179/2 H 1

Voitures automobiles des 1^{ère} et 2^e catégories : registre

1910-1914

E DEP 179/2 H 2

Voitures attelées ou non attelées aptes au service de l'armée, classement et réquisition : tableau (1878, 1905).

1878-1905

E DEP 179/2 H 3

Voitures susceptibles d'être requises, recensement : registre (1877, 1880, 1881, 1907, 1910, 1911, 1914).

1877-1914

E DEP 179/2 H 4

Chevaux, juments, mulets et mules, recensement et classement : registre de déclaration.

1874-1926

E DEP 179/2 I 1

Étrangers, inscription : registre d'immatriculation.

1896-1934

E DEP 180 SAINT-JACQUES

E DEP 180/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens et liste de tirage au sort : tableaux (1848-1953) ; registre à souche portant avis de décès (classe 1886, 1921) ; livret militaire de Baptistin Émeraude classe 1877.

1848-1953

E DEP 184 SAINT-JURS

E DEP 184/013

Chevaux, mulets et voitures, recensement.

1880-1938

E DEP 185 SAINT-JURSON

E DEP 185/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableau (1902-1932), correspondance (1912-1915).

1902-1932

E DEP 185/5 Q 1

Soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques aux mutilés de guerre et réformés de la guerre : listes (1920, 1922-1923, 1926).

1920-1926

E DEP 187 SAINT-LIONS

E DEP 187/1 M 1

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection.

1929

E DEP 192 SAINT-MICHEL-L'OBSERVATOIRE

E DEP 192/067

Chevaux, mulets et voitures, déclaration : registre.

1877-1928

E DEP 195 SAINT-PONS

E DEP 195/2 I 1

Étrangers : registres d'immatriculation.

1894-1923

E DEP 195/2 I 2

Étrangers, délivrances de visas, passeports, extraits de registre d'immatriculation, certificats de naissance, demande de carte d'identité, enregistrement des visas d'arrivée et de départ, correspondance.

1900-1956

E DEP 195/4 H 1

Réquisitions militaires : arrêté ministériel (1914), listes des prestations fournies par les habitants (1914), liste des différents points d'affichage en cas de mobilisation (1914).

1914

E DEP 199 SAINT-VINCENT-SUR-JABRON

E DEP 199/2 H 1

Chevaux, juments, mules et mulets, recensement : listes.

1897-1940

E DEP 199/2 H 2

Chevaux, classement.

1877-1928

E DEP 199/2 H 3

Véhicules attelés susceptibles d'être réquisitionnés, recensement : registres.

1916

E DEP 199/2 H 4

Voitures attelées ou non attelées aptes au service de l'armée, recensement et classement : tableau.

1899-1928

E DEP 199/2 H 5

Véhicules automobiles et motocyclettes, recensement et déclaration.

1914-1939

E DEP 199/2 H 7

Voitures susceptibles d'être requises, recensement : registre.

1898-1919

E DEP 203 SELONNET

E DEP 203/1 H 1

Conscription, recensement des classes 1837 à 1979 : tableaux et listes nominatives, feuilles de renseignements individuels, registre d'avis de décès d'hommes mobilisables.

1837-1979

E DEP 203/1 H 2

Fonctionnement interne à l'armée, circulation des militaires : ordres de route (1900-1915). Guerre de 1914-1918 : cahier des décès, disparitions et citations honorifiques (1914-1919).

1900-1919

E DEP 203/2 H 1

Chevaux, juments, mulets, mules, voitures attelées et non attelées, véhicules automobiles, motocyclettes existant dans la commune et susceptibles d'être réquisitionnés : listes, tableaux de classement et de réquisition (1874-1940).

1874-1940

E DEP 203/2 I 1

Contrôle de la circulation des personnes et population étrangère : passeports, registres d'immatriculation, cahier d'enregistrement de visas, listes nominatives, fiches de signalisation, titres individuels de séjour ou d'identité.

1839-1964

E DEP 203/4 H 1

Guerre 1914-1918 : avis municipal relatif au dépôt de l'or pour la défense nationale, note relative à l'adoption des communes dévastées (1915, 1921).

1915-1921

E DEP 203/5 Q 1

Retraites et pensions civiles et militaires : circulaire, livrets individuels, correspondance.

1860-1931

E DEP 205 SEYNE-LES-ALPES

E DEP 205/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : tableaux.

1806-1977

E DEP 206 SIGONCE

E DEP 206/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : listes nominatives.

1830-1944

E DEP 206/1 M 3

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection, souscription : liste des souscripteurs, dessin sur calque.

1921

À noter un croquis du monument faisant la liste des morts pour la Patrie et au dos location des versures des fontaines publiques (voir E DEP 206/3N1).

E DEP 206/2 H 1

Véhicules automobiles des 1^{ère} et 2^e catégories, recensement : registres des déclarations.

1910-1935

E DEP 206/2 H 2

Chevaux et mulets (1874-1940), voitures attelées (1877-1916) : tableau, liste, registre, correspondance.

1874-1940

- E DEP 206/2 I 1
Étrangers, recensement : liste du personnel dans les usines de Sigonce,
registre d'immatriculation et d'inscription.
1888-1945
- E DEP 206/2 I 2
Étrangers, réglementation : circulaire.
1916-1943
- E DEP 206/2 I 3
Étrangers : correspondance.
1912-1939
- E DEP 206/2 I 4
Étrangers, délivrance des cartes d'identité : instructions, cartes,
registre à souches.
1916-1939
- E DEP 206/4 H 1
Recrutement de l'armée : correspondance (1874-1903) ; mobilisés :
liste nominative (1912-1914) ; réquisition pendant la guerre (1915-1917), livret
militaire appartenant à Fortuné Boulet né en 1848.
1868-1917
- E DEP 206/6 F 1
Mesures d'exception : circulaires.
1914-1918

E DEP 207 SIGOYER

- E DEP 207/1 H 1
Conscription, recensement des classes 1858 à 1953 : tableaux
nominatifs (1858, 1860, 1862, 1864-1873, 1875-1876, 1880-1883, 1885, 1890, 1898-
1904, 1906, 1911, 1917-1919) ; avis de décès d'hommes mobilisables : registre
communal (1886-1899).
1858-1919
- E DEP 207/2 H 1
Chevaux, juments, mulets, mules, voitures attelées et non attelées,
voitures automobiles susceptibles d'être réquisitionnés, déclaration, classement :
registre, tableaux, listes, feuilles individuelles de déclarants.
1877-1940

E DEP 208 SIMIANE-LA-ROTONDE

E DEP 208/1 H 2

Conscription, recensement des classes : affiches du tableau de recensement des jeunes gens (1848, 1849, 1876, 1879, 1881), listes d'émargement (1879-1883, 1885), liste du tirage (1878, 1880, 1882, 1883).

1848-1885

E DEP 208/2 H 1

Animaux susceptibles d'être réquisitionnés par l'armée, recensement : registres de déclarations (1877-1881), tableaux de classement (1876, 1878-1881, 1911, 1918), registres et listes (1916-1920).

1876-1920

E DEP 208/2 H 2

Voitures attelées et véhicules automobiles, recensement : registres de déclaration.

1917-1918

E DEP 208/2 I 1

Étrangers : registre d'immatriculation (1910-1923).

1910-1923

E DEP 212 TALOIRE

E DEP 212/007

Chevaux, mulets et voitures, recensement.

1874-1939

E DEP 214 TARTONNE

E DEP 214/1 M 1

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, érection : devis estimatif de la dépense, discours d'inauguration.

1920

E DEP 215 TAULANNE

E DEP 215/005

Chevaux, mulets et voitures, recensement.

1874-1939

E DEP 217 THOARD

E DEP 217/1 M 2

Monument commémoratif aux morts de la guerre 1914-1918 : plan et devis (1920).

1914-1920

E DEP 217/2 H 1

Fournitures aux troupes de chevaux, fourrages, lits militaires, grains, pains.

1915

E DEP 220 LES THUILES

E DEP 220/1 H 1

Affaires militaires : correspondance.

1896-1914

E DEP 220/2 H 2

Chevaux, juments, mulets et mules de tout âge ainsi que les véhicules hippomobiles et les bâts.

1874-1938

E DEP 220/2 H 3

Voitures attelées susceptibles d'être requises pour le service de l'armée en cas de mobilisation, registre de déclaration des voitures attelées et des voitures automobiles des 1^{ère} et 2^e catégories : registres, tableaux.

1877-1925

E DEP 220/2 I 3

Étrangers : registre d'immatriculation.

1894-1916

E DEP 225 URTIS

E DEP 225/005

Chevaux, mulets et voitures, recensement.

1893-1938

E DEP 229 VALBELLE

E DEP 229/2 I 1

Étrangers : registre d'immatriculation, liste nominative, état (1984, 1910, 1916).

1894-1916

E DEP 230 VALENSOLE

E DEP 230/1 M 08

Construction d'un monument à la mémoire des enfants de Valensole morts pour la France : souscription, plan, comptes financiers, correspondance.

1919-1923

E DEP 230/5 Q 2

Comité d'assistance aux convalescents militaires (dépôt de Valensole) : instructions, deux livres d'entrée (1915), registre des allocations, situation mensuelle, correspondance.

1882-1915

E DEP 231 VALERNES

E DEP 231/1 H 1

Conscription, recensement des jeunes gens : listes nominatives (1811-1951).

1811-1951

E DEP 231/1 H 2

Notice individuelle classe 1914, demande de renseignements sur des militaires (1917), transfert de sépulture (1924).

1914-1924

E DEP 231/2 H 1

Chevaux, juments, mulets et voitures, recensement : listes nominatives.

1874-1939

E DEP 231/2 H 3

Voitures hippomobiles attelées, voitures automobiles, recensement : listes nominatives.

1880-1919

E DEP 231/4 H 1

Réfugiés, accueil : correspondance (1915-1918). Recherches d'évadés, de soldats, de prisonniers allemands : télégrammes (1917).

1915-1918

E DEP 233 VAUMEILH

E DEP 233/1 H 1

Conscription, recensement et tirage au sort : états nominatifs, listes d'émargement, affiches (1816-1921) ; exemptés et réformés : extraits de registres de l'état civil, extrait de registre des délibérations du conseil municipal, instructions, correspondance (1854-1914) ; réfractaires et déserteurs : circulaire préfectorale, liste nominative, correspondance (s. d. [1^{ère} quart du XIX^e siècle], 1914) ; recrutement : correspondance (1811-1923).

1816-1923

E DEP 233/1 H 2

Décès, exhumation et « rapatriement » de corps : instructions, correspondance (1914, 1921-1922).

1914-1922

E DEP 233/1 I 3

Transport de corps : certificats de décès, permis d'inhumér, procès-verbaux de mise en bière, arrêtés et télégrammes préfectoraux, avis d'autorisations municipales.

1883-1940

E DEP 233/2 H 1

Cantonnement et ravitaillement des troupes : instructions, ordres de réquisition, états nominatifs de répartition des contributions en nature ou en espèces.

1811-1918

E DEP 233/2 H 2

Chevaux, juments, mulets, mules, voitures attelées et non attelées, véhicules automobiles existant dans la commune et susceptibles d'être réquisitionnés, recensement : instructions, documentation, listes nominatives de propriétaires, registres et fiches individuelles de déclaration, tableaux de classement.

1874-1939

E DEP 233/2 I 3

Étrangers, circulation : correspondance (1893) ; immatriculation : listes nominatives, registres à souches (1893-1922).

1893-1922

E DEP 233/4 H 1

Mesures d'ordre civil et militaire en rapport avec la guerre 1914-1918 : circulaires, instructions, extrait de registre des délibérations du conseil municipal, télégrammes, sauf-conduit nominatif.

1914-1921

E DEP 233/5 Q 3

Allocations aux familles de militaires : circulaires (1904-1920). Soins gratuits aux victimes de guerre : circulaires, correspondance (1921-1924).

1904-1924

E DEP 233/6 F 1

Réquisitions : certificats d'autorisation de transport de pommes de terre, états nominatifs de fournisseurs de laines.

1918

E DEP 240 VILLARS-COLMARS

E DEP 240/2 H 1

Chevaux, juments, mulets, mules de tout âge, recensement : registres, listes, tableaux (1874-1940).

1874-1940

E DEP 240/2 H 2

Voitures attelées et bâts susceptibles d'être requise, recensement et classement : registres et tableaux (1877-1937) ; voitures automobiles des 1^{ère} et 2^e catégories (1910-1931).

1877-1937

E DEP 240/2 I 1

Étrangers : registres d'immatriculation.

1894-1919

E DEP 240/2 I 3

Étrangers : visas d'arrivée et de départ.

1917

E DEP 241 VILLEMUS

E DEP 241/2 H 1

Chevaux, juments, mules et mulets, recensement et réquisition : registres de déclaration, listes, tableaux de classement.

1874-1940

E DEP 241/2 H 2

Voitures attelées susceptibles d'être requises, recensement : registres, tableaux de classement (1877-1878, 1880-1881, 1883, 1886-1887, 1892-1893, 1895, 1898-1899, 1901, 1905, 1914) ; voitures automobiles de 1^{ère} catégorie, recensement : registres de déclaration, listes nominatives (1911) ; poids-lourds, recensement : liste (1911).

1877-1914

E DEP 241/3 H 1

Cantonement des troupes : état des hommes et chevaux à loger, correspondance (1877-1878, 1914). Armée territoriale : listes des hommes des classes 1855 à 1866. Jeunes gens de la réquisition et des déserteurs : tableau.

1855-1914

E DEP 242 VILLENEUVE

E DEP 242/1 H 2

Conscription, recensement des classes 1839-1849, 1851, 1854-1860, 1864-1866, 1869, 1871, 1874-1877, 1880-1882, 1885-1887, 1889-1917, 1919-1921 : tableaux nominatifs, correspondance ; tirage au sort : affiches de publication, listes d'émargement ; exemptés et volontaires : liste nominative, correspondance (1848-1877) ; recrutement : instructions et correspondance (1820-1914).

1839-1921

E DEP 242/1 M 1

Monument aux morts de la guerre de 1914-1918, plaques et monuments commémoratifs : devis, contrat de prix fait, dessins, correspondance.

1921-1938

E DEP 242/4 H 2

Guerre 1914-1918 : circulaires préfectorales, listes de réfugiés, correspondance, documentation.

1914-1916

E DEP 242/5 Q 2

Allocations aux familles de militaires : instructions, bulletins de demande individuelle, certificats d'admission, listes nominatives de bénéficiaires, correspondance.

1914-1940

E DEP 242/7 F 1

Main d'œuvre agricole étrangère : correspondance.

1916

Série Fi – Fonds figurés

Un certain nombre de pièces ou de fonds se présente sous deux formes : la forme matérielle d'origine et sa version numérique. Parfois, les fonds sont uniquement constitués de documents sous forme numérique.

1 Fi, placards et affiches

- 1 Fi 3/1338 Le ministre de la Guerre et de l'Intérieur, dispositions concernant les étrangers.
Sans date
- 1 Fi 3/1339 Le président de la République Raymond Poincaré, le gouvernement, à la nation française. Décret de mobilisation.
1914
- 1 Fi 3/1341 Message du président de la République Raymond Poincaré lu au Sénat et à la Chambre des députés, 4 août 1914.
1914
- 1 Fi 3/1342 Le préfet des Basses-Alpes, F. Fontanès, aux patriotes Bas-alpins, 4 août 1914.
1914
- 1 Fi 3/1344 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la circulation dans le département après l'institution de l'état de siège, 7 août 1914.
1914
- 1 Fi 3/1346 Avis du préfet des Basses-Alpes, sur les allocations journalières aux familles nécessiteuses des soldats pendant la durée de la guerre, 11 août 1914.
1914
- 1 Fi 3/1347 Arrêté du préfet des Basses-Alpes interdisant la vente de l'absinthe, 17 août 1914.
1914
- 1 Fi 3/1348 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la circulation sur les routes du département après la proclamation de l'état de siège, 26 août 1914.
1914
- 1 Fi 3/1349 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au classement des passages à niveau, 7 septembre 1914.
1914
- 1 Fi 3/1350 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif aux soutiens de famille pour les classes de 1913 et 1914, 14 septembre 1914.
1914
- 1 Fi 3/1351 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à l'examen des hommes réformés ou exemptés des classes antérieures à celles de 1915, 15 septembre 1914.
1914
- 1 Fi 3/1352 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au conseil de révision, classe de 1915, 28 septembre 1914.

	1914
1 Fi 3/1353 Arrêté du préfet des Basses-Alpes interdisant la vente et le colportage de l'absinthe et des boissons similaires, 15 octobre 1914.	
	1914
1 Fi 3/1354 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la circulation automobile, 16 octobre 1914.	
	1914
1 Fi 3/1355 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la pêche et la pisciculture, 31 décembre 1914.	
	1914
1 Fi 3/1356 Le préfet des Basses-Alpes aux municipalités du département sur la fraternité nécessaire en temps de guerre.	
	1914
1 Fi 3/1357 Tableau de concordance des jours de la période de mobilisation avec les dates du calendrier.	
	1914
1 Fi 3/1358 Appel du comité bas-alpin pour l'emprunt de la défense nationale.	
	Sans date
1 Fi 3/1359 Ministère de la Guerre, subdivision de Digne, ordre de réquisition pour la commune d'Entrevennes.	
	1914
1 Fi 3/1360 Armée de terre et armée de mer, ordre de mobilisation générale, août 1914.	
	1914
1 Fi 3/1361 Tableau indiquant la première destination à donner à la correspondance adressée aux militaires de tout grade.	
	1914
1 Fi 3/1362 Tableau indiquant la première destination à donner à la correspondance adressée aux militaires de tout grade, tableau annulant le précédent.	
	1914
1 Fi 3/1363 Tableau indiquant la première destination à donner à la correspondance adressée aux militaires de tout grade, tableau annulant le précédent, 16 novembre 1914.	
	1914
1 Fi 3/1364 Le ministre de l'Intérieur aux mairies de France sur l'assistance à accorder aux réfugiés, 1 ^{er} décembre 1914.	
	1914

1 Fi 3/1365	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif aux exemptés et réformés des classes de 1887 à 1909, 3 décembre 1914.	1914
1 Fi 3/1405	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la publication et à la vente des journaux et périodiques, 11 septembre 1914.	1914
1 Fi 3/1406	Avis aux communes du ministère de la Guerre relatif aux prestations dues aux militaires et aux civils requis pour le service des armées.	1914
1 Fi 3/1408	<i>Bulletin des communes</i> n° 6, nouvelles de la guerre en Europe.	1914
1 Fi 3/1409	Proclamation du gouvernement, appel aux Français non mobilisés pour effectuer les travaux agricoles.	1914
1 Fi 3/1410	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au recrutement et au conseil de révision de la classe 1916.	1915
1 Fi 3/1411	« L'œuvre du soldat au front », journée du 75 le dimanche 7 février 1915, quête pour les soldats du front.	1915
1 Fi 3/1412	Avis du ministère de la Guerre relatif à la déclaration des tours à métaux, presses et marteaux pilons.	1915
1 Fi 3/1413	Avis de la préfecture des Basses-Alpes sur le recrutement des Belges résidant en France, juin 1915.	1915
À noter : l'affiche est bilingue.		
1 Fi 3/1414	Cinquième tableau indiquant les villes sièges de dépôts des corps de troupe des différentes armées, 15 juin 1915.	1915
1 Fi 3/1416	Décret du ministère de l'Agriculture réglant l'abattage des animaux de boucherie, 14 octobre 1915.	1915
1 Fi 3/1417	Arrêté réglant la vente des boissons alcoolisées aux militaires et civils au service des armées, 30 octobre 1915.	1915
1 Fi 3/1418	Direction de l'Enregistrement des Basses-Alpes, avis de vente de cent chevaux réformés provenant de la zone des armées, 5 novembre 1915.	1915

1 Fi 3/1419	Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la vente de l'alcool, 15 novembre 1915.	1915
1 Fi 3/1420	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation du prix de la farine, 26 décembre 1915.	1915
1 Fi 3/1421	Le préfet des Basses-Alpes aux municipalités du département sur le patriotisme et la solidarité de la population.	Sans date
1 Fi 3/1422	Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Cultivons notre jardin ».	Sans date
1 Fi 3/1423	Ministère de l'Intérieur, sur la correspondance avec les départements envahis.	Sans date
1 Fi 3/1424	Avis du ministère de la Guerre relatif aux engagements spéciaux pendant la durée de la guerre, 10 janvier 1916.	1916
1 Fi 3/1425	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la constitution dans chaque commune d'un comité d'action agricole, 7 février 1916.	1916
1 Fi 3/1427	Décret du 2 mai 1916 relatif à la fixation des prix maxima des avoines et du son.	1916
1 Fi 3/1428	Appel du préfet des Basses-Alpes relatif à la journée des prisonniers de guerre des Basses-Alpes, 28 mai 1916.	1916
1 Fi 3/1429	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la police des établissements publics fixant les heures de fermeture, 7 juillet 1916.	1916
1 Fi 3/1430	Arrêté du 15 juillet 1916 règlementant la circulation dans la zone des armées.	1916
1 Fi 3/1431	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la police des établissements publics fixant les heures de fermeture, 26 juillet 1916.	1916
1 Fi 3/1432	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la destruction des animaux nuisibles, 4 octobre 1916.	1916

- 1 Fi 3/1433 Préfecture des Basses-Alpes, réglementation sur la circulation en chemin de fer dans les départements limitrophes de l'Italie, 16 octobre 1916. 1916
- 1 Fi 3/1435 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant l'éclairage public, 25 décembre 1916. 1916
- 1 Fi 3/1436 La « Cocarde du souvenir », œuvre de la reconnaissance des tombes des militaires et marins morts pour la France. 1916
- 1 Fi 3/1437 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif aux semences de blé, décembre 1916. 1916
- 1 Fi 3/1438 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant l'éclairage public, 1^{er} janvier 1917. 1917
- 1 Fi 3/1439 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation de la vente au détail du sucre, 3 janvier 1917. 1917
- 1 Fi 3/1440 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation de la vente au détail du sucre, 15 janvier 1917. 1917
- 1 Fi 3/1441 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la vente et la consommation de sucre, 19 janvier 1917. 1917
- 1 Fi 3/1443 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la vente et la consommation des pâtisseries et biscuits, 29 janvier 1917. 1917
- 1 Fi 3/1444 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la nécessité d'épargner le blé, la farine et le pain, 1917. 1917
- 1 Fi 3/1445 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la fabrication et la vente du pain, 12 février 1917. 1917
- 1 Fi 3/1446 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant le repas et la consommation des denrées alimentaires dans les établissements ouverts au public, 13 février 1917. 1917
- 1 Fi 3/1447 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant l'éclairage, 14 février 1917. 1917
- 1 Fi 3/1448 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation du lait, des beurres et des fromages, 15 février 1917. 1917

	1917
1 Fi 3/1449 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant les jours de fermeture des salles de spectacle, 19 février 1917.	
	1917
1 Fi 3/1450 Arrêté du ministre de la Guerre du 25 février 1917 et loi du 20 février 1917 relatifs à l'examen des hommes exemptés ou réformés d'avant-guerre appartenant aux classes de 1896 à 1914.	
	1917
1 Fi 3/1451 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif aux pommes de terre de semence, 2 mars 1917.	
	1917
1 Fi 3/1452 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation des pommes de terre, 3 mars 1917.	
	1917
1 Fi 3/1453 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la circulation en automobile ou en mobylette, 8 mars 1917.	
	1917
1 Fi 3/1454 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à l'interdiction de sortir du département des blés et farines, 12 mars 1917.	
	1917
1 Fi 3/1455 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à l'interdiction conditionnelle de sortir du département des pommes de terre, 14 mars 1917.	
	1917
1 Fi 3/1456 Arrêté du 15 mars 1917 relatif à la circulation dans la zone des armées.	
	1917
1 Fi 3/1457 Appel du préfet des Basses-Alpes aux agriculteurs sur la protection des oiseaux nécessaires à l'agriculture, mars 1917.	
	1917
1 Fi 3/1458 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la consommation de la viande de bœuf, mars 1917.	
	1917
1 Fi 3/1459 Avis du ministère de l'Intérieur sur le changement de l'heure, mars 1917.	
	1917
1 Fi 3/1460 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la modification de la réglementation des jours de fermeture des salles de spectacle, 18 mars 1917.	
	1917
1 Fi 3/1461 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la commission spéciale de réforme, visite des exemptés et des réformés n° 2 des classes 1896 à 1914.	
	1917

1 Fi 3/1462	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation du lait, 29 mars 1917.	1917
1 Fi 3/1463	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au ravitaillement en blé et farines, mars 1917.	1917
1 Fi 3/1464	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la suppression de la taxation sur les pommes de terre, 7 avril 1917.	1917
1 Fi 3/1465	Loi des 7 et 8 avril 1917 relative au recensement des céréales.	1917
1 Fi 3/1466	Décrets des 14 et 26 avril 1917 réglant la vente et la consommation de la viande.	1917
1 Fi 3/1467	Décret du 16 avril 1917 réglant la consommation d'essence.	1917
1 Fi 3/1468	Décret du 19 avril 1917 réglant la vente et la consommation des pâtisseries et des biscuits.	1917
1 Fi 3/1469	Ministère de la Guerre, réquisition générale des laines, 1 ^{er} mai 1917.	1917
1 Fi 3/1470	Décret du 5 mai 1917 relatif au recensement des hommes de 16 à 60 ans non présents sous les drapeaux.	1917
1 Fi 3/1471	Décret et arrêté des 3 et 8 mai 1917 relatifs aux taxes de la farine et du son.	1917
1 Fi 3/1472	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la vente et à la consommation de viande, 14 mai 1917.	1917
1 Fi 3/1473	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation du lait et du fromage, 16 mai 1917.	1917
1 Fi 3/1474	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif au sucre pour confiture de ménage, 22 juin 1917.	1917
1 Fi 3/1475	Arrêté du préfet des Basses-Alpes interdisant l'emploi de pétards dits « crapauds » et de tous engins explosifs, 23 juin 1917.	1917
1 Fi 3/1476	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif au renvoi du recensement professionnel des hommes de 16 à 60 ans, 29 juin 1917.	

	1917
1 Fi 3/1477 Arrêté du préfet des Basses-Alpes réglementant la vente et la consommation des spiritueux dans les cafés, cabarets et autres débits de boissons, 29 juin 1917.	
	1917
1 Fi 3/1478 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la nouvelle taxation de la vente au détail du sucre, 9 juillet 1917.	
	1917
1 Fi 3/1479 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation et à la déclaration des céréales, 19 juillet 1917.	
	1917
1 Fi 3/1480 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la réquisition des blés et autres céréales, 28 juillet 1917.	
	1917
1 Fi 3/1481 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à l'arrêté ministériel du 30 juillet 1917 sur la réglementation du régime des semoules et des pâtes alimentaires, 10 août 1917.	
	1917
1 Fi 3/1482 Décret du 3 août 1917 réglementant le régime de la boulangerie et la consommation de pain.	
	1917
1 Fi 3/1483 Avis du ministère de l'Agriculture, service de la main-d'œuvre scolaire, relatif au ramassage des marrons d'Inde et des châtaignes, août 1917.	
	1917
1 Fi 3/1484 Rapport du ministre du Ravitaillement général du 31 juillet 1917 et avis du préfet des Basses-Alpes du 28 août 1917 relatif au régime des céréales et au contrôle de la meunerie.	
	1917
1 Fi 3/1485 Direction générale de l'Enregistrement, des Douanes et du Timbre, avis de vente de 35 chevaux réformés, 7 août 1917.	
	1917
1 Fi 3/1486 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la répartition du sucre pour confiture, 9 août 1917.	
	1917
1 Fi 3/1487 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la modification de la taxation du prix de la farine et du pain, 9 août 1917.	
	1917
1 Fi 3/1488 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au prix de vente au détail du charbon de houille, 17 août 1917.	
	1917
1 Fi 3/1489 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxe du prix du pain, 21 août 1917.	

	1917
1 Fi 3/1490 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation du prix de l'avoine, 23 août 1917.	
	1917
1 Fi 3/1491 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à l'attribution du sucre destiné à la consommation familiale, 31 août 1917.	
	1917
1 Fi 3/1492 Décret relatif à la déclaration des graines et huiles animales, acide gras, glycérine, savons, bougies, 4 septembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1493 Arrêté ministériel relatif aux conditions de circulation des semences de céréales et de tubercules, 5 septembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1494 Arrêté ministériel règlementant le prix de vente des haricots et des pommes de terre, 12 septembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1495 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la délivrance des cartes d'identité aux étrangers, 12 septembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1496 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif au prix de vente des pommes de terre, 28 septembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1497 Carte des ligne de front, ligne de démarcation, limite de la zone des armées, 17 octobre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1498 Loi du 14 octobre 1917 relative à la répression de l'ivresse publique.	
	1917
1 Fi 3/1499 Avis départemental des Basses-Alpes relatif à la réduction des rations de sucre, 4 octobre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1500 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la déclaration de matières et objets divers (fer blanc, chiffon, pétrole...), 6 octobre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1501 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la déclaration de matières et objets divers (peaux, lin...), 23 octobre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1502 Décret du 30 novembre 1917 relatif à la réquisition des céréales et à la fabrication de la farine.	
	1917
1 Fi 3/1503 Décret du 4 décembre 1917 règlementant la consommation de l'essence et la circulation des voitures.	

	1917
1 Fi 3/1504 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au contrôle du marché des pommes de terre et des haricots, 6 décembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1505 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation du pain, 17 décembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1506 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la circulation en chemin de fer, 21 décembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1507 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif au prix des charbons du département, 24 décembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1508 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la restriction de la consommation du pain, 24 décembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1509 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif au nouveau régime des céréales et des farines, 28 décembre 1917.	
	1917
1 Fi 3/1510 Avis du ministère de la Guerre relatif à la protection des pigeons voyageurs.	
	1917
1 Fi 3/1511 Appel du comité bas-alpin relatif à l'emprunt de la défense nationale.	
	1917
1 Fi 3/1512 Appel du gouvernement à tous les Français, à toutes les Françaises de nos campagnes relatif aux semailles du printemps 1917 et aux travaux de la terre.	
	1917
1 Fi 3/1513 Décret du 31 octobre 1917 et arrêté du 1 ^{er} novembre 1917 relatifs au 3 ^e emprunt de la défense nationale.	
	1917
1 Fi 3/1514 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au rationnement de l'avoine, 9 janvier 1918.	
	1918
1 Fi 3/1515 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la nouvelle taxation de la vente au détail du sucre, 10 janvier 1918.	
	1918
1 Fi 3/1516 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif aux frais de mouture, 17 janvier 1918.	
	1918
1 Fi 3/1517 Arrêté municipal de Sisteron relatif au balayage des rues, 8 février 1918.	

	1918
1 Fi 3/1518	Avis du préfet des Basses-Alpes règlementant la consommation de pain, 12 février 1918.
	1918
1 Fi 3/1519	Arrêté ministériel relatif à la vente et à la circulation des pommes de terre, 12 février 1918.
	1918
1 Fi 3/1520	Décret du 12 février et loi du 10 février règlementant la fabrication et le prix de vente de certaines denrées alimentaires.
	1918
1 Fi 3/1521	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au ravitaillement en sucre, 1 ^{er} mars 1918.
	1918
1 Fi 3/1522	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif aux cartes individuelles d'alimentation, 22 mars 1918.
	1918
1 Fi 3/1523	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la répartition du sucre à partir du 1 ^{er} avril 1918, 27 mars 1918.
	1918
1 Fi 3/1524	Prescriptions du ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement sur la consommation dans les hôtels et restaurants.
	1918
1 Fi 3/1525	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la nouvelle taxation de la vente au détail du sucre, 13 avril 1918.
	1918
1 Fi 3/1526	Décret du 26 avril 1918 règlementant la vente de la viande.
	1918
1 Fi 3/1527	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif aux cartes individuelles d'alimentation et aux tickets de consommation, 28 avril 1918.
	1918
1 Fi 3/1528	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la vente de l'essence et du pétrole, 1 ^{er} mai 1918.
	1918
1 Fi 3/1529	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif aux cartes d'alimentation, 7 mai 1918.
	1918
1 Fi 3/1530	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au mélange de farines, succédané à la farine de blé, 8 mai 1918.
	1918
1 Fi 3/1531	Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la circulation dans la zone spéciale du littoral, 7 mai 1918.

	1918
1 Fi 3/1532 Statuts du syndicat des ouvriers mineurs et similaires de Gaude, 20 mai 1918.	
	1918
1 Fi 3/1533 Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la déclaration obligatoire des surfaces ensemencées en céréales et plantées en pommes de terre, 4 juin 1918.	
	1918
1 Fi 3/1534 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant le prix de vente au détail de la saccharine, 10 juin 1918.	
	1918
1 Fi 3/1535 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant le prix de vente au détail des pommes de terre primeurs, 11 juin 1918.	
	1918
1 Fi 3/1536 Ligue civique, pour la victoire vers la paix du droit avec le président Wilson (l'Amérique et la France), 16 juin 1918.	
	1918
1 Fi 3/1537 Au peuple de France, les « ligues républicaines de gauche » à tous les Français pour une victoire et une paix véritable, juin 1918.	
	1918
1 Fi 3/1538 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif aux troupeaux transhumants dans le département et à la frontière italienne, 20 juin 1918.	
	1918
1 Fi 3/1539 Décret du 27 juin 1918 relatif au ravitaillement.	
	1918
1 Fi 3/1540 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la vente au détail de la saccharine et le sucre, 23 juillet 1918.	
	1918
1 Fi 3/1541 Avis du préfet des Basses-Alpes règlementant la consommation de viande, 28 juin 1918.	
	1918
1 Fi 3/1542 Déclaration du gouvernement lue par M. Pams, ministre de l'Intérieur, sur l'arrivée en France de l'armée américaine, 28 juin 1918.	
	1918
1 Fi 3/1543 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la nouvelle taxation de la vente au détail du sucre et de la saccharine, 2 juillet 1918.	
	1918
1 Fi 3/1544 Enquête relative aux stocks de blé dans le département, 6 juillet 1918.	
	1918
1 Fi 3/1545 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la vente de la viande, 9 juillet 1918.	
	1918

1 Fi 3/1546	Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la vente au détail du sucre et de la saccharine, 11 juillet 1918.	1918
1 Fi 3/1547	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif au prix des céréales de la récolte de 1918, 12 juillet 1918.	1918
1 Fi 3/1548	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la manifestation du 14-Juillet, juillet 1918.	1918
1 Fi 3/1549	Arrêté du préfet des Basses-Alpes fixant le prix des pâtes alimentaires, 15 juillet 1918.	1918
1 Fi 3/1550	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif au battage des céréales, juillet 1918.	1918
1 Fi 3/1551	Décret du 18 juillet règlementant la circulation sur le territoire français.	1918
1 Fi 3/1552	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la circulation dans les départements frontières.	1918
1 Fi 3/1553	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au prix de vente au détail de charbon de houille, 20 juillet 1918.	1918
1 Fi 3/1554	Décret du 22 juillet 1918 relatif au régime des céréales et de la meunerie.	1918
1 Fi 3/1555	Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la vente des œufs, 23 juillet 1918.	1918
1 Fi 3/1556	Arrêté du préfet des Basses-Alpes fixant le prix des pâtes alimentaires, 16 août 1918.	1918
1 Fi 3/1557	Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la vente du lait et des beurres, 16 septembre 1918.	1918
1 Fi 3/1558	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif au contrôle du marché des pommes de terre, 16 septembre 1918.	1918
1 Fi 3/1559	« Le droit et la liberté », discours prononcé au Sénat le 17 septembre 1918 par Georges Clemenceau, ministre de la Guerre.	1918

	1918
1 Fi 3/1560 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la nouvelle taxation de la vente au détail du sucre, 21 septembre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1561 Loi du 19 septembre et arrêté du 25 septembre 1918 relatifs au 4 ^e emprunt de la défense nationale.	
	1918
1 Fi 3/1562 Arrêté du préfet des Basses-Alpes interdisant la sortie sans autorisation des denrées alimentaires du département, 3 octobre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1563 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la réquisition des céréales, 13 octobre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1564 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la taxation complémentaire de la saccharine, 14 octobre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1565 Appel des maires de France relatif à l'emprunt de la libération, 20 octobre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1566 Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la modification de la taxation de la vente au détail du sucre, 23 octobre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1567 Arrêté du préfet des Basses-Alpes modifiant le prix de vente au détail des pâtes alimentaires, 24 octobre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1568 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la vente de lait, 30 octobre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1569 Arrêté du préfet des Basses-Alpes fixant le prix des denrées, novembre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1570 Arrêté du préfet des Basses-Alpes modifiant le prix des œufs, 9 novembre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1571 Avis du préfet des Basses-Alpes aux maires, 11 novembre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1572 Arrêté du préfet des Basses-Alpes règlementant la fréquentation des débits de boisson et des restaurants par les militaires, 20 novembre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1573 Arrêté du préfet des Basses-Alpes fixant le prix des denrées alimentaires, 28 novembre 1918.	

	1918
1 Fi 3/1574 Arrêté du préfet des Basses-Alpes fixant le prix des pâtes alimentaires, 9 décembre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1575 Arrêté du préfet des Basses-Alpes réglementant la vente des fromages à pâte dure, 10 décembre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1576 Programme de la réunion patriotique et artistique organisée par l'Union des grandes associations françaises de propagande, Digne, 4 décembre 1918.	
	1918
1 Fi 3/1577 « Le piège », affiche de la Ligue civique pour une « capitulation sans condition ».	
	1918
1 Fi 3/1578 Comité national de prévoyance et d'économies, « Mangez moins de viande pour ménager notre cheptel ».	
	1918
1 Fi 3/1579-1580	
Comité de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Nous saurons nous en priver », illustration de Camille Boutet.	
	1916
1 Fi 3/1581-1582	
Comité de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Fumeurs de l'arrière, économisez le tabac pour que nos soldats n'en manquent pas », illustration d'André Ménard.	
	1916
1 Fi 3/1583-1584	
Comité de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Français, économisez le gaz », illustration de Jeanne Flaournoux.	
	1916
1 Fi 3/1585 Enfants de France pour la prévoyance et les économies, appel du comité national, Union française pour l'expansion morale et matérielle de la France.	
	1917
1 Fi 3/1586 Avis du préfet des Basses-Alpes aux producteurs de blé dans le cadre de l'emprunt national.	
	Sans date
1 Fi 3/1587 Union des sociétés de France, emprunt national, « Faisons tous notre devoir : nos fils aux armées, notre or au pays », dessin de Bernard Maudin.	
	1915
1 Fi 3/1588-1589	

Société des amis des artistes, emprunt national, « Pour la France, versez votre or » ; « L'or combat pour la victoire », « Liberté, égalité, fraternité, 1918 ».	1915
1 Fi 3/1590 Deuxième emprunt de la défense nationale, « On les aura », illustration d'Abel Faivre.	1916
1 Fi 3/1591-1992 L'emprunt de la libération, illustration d'Abel Faivre.	1918
1 Fi 3/1593 Troisième emprunt de la défense nationale, « Debout dans la tranchée que l'aurore éclaire... », illustration du lieutenant Jean Droit.	1917
1 Fi 3/1594 Ministère de l'Agriculture, « Semez des pommes de terre pour les soldats pour la France ».	1915
1 Fi 3/1595-1596 Fédération nationale de mutualité française, emprunt de la défense nationale, « N'oubliez pas de souscrire... pour la victoire... et pour le retour ! », illustration de Poulbot.	1915
1 Fi 3/1597-1598 Union des sociétés de tir de France et Union des sociétés de gymnastique, emprunt de la défense nationale, « Eux aussi font leur devoir », illustration de Jules Adler.	1915
1 Fi 3/1599 Troisième emprunt de la défense nationale, illustration d'A. Lelong.	1917
1 Fi 3/1600 Syndicat de la presse française, Journée des éprouvés de la guerre, grande tombola, 3 octobre 1915.	1915
1 Fi 3/1601 Journée serbe, illustration de Steinlen, 25 juin 1916.	1916
1 Fi 3/1602 Deuxième emprunt de la défense nationale, « En avant armée de l'épargne, c'est pour la patrie », illustration d'A. Robaudin.	1916
1 Fi 3/1603-1604 Troisième emprunt de la défense nationale, « Souscrivez pour hâter la paix », illustration d'A. Besnard.	1917
1 Fi 3/1605-1606	

Troisième emprunt de la défense nationale, « Souscrivez pour la France qui combat ! Pour celle qui chaque jour grandit », illustration d'Auguste Leroux.	1917
1 Fi 3/1607-1607	
Journée des régions libérées, « Après la victoire au travail ! Aidez-nous », illustration d'Auguste Leroux.	1919
1 Fi 3/1609 Emprunt de la paix, illustration de Lebasque.	1917
1 Fi 3/1611 Union des grandes associations françaises contre la propagande ennemie, « Toute la France debout pour la victoire du droit », « On ne passe pas, 1914-1918 », « Méfie-toi de l'hypocrisie boche », illustration de Maurice Meunon.	1918
1 Fi 3/1612 Armée de terre et armée de mer, ordre de mobilisation générale, août 1914.	1914
1 Fi 3/1613 Ministère de la Guerre, avantages assurés par la loi aux engagés volontaires et aux rengagés des corps de cavalerie et des batteries d'artillerie à cheval.	1909
1 Fi 3/1614 Le Petit drapeau belge, appel du Comité central franco-belge à MM. les préfets de France, décembre 1914.	1914
1 Fi 3/1615 Troisième emprunt de la défense nationale, « Pour l'orphelin de la guerre, souscrivons à l'emprunt », illustration de Victor Prouvé.	1917
1 Fi 3/1616 Ligue pour perpétuer à travers les âges le souvenir des crimes allemands, « Avec des assassins, avec des incendiaires, avec des voleurs, on ne discute pas, on les juge ! ».	Sans date
1 Fi 3/1617 Alliance universitaire, crimes allemands, illustration de P. Bompard.	1918
1 Fi 3/1618 Emprunt de la libération, rente française, illustration de Louis Lechaudel.	1918
1 Fi 3/1619 Deuxième emprunt de la défense nationale, illustration d'A. Lechaudel.	1916
1 Fi 3/1620 Appel pour le versement des billets de banque, « Employons nos billets de banque, comme l'or ils combattent pour la victoire ».	1916

1 Fi 3/1621-1622	Troisième emprunt de la défense nationale, illustration de Ridgway Knight.	1917
1 Fi 3/1623	Arrêté du préfet des Basses-Alpes relatif à la modification de la taxation des prix de la farine et du pain, 9 août 1917.	1917
1 Fi 3/1624	Décret du 3 août 1917, réglementation du régime de la boulangerie et de la consommation de pain.	1917
1 Fi 3/1625-1626	« Noël pour la grande paix qui vient », poème d'André Fontaine, illustration de Victor Prouvé.	1918
1 Fi 3/1627	Loi du 27 juillet 1917 sur les pupilles de la nation.	1917
1 Fi 3/1629-1632	<i>Journal officiel</i> , édition des communes.	1918
	1629, n° 7, 17 février 1918.	
	1630, n° 22, 2 juin 1918.	
	1631, n° 26, 30 juin 1918.	
	1632, n° 32, 11 août 1918.	
1 Fi 3/1669	Discours prononcé par Georges Clemenceau, ministre de la Guerre, au Sénat, 17 septembre 1918.	1918
1 Fi 3/1670	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif au danger des mouches pour la santé publique, septembre 1917.	1917
1 Fi 3/1672	Ministère de la Guerre, avantages assurés par la loi aux engagés volontaires des corps de cavalerie.	1908
1 Fi 3/1675	Tableau d'honneur des enfants de la commune morts pour la France, formulaire vierge.	1914
1 Fi 3/1676	Armée de terre et armée de mer, ordre de mobilisation générale, août 1914.	1914
1 Fi 3/1682	Avis du préfet des Basses-Alpes relatif à la circulation dans les départements frontières.	

	1918
1 Fi 3/1683 Ministère de la Guerre, avantages assurés par la loi aux engagés volontaires des corps de cavalerie.	
	1908
1 Fi 3/1686 « Histoire d'une heureuse souscription », bande dessinée de Baudry de Saunier.	
	Sans date
1 Fi 3/1688 Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Semez du blé, c'est de l'or pour la France », illustration de Suzanne Ferrand.	
	1918
1 Fi 3/1689 Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Laissez circuler la monnaie d'argent et de billon utile à notre commerce », illustration de Béatrix Grognez.	
	1916
1 Fi 3/1690 Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Tout l'acier et le charbon pour nos usines », illustration d'Hérign Feld.	
	1918
1 Fi 3/1691 Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Ne pas gaspiller le pain est notre devoir », illustration de S. Vincent.	
	1916
1 Fi 3/1692 Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Réservez le vin pour nos poilus », illustration de Suzanne Ferrand.	
	1916
1 Fi 3/1693 Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Souscrivez à l'emprunt de la libération », illustration d'Édouard Bernard.	
	1918
1 Fi 3/1694 Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Économisez le gaz ».	
	1916
1 Fi 3/1695 Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Cultivons notre potager », illustration de Louissette Jaeger, élève.	
	1916
1 Fi 3/1696 « La victoire en chantant », illustration de Maurice Neumont, novembre 1918.	
	1918
1 Fi 4/69 Comité du Secours national, journée des régions libérées, appel à la solidarité nationale.	
	1919
1 Fi 4/70 Œuvre de la reconnaissance des tombes des militaires et marins morts pour la patrie, la cocarde du souvenir.	
	1918

1 Fi 4/71	Comité national de la contribution volontaire, appel au pays.	1924
1 Fi 4/72, 78	Les préliminaires de la paix juste, glorieuse, durable, illustration d'Émile Prouvé.	1919
1 Fi 4/73	Union des pères et des mères dont les fils sont morts pour la patrie, à tous les Français, appel à la solidarité nationale.	Sans date
1 Fi 4/76-77	Journée des régions libérées, « Songez aux foyers détruits », illustration de Charles de Fouqueray.	1919
1 Fi 4/79-80	Union des grandes associations françaises, « Toutes les communes de France vont remercier les poilus par la voix des enfants des écoles », illustration de J. Coraboeuf.	1919
1 Fi 4/81-82	Journées des régions libérées, « Que votre aide à nos frères malheureux soit généreuse », illustration de Steinlen.	1919
1 Fi 4/73	Emprunt 6 % de 1920, « Pour la France vidons nos tirelires », illustration de Bouglé.	1920
1 Fi 4/1070	Association des mutilés et anciens combattants, assemblée générale du 3 avril 1938.	1938

2 Fi, cartes postales

Les cartes forment aux Archives départementales un fonds particulier. Parmi celles-ci, 94 ont trait à la première guerre mondiale. La plupart sont des vues à caractère militaire. Elles sont cotées 2 Fi 3314, 3317-3377, 3379, 3383-3385, 3388-3389, 3392-3393, 3395-3399, 3400-3408, 3411-3418, 3476.

Deux ensembles se dégagent : d'une part les cartes postales écrites par le brigadier de gendarmerie Adrien Long, de la 29^e division (15^e corps), à sa fille Adrienne Long, demeurant à Gaubert (Digne) (cotées 2 Fi 3317-3318, 3339-3347, 3349-3377, 3395, 3398-3399, 3400-3407, 3476, 4002), d'autre part une série de cartes postales allemandes (cotées 2 Fi 3388 et 3411-3417).

3 Fi, négatifs photographiques produits par les Archives départementales

3 Fi 800, 1508, 1509 Inauguration à Digne du monument aux morts des instituteurs morts au champ d'honneur par André Honnorat (tirage positif 7 Fi 111 et 114).

Étaient présents Paul Reynaud et André Honnorat.

27 Fi, fonds Assandri

Ce fonds est constitué de négatifs souples 24 x 36 cm prêtés aux Archives départementales à des fins de numérisation. La communication en est libre.

31 Fi, fonds Saint-Marcel Eysseric

Ce fonds constitué de 1 658 plaques de verre photographiques au collodion (la plus ancienne remonterait à 1860) ou au gélatinobromure d'argent a été acquis par les Archives départementales en 2010-2011. Il a rejoint les dix-sept plaques de Saint-Marcel Eysseric qui avaient été données en 1985. Ce fonds a été entièrement numérisé et il est visible sur le site Internet des Archives départementales (www.archives04.fr). Une seule plaque est contemporaine de la guerre 1914-1918 : il s'agit d'un cliché représentant le neveu de Saint-Marcel Eysseric qui, en uniforme, porte au bras un brasseur de deuil, peut-être celui de son oncle duquel il était très proche.

46 Fi, fonds Arniaud

Ce fonds est entré en don et est librement communicable. Il se constitue de 65 plaques de verre au gélatinobromure d'argent et de cinq plaques gravées sur zinc à destination de l'imprimerie. 46 plaques de verre ont trait à la première guerre mondiale, montrant des « poilus aixois », des soldats des 15^e et 111^e régiments d'infanterie et, particulièrement, du 7^e régiment du génie. Les clichés auraient été pris par Étienne Arniaud.

51 Fi, fonds Clergue-Heyriès

Ce fonds acquis par les Archives départementales en 2011-2012 qui fut produit par trois générations de photographes et d'éditeurs de cartes postales de Sisteron (Clergue puis Heyriès père et fils) est en cours de traitement. Les clichés les plus anciens remontent à 1880-1890. Certains sont d'ailleurs du Sisteronais Saint-Marcel Eysseric. Ils ont servi à la publication de cartes postales. Actuellement, plus de 10 500 documents de toutes natures (plaques de verre photographiques, tirages papier, diapositives, négatifs souples...) ont été numérisés. Mais le fonds, dans lequel règne un important désordre, n'a pas été encore classé et la numérisation se poursuit.

60 Fi, fonds Sébastien Delong

Entré en 2009, ce fonds constitué de 110 plaques de verre photographiques au gélatinobromure d'argent montre la guerre sur seulement dix plaques, dont une de l'hôpital auxiliaire installé en 1914 à l'école normale de filles à Digne. Les sujets traités sont variés et datent tous d'avant le premier conflit mondial. La plupart des clichés ont trait à Digne et aux Basses-Alpes, avec beaucoup de portraits de famille. Le fonds contient enfin quelques clichés de navires de guerre, dont le cuirassé Danton, ainsi que de défilés militaires à Digne avant 1914.

61 Fi, fonds Désiré Sic

Ce fonds a été déposé aux Archives départementales en 2012 et il est entièrement numérisé. Sa consultation est soumise à autorisation. À l'origine, les clichés ont été prêtés afin d'être numérisés.

62 Fi, fonds François Suquet

Ce fonds a été donné aux Archives départementales en 2013 et il est entièrement numérisé. Son utilisation en est libre. Il est constitué de 577 plaques de verre photographiques au gélatinobromure d'argent. Un certain nombre montre Marseille, la mer et la campagne avant et après la première guerre mondiale (1908-1914 et 1922), Lourdes en avril 1908, la Mer de glace à Chamonix à une date indéterminée ainsi que des vues d'un voyage en Suisse et dans les Alpes, peut-être au même moment. Cent trois portent sur la première guerre mondiale : « village nègre », Marseille durant la guerre, des images familiales, des images du front. Quelques-unes, non datées mais antérieures à 1914, ont trait au Sénégal, à Djibouti, Zanzibar et Madagascar.

63 Fi, fonds Jean-Claude Castex

Il s'agit d'un fonds constitué des 385 copies numériques de cartes postales appartenant à la collection de M. Castex, qui ont été prêtées aux Archives départementales en juillet 2013. Ce fonds de copies n'est pas communicable. 29 vues recto ou verso de cartes postales ont trait à la Grande Guerre, en particulier du Zeppelin échoué à Laragne en 1917. Une carte montre l'hôpital n° 3 installé en 1915 dans le collège de jeunes filles à Digne ; d'autres les monuments aux morts de Montsalier (en 1929) et de Champtercier.

63 Fi, fonds Claude Sauve

C'est un fonds de 1 158 clichés numériques réalisés en 2010 à partir des originaux appartenant à la collection de cartes postales de M. Claude Sauve. Quelques cartes ou clichés ont trait à la première guerre mondiale.

65 Fi, fonds Geay de la Guinallière

Ce fonds est constitué de clichés numériques réalisés en 2013 à partir de 174 plaques de verre stéréoscopiques au gélatinobromure d'argent rangées dans dix-neuf boîtes en carton. Elles avaient été trouvées dans une villa à Nice qui appartenait à l'exploratrice Anita Conti. Elles appartenaient à l'origine au médecin Geay de La Guinallière, oncle d'Anita Conti, dont elle évoque la mémoire dans son ouvrage, qui en tant que médecin-chef a commandé durant la grande guerre le 58^e groupe de brancardiers divisionnaires. 129 clichés ont directement trait à la guerre, en particulier au service de santé militaire et à la permission en juillet 1917 du médecin à la maison familiale des « Iris » à Saint-Trojan (Saint-Trojan-les-Bains) sur l'île d'Oléron. D'autres montrent la station thermale de Wiesbaden en 1926-1927.

66 Fi, fonds Gassier

Ce fonds de photographies, toutes de la période de la grande guerre, des années 1915-1916, est une acquisition des Archives départementales. Les clichés sont rangés dans un album photographique qui montre la guerre du lieutenant Paul Gassier et Marcel Gassier. Les clichés sont souvent datés et légendés.

67 Fi, fonds Chabot

Ce fonds est constitué de clichés numériques réalisés en 2013 à partir de 262 plaques de verre au gélatinobromure d'argent conditionnées dans treize boîtes en carton. Commercialisées par « La stéréoscopie universelle », elles portent toutes sur la guerre.

74 Fi, fonds Guenaff

Il s'agit de tirages photographiques, parfois de très petits formats, acquis par les Archives départementales en juillet 2014 auprès d'un particulier. Les clichés ont été visiblement extraits d'un fonds à l'origine marseillais vendu ensuite pièce à pièce. Ces clichés ont un rapport étroit avec les images de la guerre sur le front de France de Désiré Sic, celui-ci étant parfois représenté sur certaines images. Il est peut-être l'auteur de quelques-unes d'entre-elles, à moins qu'il s'agisse de l'inverse, le fonds Sic comprenant quelques clichés pris par l'auteur de ce fonds.

80 Fi, fonds Léonie Richaud-Henri Bouvard

Fonds entré le 6 janvier 2015, constitué de deux albums de cartes postales, de lettres et de transcription ainsi que de documents analytiques relatifs à la correspondance qui s'était établie entre Léonie Richaud et son fiancé puis époux Henri Bouvard, de 1910 à 1919. Ce fonds a été numérisé recto et verso en juin 2015, soit au total 746 clichés numériques.

102 Fi, cartes et plans

- 102 Fi 73 Grand quartier général, carte sur la circulation dans les zones armées. 1917
- 102 Fi 491 Carte symbolique de l'Europe, guerre libératrice de 1914-1915, par B. Crétee, novembre 1914. 1915

108, 109, 110, 112 Fi, gravures et estampes

- 108 Fi 544 Silhouettes d'avions français (E DEP 84, Estoublon). 1914
- 109 Fi 80 Silhouettes de ballons dirigeables français (E DEP 84, Estoublon). 1914
- 109 Fi 81 Silhouettes de ballons dirigeables allemands (E DEP 84, Estoublon). 1914
- 109 Fi 82 Silhouettes d'avions allemands (E DEP 84, Estoublon). 1914
- 109 Fi 83-85 Silhouettes d'avions français (E DEP 84, Estoublon). 1914
- 109 Fi 86 Silhouette d'un avion français, le Farman (E DEP 84, Estoublon). 1914
- 109 Fi 87 Silhouettes d'avions français (E DEP 84, Estoublon). 1914
- 109 Fi 88 Silhouettes de ballons dirigeables français (E DEP 84, Estoublon). 1914
- 110 Fi 36 Lambruisse, « aux morts pour la patrie ». 1919
- 110 Fi 45-46, 54
« Mort pour la patrie 1914-1919 ». 1919
- 110 Fi 53 « Commémoration municipales ». 1919
- 110 Fi 73 « En Argonne, comme sur le reste du front, nos troupes font des progrès continuels ». 1919
- 110 Fi 86 « Mort pour la patrie » ; diplôme offert par l'Union des grandes associations françaises à toutes les familles des soldats morts pour la France 1919

112 Fi 1	Panorama de la bataille de l'Yser (où Belges et Français ont arrêté les Allemands en octobre et novembre 1914).	1914
113-116 Fi, collection des Archives départementales		
113 Fi 19	Avis préfectoral relatif au recensement des véhicules devant être déclarés en la mairie avant le 1 ^{er} janvier 1918.	1917
113 Fi 28	Avis préfectoral sur les autorisations de circuler en train entre les Basses-Alpes et les départements du Var et des Alpes-Maritimes.	1917
113 Fi 154	« Les Bas-Alpins dans la tourmente », affiche de l'exposition sur la guerre 1914-1918, office de tourisme de Riez, 9-25 novembre 2000.	2000
113 Fi 157	« Mémoire de pierre », affiche de l'exposition à l'Atrium, Digne-les-Bains, sur la guerre 1914-1918, 10-11 novembre 2000.	2000
113 Fi 330	« Le grand tournant », affiches des rencontres d'histoire sur la guerre de 1914-1918, Manosque, 11 novembre 2002.	1915
113 Fi 415	« Pour quelques poilus de plus », affiche de l'exposition sur la guerre 1914-1918 organisée par l'association AVEN de Cruis, 15 août 1985.	1985
113 Fi 662	« Derrière le mur, on peut pleurer », extrait des Annales.	1915
113 Fi 663	« Rêve de Noël », extrait des annales.	1915
114 Fi 53	Croix-Rouge française, quinze photographies.	1914
114 Fi 1476	« Voyage dans l'enfer 14/18 », affiche de l'exposition au centre Jean Giono, « Voyage dans l'enfer 14/18, Giono un Manosquin parmi d'autres », 13 décembre 1998.	1998
114 Fi 1827	« Ils combattent, souscrivons », emprunt d'État, illustration d'Émile Prouvé.	1918
114 Fi 1828	« Soyez patients, soyez obstinés », campagne de soutien aux soldats. Texte extrait d'un discours du général Pétain.	1918

114 Fi 1829	« L'Amérique lutte pour l'indépendance des deux mondes », le rapprochement des États-Unis à la cause française.	1918
114 Fi 1830, 1834	Alliance universitaire « Vigilance et souvenir », campagne Germanophobe, illustration de P Bompard.	Sans date
114 Fi 1831	« L'effort paysan », la mobilisation économique totale de la nation, illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1832	« Il faut produire », la mobilisation économique totale de la nation, illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1833	« Le passé de la Prusse... », campagne Germanophobe.	1918
114 Fi 1835	« Honneur à ceux qui ont donné leur vie pour la liberté du monde », hommage aux alliés, illustration de Victor Prouvé.	Sans date
114 Fi 1836	« La paix de l'ennemi », dénonciation du traité de paix signé par la Roumanie sous les menaces prussiennes, illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1837	« Le laboratoire, l'usine, la guerre », la mobilisation des savants et de l'industrie, illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1838	« Terre cultivée, terre nourricière, pour vivre il faut manger », illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1839	« Au plus économe la victoire », illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1840	« Hygiène de la guerre », les restrictions de la consommation des produits importés, illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1841	« Que veut l'Allemagne », illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1842	« Les nationalités opprimées », illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1843	« Territoriaux de France », illustration de Victor Prouvé.	Sans date
114 Fi 1844	« La ruée », historique des attaques prussiennes, illustration de Victor Prouvé	

		Sans date
114 Fi 1845	« Ce que nous devons aux colonies », illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1846	« Combattre avec la France, c'est combattre pour soi », hommage au soutien de l'Angleterre, illustration de Victor Prouvé.	1918
114 Fi 1847	Emprunt de la défense nationale, 20 octobre 1918.	1918
114 Fi 1848	Comité national de prévoyance et d'économies pour la guerre, « Semez du blé, c'est de l'or pour la France », illustration de Suzanne Ferrand.	1918
114 Fi 1849	« La Fontaine l'avait bien dit ! », seize dessins.	Sans date
114 Fi 1850	Le Bleuet de France, journée nationale du 11-Novembre pour le soutien aux victimes de guerre.	Sans date
115 Fi 0009	Arrêté préfectoral sur la taxation des farines, du pain...	19/7/1917
115 Fi 41-46	Ministère des Pensions, tableaux par secteur d'état civil des objets recueillis sur les corps de militaires qui n'ont pu être identifiés jusqu'à ce jour.	Sans date
115 Fi 1028	Affiche du film « 14-18 » de Jean Aurel.	1950
115 Fi 1047	Le Bleuet de France, journée nationale au profit des victimes de guerre.	Sans date
115 Fi 1384	« Tableau d'honneur des enfants de la commune morts pour la patrie ».	1919
115 Fi 1385	« Marne, Yser, Somme, Verdun, l'aurore », la mobilisation de la nation.	1918
115 Fi 1386	Emprunt national de la libération, comité des Bouches-du-Rhône, sous la présidence d'Adrien Artaud.	1918
116 Fi 2	« Toutes les communes de France vont remercier les poilus par la voix des enfants des écoles », création d'un diplôme commémoratif.	1919

117 Fi, collection de cartes postales des Archives départementales

117 Fi 392-411

Vingt cartes postales de la région de Verdun, appartenant à une collection « souvenir de Verdun ».

1920

Sources imprimées et périodiques

Sources imprimées

Août 1914-août 1915, un an de guerre à la préfecture des Basses-Alpes, rapport au Conseil général dressé par M. Braconnier, secrétaire général, et présenté par M. Fontanès, préfet des Basses-Alpes, Digne, imprimerie Chaspoul, 1915.

Presse et périodiques

La bibliothèque nationale de France a entrepris l'inventaire des publications relatives au département des Alpes-de-Haute-Provence jusqu'en 1944 dans le cadre de son programme de la *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale* (BIPFPIG), des origines à 1944. Cet ouvrage est paru en 2015.

La consultation de la presse est indispensable pour l'étude de la période, pour deux raisons au moins. La première est liée à la vocation de la presse : informer ses lecteurs. La consultation, par exemple, des publications d'août 14 rend compte de la manière dont l'information est traitée par les journalistes et mise à disposition des lecteurs et, ainsi, du façonnage de leurs représentations. D'autre part, la presse devient une source de première importance. Il serait ainsi impossible d'étudier les comités de la Croix-Rouge dans les Basses-Alpes à partir des seules archives, bien pauvres sur le sujet. En revanche, la presse publie régulièrement des papiers relatifs à l'activité des comités.

En mains privées, il convient de signaler cette expérience unique dans le département que fut le *Journal des femmes de La Valette*, du nom d'un hameau de Thorame-Basse. Ce journal a été édité d'août 1915 à 1918. Chaque publication, généralement de 4 pages, était envoyée aux dix poilus du hameau. Elle était en vente au prix de 20 centimes pour les autres. Les femmes y parlent de la vie au village et du sort de leurs poilus. Parmi les personnes concernées par ce journal figurent les membres de la famille Peyron.

L'Écho de l'Ubaye, qui consacre toute sa première page à la situation internationale, titre, le 1^{er} août 1914 : « Nouvelles menaces de guerre » et évoque dans son chapeau : « La situation internationale devient plus grave que jamais. L'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Attitude menaçante de la Russie. L'énigme allemande. La France et l'Angleterre aux côtés des Russes. M. Poincaré entre précipitamment à Paris. Préparatifs belliqueux. »

Dans son édition du 9 août, le *Journal des Basses-Alpes* annonce en gros titres : « Haut les cœurs ! ». Il reprend la chronologie des événements locaux depuis le samedi 1^{er} août, lorsque, à 4 heures 30 de l'après-midi, la population prend connaissance du décret du président de la République relatif à la mobilisation générale. Le soir du 1^{er}, des Dignois se rassemblent autour du kiosque à musique et écoutent la *Lyre des Alpes* jouer *La Marseillaise* et l'*Hymne russe*. Le préfet prend la parole devant la foule et dit que :

L'heure est arrivée où chacun doit être prêt à faire le sacrifice de sa vie au pays... Il exhorte enfin les mères, les épouses et les fiancées à supporter avec grandeur d'âme les dures épreuves qui vont leur être imposées.

Selon le soldat Laurent Cassin, mobilisé au 3^e RI, la foule a ensuite parcouru les rues illuminées par des feux de Bengale en chantant *La Marseillaise* avec les soldats⁷⁰. La mobilisation se réalise avec « un patriotisme résolu ». Le 2, des troupes allemandes

⁷⁰ Cité par MISTRE (Maurice), *La légende noire du 15^e corps ; l'honneur volé des Provençaux par le feu et l'insulte*, p. 18.

s'avancent sur le territoire national. Le 3, « chevaux et voitures réquisitionnés s'entassent devant la caserne Desmichels » à Digne tandis que l'état de siège est décrété : maintien de l'ordre et police intérieure passent aux mains des militaires. Le 4, c'est la déclaration de guerre et le *Journal des Basses-Alpes* publie une proclamation du préfet des Basses-Alpes. Le 6 août, le maire de Digne adresse un appel à ses concitoyens afin de répondre à l'invitation du commandant le 203^e d'infanterie sur la revue des troupes place du Tampinet à 6 h 45 le vendredi 7, au cours de laquelle le drapeau sera remis aux troupes. Vendredi, après la revue, le régiment s'est rendu à la gare.

Les instituteurs et institutrices sont rappelés à leurs postes et l'inspecteur d'Académie, avant son départ en tant qu'officier de réserve, leur demande par une note de service d'ouvrir un registre sur lequel seront portés les Bulletins des communes : « ce registre sera conservé dans les archives de l'école » et d'accueillir les enfants en bas-âge, afin que les adultes puissent réaliser les travaux des champs ou de l'atelier.

D'une manière générale, les nouvelles sur le front des troupes sont bonnes.

Dans son édition suivante, du 16 août 1914, le *Journal des Basses-Alpes* participe à la désinformation et à la diabolisation de l'ennemi allemand. Les titres des articles sont éloquentes : « Orgueil et barbarie germaniques », « Goujaterie des Allemands », « Les troupes allemandes incendiaires », « Les Allemands sont en retard sur leur horaire », « L'empereur Bonnot » (en référence à la bande à Bonnot), « Bulletin ordinaire des atrocités allemandes ».

Per 005 *Cri (Le) des Alpes*, Digne, impr. Constant et Davin.

1913-1914

Per 013 *Bulletin de la société amicale des instituteurs et des institutrices des Basses-Alpes*, publié par la Société amicale des instituteurs et institutrices des Basses-Alpes, Digne.

1909-1918

Per 034 *Athénée de Forcalquier et Félibre des Alpes*, comptes rendus des séances, Forcalquier.

1907-1914

Per 052 *Annuaire administratif et commercial des Basses-Alpes*, Digne, impr. Chaspoul.

1914-1919

À noter : il n'y a pas d'annuaire de l'année 1916.

Ces annuaires constituent des mines d'informations abordées sous une forme systématique et rangées par thèmes.

Per 061 *Annales des Basses-Alpes*, publication de la Société scientifique et littéraire, Digne.

1880-1957

Per 062 *Recueil administratif des actes de la préfecture*, Digne.

1817-1986

Per 094 *Recueil des travaux de l'Institut de géographie alpine*.

1913-1915

Per 095 *Rapport du préfet et procès-verbal des délibérations du Conseil général des Basses-Alpes*, Digne.

1839-1982

Per 193	<i>Écho de la paroisse et doyenné de Mézel.</i>	1913-1944
Per 206	<i>Bulletin paroissial de Sisteron.</i>	1908-1939
Per 223	<i>Cercle d'études sacerdotal de Forcalquier.</i>	1910-1917
Per 233	<i>Semaine religieuse du diocèse de Digne.</i>	1882-1973
Per 234	<i>Bulletin de l'instruction primaire.</i>	1873-1960
Per 239	<i>Bonne semence (La), Selonnet.</i>	1915-1936
Per 240	<i>Assistance publique, Digne.</i>	1885-1938
Per 242	<i>Distribution des prix du lycée Gassendi.</i>	1890-1942
	Il manque les années 1916, 1926, 1940-1941.	
Per 243	<i>Distribution solennelle de prix du collège de Jeunes filles de Digne.</i>	1882-1939
Per 244	<i>Distribution solennelle des prix, séminaire de Digne.</i>	1882-1914
Per 245	<i>Distribution des prix du collège de Manosque.</i>	1899-1939
Per 247	<i>Distribution des prix du collège de Sisteron.</i>	1915
Per 312	<i>Annales de Provence, Marseille.</i>	1883-1914
Per 504	<i>Journal des Basses-Alpes, Digne.</i>	1870-1944
Per 505	<i>Bas-Alpin (Le), Forcalquier.</i>	1896-1921
Per 506	<i>Dépêche (La) des Alpes, Manosque.</i>	1904-1919
Per 507	<i>Écho (L') des Alpes, Digne.</i>	1871-1924

Per 508	<i>Écho (L') de l'Ubaye</i>	1906-1914
Per 510	<i>Électeur (L') libre des Basses-Alpes.</i>	1902-1914
Per 512	<i>La Fraternité, Manosque.</i>	1902-1910
Per 513	<i>Gazette (La) des Alpes, Sisteron.</i>	1917-1930
Per 531	<i>Journal (Le) de Barcelonnette.</i>	1882-1944
Per 533	<i>Journal de Forcalquier et de la Haute Provence.</i>	1880-1944
Per 542	<i>Publicateur (Le) de Sisteron.</i>	1891-1915
Per 547	<i>Républicain (Le) de Castellane.</i>	1902-1920
Per 548	<i>Républicain (Le) des Alpes, Manosque.</i>	1882-1924
Per 553	<i>Réveil (Le) des Alpes.</i>	1889-1992
Per 555	<i>Sentinelle (La) des Alpes, Castellane.</i>	1880-1932
Per 556	<i>Trois couleurs (Les), Sisteron.</i>	1908
Per 557	<i>Union (L') Bas-Alpine.</i>	1903-1914
Per 569	<i>Union (L') républicaine de Sisteron.</i>	1914
Per 573	<i>Vérité (La), Manosque.</i>	1914
Per 581	<i>Populaire (Le) des Alpes.</i>	1914
Per 582	<i>Progrès (Le) de Castellane.</i>	1914
Per 583	<i>Progrès des Alpes (Le), Digne.</i>	1914

Per 590	<i>Réveil (Le) social</i> , Sisteron.	1914
Per 640	<i>Éclaireur (L') de Nice et du Sud-Est</i> .	1916-1918
Per 645	<i>Croix (La) des Alpes et de Provence</i> , Aix-en-Provence.	1902-1935
Per 657	<i>Nos Alpes</i> , Digne.	1910-1919
Per 680	<i>Guerre (La) aérienne</i> .	1914-1919
Per 685	<i>Illustration (L')</i> , Paris.	1880-1941
Per 843	<i>Petit Marseillais (Le)</i> .	1917-1923
Per 851	<i>Démocratie (La) des Basses-Alpes</i> , Digne.	1914
Per 870	<i>Bulletin des armées de la République réservé à la zone des armées</i>	1916-1917

Collection incomplète d'une publication officielle paraissant chaque mercredi, entrée en don (de l'association des Amis du Vieux Riez) : n° 219 (8 novembre 1916), 222 (29 novembre 1916), 224 (13 décembre 1916), 226 (27 décembre 1916), 228 (10 janvier 1917), 229 (17 janvier 1917), 232 (7 février 1917).

Bibliographie

Guides

NIVET (Philippe), COUTANT-DAYDÉ (Coraline), STOLL (Mathieu), dir., *Archives de la Grande Guerre. Des sources pour l'histoire*, Paris et Rennes, Archives de France et Presses universitaires de Rennes, 2014.

Guide des sources de la guerre 1914-1918 dans le Nord, Villeneuve-d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 2009.

Témoignages, études contemporaines de la guerre

ALAIN, *Mars ou la guerre jugée*, Paris, 1921.

ALAIN, *Lettres aux deux amies*, Paris, Les Belles Lettres, 2014, « Mémoires de guerre ».

Album d'honneur de tous les Français résidant au Mexique partis pour la France, nouvelle édition en fac-similé commentée et complétée (première édition Puebla, 1919), Barcelonnette, association Sabença de la Valeia, 2005.

ANGLÈS (Max), *La geôle (camps de concentration)*, 1919.

BARBUSSE (Henri), *Le feu*, Paris, Flammarion, 1916.

BELLET (Daniel), DARVILLÉ (Will), *La guerre moderne et ses nouveaux procédés*, Paris, Hachette, 1916, « Bibliothèque des écoles et des familles ».

BORDEAUX (Henri), *Le chevalier de l'air : vie héroïque de Guynemer*, Paris, Plon, 1918.

DORGELES (Roland), *Les croix de bois*, Paris, éd. Albin Michel, 1919.

ESNAULT (Gaston), *Le poilu tel qu'il se parle. Dictionnaire des termes populaires récents et neufs employés aux armées en 1914-1918 étudiés dans leur étymologie, leur développement et leur usage*, Paris, éditions Bossard, 1919.

GENEVOIX (Maurice), *Ceux de 14*, Paris, Flammarion, 1950.

GIONO (Jean), *Écrits pacifistes*, Paris, Gallimard, 1978, collection Idées Gallimard.

GIONO (Jean), « Textes inédits : *Le jour baisse, les obus sifflent ; Idée d'un dialogue avec la douleur ; Du plus grand courage, Correspondance de guerre (1915-1916)* », *Revue Giono*, n° 8, 2014-2015, Manosque, Association des Amis de Jean Giono, 2014, p. 5-160.

GIONO (Jean), *Lettres de la Grande Guerre (1915-1919)*, Manosque, Association des Amis de Jean Giono, 2015, présentation de Jacques Mény.

JACQUES (Lucien), *Carnets de moleskine*, Paris, Gallimard, (1^{ère} édition 1939), 2014.

LATZKO (Andréas), *Les hommes en guerre (Menschen im Krieg)*, traduit de l'allemand par Magdeleine Marx, Paris, Ernest Flammarion, sd [1920].

MAUFRAIS (Louis), *J'étais médecin dans les tranchées (2 août 1914-14 juillet 1919)*, Paris, Robert Laffont, 2008.

MORIZET (André), *Le plan 17, étude sur l'incapacité de l'état-major avant et pendant la guerre*, Paris, éditions de « L'Humanité », 1919.

NAEGELEN (René), *Les suppliciés ; histoire vécue*, Paris, éditions Baudinière, 1929.

NORTON CRU (Jean), *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Paris, les Étoiles, 1929.

REINACH (Joseph), *Le service de santé pendant la guerre*, Paris, 1915, 128 p. (Joseph Reinach était le rapporteur de la commission supérieure consultative du Service de santé).

REMARQUE (Erich-Maria), *À l'ouest rien de nouveau*, traduit de l'allemand, Paris, Stock-le Livre de poche, 1973 (1^{ère} édition, 1928).

ROMAINS (Jules), *Verdun*, Paris, Flammarion, 1938.

VALLOTTON (Félix), *Documents pour une biographie et pour l'histoire d'une œuvre*, III : *Journal (1914-1921)*, présentation et notes de Gilbert Guisan et Doris Jakubec, Lausanne-Paris, La Bibliothèque des arts, 1975.

Œuvres de fiction

BEC (Jacques), *Vous étiez paysan... Un Valensolais dans la tourmente*, Marceau Arnaud, Valensole-Bidestroff, 1^{er} janvier-20 août 1914, Valensole, éd. de Saint-Trophime, 2017.

CÉLINE (Louis-Ferdinand), *Voyage au bout de la nuit*, Paris, Denoël et Steele, 1^{ère} édition, 1932.

ÉCHENOZ (Jean), *14*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2012.

CONCHON (Georges), *L'horizon (les honneurs de la guerre)*, Paris, Albin Michel, 1955.

RATINAUD (Jean), *1917 ou la révolte des poilus*, Paris, Fayard, 1960.

ROUAUD (Jean), *Les champs d'honneur*, Paris, les Éditions de Minuit, 1990.

Atlas, dictionnaires, manuels

AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Jean-Jacques), dir., *Encyclopédie de la Grande Guerre (1914-1918) ; Histoire et culture*, Paris, Bayard, édition augmentée (1^{ère} édition 2004), 2013.

BUFFETAUT (Yves), *Atlas de la première guerre mondiale. 1914-1918, la chute des empires européens*, Paris, éditions Autrement, 2005, coll. « Atlas/Mémoires ».

CAZALS (Rémy), dir., *500 témoins de la grande guerre*, Éditions midi-pyrénéennes, Edhisto, 2013.

COCHET (François), PORTE (Rémy), dir., *Dictionnaire de la Grande Guerre (1914-1918)*, Paris, Robert Laffont, 2008, coll. « Bouquins ».

DORIGNY (Marcel) et al., *Grand atlas des empires coloniaux ; des premières colonisations aux décolonisations (XV^e-XXI^e siècle)*, Paris, éd. Autrement, 2015, coll. « Atlas/Mémoires ».

DUFOUR (Jean-Louis), VAÏSSE (Maurice), *La guerre au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1993, coll. « Carré histoire »

GRANT (R. G.), *1914-1918, l'encyclopédie de la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 2013.

Études générales

Affiches de guerre (1914-1918), Dammarie-les-Lys, Conseil général de Seine-et-Marne, Direction des archives, du patrimoine et des musées départementaux, 2006.

AILLAUD (Isabelle) et al., *14-18, Marseille dans la Grande Guerre*, Marseille, Arnaud Bialion éditeur, 2014.

ALMEIDA (Fabrice), DELPORTE (Laurent), *Histoire des médias en France de la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2003.

- AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), *La guerre des enfants 1914-1918 : essai d'histoire culturelle*, Paris, A. Colin, 1993.
- AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, le Seuil, 2008, coll. « Les livres du nouveau monde ».
- AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), *Les armes et la chair. Trois objets de mort en 14-18*, Paris, A. Colin, 2009.
- AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), *1914-1918, la violence de la guerre*, Paris, Gallimard et ministère de la Défense, 2014.
- AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Annette), *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, coll. « Folio histoire ».
- AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), KRUMEICH (Gerd), *Cicatrices. La grande guerre aujourd'hui*, Paris, Tallandier, 2008.
- AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Annette), INGRAO (Christian), ROUSSO (Henry), *La violence de la guerre, 1914-1945 ; approches comparées des deux conflits mondiaux*, Paris, éd. Complexe, 2002, coll. « Histoire du temps présent ».
- BACH (André), *Justice militaire, 1915-1916*, Paris, Vendémiaire éditions, 2013.
- BAEHLER (Christian), *L'Allemagne et les Allemands en guerre, 1914-1918*, Paris, Hermann éditeurs, 2017.
- BALDIN (Damien), SAINT-FUSCIEN (Emmanuel), *Charleroi, 21-23 août 1914*, Paris, Tallandier, 2012.
- BEAUCARNOT (Jean-Louis), *Nos familles dans la Grande Guerre. Destins héroïques et foudroyés*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2013.
- BEAUPRÉ (Nicolas), JONES (Heather), RASMUSSEN (Anne), dir., *Dans la guerre 1914-1918 : accepter, endurer, refuser*, Paris, Les Belles Lettres, 2015.
- BEAUPRÉ (Nicolas), *Les grandes guerres (1914-1945)*, Paris, Belin, 2012.
- BECHER (Jean-Jacques), *1914, comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de sciences-Po, 1977.
- BECKER (Annette), *Les monuments aux morts, mémoire de la Grande Guerre*, Paris, Errances, 1988.
- BECKER (Annette), *La Guerre et la foi, de la mort à la mémoire, 1914-1930*, Paris, Armand-Colin, 1994, coll. « U ».
- BELLEUDY (Jules), *Que faut-il penser du XV^e corps ?* Menton, imprimerie coopérative, 1921.
- BEURIER (Joëlle), *Images et violence, 1914-1930 ; quand le Miroir racontait la Grande Guerre*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2007.
- BINOT (Jean-Marc), *Georges Guynemer*, Paris, Fayard, 2017.
- BLOCH (Marc), *Écrits de guerre, 1914-1918 ; textes réunis et présentés par Étienne Bloch*, Paris, A. Colin, 1997.
- BONIFACE (Xavier), *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2014.
- CABANES (Bruno), *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Le Seuil, 2004, l'Univers historique.
- CABANES (Bruno), *Août 14. La France entre en guerre*, Paris, Gallimard, 2014.
- CARLIER (Claude), « *Sera maître du monde, qui sera maître de l'air* », *la création de l'aviation militaire française*, Paris, Economica, 2004.

- CHANET (Jean-François), *Vers l'armée nouvelle ; République conservatrice et réforme militaire, 1871-1879*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.
- COCHET (François), *Survivre au front, les poilus entre contraintes et consentement*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 éditions, 2005.
- COCHET (François), *Armes en guerre (XIX^e-XX^e siècles). Mythes, symboles, réalités*, Paris, éd. du CNRS, 2012.
- COCHET (François), *La grande guerre, fin d'un monde, début d'un siècle*, Paris, Perrin et ministère de la Défense, 2014.
- CORVISIER (André), dir., *Histoire militaire de la France, 3 : De 1871 à 1940*, Paris, PUF, nouvelle édition (1^{ère} édition 1992), 1997, coll. « Cadrige ».
- CRONIER (Emmanuelle), *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, Paris, Belin, 2013.
- COURMONT (Juliette), *L'odeur de l'ennemi. L'imaginaire olfactif en 1914-1918*, Paris, A. Colin, 2010.
- DAVID (Frank), *Comprendre le monument aux morts ; lieu du souvenir, lieu de mémoire, lieu d'histoire*, sans lieu, éditions Codex et ministère de la Défense, 2013.
- DELANNOY (Michel), *Capitaine Longuet, officier artilleur de la Grande Guerre*, Mérignac, impr. Copymédia, 2013.
- DELAPORTE (Sophie), *Les médecins de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2003.
- DELAPORTE (Sophie), *Visages de guerre ; les gueules cassées, de la guerre de Sécession à nos jours*, Paris, Belin, 2017.
- DRÉVILLON (Hervé), *L'individu et la guerre. Du chevalier Bayard au soldat inconnu*, Paris, Belin, 2013.
- DUCLERT (Vincent), *La République imaginée (1870-1914)*, Paris, Belin, 2010.
- DUROSELLE (Jean-Baptiste), *La Grande Guerre des Français (1914-1918) ; l'incompréhensible*, Paris, Perrin, 1994.
- FARCY (Jean-Claude), *Les camps de concentration français de la première guerre mondiale, 1914-1920*, Paris, Anthropos, 1995.
- FOUCHARD (Dominique), *Le poids de la guerre. Les poilus et leur famille après 1918*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, collection « Histoire ».
- GERVEREAU (Laurent), *Les images qui mentent. Histoire du visuel au XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2000.
- GERWARTH (Robert), *Les vaincus. Violences et guerres civiles sur les décombres des empires (1917-1923)*, Paris, Seuil, 2017.
- GÉTREAU (Florence), *Entendre la guerre ; sons, musiques et silence en 14-18*, catalogue de l'exposition de l'Historial de la Grande Guerre, 27 mars-16 novembre 2014, Paris, Gallimard et Historial de la Grande Guerre, 2014.
- Guerre des Vosges et guerres de montagne (1914-1918)*, actes du colloque international des 21-23 mai 2015 à Épinal et Colmar, Bernard Giovanangeli éditeur, 2016.
- GOYA (Galet), *La chair et l'acier*, Paris, Taillandier, 2004.
- La Grande Guerre des aviateurs*, catalogue d'exposition, musée de l'Air et de l'Espace, Paris, 5 octobre 2014 au 25 janvier 2015, Livres EMCC éditions, musée de l'Air et de l'Espace, 2014.

- GUILLOT (Hélène), dir., *Images interdites de la Grande Guerre*, catalogue d'exposition, Paris, centre Panthéon-Sorbonne, Rennes, Presses universitaires de Rennes et ministère de la Défense, 2015.
- GUNTHER (André), dir., *Voir, ne pas voir la guerre*, Paris, Somogy éditions d'art/BDIC, 2001.
- HADDAD (Galet), *1914-1918, Ceux qui protestaient*, Paris, les Belles Lettres, 2012.
- HARDY (Michel), *De la morale au moral des troupes, ou l'histoire des BMC (1918-2004)*, Paris, Charles Lavauzelle, 2004.
- HÉLIE (Jérôme), « Les armes », dans NORA (Pierre), dir., *Les lieux de mémoires*, t. 3 : *Les France*, vol. 2 : *Traditions*, Paris, Gallimard, 1997, coll. « Quarto », p. 3235-3275.
- Les hôpitaux dans la guerre*, Paris, Le Cherche Midi, 2008.
- HORNE (John) et KRAME (Alan), *1914, les atrocités allemandes*, Paris, Taillandier, 2005.
- HUSS (Marie-Monique), *Histoires de famille, 1914-1918. Cartes postales et culture de guerre*, Paris, éd. Noesis, 2000.
- KEEGAN (John), *Anatomie de la bataille. Azincourt, 1415, Waterloo, 1815, la Somme, 1916*, Paris, Perrin, nouvelle édition (1^{ère} édition 1976), 2013.
- KRONENBERGER (Stéphane), *Des temps de paix aux temps de guerre : les parcours des travailleurs étrangers de l'Est et du Sud-Est de la France (1871-1918)*, thèse de doctorat d'histoire, Université de Nice Sophia-Antipolis, 2014.
- LACAÏLE (Frédéric), *La première guerre mondiale vue par les peintres*, Paris, CITEDIS éditions, 1998.
- LAFON (Alexandre), *La camaraderie au front (1914-1918)*, Paris, A. Colin et ministère de la Défense, 2014.
- LAFON (Alexandre), *La France de la Première Guerre mondiale*, Paris, A. Colin, 2016, Cursus.
- LANDAU (Philippe), *Les soldats juifs dans la Grande Guerre. 1914-1918 : le livre du souvenir du Judaïsme français*, Paris, CLK Les éditions du Consistoire, 2015.
- LE NAOUR (Jean-Yves), *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français (1914-1918)*, Paris, Aubier, 2002.
- LOUBES (Olivier), *L'école de la Patrie ; histoire d'un désenchantement (1914-1940)*, Paris, Belin, 2001, coll. « Histoire de l'éducation ».
- LUCBERT (Françoise), TISON (Stéphane), *L'imaginaire de l'aviation pionnière ; contribution à l'histoire des représentations de la conquête aérienne, 1903-1927*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
- MISTRE (Maurice), *La légende noire du 15^e corps ; l'honneur volé des Provençaux par le feu et l'insulte*, Saint-Michel-l'Observatoire (Alpes-de-Haute-Provence), C'est-à-dire éditions, 2009, coll. « Un territoire et des hommes ».
- MORTANE (Jacques), *Les as nous parlent*, Paris, éditions Baudinière, 1936.
- OFFENSTADT (Nicolas), *Les fusillés de la Grande Guerre, et la mémoire collective (1914-1999)*, Paris, Odile Jacob, 1999.
- OFFENSTADT (Nicolas), *14-18 aujourd'hui. La grande guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010, coll. « Histoire ».

- OLIER (François), QUÉNEC'H DU (Jean-Luc), *Hôpitaux militaires dans la guerre 1914-1918 ; répertoire général, marques postales sanitaires, indice de rareté « hopmil »*, t. IV, *France Sud-Est*, Louviers, Ysec éditions, 2014.
- OLIVIER (Jean-Marc), dir., *Histoire de l'armée de l'air et des forces aériennes françaises, du XVIII^e siècle à nos jours*, Toulouse, Privat, 2014.
- PAILLARD (Rémy), *Affiches 14-18*, Reims, Imp. Matot-Braine, 1996.
- PANEL (Louis N.), *La Grande Guerre des gendarmes. « Forcer, au besoin, leur obéissance »*, Paris, Nouveau Monde éditions et ministère de la Défense, 2013.
- PAU (Béatrix), *Le ballet des morts. État, armée, familles : s'occuper des corps de la Grande Guerre*, Paris, Librairie Vuibert, 2016.
- POIRRIER (Philippe) dir., *La Grande Guerre, une histoire culturelle*, Dijon, éditions universitaires de Dijon, 2015, coll. Histoires.
- Portraits de la Grande Guerre. Les pastels d'Eugène Burnaud au musée de la Légion d'honneur*, Paris, ECPAD, 2010.
- POUCHER (Yves), « Les clichés de la Grande Guerre : entre histoire et fiction », *Terrain*, n° 34, mars 2000, p. 143-158.
- PROST (Antoine), « Les monuments aux morts. Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? », dans NORA (Pierre), dir., *Les lieux de mémoires*, t. I, *La République*, Paris, Gallimard, Quarto, 1997 (1^{ère} édition, 1984), p. 199-223.
- PROST (Antoine), « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », *Vingtième siècle*, janvier-mars 2004, p. 5-20.
- PROST (Antoine), « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, 1/ 2008, n° 222, p. 41-60.
- PROST (Antoine), *La Grande Guerre expliquée en images*, Paris, Le Seuil, 2013.
- PROST (Antoine), *Les Anciens combattants (1914-1940)*, Paris, Gallimard, édition revue (1^{ère} édition 1977), 2014, Coll. « Folio Histoire » ; 229.
- ROUSSEAU (Frédéric), « Paroles de femmes de poilus : jours de guerre au féminin sur le front intérieur languedocien (1914-1918) », *Annales du Midi*, t. 112, 2000, p. 483-498.
- ROUYER (Bruno), *Les chiens de guerre, fidèles auxiliaires des poilus*, Haroué, Gérard Louis, 2014.
- SAINT-FUSCIEN (Emmanuel), *À vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, Paris, éd. de l'EHESS, 2011.
- SERVENTI (Silvano), *La cuisine des tranchées ; l'alimentation en France pendant la Grande Guerre*, éditions Sud Ouest, 2014.
- VIET (Vincent), *La Santé en guerre, 1914-1918 : une politique pionnière en univers incertain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- Vivre en temps de guerre des deux côtés du Rhin, 1914-1918*, catalogue d'exposition, Archives départementales du Haut-Rhin, 2014, Colmar et Stuttgart, Conseil général du Haut-Rhin et Landesarchiv Baden-Württemberg, 2014.
- VIDAL-NAQUET (Clémentine), *Couples dans la Grande Guerre ; le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, Paris, Les Belles Lettres, 2014.
- Vu du front. Représenter la Grande Guerre*, catalogue d'exposition, 15 octobre 2014 au 25 janvier 2015, Paris, Somogy éditions d'art, 2014.

WINTER (Jay), *Entre deuil et mémoire, la Grande Guerre dans l'histoire culturelle de l'Europe*, Paris, A. Colin, 1995.

Études locales

AILLAUD (Isabelle) et al., *14-18, Marseille dans la Grande Guerre*, Marseille, Arnaud Bialion éditeur, 2014.

Aux sources de la Grande Guerre. Histoire inédites à travers les archives privées du Finistère, Locus Solus, 2014.

Avignon 14-18 ; la Grande Guerre sur tous les fronts, catalogue de l'exposition présentée du 20 septembre 2014 au 15 septembre 2015 aux Archives municipales d'Avignon, Avignon, Ville d'Avignon archives municipales, 2014.

CAVAILÉ (Hélène) et LACROIX (Jean-Bernard), *Les Alpes-Maritimes et les guerres du XX^e siècle*, catalogue de l'exposition des Archives départementales des Alpes-Maritimes, novembre 2012-mai 2013, Nice et Milan, Conseil général des Alpes-Maritimes et Silvana Editoriale, 2012.

CHAVE (Isabelle), dir., *La Grande Guerre dans les Vosges*, Actes du colloque tenu à Épinal (4-6 septembre 2008), Épinal, Conseil général des Vosges, 2009.

CHENARD (Gaël) et SPITALIER (Pierre), dir., *Vivre la guerre dans les Hautes-Alpes. Loin du front, la guerre de tous, 1914-1918*, Toulouse, Privat, 2014.

La Drôme et la Grande Guerre. Un département du « front de l'arrière », acte du colloque de Valence, 4-5 octobre 2014, Lyon, Libel, 2015.

Fragments d'histoires. L'Ardèche dans la Grande Guerre, Privas, Archives départementales de l'Ardèche, 2014, coll. « Ardèche Patrimoine(s) ».

GAGET (Olivier), *Les poilus juifs d'un régiment provençal ; le 112^e d'infanterie dans la Grande Guerre*, Paris, Publibook, 2014.

Guerre des Vosges et guerres de montagne (1914-1918) ; actes du colloque international, 21-23 mai 2015, Épinal-Colmar, Conseils départementaux du Haut-Rhin et des Vosges et Bernard Giovanangeli éditeur, 2016.

KINOSSIAN (Yves) et CAVALIÉ (Hélène), 1914-1918. *Les monuments aux morts dans les Alpes-Maritimes*, Milan, Silvana Editoriale et Conseil général des Alpes-Maritimes, 2015.

KRONENBERGER (Stéphane), « Passer la frontière en temps de guerre : le cas des agriculteurs italiens du Sud-Est de la France lors du premier conflit mondial », *Migrations société*, vol. 24, n° 140, mars-avril 2012, p. 191-200.

KRONENBERGER (Stéphane), *Des temps de paix aux temps de guerre : les parcours des travailleurs étrangers de l'Est et du Sud-Est de la France (1871-1918)*, thèse de doctorat d'histoire, Nice, Université de Nice Sophia-Antipolis, 2014.

Le 159^e régiment d'infanterie alpine de Briançon dans la Grande Guerre, 1914-1918, Saint-Cloud, éd. du Tournel, 2016.

MATTONE-VASTEL (Sylvie) et MEISSONNIER (Georges), *L'art et la mémoire de 1914-1918 dans le Var*, Toulon, Commission départementale de l'information historique pour la paix, Office national des anciens combattants, 1998.

MISTRE (Maurice), *La légende noire du 15^e corps ; l'honneur volé des Provençaux par le feu et l'insulte*, Saint-Michel-l'Observatoire (Alpes-de-Haute-Provence), C'est-à-dire éditions, 2008, coll. « Mille mots chuchotés ».

Un officier du 15^e corps ; carnets de route et lettres de guerre de Marcel Rostin (1914-1918), présentés et annotés par Olivier Gaget avec une postface de Jean-Marie Guillon, Saint-Michel-l'Observatoire (Alpes-de-Haute-Provence), C'est-à-dire éditions, 2009, coll. « Un territoire et des hommes ».

REIMBOLD (Emmanuelle), « Le poids de la Première Guerre mondiale au prisme des archives de la Grande Collecte dans les Bouches-du-Rhône : un siècle d'obligation mémorielle », *La Gazette des Archives*, n° 248, 2017, p. 113-135.

ROUSSEAU (Frédéric), « Paroles de femmes de poilus : jours de guerre au féminin sur le front intérieur languedocien (1914-1918) », *Annales du Midi*, t. 112, 2000, p. 483-498.

TRUPHÉMUS (Serge), *Vaucluse 14-18, vivre à l'arrière durant la Grande Guerre*, Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), C'est-à-dire éditions, 2017, coll. « Un territoire et des hommes ».

Vivre en temps de guerre des deux côtés du Rhin, 1914-1918, catalogue d'exposition, Archives départementales du Haut-Rhin, 2014, Colmar et Stuttgart, Conseil général du Haut-Rhin et Landesarchiv Baden-Württemberg, 2014.

Basses-Alpes (Alpes-de-Haute-Provence)

L'album d'honneur de tous les Français résidant au Mexique partis pour la France, Barcelonnette, Sabença de la Valeia, 2015, édition en fac-similé de l'édition : Puebla, 1919

AMIS DES MÉES, *Ceux qui ne sont pas revenus ; hommage aux Méens*, Les Méés, 2018.

ASSOCIATION CULTURE ET PATRIMOINE DE THORAME-BASSE, *Thorame-Basse dans la Grande Guerre*, Thorame-Basse, mairie de Thorame-Basse, 2014.

Une publication récente, réalisée dans le cadre du centenaire, et qui étudie judicieusement les soldats de la commune.

AUBIN (G.), « Les Basses-Alpes patriotes (1870-1914) », *Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, t. 16, 1913-1914, p. 405-411.

AUBIN (G.), « La Croix-Rouge à Digne », *Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, t. 17, n° 138, 1916, p. 144-156.

AUBIN (G.), « Union des Femmes de France ; Croix-Rouge, comité de Digne (1^{er} mai 1916 au 1^{er} mai 1917) », *Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, t. 17, n° 139, 1916-1917, p. 218-222.

BAIN (V.), MILADINOVITCH (M.), *Précis d'histoire serbe*, 1917, 101 p.

Exemplaire adressé à André Honnorat en hommage par l'un des auteurs, V. Bain, alors inspecteur de l'enseignement primaire et directeur de l'école militaire serbe de Jausiers, après en avoir été le sous-directeur.

BALIQUE (Nicolas), *L'adieu aux pays. Correspondance de guerre de quatre soldats bas-alpins ; précédé de Barles et les Barlatans dans la Grande Guerre*, Les Beaux-de-Provence, Jean-Marie Desbois éditeur, 2017, collection « Veuve David ».

BARJAVEL (Joseph), *De Forcalquier à Metzeral ; carnet et lettres d'un chasseur alpin (1914-1915)*, Forcalquier, C'est-à-dire éditions, 2016, coll. « Mille mots chuchotés ».

BORDEAUX (P.-E.), « Historique de la vallée de l'Ubaye pendant la guerre de 1914-1919 », *Annales des Basses-Alpes*, t. 21, 1926-1927, p. 100.

CARRIAS (Eugène), *Souvenirs de Verdun, autour de Verdun avec le 164^e RI*, Forcalquier, Association « Patrimoine du pays de Forcalquier », 1999.

CAZÈRES (Janine), « Témoignage photographique de 1915 [Henri Évrard, 1882-1970] », *Chroniques de Haute Provence, bulletin de la Société scientifique et littéraire des Alpes-de-Haute-Provence*, n° 374, 2015, p. 28-54.

CHAUVE (Anne-Marie), « Les carnets de guerre de Georges Étave, musicien et soldat du 68^e régiment d'infanterie (1914-1916) », *Chroniques de Haute Provence, bulletin de la Société scientifique et littéraire des Alpes-de-Haute-Provence*, n° 373, 2014, p. 6-87.

CHAUVIN (Roger), *Recueil historique en hommage aux soldats originaires du pays des trois Asses morts pour la France (1914-1918)*, 4 vol., tapuscrit, commune de Blioux, 2012 ; communes de Chaudon-Norante et Creisset, 2012 ; commune de Moriez, 2014 ; commune de Lambruisse, 2016.

Des travaux de recherche fouillés, qui ambitionnent de suivre très précisément l'itinéraire des soldats de ces communes.

Courage, patience, mille caresses pour la vie ; courrier du temps de la Grande Guerre conservé par Andrée Chaillan, institutrice à la Colle-Saint-Michel (Basses-Alpes), 1914-1919, [Courbons, Digne-les-Bains], Bernard Vautrin, 2015.

DEBOUT (Marion), *1914-1918, le 157^e régiment d'infanterie dans la Grande Guerre, Champagne, Ardennes et poudrière d'Orient*, Gap, Conseil départemental des Hautes-Alpes, 2014.

« Désiré Sic, officier du génie et photographe au Chemin des Dames », *La lettre du Chemin des Dames*, hors-série n° 6, 2012.

DONATO (Marc), *Les Pierreverdants dans la tourmente de la première guerre mondiale*, L'Argentière-La Bessée, éditions du Fournel, 2016.

GRANIER (Robert), *Mémoires de guerre : Germain Allard, un poilu provençal en Argonne (1914-1915)*, sans lieu, éd., éditions Castellum, 2015.

GUILLAMO (Marcel), *159^e régiment d'infanterie alpine ; historique du régiment de la neige*, Gap., Impr. Louis-Jean, 1988.

HOURNAC (Roger), REVEST (Yves), *Le bataillon universitaire serbe à Jausiers/Mont-Dauphin pendant la Grande Guerre (1916-1917)*, Barcelonnette, Sabença de la Valeia, sd.

Un Haut-Provençal dans la Grande Guerre : Jean Barruol. Correspondance, 1914-1920, édition établie par Guy Barruol, Forcalquier, les Alpes de Lumières, 2004, coll. « Les cahiers de Haute-Provence » ; 1.

Un instituteur provençal dans la Grande Guerre : Marie-Auguste Collomp. Lettres à Léontine, 1914-1915, présentées et annotées par Alain Collomp, Forcalquier, les Alpes de Lumières, 2004, coll. « Les cahiers de Haute-Provence » ; 3.

L'industrie chimique, [s.n.], 1917, 88 p.

LABADIE (Jean-Christophe), *Vos Papiers SVP ! Identités de papier dans les Basses-Alpes de 1789 à 1944*, catalogue de l'exposition présentée aux archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, Digne, 2012.

LABADIE (Jean-Christophe), « Au-delà de la frontière : la présence italienne dans les Basses-Alpes (du début du XX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale, *Migrations société*, vol. 24, n° 140, mars-avril 2012, p. 179-189.

LACROIX (Jean-Bernard), « Saint-Auban : un grand centre industriel issu de la guerre chimique », *Annales de Haute-Provence*, n° 303, 1^{er} semestre 1987, p. 188-220.

LAFON (Alexandre), MIÈGE (Colin), *Une guerre d'hommes et de machines ; Désiré Sic, un photographe du génie, 1914-1918*, Toulouse, Privat, 2014.

LENFANT (évêque), *Allocution dans l'église cathédrale de Digne, au service funèbre célébré pour nos soldats à la demande des Dames de la Croix-Rouge*, s.l., 1916.

MÉNY (Jacques), « Le roman d'un poilu : Jean Giono », *Chroniques de Haute Provence, bulletin de la Société scientifique et littéraire des Alpes-de-Haute-Provence*, n° 375, 2015, p. 18-70.

MÉNY (Jacques), « Jean Giono, lettres de la Grande Guerre (1915-1919) », *Revue Giono*, hors série 2015, Manosque, Association des Amis de Jean Giono, 341 p.

MICHEL (Henri), *Une enfance provençale au temps de la première guerre mondiale. Vidauban dans la mémoire d'un historien*, Forcalquier, C'est-à-dire éditions, 2012, coll. « Mille mots chuchotés ».

MIÈGE (Colin), *La Grande Guerre vue par un officier du génie*, Antony, E-T-A-I, 2014.

MIÈGE (Colin), *Désiré Sic ; le parcours d'un militaire bas-alpin entre le Maroc et le front de France, 1904-1934*, Digne-les-Bains, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 2014.

1914-1918. La grande guerre. Souvenir, lettres, documents ou « si j'avais la chance de retourner ce jour, ce sera encore rien... », Les Mées, Les amis des Mées, sd.

PIERREFEU (Odile de), REYNIER (Françoise), *La mémoire et les morts ; monuments sculptés de la Grande Guerre en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur*, Lyon, Fage éditions, 2014.

PINONCELY et MAZARD, *Conférences faites aux instituteurs des Basses-Alpes, réunis à l'école normale de Barcelonnette pendant les vacances de 1882, pour les exercices gymnastiques et militaires*, Digne, Impr. Vial, 1883.

PONCIN (Lucette), « Des écoliers dans la grande guerre. Enfant et adolescence à Sainte-Croix-du-Verdon (1912-1919) », *Alpes de Lumière*, n° 125, novembre 1997.

Projets des statuts de l'Association des mutilés et blessés, veuves, ascendants et orphelins de la grande Guerre de l'arrondissement de Barcelonnette, Barcelonnette, Imp. Astoin, 1927.

PROVENCE (Marcel), *Les Allemands en Provence. Histoire de l'invasion économique et de l'espionnage allemand dans le midi de France. (1911-1918)*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1919.

L'auteur avance une théorie lancée avant-guerre par Léon Daudet, rédacteur en chef de l'*Action française*, très en vogue dans certains milieux, celle de l'espionnage allemand tous azimuts.

14-18. Documents. La Grande Guerre et les Basses-Alpes, Digne-les-Bains, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, publication du service éducatif, 1991.

« 14-18. Traces », revue *Verdons*, n° 43, avril 2014.

RABANIT, *Historique du 3^e régiment d'infanterie (août 1914-novembre 1918)*, Paris, Librairie Chapelot, 1920.

RANDON-NIEL (Henri), *Le 157^e régiment de ligne (1^{er} octobre 1887-31 décembre 1919) ; son centenaire, ses ancêtres et son temps*, sl., Ophrys et Alpes et Midi, 1988.

REYNAUD (A.), *Pages d'histoire locale : Digne pendant la guerre 1914-1918*, Digne, impr. Chaspoul, 1920.

RICHAUD (N.), *Le comte Pierre de Bermond de Vaulx, capitaine d'infanterie tombé au champ d'honneur à Oum-Souigh, le 3 octobre 1915*, Digne, Impr. Chaspoul, 1916.

SCHUCK (Bernard-Marie et Laure), *Enfants de Montjustin morts pour la France, 1914-1918*, tapuscrit, sans date.

SCHUCK (Bernard-Marie et Laure), *Monument aux morts de Villemus*, tapuscrit, sans date.

SCHUCK (Bernard-Marie et Laure), *Reillanne*, tapuscrit, sans date.

Sur les traces du sergent Joseph Barjavel (1889-1915), une découverte de la Grande Guerre, Forcalquier, C'est-à-dire éditions, collection « Mille mots chuchotés ».

TAPIE (G.), *L'école et la vie économique dans les Basses-Alpes*, Digne, Impr. Constans et Davin, 1916.

G. Tapie est un inspecteur de l'enseignement primaire qui fit fonction d'inspecteur d'Académie.

TASSEL (Hubert), *Les poilus ubayens « Morts pour la France » en 1914-1918*, Barcelonnette, Amicale ubayenne des Chasseurs alpins, le Souvenir français, slnd.

TISON (Frank), « Les prisonniers de guerre en Provence durant la Première Guerre mondiale. Du rejet à l'intérêt bien compris », *Provence historique*, t. 64, janvier-juin 2014, p. 3-39.

« Tranche de vie d'un jeune Moustairain (juin 1918-mai 1920) à travers ses lettres oubliées pendant trois quarts de siècle dans l'hôtel-dieu de Moustiers », *Bulletin des Amis du musée de la faïence*, n° 20, mars 2007.

L'usine de St-Auban ; d'un siècle à l'autre, Atofina, Usine de Saint-Auban, sd.

La vallée de l'Ubaye et la tragédie de la bataille du 28 août 1914 de Ménil-sur-Belvitte, Amicale ubayenne des Chasseurs alpins et le Souvenir français, slnd.

VAUTRIN (Bernard), *Courbons dans la Grande Guerre, 1914-1919*, Courbons [Digne-les-Bains], Chez l'auteur, 2016.



Margot et sa fille « Dédé », née à Digne le 14 octobre 1914. L'époux, Marius Chauvin, présenté en médaillon, a été « tué à l'ennemi » le 9 mai 1917, loin de sa petite patrie, en Serbie, alors qu'il combattait au sein du 4^e colonial. Son nom est gravé, au milieu de 178 autres noms de poilus, sur le monument aux morts de Digne-les-Bains

(AD AHP, fonds Grande collecte, 16-1-11, tirage photographique, vers 1919)